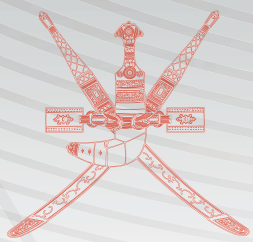


Oman 2020



Oman 2020

Publié par
Ministère de l'Information

Au Nom de Dieu
Le Compatissant, Le Miséricordieux

“EN VÉRITÉ
CEUX QUI ONT
CRU ET FAIT DES CHOSES
JUSTES NOUS NE PERMETTRONS
PAS QUE SE PERDE LA RÉCOMPENSE
DE QUICONQUE A AGI DE
MANIÈRE PARFAITE
ET EN TOUTE
JUSTICE

(LE SAINT CORAN)
Sourate de la Caverne (XVIII,30)



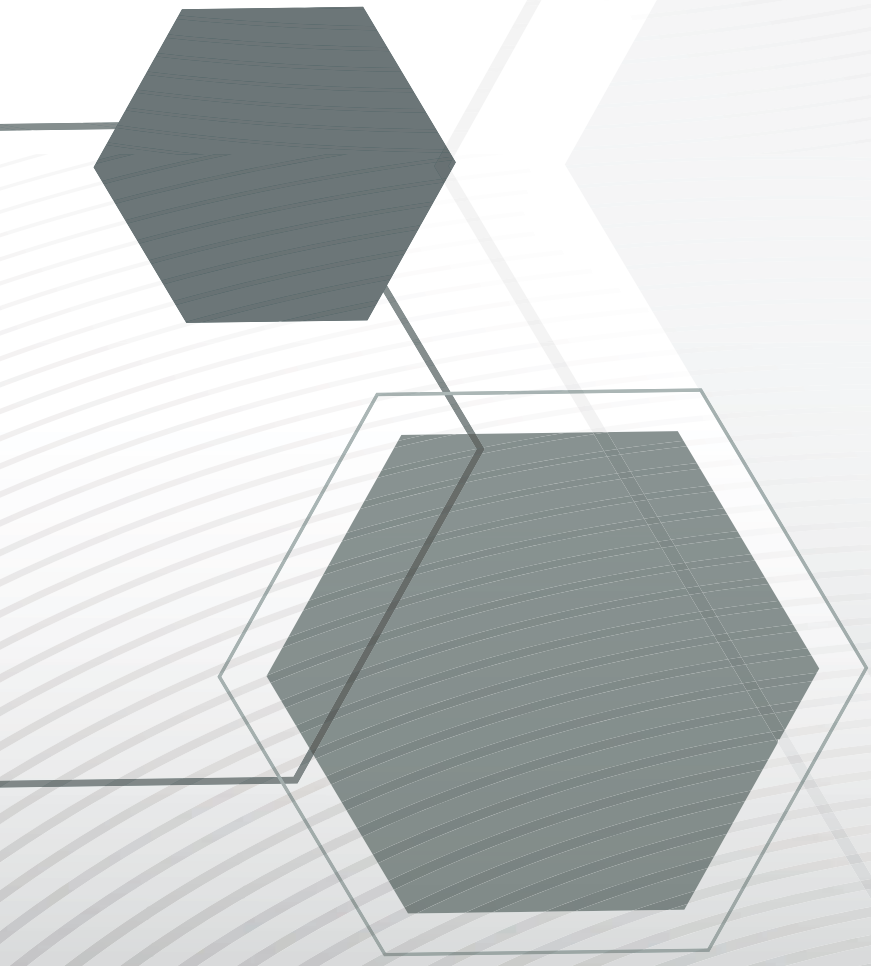
Sa Majeste Le
Sultan Qabous bin Said bin Taimur

puisse son âme reposer en paix



Sa Majeste Le
Sultan Haitham Bin Tarik bin Taimur

Introduction



Il y a cinquante ans, le défunt Sultan Qabous bin Said binTaimur entreprit un parcours de pionnier qui allait peut-être transformer Oman. Armé d'une vision et d'une détermination à ne pas s'arrêter en chemin tant que tous obstacles ne seraient pas levés, il voua tout le reste de sa vie à poursuivre cette vision. Le pays qui dut dire adieu au défunt Sultan en Janvier 2020 n'a que peu de ressemblance avec l'Oman de 1970. Mais le travail n'est pas achevé. Il se poursuit en son absence et en sa mémoire. Tout ce qu'il a accompli ces cinquante dernières années sera non seulement préservé mais développé. L'énergie qui a motivé la moderne Renaissance du Sultanat continue sans faiblir, prête à affronter toutes les difficultés qui pourraient se mettre en travers de son cheminement.

Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik, dans son discours du 23 février 2020, ne laissa aucun doute sur son intention de préserver l'élan et d'élargir le champ des possibles avec l'ambitieuse Vision d'Oman 2040.

Pour la Renaissance moderne, l'année 2020 marque une étape importante, celle de son jubilé d'Or. Elle aura été l'année-charnière, entre les réalisations passées et le prochain chapitre à venir. Oman Vision 2040 commence officiellement en 2021 et décrit une trajectoire qui, une fois encore, va transformer le Sultanat dans les prochaines décennies et engendrer un avenir méconnaissable pour nous aujourd'hui par sa différence et son abondance.

Le monde, cette année, aura connu des événements graves, avec de profondes conséquences pour notre pays. Les effets conjugués du fort déclin des prix mondiaux du pétrole et de la pandémie de Covid-19 nous ont mis face à de dures réalités, avec des répercussions dans tous les domaines, économique, politique, social, et de la santé. Il a fallu procéder à des choix difficiles, et Sa Majesté le Sultan Haitham a su faire ces choix, rapides et décisifs. C'est ainsi que le Sultanat a pu éviter les pires conséquences, surmonter les difficultés qu'il ne pouvait éviter, et reprendre sa marche en avant.

Nous avons voulu, par ce livre, jeter un regard sur les nombreux jalons de ce chemin de 50 ans de la Renaissance moderne d'Oman, nous arrêter brièvement pour fêter tout ce qui a été accompli, avant de reprendre notre marche. Nous prions Dieu d'éclairer la voie pour Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik. Puisse-t-Il le garder longtemps alerte et en bonne santé, et réserver à Oman un avenir de stabilité et d'abondance.

Ministère de l'Information

Table des Matières



Montrer la voie avec une vigueur renouvelée

12-35



Un homme extraordinairement doué et aimé

36-53



Histoire et influences culturelles

54-85



Les Institutions de l'État Moderne

86-119



La Tolérance –
un trait bien ancré du caractère omanais

120-129



Un Judiciaire incorruptible –
Pierre angulaire des Institutions

130-147



Le Conseil d'Oman:
Un partenariat en développement

148-165



Les Médias omanais –
quand clarté rime avec intégrité

166-213



Les Forces de Sécurité – Protéger la Renaissance
d'Oman et sauvegarder ses réalisations

214-237



Le Développement durable ouvre
une Vision ambitieuse

238-277



Patrimoine, Culture et Arts –
Composants essentiels de l'État moderne

278-311



Développement Économique...
Encore des Années de Prospérité

312-349



Des Aménagements modernes
dans un Environnement préservé

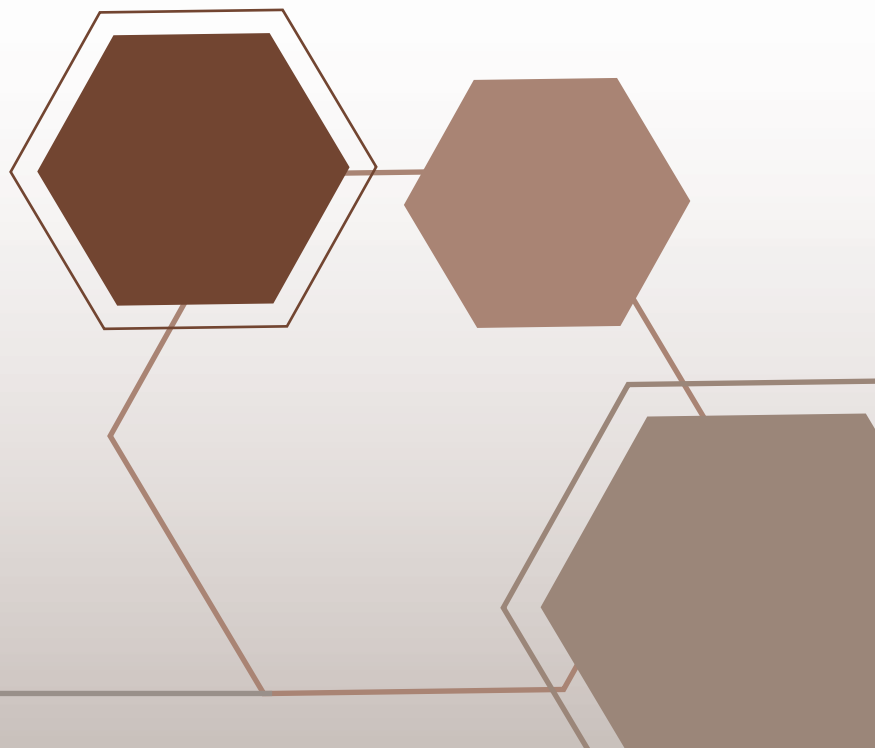
350-383







Montrer la voie avec une vigueur renouvelée



"...dont nous avons noté les dons et les capacités qui le qualifient pour cette tâche"

ce sont les mots qu'a utilisés Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur dans son Testament et ses dernières volontés pour expliquer son choix d'un successeur. Et c'est ainsi que Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik a été confirmé par décision formelle du Conseil de la Famille Royale. La décision a été prise sans hésitation, en raison du respect profond de cet auguste corps pour la sagesse qui marquait chacune des décisions du défunt Sultan.

Rien n'était fortuit dans l'énoncé de soutien du Sultan Qabous à son successeur. Bien plutôt il exprimait une lecture consciente de la personnalité du Sultan Haitham bin Tarik, des qualités qui le rendaient digne de confiance dans l'exercice du gouvernement, dans la poursuite de la Renaissance d'Oman en lien avec les rêves des Omanais. Les événements d'une année lourde de difficultés n'ont pas tardé à valider la clairvoyance du défunt Sultan dans son choix d'un successeur aussi sûr de sa volonté d'agir que de son engagement envers le projet national conçu et nourri par le Sultan Qabous. Aussitôt après avoir prêté serment le samedi 15 Jumada al Awla 1441 AH (11 janvier 2020) à une session conjointe du Conseil d'Oman et du Conseil de Défense, conformément à l'article 7 de la Loi fondamentale de l'État, Sa Majesté le Sultan Haitham affirma qu'il maintiendrait le cours éclairé établi par son prédécesseur, et qu'il préserverait et continuerait de construire sur ce qui était déjà accompli.



Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik, digne successeur d'un souverain inspirant.

Original copy
Copy 2 of 5



Letter No. 1

(Au nom de Dieu, le Bienveillant, le Miséricordieux)

Seigneur, à Toi nous nous sommes confiés, sur Toi nous nous sommes reposés, vers Toi nous sommes revenus, Tu es notre destination, Loué soit Dieu, et la Paix et la Grâce soit sur son Messager et sur ses Compagnons et ses Fidèles.

Vos Altesses, Membres de l'Honorable Famille Royale..

La Paix, la Miséricorde et les Bienfaits de Dieu soient sur vous..

La Loi fondamentale de l'État vous a chargés d'un devoir d'importance, a assigné à votre très Estimé Conseil une grave responsabilité, celle de décider, dans les trois jours de la vacance du poste de Sultan, à qui transférer les rênes du gouvernement.

Au cas où votre très Honoré Conseil ne serait pas parvenu, dans le délai stipulé par la Loi fondamentale de l'État, à désigner un Sultan pour le pays, nous, après avoir imploré le conseil de Dieu, et de par notre désir de maintenir la stabilité du pays, ordonnons que la succession soit dévolue à: Monseigneur Haitham bin Tarik, dont nous avons noté les dons et les capacités qui le qualifient pour cette tâche.

En priant Dieu Tout-Puissant de considérer avec faveur celui que nous avons choisi et la confiance qui nous a appelé à le proposer, nous vous demandons à tous de lui faire allégeance, dans l'aise ou la difficulté, dans le triomphe ou l'adversité, et d'être son solide support, son loyal conseil, toujours constants derrière son leadership, unis en actes et en paroles, en dessein et en destinée, évitant tout sujet de discorde ou de désunion, de querelle ou de violence, agissant dans l'esprit de Ses paroles:

"..et ne contestez pas ni ne perdez courage, car votre force disparaîtrait" *Véritables sont les Paroles de Dieu.*

Puisse Dieu vous apporter le succès
La Paix, la Miséricorde et les Bienfaits de Dieu soient sur vous



L'allocution inaugurale de Sa Majesté le Sultan Haitham fut un soulagement pour les Omanais au milieu de leur grande tristesse alors qu'ils pleuraient leur leader disparu, le champion de la Renaissance moderne qui avait rendu à Oman sa place. Elle a en même temps rassuré le monde sur le fait que le Sultanat n'abandonnerait pas une politique étrangère basée de longue date sur une coexistence pacifique entre les nations et les peuples, sur le bon voisinage et la non-interférence dans les affaires des autres. Le Sultanat allait continuer de respecter la souveraineté des états. Il prônait avant tout la coopération internationale, contribuerait volontiers à la résolution pacifique des différends et exercerait tous ses efforts pour obtenir ces solutions dans un climat d'harmonie et d'entente.

Les dons et compétences qui qualifiaient pleinement Sa Majesté le Sultan Haitham pour son entreprise n'allaient pas tarder à se voir confirmés dans son discours de fond du 23 février 2020, au cours duquel il traça clairement les grandes lignes de la phase suivante. Ce discours se voulait exhaustif, touchant les espoirs et les aspirations, et résolu à continuer le processus de construction et de développement qui mènerait à leur réalisation. Le Sultan Haitham promit d'honorer la vision de son prédécesseur, "conscient de l'immense confiance" placée en lui, et il affirma qu'Oman

> **"demeure le but ultime de tout ce que nous faisons, de tout ce que nous nous efforçons d'obtenir."**



Au cours de son discours d'intronisation du 23 février 2020, Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik a ébauché les paramètres de la prochaine phase de la Renaissance moderne.

Cette importante déclaration d'intentions était à la fois un hommage fort au demi-siècle de transformation conduit par le Sultan Qabous et un aperçu des objectifs futurs de la Vision Oman 2040. Cette Vision avait été envisagée d'abord et annoncée en 2013 par le Sultan Qabous, et sa supervision confiée à une commission présidée par Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik. Sa tâche consiste à établir une perspective réaliste et objective de l'avenir, et de s'en servir comme guide et référence essentielle pour guider les stratégies des prochaines décennies.

Sa Majesté a donc été en contact intime avec les travaux d'Oman 2040 depuis près de dix ans, sur la question de la compatibilité de ce projet avec les priorités de la nation et de la société qui donnent forme aux stratégies du gouvernement. "Aujourd'hui nous nous tenons avec une détermination inébranlable sur le seuil d'une étape importante du développement et de la construction d'Oman, étape à laquelle vous avez participé pour donner forme au rêve de l'Oman Vision 2040. Vous avez contribué à établir les tendances et objectifs économiques, sociaux et culturels de manière à clarifier la vision de l'avenir prospère auquel nous aspirons."

"Afin de prévoir les moyens d'aider à la réalisation de nos objectifs, nous avons

> **" décidé de prendre toutes les mesures nécessaires pour restructurer l'appareil administratif de l'État. Nous allons moderniser le schéma des lois, règlements, programmes et mécanismes relatifs à l'emploi, pour élever ses valeurs et ses principes, et rationaliser les procédures et les mesures de performance, de transparence et de responsabilité et les mettre en harmonie avec les besoins et les objectifs de notre vision. Nous allons remanier le travail des sociétés publiques dans le sens d'une meilleure efficacité, et les rendre capables de contribuer fortement au système économique. Nous allons prêter attention et support au mécanisme des prises de décision par le gouvernement, dans l'intérêt supérieur de la nation.**

Discours de Sa Majesté le

Sultan Haitham bin Tarik

“Au nom de Dieu, le Bienveillant, le Miséricordieux”

“Seigneur, accorde nous Ton Pardon et montre-nous le droit chemin dans nos affaires “Loué soit le Dieu Tout-Puissant comme Il le mérite, et notre paix et nos prières soient sur la meilleure de Ses créatures, notre Prophète Mohamed, et sur sa famille et ses Compagnons sanctifiés, et sur ceux qui les suivent dans la vertu jusqu'au jour du Jugement dernier.

“La paix, le pardon et la grâce soient sur vous

“Chers et honorés citoyens

“Le 10 janvier notre nation chérie a perdu son homme le meilleur et le plus cher, le fondateur de l'état moderne et de la Renaissance, un homme de sagesse et de paix, une icône de tolérance et d'harmonie, Sa défunte Majesté le Sultan Qabous bin Said bin Taimur, puisse-t-il reposer près de Dieu dans le Paradis des pieux et des justes. Nous ne pouvons que dire, comme nous l'a enseigné le Tout-Puissant: “à Dieu nous appartenons, et vers Lui nous retournerons.”

“Cette perte a eu un profond impact sur nos coeurs. Nous l'avons cependant reçue le coeur incliné en soumission à la Volonté de Dieu, avec patience et endurance. Toutes ces dernières semaines nous avons observé l'expression de vos nobles sentiments envers le défunt Sultan. Vous lui avez dit adieu avec vos prières, vos implorations, votre gratitude.

Vous avez cité ses immenses réalisations et la pérennité de son héritage, qui sera toujours source de fierté pour notre cher Oman, demain comme aujourd'hui. Ces succès inspireront les générations à venir, qui en retireront les sentiments de loyauté et d'abnégation au service de la nation, qui préserveront ses valeurs et ses acquis, maintiendront sa sécurité et sa stabilité et contribueront à son développement et à sa prospérité.

"Vos manifestations d'amour et de loyauté envers le défunt Sultan, puisse Dieu avoir son âme en Sa Merci, nous ont profondément ému, et ont renforcé notre patience et notre force d'âme. Nous vous louons pour ces si nobles sentiments et ces prières si sincères. Nous prions le Tout-Puissant de vous garder dans sa Divine Protection.

"Nous adressons nos remerciements à nos frères les leaders du Conseil de Coopération du Golfe et des états arabes et amis, aux organisations internationales et régionales, aux organisations de la société civile et aux personnes du monde entier qui ont partagé notre tristesse de la perte de celui qui fut l'âme même d'Oman.

"La remarquable convergence des dirigeants mondiaux et des représentants des agences et organisations internationales qui se sont déplacés pour présenter leurs respects et leurs condoléances reflétait bien la stature que Sa Majesté s'était acquise internationalement et le niveau élevé de notoriété du Sultanat, qu'il avait voué sa vie à obtenir.

"Loyal peuple d'Oman

"Depuis fort longtemps dans la glorieuse histoire de notre pays, le monde connu Oman comme une place d'influence culturelle, une force de promotion de la croissance et de la prospérité dans la région, et la sécurité et la paix. Des générations successives portaient fièrement ce drapeau pour que le message de paix d'Oman puisse circuler librement dans le monde, célébrant un héritage exceptionnel et de nobles intentions, préférant construire plutôt que démolir, le rapprochement plutôt que la séparation. Nous sommes résolus à maintenir cette approche, avec vous et pour vous, pour que nous puissions ensemble jouer notre rôle culturel et notre mission historique.

"Les cinq dernières décennies ont vu de grandes transformations, dans la création de l'état moderne, avec l'établissement d'une infrastructure moderne étendue à toutes les parties du pays. Cette transformation a été portée à fruit par l'architecte de l'Oman moderne, Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur, et par les efforts du loyal peuple de ce pays. Nous voulons reconnaître avec gratitude vos efforts pour promouvoir la prospérité à l'intérieur du Sultanat et, à l'extérieur, la reconnaissance de sa stature. Nous allons poursuivre dans la voie du développement et du renouveau comme le souhaitait le défunt Sultan. Conscients de l'énormité de la tâche qui nous est confiée, nous répétons qu'Oman reste le suprême objectif dans tout ce que nous faisons, dans tout ce que nous cherchons à obtenir. Nous appelons chacun, sans exception, à sauvegarder les acquis de la Renaissance et à contribuer à maintenir son progrès triomphant, avec l'Aide et la Grâce de Dieu.

"Chers citoyens

"La richesse d'une nation c'est sa jeunesse.. Elle est une ressource inépuisable, les membres qui la soutiennent, son présent et son futur. Nous écouterons toujours les jeunes, nous irons au-devant de leurs besoins, de leurs sujets d'intérêt et de leurs aspirations, et nous leur accorderons sans hésitation l'attention qu'ils méritent.

"Au sommet de nos priorités nationales il y a le secteur de l'enseignement, avec toutes ses branches et niveaux. Il sera l'objet de toute notre attention, et sera doté de tout l'environnement propre à motiver la recherche et l'innovation. Nous lui fournirons tous les moyens nécessaires, car c'est la base sur laquelle nos enfants pourront participer à répondre aux impératifs de la prochaine phase du développement."

"Aujourd'hui nous nous trouvons, avec une inébranlable détermination, au seuil d'une importante étape du développement et de la construction d'Oman, un stade auquel vous avez participé pour donner forme au rêve de la Vision Oman 2040. Vous avez contribué à poser les tendances économiques, sociales et culturelles et les objectifs de la Vision d'une manière qui clarifie la vision de l'avenir prospère auquel nous aspirons. Nous savons tous les difficultés qu'ont engendré les circonstances internationales présentes, leurs effets sur la région et sur nous, car nous sommes une part de la vie de ce monde. Nous interagissons avec lui, nous l'influençons et nous sommes influencés par lui.

"Afin de fournir les moyens d'atteindre nos objectifs, nous sommes résolus à prendre toutes les mesures nécessaires pour restructurer l'appareil administratif de l'état. Nous allons moderniser le schéma des lois, règlements, programmes et mécanismes concernant le travail, élever ses valeurs et ses principes, et adopter et rationaliser des procédures et des mesures de performance, de transparence et de responsabilité qui les mettront en harmonie avec les nécessités et objectifs de notre vision. Nous allons réformer le fonctionnement des des sociétés gouvernementales dans le sens d'une meilleure efficacité, et leur permettre de contribuer plus fortement au système économique. Nous accorderons attention et support au mécanisme des prises de décision du gouvernement, avec pour but ultime l'intérêt national.

"Nous sommes résolus à exploiter au mieux nos ressources financières, de manière à réduire notre dette et à accroître les ressources. Nous donnerons instructions au gouvernement, dans tous ses secteurs, de mettre en oeuvre un système de gestion plus efficace, un système qui mettra au premier rang de ses priorités l'équilibre fiscal, la diversification économique et le caractère soutenable de l'économie nationale.; et nous allons, si Dieu veut, prendre les mesures législatives à ces effets.

"Cher peuple d'Oman

"Notre gouvernement va suivre de près le progrès des divers secteurs, y compris celui des entreprises petites et moyennes, de l'entreprenariat, et plus particulièrement de celles basées sur l'innovation, l'intelligence artificielle et les technologies de pointe. Il consacrera les ressources nécessaires à la formation et à la mise en conditions des jeunes à bénéficier des opportunités qui peuvent se présenter dans ces secteurs vitaux, dont nous espérons qu'ils vont susciter la croissance de l'économie nationale.

"Nous allons consacrer des ressources importantes à créer un cadre national global au recrutement, en raison de son rôle central sur le marché du travail et donc sur l'économie nationale. Ceci va nécessiter une amélioration continuelle du climat de l'emploi dans le secteur privé comme dans le public. Il y faudra une révision du mécanisme de l'emploi dans l'administration, où nous adopterons des systèmes et des politiques offrant au gouvernement la flexibilité et et la capacité d'user au mieux des ressources, du savoir-faire et des compétences nationales; d'accueillir le plus possible de demandeurs d'emploi; de faciliter leur entrée sur le marché du travail où ils pourront prospérer, avancer et réaliser leurs attentes, réalisant ainsi le but fondamental du développement.

"Le développement et la construction de la nation sont une responsabilité publique qui requiert la volonté de tous, sans exception, chacun dans son domaine d'activité, dans ses propres compétences. Oman a été construit, sa civilisation s'est étendue, sur le sacrifice de son peuple au cours des générations, qui a donné tout ce qu'ils pouvaient pour protéger sa dignité et sa force. Ils ont prouvé leur loyauté dans l'accomplissement de leur devoir national,, plaçant les priorités de leur pays avant les leurs. C'est cela

que nous sommes résolus à consolider et protéger, pour que nous puissions atteindre le niveau de développement auquel nous aspirons, la prospérité que nous sommes prêts à travailler pour atteindre, et la dignité qui doit toujours prévaloir et former le socle ferme de tout ce que nous faisons.

"Nous sommes fiers que les citoyens et les résidents de notre cher pays puissent, Grâce à Dieu, vivre sous la protection du règne de la loi, de l'état institutionnel. Nous avons construit un état sur les principes de liberté, de non-discrimination et d'égalité d'opportunités, sur la justice et la dignité de l'individu dont les droits et libertés sont assurés; et comprenant la liberté d'expression garantie par la Loi fondamentale de l'Etat.

"La participation des gens, pour modeler l'avenir que nous désirons, est un élément essentiel de l'action nationale. Notre espoir est que les femmes jouissent de leurs droits, garantis par la loi, et qu'elles vont travailler aux côtés des hommes dans tous les métiers et professions, et qu'elles participeront ainsi au service de leur pays et de leur communauté. Nous voulons répéter notre résolution à maintenir ces fondamentaux nationaux indiscutables.

"Cher et loyal peuple d'Oman

"L'élévation d'Oman à un niveau proche de nos rêves et de nos aspirations dans tous les domaines sera, si Dieu veut, le thème principal de la prochaine étape. Nos regards demeurent fixés sur l'intérêt suprême de notre pays, et nous fournirons toutes les aides et tous les moyens nécessaires dans ce but.

"Comme nous promettons au Tout-Puissant de vouer notre vie à Oman et à ses citoyens, de continuer sur son chemin vers le triomphe du renouveau, nous vous appelons à vous joindre à cet engagement. Nous avons une confiance sans faille dans votre capacité à répondre aux besoins de cette phase et des suivantes, armés d'une clarté de vues, de sagesse, de détermination et de la volonté de consentir les sacrifices nécessaires.

"En conclusion, nous voudrions exprimer nos plus profonds remerciements et bnotre gratitude à tous les intrépides personnels de nos forces armées, qui servent dans les secteurs militaires et de la sécurité et supportent le fardeau de défendre notre chère patrie et tout ce qu'elle a réalisé. Nous vous réaffirmons notre meilleure attention, afin que vous puissiez continuer d'être le bastion qui protège ce pays d'un bout à l'autre. Nous voudrions aussi féliciter les secteurs de la production et de l'administration, qui soutiennent l'activité économique et servent les citoyens et résidents de ce pays béni. Nous voudrions acclamer le rôle méritoire qu'a assumé avec succès le secteur privé dans le projet national de développement, et nous sommes sûrs qu'il continuera d'élargir son rôle. Notre gratitude sincère et notre appréciation vont à tous ceux qui partagent la tâche de construire Oman.

"En remerciant Dieu pour l'abondance dont Il nous a gratifié, nous implorons Son aide dans cette grande responsabilité que nous avons prise, et nous prions qu'Il veuille bien nous accorder le succès et protéger Oman et son loyal peuple.

"Paix et bénédictions à vous tous."

23 Février 2020

Cette difficile entreprise a été mise en œuvre sans délai, et le 12 août 2020 Sa Majesté annonça un décret royal No 75/2020 portant sur l'administration de l'État, entamant le processus de sa restructuration comme il l'avait promis dans son discours inaugural de six mois auparavant. Un pas important dans l'avancement du développement et du principe de l'état institutionnel était ainsi franchi.

Les décrets royaux émis le 18 août 2020 ont mis le Sultanat sur une trajectoire de vigueur renouvelée dans le processus de renaissance moderne et de restructuration des mécanismes de gouvernance. Sous la Vision Oman 2040 le Sultanat va croître et représenter, à l'issue des deux prochaines décennies, une chaîne de noyaux urbains intelligents et durables sur le plan environnemental, où la justice sociale et la prospérité sociale et économique sont adoptés comme principes de base. Ce sera un pays dans lequel la croissance économique va de pair avec le bien-être social, efficacement gérés par un appareil administratif flexible et universellement accepté.

La réorganisation de l'appareil administratif de l'état a été entreprise avec l'abolition de certains ministères et la fusion de quelques autres. Des titres ministériels ont été modifiés et certains postes ministériels ajustés, et le Conseil des Ministres remodelé en conséquence. Divers bureaux et entités spécialisés ont été dissous et d'autres créés à leur place. Ce sont là des changements de poids, commandés par les exigences de la prochaine phase de développement. L'administration d'état doit passer à la vitesse supérieure si elle veut atteindre ses objectifs. Sa nouvelle structure, comme l'a expliqué Sa Majesté qui présidait le Conseil des Ministres du 26 août 2020 au palais Al Barakah, "est en ligne avec la vision Oman 2040 en ce qu'elle élève le niveau d'efficacité de l'administration et la met en conformité avec le statut économique et social auquel a accédé le Sultanat par ses efforts des cinq décennies passées. En outre elle va pouvoir réagir plus systématiquement à la rapidité des évolutions financières et économiques pour améliorer la compétitivité de l'économie nationale et le fonctionnement des divers corps de l'administration, avec les bénéfices qui en dériveront pour l'économie nationale et plus généralement pour la gouvernance du pays."

Comme l'a indiqué Sa Majesté, l'État continue d'accorder aux gouvernorats des provinces et aux gouverneurs toute l'attention nécessaire à leurs plans respectifs de croissance tout en adoptant une approche plus décentralisée qui les investit de pouvoirs et de responsabilités mieux adaptés à la revitalisation de leurs économies locales et à leurs objectifs d'échanges et d'investissements. Un décret royal No 101/2020 a promulgué une Loi sur les Gouvernorats et les Affaires municipales qui prévoit la création d'un Conseil des Affaires des Gouvernorats présidé par le ministre de l'Intérieur, et dont les membres comprennent le Ministre d'État et Gouverneur de Mascate, le Ministre d'État et Gouverneur du Dhofar, le Ministre d'État et Gouverneur du Musandam. Ce Conseil a pour attributions l'examen des propositions qui lui sont soumises par Sa Majesté le Sultan ou par le Conseil des Ministres; l'étude des problèmes de rapports entre les gouvernorats; la coordination entre les gouvernorats dans l'exercice de leurs compétences; les travaux de standardisation des mécanismes de

travail; et comment lever les obstacles à un progrès sans heurt des projets de développement dans les provinces.

En octobre 2020 Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik avait promulgué 120 décrets royaux depuis son intronisation, du décret royal No 2/2020 le 20 février amendant la Loi sur le Drapeau, l'Emblème et l'Hymne national, jusqu'au décret royal No 121/2020 le 12 octobre sur l'introduction de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Ces décisions majeures furent complétées par une succession de directives et d'ordres qui confirme la nature dynamique de l'approche de Sa Majesté face aux pressants problèmes du jour. Le Sultan Haitham est pleinement conscient des difficultés à surmonter s'il veut atteindre le but ultime de son gouvernement: la réalisation des aspirations encouragées et soutenues chez les Omanais au long du demi-siècle écoulé. Symbolique de son engagement en faveur de cet objectif primordial est le fait que Sa Majesté ait décidé de garder le 18 novembre comme annuel National Renaissance Day. Celui de cette année revêt une signification particulière comme cinquantième anniversaire de la naissance de ce projet historique.

Le retour à une croissance économique vigoureuse demeure pour le gouvernement une priorité stratégique, et le Sultan Haitham a énergiquement appuyé une série de grands projets de développement d'une valeur totale de 300 millions de RO. Reconnaissant la valeur cruciale de l'éducation pour de tels plans, Sa Majesté a donné instruction d'offrir gratuitement un ordinateur portable à chaque étudiant issu d'une famille à ressources limitées aidée par la Sécurité sociale, et inscrit en troisième cycle pour l'année universitaire 2020/2021. De tels gestes pratiques peuvent faire toute la différence pour les plus motivés, qui doivent savoir se servir couramment des instruments des technologies de l'information et de la communication numérique pour rester à jour des exigences de l'enseignement moderne et à distance.

Sa Majesté a fait un pas de plus le 3 novembre 2020, donnant instructions de donner des ordinateurs portables aux enfants de familles vivant du système de Sécurité Sociale et entrant dans l'année universitaire 2020/2021. Ceci devrait donner à ces jeunes gens l'impulsion dont ils ont besoin pour affronter l'âge de la technologie, spécialement au vu des nouvelles normes d'enseignement en ligne.

En écho à la grande sollicitude de Sa Majesté pour le secteur de l'enseignement comme ressource de base pour le pays, le Conseil des Ministres, réuni le 26 août, a fait savoir que l'année 2020 serait une année d'enseignement hybride. Cette décision consacre la priorité qui sera donnée à la perspective scientifique dans l'action nationale.

Le souci de Sa Majesté pour l'éducation, et en particulier pour un système qui offre un environnement stimulant dans lequel les jeunes esprits puissent exprimer tout leur potentiel, tient à la valeur de ce potentiel pour les ambitieux plans de la nation. En une expression factuelle de ce souci, le Sultan Haitham a émis, le 1er novembre 2020, des directives pour l'établissement à court terme de 6 écoles de priorité. Le coût de cette initiative est évalué à 8,85 millions de RO.

L'éducation, et les mécanismes de cette éducation, ont subi une grande révision en 2020 et, en ligne avec l'intense intérêt de Sa Majesté pour la mise en œuvre de cette méthode face aux difficultés actuelles, il a été annoncé à la réunion du Conseil des Ministres du 26 août que 2020 serait déclarée Année de l'enseignement hybride, en raison du caractère prioritaire de l'enseignement dans l'action nationale.

Avec l'assentiment de Sa Majesté, et en concordance avec ses directives sur la nécessité de prendre en compte les difficultés financières actuelles des retraités des secteurs public et privé, la Banque Centrale d'Oman a, le 13 août 2020, amendé les termes de remboursement des prêts et financements personnels consentis aux retraités des secteurs public et privé. Cette initiative est appuyée par l'ensemble du secteur bancaire, représenté par l'Oman Banks Association, et se déroule en coordination avec la Capital Market Authority pour le secteur de l'assurance. Cette action s'appliquera aux prêts, aux financements personnels et prêts au logement consentis à tous



Le dialogue direct entre un leader et son loyal peuple prépare la voie vers le progrès et un avenir prospère. Sa Majesté le Sultan rencontre les cheikhs d'une wilayat du gouvernorat du Dhofar.

les employés retraités.

Sa Majesté le Sultan Haitham a aussi repris la longue tradition établie par le Sultan Qabous d'aller à la rencontre du public pour discuter des problèmes du processus de développement et de ses retombées sur tous les secteurs, économique, social ou géographique. Comme son prédécesseur il recherche le dialogue avec les citoyens, apprenant directement sur leurs besoins et leurs vues. Il écoute leurs propositions relativement aux services existants ou désirés ou aux initiatives qui mériteraient un plus fort engagement de la part des agences gouvernementales dans leur circonscription particulière.

En exemple de cette volonté de garder ouverts les canaux de communication avec le peuple de ce pays, le Sultan Haitham , le 15 septembre 2020, rencontré une assemblée des cheikhs des diverses wilayats du gouvernorat du Dhofar au Al Hosn Hall du quartier Al Shatti de Salalah. Au cours du dialogue productif qui s'est ensuivi, Sa Majesté a donné à l'assemblée les plus fortes assurances que le Dhofar ne serait pas laissé pour compte dans les ambitieux plans de développement du pays.



Un généreux ensemble d'initiatives

Le Sultanat fut prompt à répondre à l'annonce de la contagion du nouveau coronavirus Covid-19 comme pandémie. Les agences concernées réagirent immédiatement, prenant les dispositions nécessaires pour protéger le public et donner les informations adéquates aux citoyens chez eux et à l'étranger.

Dès le 10 mars 2020, Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik annonçait la formation d'une commission supérieure pour déterminer les méthodes d'approche face à la pandémie, à la lumière des données de santé et des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé. Le public a reçu l'assurance claire que le gouvernement de Sa Majesté le Sultan n'épargnerait aucun effort pour protéger ses citoyens et leur apporter toute l'aide requise pour leurs besoins de santé, sociaux, éducatifs et autres. Toutes les dispositions susceptibles de contenir la contagion ont été prises.

La Commission Supérieure a entrepris sa mission avec énergie, annonçant une série de mesures, et se réservant la possibilité de nouvelles mesures pour le cas où les circonstances de la pandémie changeraient dans le Sultanat. Ces mesures visaient essentiellement à contenir le virus, avec la coopération des autorités de l'armée et de la police et, naturellement, celle des citoyens et des résidents dans tout le pays.

La Commission Supérieure demeure en session permanente, et elle a déjà émis des lignes directrices de portée globale pour la protection de la santé publique, et spécifiques dans leur application à la santé, à la vie économique, à l'éducation, à la communauté et autres aspect de la vie quotidienne, insistant sur le caractère sérieux de la maladie et de ses conséquences. Elle a pris la responsabilité de suspendre tout un spectre d'activités économiques, et de restreindre les déplacements entre gouvernorats. Les restrictions limitant la mobilité ont elles-mêmes affecté les ressources de nombreux citoyens ou résidents, spécialement les employés des entreprises petites et moyennes et des sociétés de services. Dans le cadre de ses efforts pour alléger ces effets et pour en minimiser l'impact général sur les citoyens, la Commission Supérieure a œuvré en liaison avec la Banque Centrale d'Oman, le ministère du Travail, les ministères des Finances, du Développement social et les autres autorités concernées. Par ailleurs, le gouvernement de Sa Majesté introduisait des mesures de sauvegarde et des incitations dans les secteurs du commerce et des importations, le logement, la fiscalité, l'assurance, la main-d'œuvre et autres domaines concernés. Il a créé un fonds spécial d'aide au service de santé (Endowment Fund to finance Health Services) et appelé à une plus grande coopération au sein des communautés alors que les chiffres des personnes infectées sont en hausse dans le Sultanat et partout dans le monde.

Sa Majesté le Sultan Haitham a tenu à présider certaines des séances de la Commission Supérieure chargée de gérer les conséquences du Covid-19, afin de bien marquer le sérieux avec lequel il assume sa grande responsabilité nationale, mais aussi la sympathie envers les aspects humanitaires de la crise. La préservation de la santé publique et de la sécurité sont en effet en tête de ses priorités.



Sa Majesté le Sultan Haitham préside une réunion de la Commission supérieure chargée de gérer les conséquences du Covid-19

En témoignage de sa sollicitude, Sa Majesté a personnellement donné 10 millions de RO à l'Endowment Fund to finance Health Services, et exprimé son appréciation pour toutes les initiatives individuelles ou en provenance du secteur privé pour aider aux efforts du gouvernement dans ce devoir national.

Au vu des répercussions économiques de la pandémie qui continue d'impacter le Sultanat comme le monde entier, Sa Majesté le Sultan Haitham a ordonné, le 14 juin 2020, à la Commission Supérieure de dédier un sous-groupe de spécialistes pour rechercher des solutions à ce pressant problème. La mission de ce sous-comité est de proposer et d'établir les mécanismes appropriés pour faciliter une rapide restauration de l'activité économique et un retour à la croissance.

Au moment où survint la pandémie, de nombreux Omanais se trouvaient à l'étranger, engagés dans des programmes d'étude ou hors de leur patrie pour toute autre raison. Diverses procédures ont tout de suite été mises en place pour leur permettre d'être testés, de recevoir les traitements adéquats, et isolés à leur retour dans le Sultanat. A la fin de leur quarantaine ils pouvaient retourner dans leur gouvernorat, ville ou domicile et retrouver leurs familles, immédiate ou étendue.

Grâce aux efforts conjoints de la Commission Supérieure du Covid-19, du ministère des Affaires étrangères et des ambassades du Sultanat à l'étranger, et avec la coopération d'Oman Air, 3.784 Omanais surpris dans de nombreux pays du monde avaient pu être rapatriés au 17 avril 2020, aux frais du Sultanat et pourvus de toutes les mesures préventives destinées à assurer leur sécurité au long du processus.

Cet effort intégré, consenti par le gouvernement de Sa Majesté le Sultan Haitham et coordonné à l'intérieur comme à l'extérieur, équivalait à un acte de générosité dont le premier motif était la protection de citoyens omanais. Il s'accordait bien , en outre, avec la stratégie globale de la Commission Supérieure pour contenir le virus et affronter ses conséquences.

Le Fonds de Sécurité de l'Emploi

Le Sultan Haitham croit fortement à l'énergie et à l'esprit d'entreprise qu'apportent les nouvelles générations à la planification. Il a répété comme nécessaire de les inclure dès les premières ébauches des difficultés du prochain développement. Il est également convaincu de la valeur intrinsèque et pratique de la solidarité sociale. Présidant une réunion du Conseil des Ministres le 3 mars 2020 , Sa Majesté proposa de prendre urgemment toutes les mesures pour créer un Fonds de Sécurité de l'Emploi et définir ses structures et prérogatives. Son engagement personnel en faveur d'une telle action vint sous la forme d'une donation généreuse de 10 millions de RO. Les mécanismes de financement et les modes opératoires furent ensuite définis par un décret royal No 82/2020 annonçant le Système de Sécurité de l'Emploi, qui fut mis en pratique à partir du 17 juillet 2020.

Il s'agit d'une initiative de première importance, qui va assurer une aide nécessaire et appropriée à tous ceux qui ont perdu leur emploi, leur permettant de consacrer leurs forces à la recherche d'un emploi alternatif. Les agences gouvernementales concernées seront les participants actifs de ce processus, aidant les personnes licenciées à rechercher un emploi correspondant à leur situation précédente, à leurs compétences et à leur potentiel. Ce processus devrait contribuer à rassurer ces gens sur les perspectives qui s'offrent à eux, tout en leur offrant une garantie ainsi qu'à leur famille.

Les directives de Sa Majesté quant à la création Job Safety Fund proviennent du contexte de la crise qui affecte l'économie internationale, et qui naturellement étouffe de nombreux secteurs de l'économie nationale. Le Fonds a donc été chargé de donner des moyens de subsistance aux gens affectés et une couverture d'assurance en cas d'interruption ou de licenciement. La contribution personnelle de Sa Majesté à ce fonds est une manifestation à la fois symbolique et pratique de sa foi dans la solidarité sociale. C'est un concept bien ancré dans la société omanaise depuis les temps anciens, et qui l'a bien servie en temps de difficultés ou d'abondance au cours des âges.

Des politiques stables qui renforcent l'image du Sultanat à l'international

Depuis la fondation par le Sultan Qabous bin Said de l'état moderne qu'est devenu le Sultanat, Oman s'est activement efforcé de cultiver des relations étroites avec ses états homologues régionaux et internationaux. Il a appuyé toutes les initiatives servant des intérêts communs avec les pays du monde, et contribué à maintenir la paix et la sécurité des peuples de la région.

Le Sultanat base ses politiques et ses positions sur une profonde conscience de sa propre expérience historique, et sur sa foi en l'importance d'entretenir le meilleur climat possible pour le développement et l'avancement du pays. Sur les grands problèmes géopolitiques il choisit de bâtir des ponts de confiance mutuelle basés sur la franchise et la clarté dans ses échanges, et cette attitude s'est révélée gagnante. Il a entretenu comme un blindage sa dévotion à ces principes dans ses relations avec tous interlocuteurs.

S'adressant à la session conjointe du 11 janvier entre le Conseil d'Oman

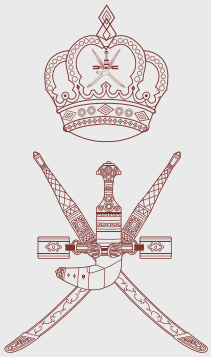
et le Conseil de Défense, et après sa prestation de serment, Sa Majesté affirma, en application de l'article 7 de la Loi fondamentale, son alignement avec les principes de politique étrangère établis par le défunt Sultan Qabous, politiques basées sur la coexistence pacifique entre les nations et les peuples, le bon voisinage, la non-interférence dans les affaires intérieures d'autrui, le respect de la souveraineté des états et les grands principes de la coopération internationale. "Nous allons", dit-il, "demeurer tels que le monde nous a connus durant le règne de notre chère Majesté défunte le Sultan Qabous bin Said bin Timour, répondre aux appels qu'on nous fera pour contribuer à la solution des différends par des voies pacifiques, n'épargnant aucun effort pour arriver à des solutions satisfaisantes dans un esprit d'harmonie et d'entente."



Sa Majesté le Sultan Haitham fait son premier grand discours devant le Conseil d'Oman, confirmant les fondements de la politique étrangère du Sultanat.

L'attitude du Sultanat est largement admirée, aussi bien dans les cercles officiels internationaux que par le public en général, pour sa contribution positive à la stabilité dans les controverses internationales ou régionales. Oman a suscité une famille croissante de relations bilatérales basée sur l'intérêt commun. Il entretient des liens étroits avec ses partenaires les pays du Golfe avec qui il partage de nombreux intérêts communs. Au centre de son attitude sur tous ces sujets est sa détermination à préserver et faire avancer les vies et le niveau de vie de ses citoyens et hôtes expatriés.

Dans le même discours inaugural, Sa Majesté promit de maintenir les bonnes relations du Sultanat avec les états membres du Conseil de Coopération du Golfe, " de sorte que nous puissions augmenter les collaborations entre nos pays et de cette manière satisfaire les aspirations de nos peuples respectifs et faire avancer les objectifs de ce Conseil."



Discours de Sa Majesté le

Sultan Haitham bin Tarik

"Au nom de Dieu, le Bienveillant, le Miséricordieux"

"Loué soit Dieu, le Sage, le Très-Haut, aussi bien en temps favorable qu'adverse; Gloire à Lui au jugement de Qui nul ne peut s'opposer; sur le terrain de Qui nul ne saurait intervenir, dans les affaires de Qui nul ne peut s'immiscer sans Sa permission. De Lui est le commencement et à Lui est le retour, loué soit-Il de la fin au commencement. Et puissent la Grâce et la Paix être sur le meilleur de ses prophètes et messagers et sur ses Famille et Compagnons dans la vérité et la fidélité."

"et maintenant La volonté de Dieu se révèle encore dans Ses créations, un homme qu'aucun discours comme celui-ci ne peut suffisamment rendre tribut. Aucuns mots ne peuvent rendre compte de l'ampleur de ce qu'il a accompli. Il a bâti un état moderne à partir de rien, dans un pays aujourd'hui reconnu par tous, de près ou de loin. Il a fondé une renaissance aux racines profondes, dont les fleurs ont été distillées en un ensemble de lois et de réglementation qui fortifie ce pays et oriente son progrès vers l'avenir d'abondance qu'il a voulu pour lui. Il a mis en place une infrastructure qui est devenue l'objet de l'admiration du monde.Il a établi une structure économique et sociale enracinée dans la justice, la durabilité, la productivité et la diversification de l'économie. Le résultat en a été l'élévation régulière du niveau de vie des citoyens omanais. Il a construit des structures solides et durables pour l'éducation, de tous niveaux et toutes spécialités, opportunité dont ont tiré profit des générations de citoyens friands de culture et de savoir. Puisse Dieu le récompenser autant qu'un souverain puisse l'être pour avoir servi son pays et son peuple. Puisse Dieu lui accorder une place parmi les justes dans les Jardins de Béatitude, une place sincère aux côtés du Tout-Puissant Souverain, et puisse Dieu accorder à Oman tous les ingrédients de dignité, de progrès et de puissance.

“Cher peuple d’Oman

Les mots ne peuvent suffire à articuler l’éloge d’un leader d’aussi formidable stature que le défunt Qabous bin Said, ou à exposer pleinement l’ampleur de ce qu’il a accompli. Notre unique compensation – le mieux que nous puissions faire pour honorer son oeuvre – serait de nous engager à la poursuivre, à marcher sur ses traces avec confiance et détermination, à préserver ses acquis et continuer de construire sur ces bases. C’est ce que nous sommes résolus de faire, si Dieu veut. Nous poursuivrons dans la même voie, afin qu’Oman atteigne la place de premier plan que désirait Sa Majesté le Sultan Qabous. Il Il fut vigilant dans son dessein, et ce fut la Volonté de Dieu qu’il réussît dans son entreprise.

Pour ce qui est de nos relations internationales, nous honorerons la voie tracée par notre défunt Sultan, nous réaffirmerons comme fondements de la politique étrangère de ce pays les principes de coexistence pacifique, de relations de bon voisinage, de non-interférence dans les affaires intérieures des autres, de respect de la souveraineté nationale et les bienfaits de la coopération internationale. Nous demeurerons comme le monde nous connus durant le règne de notre cher disparu Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said bin Taimur, toujours prêts à contribuer à la solution pacifique des différends, n’épargnant aucun effort pour atteindre des solutions satisfaisantes dans un esprit d’harmonie et d’entente. Nous continuerons d’interagir avec nos frères les leaders du Conseil de Coopération du Golfe de manière à augmenter la collaboration entre nos pays et, par là, satisfaire les aspirations de nos peuples respectifs et faire avancer les objectifs du Conseil. Nous continuerons d’appuyer la Ligue Arabe et de coopérer avec nos frères les leaders des états arabes, luttant pour atteindre les objectifs de la Ligue arabe; pour améliorer le sort de nos citoyens, pour éloigner tout conflit de cette région et favoriser l’intégration économique qui servira au mieux notre famille arabe. Oman maintindra son rôle de membre actif des Nations Unies, respectant la Charte et travaillant avec les autres à la paix et à la sécurité internationale et à la prospérité économique pour tous les pays du monde. Nous construirons nos relations avec tous les pays du monde sur la base du grand legs que nous a laissé le défunt Sultan, que la Grâce de Dieu soit sur lui, un legs qui dans son essence pose engagement à des relations d’amitié et de coopération avec tous et respect des chartes, lois et accords signés avec les autres pays et organisations.

“Chers Citoyens

“Notre pays n’aurait jamais pu réaliser tout ce qui a été fait sans la direction inspirée du défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur, ou sans les solides principes sur lesquels il a édifié l’état moderne. Tout cela n’aurait pas pu être réalisé si vous ne vous étiez pas ralliés autour de lui, si vous n’aviez pas ressenti de fierté de tout ce qui a progressé sous sa judicieuse direction. Cela n’aurait pu être acquis en l’absence de la réelle sécurité qui règne partout dans le pays. Cela n’aurait pu être acquis en l’absence des divers corps de nos forces armées, modernisées, équipées, bien entraînées et qualifiées. Cela n’aurait pu être acquis sans les loyaux services de nos services de sécurité, qui ont entretenu la stabilité de ce pays et gagné le respect des citoyens. Nous apprécions pleinement le rôle de tous ceux qui ont contribué à sauvegarder les succès du Sultanat et nous leur renouvelons l’assurance de notre support et notre fierté des rôles qu’ils ont assumés.

“Peuple d’Oman

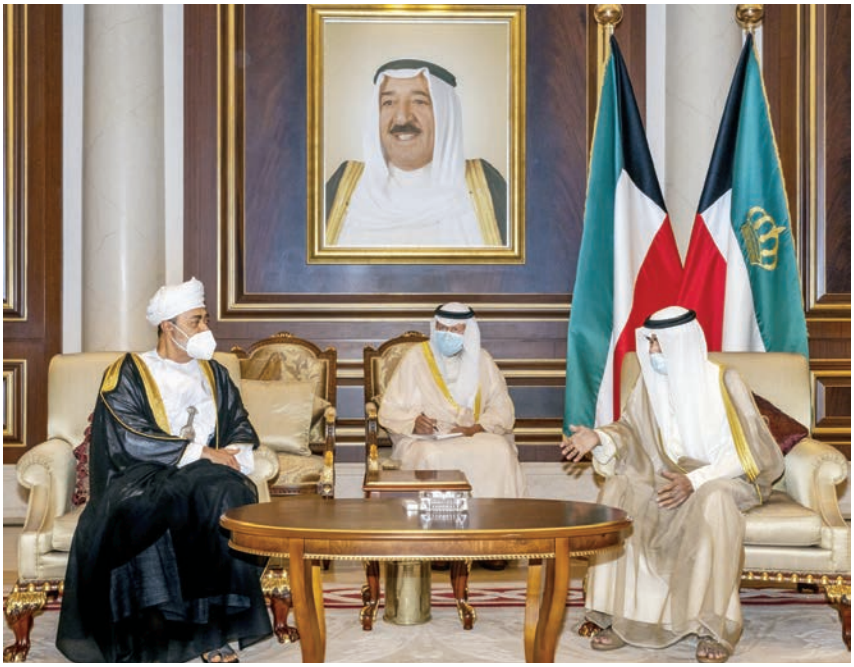
“La tâche que nous avons entreprise et les immenses responsabilités qui l’accompagnent demandent que nous travaillions ensemble pour le bénéfice de notre magnifique pays, avec une résolution sans faille à le voir atteindre les plus hauts sommets de ce qui est possible. Cela ne peur se réaliser sans votre aide et votre coopération, sans l’effort combiné qui nous amènera en vue de nos objectifs nationaux les plus élevés. Votre contribution à l’enrichissement de notre projet national d’atteindre progrès, développement et prospérité sera grandement récompensé. Puisse Dieu Tout-Puissant vous prendre sous Sa Divine Protection et puisse-t-Il accorder Sa Grâce, Son Indulgence et Son Abondante Reconnaissance à notre défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur. Et puisse Dieu nous accorder le succès dans l’accomplissement des objectifs qu’il a pressenti pour notre grande nation.

““Paix et bénédictions à vous tous.”

11 Janvier 2020

Le Sultanat entretient depuis longtemps des liens étroits avec le Koweït, et a profondément ressenti avec le peuple de ce pays la perte de son défunt Émir, Son Altesse le Cheikh Sabah Al Ahmed Al Jaber Al Sabah. Sa Majesté le Sultan Haitham et sa délégation ont offert leurs condoléances au frère et successeur du défunt Émir, Son Altesse le Cheikh Nawaf Al Ahmed Al Jaber Al Sabah, à la famille régnante Al Sabah, et au peuple fraternel du Koweït à une réception de Sa Majesté le Sultan de la part de l'Émir nouvellement intronisé, à l'aéroport Amiri le 1er octobre 2020.

Sa Majesté le Sultan offre ses condoléances à Son Altesse le Cheikh Nawaf Al Ahmad Al Jaber Al Sabah, Émir de l'État de Kuwait, pour la mort de son prédécesseur et frère le défunt Émir de Koweït.



Pour ce qui est des affaires arabes, le Sultanat a foi dans l'action conjointe. Il est toujours prêt à étendre la coopération entre états frères, à exploiter toutes les ressources pouvant laisser espérer une vie meilleure pour le peuple arabe. Le Sultan Haitham a clairement exprimé sa volonté de continuer à aider la Ligue des États Arabes. "Nous continuerons d'aider la Ligue arabe et de coopérer avec nos frères leaders des états arabes pour atteindre les objectifs de la Ligue, pour améliorer la vie de nos citoyens, tenir cette région à l'écart des conflits et réaliser l'intégration économique qui servira au mieux notre famille arabe."

Le Sultanat présidait la 153ème session des représentants permanents du Conseil de la Ligue Arabe, au siège de la Ligue au Caire en mars 2020. Cette session a traité de nombreux problèmes et événements d'importance pour la région de la Ligue, au premier plan desquels celui de la Palestine.

Dans les affaires internationales le Sultanat est proactif dans sa recherche de bonnes relations avec tous les états du monde. Il participe activement à de multiples organisations régionales et internationales, spécialement les Nations Unies et leurs organismes affiliés. Sa motivation centrale est l'avancement de la paix, de l'entente et du dialogue entre les peuples et les nations.

Le Sultan Haitham a d'ailleurs spécifiquement fait référence à cet engagement dans son premier discours

post-inaugural, déclarant sans équivoque qu'Oman continuerait de jouer "son rôle de membre actif des Nations Unies, respectant la Charte et travaillant avec les autres membres à promouvoir la paix internationale et la sécurité, et la prospérité économique de tous les pays du monde. Nous construirons nos relations avec tous les pays du monde sur la base du grand héritage que nous a laissé le défunt Sultan, la Grâce de Dieu soit sur lui, un héritage qui dans son essence suppose relations d'amitié et coopération avec tous, et respect des chartes, lois et accords signés avec les autres pays et organisations."

Il était normal dans ces circonstances que les dirigeants internationaux, chefs de gouvernements et personnalités politiques et économiques soient venus offrir leurs condoléances au décès du défunt Sultan Qabous. Sa Majesté le Sultan Haitham recevait les délégations du monde entier venus en personne en Oman pleurer la mort du Sultan, dont la stature internationale reflétait l'influence qu'il s'était acquise au cours des ans dans ses relations avec ses partenaires du Golfe, de la Région arabe et du monde. Toute sa vie avait été le fidèle reflet de sa foi en la coexistence, la tolérance et la coopération, et il s'efforçait à toute occasion de convaincre les autres d'adhérer à ces valeurs, basées sur le respect des autres, de la différence, et des échanges en confiance.

Tandis que nous abordons la prochaine phase, Sa Majesté le Sultan Haitham n'a laissé aucun doute sur sa philosophie de continuité dynamique. Le message d'Oman au monde demeure toujours celui de la paix, de l'harmonie et de la fraternité, et sa voix sur les forums internationaux continue de faire écho à son adhésion à tout ce qui favorise l'entente, la diversité culturelle, la tolérance, le dialogue positif, la coopération étroite avec les autres nations et peuples, la résolution pacifique des conflits en ligne avec les principes, stipulations et règles du droit international.

Le Sultanat n'a fait que réaffirmer ces principes en participant aux célébrations du 75ème anniversaire des Nations Unies par vidéocommunication le 22 septembre2020. La contribution omanaise rendait hommage aux efforts des organes et programmes des Nations Unies dans la guerre contre la pauvreté et la maladie, dans la promotion de la paix et de l'harmonie, et dans le développement durable. Ce sont là les objectifs qu'il partageait avec les Nations Unies, comme également la conservation de l'environnement et les efforts pour s'attaquer aux problèmes du changement climatique, de l'extrémisme et du terrorisme dans les diverses parties du monde.

Le Sultanat n'abandonnera pas, suite aux directives de Sa Majesté, sa contribution aux efforts pour obtenir la libération et le retour des otages et personnes disparues dans les zones de guerre ou de conflit. Il a soutenu de nombreuses initiatives ayant permis de sauver des vies, et il s'est notamment occupé de nombreux blessés de la guerre du Yémen. Il a pris en charge leur traitement dans un esprit de bon voisinage et de fraternité, qui caractérisent la philosophie diplomatique omanaise.

Dans le cadre des efforts humanitaires et politiques du Sultanat, Sa Majesté a supervisé les efforts pour aider à obtenir la libération de citoyens américains faits prisonniers au Yémen. On a su le 14 octobre 2020 que les autorités concernées du Sultanat allaient prendre l'attache de leurs homologues à Sanaa. Ces derniers répondirent volontiers à l'invitation du Sultanat et acceptèrent de libérer les Américains et de les transférer vers le Sultanat sur des vols de la Royal Air Force of Oman en vue de leur retour dans leur pays.

A bord des deux vols se trouvaient 250 Yéménites retournant à Sanaa après avoir été soignés dans le Sultanat ou ailleurs.

Lors d'une opération similaire, toujours conforme à la solidarité du gouvernement et du public avec nos frères et sœurs du Yémen et aux efforts continus d'Oman pour trouver une solution politique au conflit yéménite, au mois de Mai 2020 le Sultanat a évacué et facilité la sortie de la ville d'Hodeïda de membres de la mission des Nations Unies au moyen de la réinstallation temporaire de certains membres de la mission.

Le Sultanat continue d'être une étape obligée dans les tournées de personnalités des pays amis qui apprécient les échanges de vues avec Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik. Ces consultations témoignent de la valeur qu'on accorde au point de vue de Mascate, et ce dialogue à son tour conforte le rôle positif que peut jouer le Sultanat.

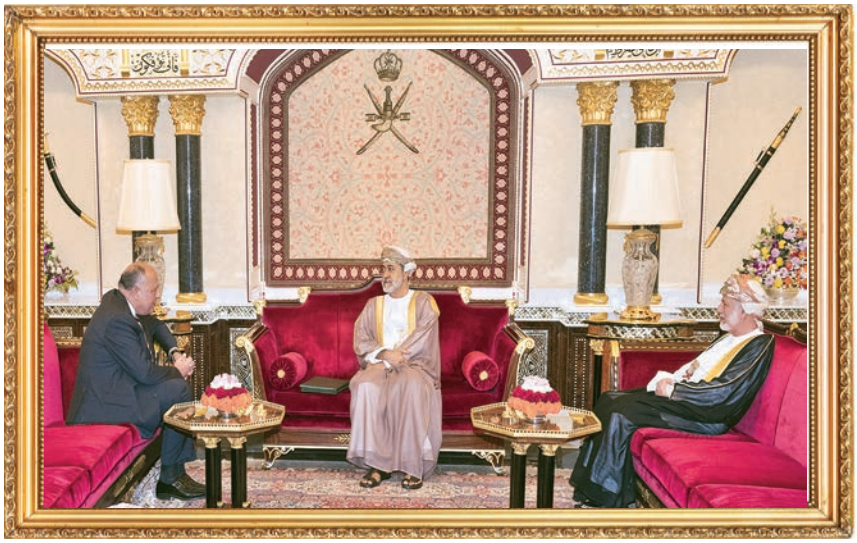
Le 4 mars 2020 Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik a reçu Son Altesse Royale le prince Khaled bin Salman bin Abdulaziz Al Saoud, vice-Ministre de la Défense du Royaume d'Arabie Saoudite.



Le 21 Mai 2020 Sa Majesté a reçu à Beit al Barakah Son Excellence le Cheikh Mohamed bin Abdulrahman Al Thani, vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères de l'État de Qatar.



Le 11 Mars 2020 Sa Majesté a reçu un message écrit de Son Excellence le Président Abdel Fatah El Sissi, de la République arabe d'Égypte, et portant sur les relations bilatérales entre les deux pays et des sujets d'intérêt commun. Ce message lui fut remis durant la réception par Sa Majesté, au palais Al Alam, de Son Excellence Sameh Choukry, Ministre des Affaires étrangères de la République arabe d'Égypte.



Le 2 Mars 2020 Sa Majesté a reçu M. Dominic Raab, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, du Commonwealth et au Développement du Royaume Uni, au palais Al Alam. Il avait reçu auparavant le Secrétaire d'État US Mike Pompeo le 21 Février 2020 au même endroit, et de nouveau le 27 août 2020 au palais Al Barakah.



Ces visites et réunions confirment la stature internationale qui est celle de Sa Majesté le Sultan, de même que la détermination du Sultanat de renforcer ses relations avec les pays frères et amis au service, mutuellement désirable, des intérêts communs.







Un homme extraordinairement doué et apprécié
Un demi-siècle de succès pour Oman

Un homme extraordinairement doué et apprécié

Un demi-siècle de succès pour Oman

Pendant cinq décennies, du 23 juillet 1970 au 10 janvier 2020, Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said bin Taimur, puisse-t-il reposer en paix, a employé ses talents de leader à la tâche de mener la Renaissance Moderne toujours plus près de la réalisation de ses vœux. Tout au long de ce chemin il a tenu systématiquement et pleinement les promesses de son tout premier discours à la nation en 1970. Dans cette allocution historique il décrivait sa vision d'Oman dans les moindres détails, dans chaque étape successive à franchir.

> "Je m'efforcerai, le plus vite possible, de vous apporter ce bonheur qui va jaillir de ce qui sera un avenir meilleur" promit-il.

A un moment où les séquelles des humiliations passées étaient à leur comble, ces mots étaient un baume pour la nation et la mémoire des gloires passées d'Oman, son histoire exubérante, et sa position universellement respectée parmi les nations anciennes et modernes.

C'est le Sultan Qabous qui définit puis établit les fondements du processus de développement qu'il entrevoyait, les principes sur lesquels il se baserait. Le résultat fut une avancée régulière, constante, des niveaux d'éducation, de santé, de progrès économique et social, et le maintien de la stabilité sociale et territoriale. A la faveur de ce processus les citoyens d'Oman devinrent graduellement en mesure, et désireux, de contribuer au relèvement de leur pays.

Cohésion et solidarité entre le peuple et le gouvernement ont été la marque de la Renaissance omanaise et un facteur crucial de son succès. De même que le public coopérait activement avec les autorités, celles-ci se montrait réceptive à l'évolution des besoins. Dans ce contrat non-écrit les deux parties jouaient respectivement leur rôle avec diligence et sincérité, encouragées par Sa Majesté le défunt Sultan, toujours concentré sur sa détermination à maintenir l'unité nationale et à ressusciter l'esprit de solidarité et de cohésion latent dans la mémoire nationale. C'était cela, il le savait, qui réciproquement engendrerait leur motivation à réaliser leur vaste vision de l'avenir.



Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said a fait revivre les souvenirs des gloires passées d'Oman, de son riche héritage culturel et de sa stature internationale.

Après ce discours historique, Sa Majesté continua de raffiner sa philosophie du développement humain, encourageant le type de caractère qui verrait ses ambitions se réaliser. Les faits le confirmèrent mille fois dans cette foi. Il est revenu encore et encore sur le thème du peuple comme étant au cœur du processus de développement, à la fois acteur et bénéficiaire. L'extraordinaire collaboration qu'il demandait et obtint des citoyens du nouvel Oman se trouva validée dans le processus de reconstruction de la nation, de soutien de sa cohésion sociale, de responsabilisation. Il a amené les Omanais à considérer leur identité nationale comme un précieux héritage. Au moment de lancer l'ambitieux projet de reconstruire Oman en un état moderne il leur rappela :

> "Dans le passé notre patrie était considérée et puissante, et si nous travaillons tous ensemble sur nos objectifs communs, nous pourrons restaurer notre gloire passée et reprendre notre place éminente dans le monde arabe."

Il s'est attaqué, systématiquement et sans crainte, aux diverses poches de friction et de rivalité qui avaient jusque-là divisé Oman, quelques-unes d'origine sociale, d'autres politique. Son approche a été éclairée et patiente, et finalement gagnante, car le pays s'en est trouvé unifié et en paix, mûr pour le développement qui allait bientôt s'ensuivre. Le Sultan Qabous a géré le processus pendant les 50 années qui allaient suivre, jusqu'à sa mort, et ni son rythme ni sa largeur de vues n'ont jamais donné lieu à dissentiment. Aujourd'hui Oman est un pays bien différent, son avancement saute aux yeux dans tous les domaines, et son statut au regard des nations est restauré.

Éducation, santé et logement furent les premiers projets entrepris par la nouvelle administration. Des débuts énergiques ont vu ouvrir 15 nouvelles école dès la première année, six hôpitaux et des douzaines de centres de santé. Les étudiants ont déferlé par milliers dans les écoles et dans les services médicaux, gratuits et ouverts à tous. Il y eut de nouveaux complexes résidentiels et les squelettes de villes nouvelles, pourvus de bâtiments et de services modernes.



Sorouh al Taalim, ou les Citadelles de l'Éducation, fut un des premiers projets lancés au tout début de la moderne Renaissance d'Oman. Dès la première année 15 nouvelles écoles ouvrirent leurs portes à des milliers d'élèves.

Un trait unique et immensément bienvenu de la manière de gouverner de Sa Majesté le défunt Sultan a été la succession des tournées qu'il effectuait chaque année dans le pays. L'idée en provenait d'une tradition particulière à Oman, mais sa dimension simplement protocolaire n'était que prétexte à un examen profondément sincère des vues et préoccupations du public. En cause étaient des sujets allant des implications locales des stratégies économiques et politiques à l'expression de besoins portant sur la santé, l'électrification, la voierie, l'eau et les services en général.

Le défunt Sultan allait ainsi de ville en village, d'oasis en déserts, montagnes et vallées, quels que soient les caprices du temps, les difficultés du chemin et l'inconfort du voyage, motivé par le besoin de conforter les gens qui plaçaient en lui leurs espoirs. Il pouvait toucher du doigt les fardeaux qu'ils supportaient et travaillaient à alléger, recueillant les informations utiles pour des dispositions à prendre dans les semaines et les mois à venir.

Dans tout le pays et jusqu'aux provinces les plus reculées la visite annuelle de Sa Majesté été attendue avec ferveur, pour le plaisir de rencontrer en personne un chef dont la personnalité et les aspirations avaient trouvé une profonde résonance dans la communauté, mais aussi pour l'occasion d'exprimer des vues sincères, directement et sans barrières, en étant assuré d'être entendu. Ceux qui rencontraient Sa Majesté s'exprimaient librement, et tout aussi librement exprimaient leur amour et leur loyauté envers sa personne et leur admiration pour le projet qu'il avait entrepris. Cinq décennies après la première de ces tournées, chaque Omanais recueille aujourd'hui les fruits de ces libres discussions.

Au cours de ces tournées le Sultan Qabous, accompagné de ministres et de conseillers, étudiait de près les progrès du développement au niveau local, comparant les résultats obtenus aux objectifs fixés les années précédentes. Chaque nouvelle étape des diverses stratégies de développement était examinée de cette manière, dans le contexte du Plan quinquennal national, de la Vision 2020, de la nouvelle Vision 2040, jugée selon son intégration harmonieuse au sein de la vision nationale globale. La vision d'abondance du Tout-Puissant pour Oman se concrétisait par les soins attentifs du défunt Sultan, soutenus par l'engagement actif de son loyal peuple. Ensemble ils ont construit un havre pour leurs rêves mutuels d'un Oman stable et prospère peuplé de gens sains, instruits et optimistes.

Les tournées de Sa Majesté le défunt Sultan Qabous à la rencontre du peuple étaient le produit d'une formule typiquement omanaise, positive par bien des aspects économiques, politiques et de développement.



Le Sultan Qabous aimait à répéter que c'est dans l'étoffe de la jeune génération que se trouvait la mesure des attentes futures, et cette mesure est devenue l'ébauche du grand dessein qu'était la moderne Renaissance. Il n'avait de cesse de répéter son engagement à tirer parti du potentiel dynamique des jeunes pour donner au processus son maximum d'impact dans leur propre intérêt. La fondation, au début des années 1980, du Conseil de la Jeunesse, suivie d'années dédiées à la jeunesse dans les années 1980 et 1990, donna l'élan au patronage par l'État, dans les décennies suivantes, de programmes axés sur les jeunes, sur leur éducation, leur formation et leur bien-être. Leurs idées, leurs espoirs et perspectives se voyaient adoptés comme les composantes du nouvel Oman. La Journée de la Jeunesse est devenue annuelle, fixée au 26 octobre, et elle est l'occasion à chaque fois de marquer à quel point le pays est arrivé, combien les attitudes et les espoirs ont évolué avec le cheminement éducatif de la Moderne Renaissance.

L'Université Sultan Qabous fut inaugurée le 9 novembre 1986. Projet ambitieux d'éducation supérieure patronné par Sa Majesté le défunt Sultan, elle s'est développée très vite pour devenir l'institution universitaire qu'elle est aujourd'hui, un phare illuminant le troisième cycle de savoir. Elle a déjà livré au marché du travail omanais deux générations de diplômés sûrs d'eux, motivés et pleins de ressources, et quelques-uns au marché international du travail. Ses succès ont dépassé les espoirs initiaux, bien que peut-être pas ceux de son fondateur. Aujourd'hui elle se dresse fièrement comme un témoignage du succès des politiques d'enseignement mises en œuvre par la Renaissance moderne. Ses diplômés ne sont pas seulement désireux, mais impatients de prendre en mains la responsabilité de préserver ses succès aujourd'hui et de les pousser encore plus loin demain.

Bien que le développement humain demeurât tout au long de sa vie sa passion la plus constante, le Sultan Qabous ne manqua pas de consacrer une énergie égale à compléter et consolider la structure institutionnelle de l'état moderne. Sa vision pour cet état exigeait des institutions bien rodées (exécutif, législatif, judiciaire et service), agissant avec succès dans leur rôle respectif et en ligne avec les principes posés par la Loi fondamentale de l'État et ses mises à jour successives. C'était là le contexte nécessaire à la construction de la nation, un processus qui exigeait la coopération de tous les participants. C'était la seule manière d'atteindre les objectifs qui apporteraient l'abondance pour tous.



L'Université Sultan Qabous a doté des promotions successives de diplômés omanais des qualifications qui les rendent mieux que capables, une fois passés les nouveaux défis, de guider le pays vers de nouveaux succès.

L'esprit de "tout le monde au cabestan" qui se développait dans toutes les arcanes de l'administration, dans l'exécutif, dans la législature et le service public ainsi qu'au niveau de l'action des conseils locaux, des réunions conjointes des deux chambres du Conseil d'Oman, et entre ce dernier et le Conseil des ministres, est devenu la marque de la coopération qui stimulait les travaux de la Renaissance moderne. C'était un témoignage de plus des liens indéfectibles qui existaient entre le Sultan Qabous et le bon peuple d'Oman.

Dressé comme un salut architectural et culturel au défunt Sultan et à sa méthode souple mais déterminée d'élargir les horizons des Omanais, encore récemment condamnés, jusqu'au temps de sa propre jeunesse, à une existence étroite de potentiel bridé, le magnifique Royal Opera House présente son répertoire éclectique de spectacles choisis tour à tour parmi les grands classiques de l'opéra et de la musique, les plus grandes œuvres de la culture mondiale ancienne et moderne, et la tradition omanaise la mieux ancrée. Il fait profondément écho avec la curiosité et l'intérêt que ressentent les Omanais envers les autres cultures.

Au cours de sa courte existence depuis son inauguration le 12 octobre 2011, le Royal Opera House s'est fait un nom comme institution culturelle d'une réputation impeccable, dont les productions inspirantes et parfois audacieusement innovantes sont universellement acclamées, tout en donnant naissance à une vague de créativité dans la communauté artistique omanaise, ainsi motivée par la fusion dynamique de tendances artistiques d'origines diverses.



L'ouverture du Royal Opera House Muscat, projet inspiré par la passion de Sa Majesté le défunt Sultan pour la culture et les arts, a inauguré une nouvelle ère d'aide généreuse pour l'héritage culturel du Sultanat et ses interactions avec les plus hautes expressions de la culture internationale.

La diplomatie omanaise dérive d'une tradition héritée de recherche de consensus, d'hospitalité envers les étrangers, de relations amicales et sur un pied d'égalité avec les pays épris de paix, d'adhésion aux engagements internationaux et aux principes des Nations Unies, d'approche des conflits dans l'objectif d'une résolution pacifique, motivés par un engagement permanent en faveur de la paix et de la stabilité pour tous. Ces principes, inspirés par

l'ouverture d'Oman aux autres cultures, sont devenus sous l'ère du Sultan Qabous le substrat de sa politique étrangère.

L'attitude "jeteur de ponts" de la politique étrangère sous le défunt Sultan était très honorée par les voisins et les partenaires du Sultanat, qui ne pouvaient que reconnaître son authenticité, son enracinement dans une vraie bonne volonté. Au cours de ces décennies le Sultanat a contribué de manière importante à la détente régionale et internationale. Il s'est montré très actif dans les organismes internationaux politiques et apolitiques qui poursuivent ses objectifs pacifiques. Chez lui, le grand projet de créer un état moderne évoluait en parallèle avec le projet extérieur d'interaction amicale, double stratégie qui permettait à la Renaissance de se dérouler sans obstacle pendant que les interventions du Sultanat en sous-main bâtissaient peu-à-peu sa réputation d'entremetteur de la paix.

Avec le gain d'influence du Sultanat au cours du demi-siècle du règne du Sultan Qabous, les occasions de proposer des solutions pacifiques aux conflits augmentaient.

Le 29 septembre 1971 Oman est devenu membre de la Ligue arabe.

Quelques jours plus tard, le 7 octobre, le Sultanat émergeait finalement et pleinement de son isolement en étant reçu dans la famille des Nations Unies. A partir de ce moment son drapeau national allait flotter fièrement aux côtés de celui des autres états membres. Oman avait commencé son cheminement extraverti de membre à part entière de la communauté internationale, prêt et en mesure d'apporter sa contribution à la paix et à l'entente internationale.

Le Sultanat poursuivit en se portant candidat à l'UNESCO, et son admission, le 10 février 1972, fut suivie par son entrée dans de nombreuses autres organisations et fédérations internationales auxquelles il continue d'apporter sa précieuse contribution.

Le Sultanat fut un membre fondateur du Conseil de Coopération des États arabes du Golfe (CCG) et un participant actif aux consultations préliminaires qui menèrent à sa création en 1981. Le 25 novembre 1976 Oman accueillait la quatrième session de la Conférence des ministres des Affaires étrangères des états du Golfe, qui recherchait la manière la plus appropriée de coopérer plus étroitement entre les gouvernements et les peuples de la région du Golfe arabe dans l'intérêt supérieur de la stabilité régionale. Le Sultan Qabous, dans son discours, revint sur le thème du consensus et sur la nécessité de pousser toutes les parties à se fixer des objectifs communs de stabilité régionale et de développement de leurs pays avant toute chose pour le plus grand bénéfice de tous les peuples de la région.

Le Sultanat travailla avec constance, sous la direction du défunt Sultan, à ménager les bases d'un système économique qui rapprocherait tous les pays de l'océan Indien sur une cause commune. Les peuples de cette région ont tous des dénominateurs communs en matière d'économie, et un système qui serve à tous les membres ne peut que favoriser la croissance et le développement. C'est la reconnaissance de ce fait qui mena à la création de l'Indian Ocean Rim Association (IORA) en mars 1997.

La stratégie de paix que pratiquait Oman sous le Sultan Qabous créait des liens qui servaient bien certains aspects de son développement, autant comme état souverain que comme membre actif de groupements régionaux ou internationaux. Son impartialité reconnue l'autorisait à pratiquer son principe "pas de mal, pas de faute » dans la recherche d'une solution pacifique à des problèmes potentiellement dangereux, tels que des démarcations de frontière ou autres contestations bilatérales. Les perceptions pouvaient changer, et l'intérêt commun se trouver mieux servi, du point de vue omanais, si l'on voulait bien voir, non des frontières qui séparent, mais des ponts et des carrefours qui unissent.

Le succès précoce de cette perspective devait se trouver bientôt confirmé par la conclusion de l'accord de démarcation signé avec l'Arabie Saoudite le 21 mars 1990 dans la localité de Hafr al Batin. Cinq ans plus tard, en juillet 1995 ce processus s'est achevé avec l'échange formel de cartes délinéant la longue frontière internationale entre les deux pays.



Le 1er octobre 1992 le Sultanat signait un accord similaire avec la République arabe du Yémen à Sanaa, s'engageant à démarquer la frontière commune entre les deux pays. Les négociations avaient commencé en 1980, et s'étaient accéléré suite à la déclaration d'unité du Yémen en mai 1990. Le 27 mai 1997 les cartes montrant la frontière commune furent signées et échangées.

Les frontières nord avec les Émirats arabes Unis ont été finalement fixées le 22 juillet 2008 avec l'échange de cartes portant délinéation de la frontière entre l'est d'Al Aqidat et Al Darah sur le golfe arabe.
Dans ce dernier cas, la section de la frontière s'étendant entre Um al Zumoul et l'est d'Al Aqidat a été révisée dans l'accord signé entre les deux pays à Sohar le 1er mai 1999. Le lendemain, 2 mai, étaient signées des annexes à l'accord qui définissaient les procédures de sa mise en œuvre par les autorités de part et d'autre, ainsi que la signalisation à ériger le long de la section entre le poste d'Um al Zumoul et Al Aqidat dans la zone partagée avec le Royaume d'Arabie Saoudite
Le Sultanat et les Émirats Arabes Unis ratifièrent l'accord en 2003, ouvrant la voie à sa mise en œuvre, et le 24 mai 2005 les cartes détaillées de l'accord pour la portion entre Um al Zumoul et l'est d'Al Aqidat furent signées à Mascate.



Les frontières maritimes entre le Sultanat et la République islamique du Pakistan furent acceptées et leur démarcation formalisée et signée le 12 juin 2000. La démarcation finale de la stratégique frontière maritime avec la République islamique d'Iran dans le golfe d'Oman fut formellement scellée le 26 mai 2015.

Le passage en douceur de ces importants accords valide le succès de l'attitude patiente et diplomatique d'Oman dans les négociations, que personnifiait la figure du Sultan Qabous. L'intérêt mutuel des parties et le bien public ont toujours été son souci constant, définissant la politique étrangère d'Oman et sa manière de gérer ses objectifs territoriaux.

La conviction du Sultan Qabous était que développement national et stabilité régionale étaient inséparablement liés. L'état moderne ne pourrait survivre dans un climat régional de discorde. En conséquence il veillait à la poursuite de la paix dans le Golfe, dans le monde arabe, et au-delà. Il n'hésitait jamais à dévoiler sa pensée, à exposer franchement la position d'Oman sur les problèmes qui auraient pu troubler la stabilité régionale, prêt à appuyer sans crainte ses vues et la position d'Oman par une action énergique.

Le Sultan Qabous était un grand défenseur des droits de l'homme, qu'il estimait sacro-saints. Il n'hésitait jamais à tendre la main de la paix quand il le fallait, même dans les plus périlleuses circonstances.

Un puissant exemple de cette conviction fut le refus du Sultanat de boycotter l'Égypte après la signature des accords de Camp David le 17 septembre 1978, prenant ses distances par rapport à la position adoptée par presque tous les pays arabes. Le Sultanat appliqua, au contraire, son habituelle rationalité dans l'évaluation de la situation, considérant avec réalisme le rôle de l'Égypte comme pionnière de la résolution des conflits arabes, régionaux et internationaux.

Le défunt Sultan déclara, dans son discours du National Day le 18 novembre 1979, que le Sultanat aiderait fortement toute initiative constructive qu'entreprendrait un responsable, arabe ou non, en faveur de la paix, car toute discorde au sein de la nation arabe ne pouvait qu'accroître les menaces sur la région.

La suite des événements n'a fait que valider la position omanaise et la clairvoyance du Sultan Qabous. Avec le temps toutes les parties optèrent pour la paix, rejetant l'esprit de revanche qui ne faisait qu'alimenter l'escalade des armements au détriment du développement et du bien-être des générations présentes et à venir.

L'idéologie politique du défunt Sultan Qabous demeura inébranlable même aux heures les plus sombres. Formulée à partir d'une évaluation rationnelle des événements tels qu'ils se présentaient, sa perspective évoluée refusait de réagir contre les développements adverses, mais plutôt de s'élever au-dessus de la menace et des circonstances. Quel que fût le tumulte qui fréquemment s'emparait de la région, le message d'Oman au monde était ferme dans son engagement pour la paix, l'harmonie et la fraternité. C'est dans ces valeurs qu'est enracinée l'histoire d'Oman, valeurs que transportaient avec eux les Omanais dans leurs lointaines expéditions maritimes de découverte et de commerce.

Dans les moments où la calamité dévastait les mondes arabe et islamique, quand les frères étaient devenus ennemis et les tambours de la guerre annonçaient l'arrivée de la catastrophe dans la région, le Sultanat d'Oman incarnait dans ses efforts les idées pacifiques de Sa Majesté le défunt Sultan, et tous les moyens diplomatiques tendaient à éviter l'effusion de sang. Dans ces moments, et soutenu par la volonté du peuple, il convoquait les parties en conflit à la table du dialogue et les pressait de choisir la sagesse de la paix et de la stabilité.

Au cours de sa noble vie de leader bien-aimé du Sultanat, Sa Majesté le Sultan Qabous reçut de nombreux honneurs de la part de sources du monde arabe et au-delà. Il fut, en 1998, le premier récipiendaire arabe de l'International Peace Award, sur

décision du National Council on US-Arab Relations et de 34 autres organisations non-gouvernementales des Etats-Unis. En 2007 il reçut le prix de l'Association Internationale russe de la Paix, ainsi que, la même année, le prix Jawaharlal Nehru pour l'Entente internationale. L'année suivante il était nommé Personnalité de l'année 2008 pour la Justice et l'Humanité, en récompense de ses contributions à la paix internationale, à la coopération et aux causes charitables internationales.

C'est donc avec une profonde tristesse que le monde a reçu l'annonce par le Diwan de la Cour Royale du décès de Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said bin Taimur, le soir du vendredi 14 Jumada Al-Awla 1441 AH, soit le 10 Janvier 2020 AD. Avec lui s'en allait une ère couronnée des nombreux succès accumulés sous l'ombrelle de la Renaissance moderne. Au cours du demi-siècle depuis sa prise de pouvoir le 23 juillet 1970, le Sultan Qabous a présidé à une période extraordinairement abondante et productive de l'histoire d'Oman qui a impacté les moindres recoins du pays, mais aussi l'environnement arabe, islamique et international. Sous sa direction le Sultanat était devenu synonyme d'équilibre et de modération en toutes choses, du développement à la diplomatie et à la politique étrangère. Sa perte a été pleurée non seulement dans le pays mais aussi par des dirigeants du monde de la politique, de la religion, de la culture. Les drapeaux furent mis en berne en signe solennel de respect pour une figure très respectée et très aimée dont l'exemple tranquille avait inspiré un si grand nombre.



En acceptant d'être appelé au pouvoir, Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik affirma qu'il resterait fidèle à l'héritage de son défunt prédécesseur.

La grande diversité politique et intellectuelle des personnalités qui vinrent assister à ses funérailles témoignait de son intelligence et de ses nombreux sujets d'intérêt et d'engagement.





Les commémorations issues des organismes internationaux, au premier plan desquels les Nations Unies à leur siège de New-York, venaient reconnaître et célébrer les nombreux succès du défunt Sultan pour son pays, et ses contributions remarquables aux affaires du monde, principalement dans la promotion de la paix.





A leur siège de New-York, les Nations Unies portent le deuil de Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said, reconnaissant l'esprit d'un pionnier qui a reconstruit son pays et s'est acquis une réputation internationale de faiseur de paix.





La délégation du Sultanat aux Nations Unies assiste à la session spéciale de commémoration du défunt Sultan Qabous, qui honorait son dévouement de toute une vie au progrès, à la paix et aux idéaux les plus nobles.

Les délégués du monde entier tiennent une minute de silence en l'honneur du défunt Sultan Qabous bin Said au siège de l'ONU.





A la session mémorielle le Secrétaire-Général des Nations Unies fait l'éloge du Sultan Qabous, créditant le défunt leader de la transformation d'Oman et confirmant que le Sultanat continuait dans son engagement en faveur de la diplomatie mondiale et de la paix internationale.

Malgré l'onde de choc et de chagrin qui parcourait Oman du fait du décès de Sa Majesté, le Sultanat offrit encore au monde une éloquente leçon de dignité et d'unité patriotique à propos du transfert de pouvoir. En annonçant solennellement la mort du Sultan, le Conseil de Défense exposa dans sa déclaration le processus découlant de l'article 6 de la Loi fondamentale de l'État, promulguée par décret royal No 101/96, et ses amendements. Le Conseil de Défense convoqua tous ses membres et, en application de l'article 2/A du décret royal No 105/96 portant sur son propre rôle, le Conseil invita le Conseil de la Famille Royale à se réunir pour désigner un successeur au défunt Sultan.

Après guère plus que deux heures dans la même matinée, le Conseil de Défense diffusa une nouvelle déclaration : « Le Conseil de Défense informe les honorables citoyens de la nation, en référence à sa précédente déclaration annonçant l'invitation de la Famille Royale à se réunir afin de déterminer le transfert de pouvoir ce samedi 15 Jumada al Awla 1441 AH, correspondant au 11 Janvier 2020 AD; qu'il a reçu une généreuse réponse du Conseil de la Famille Royale. Le Conseil de la Famille Royale s'est réuni et a décidé, en toute conviction, et en gratitude et respect pour Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said, que Dieu ait en sa Merci, de confirmer la recommandation de Sa Majesté le Sultan dans son dernier testament. Dans la confiance de la Famille Royale à l'égard de la vaste intelligence et sagesse de Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said, le Conseil de la Famille Royale charge le Conseil de Défense d'ouvrir le



testament, en accord avec l'article 6 de la Loi fondamentale de l'État, et de prendre les mesures nécessaires à la confirmation de la personne recommandée par Sa Majesté le Sultan en coordination avec le Conseil de la Famille Royale.

En conséquence, le même samedi matin15 Jumada al-Awla, 1441 AH, correspondant au 11 Janvier 2020 AD, s'est réunie une session consacrée à l'ouverture du testament en présence du président et des membres du Conseil de Défense, ainsi que des chefs du Conseil d'État et de la Shura – les deux composantes du Conseil d'Oman - , et de l'autorité judiciaire représentée par le Président de la Cour Suprême et ses deux plus hauts conseillers.

Le Conseil de Défense, en présence de leurs Altesses les honorables membres de la Famille Royale, des honorables témoins de la procédure, eurent le privilège d'ouvrir le testament et de le lire à haute voix directement à tous les présents, pour proclamer Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik Sultan d'Oman.

Sa Majesté le Sultan Haitham prêta ensuite serment devant une session conjointe du Conseil d'Oman et du Conseil de Défense, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi fondamentale de l'État, le samedi 15 Jumada al-Awla, 1441 AH, correspondant au 11 Janvier 2020 AD.

Dans sa première allocution après sa prise de fonctions comme Sultan d'Oman, Sa Majesté le Sultan Haitham confirma à tous les présents que, avec l'aide de Dieu, il continuerait sans interruption dans la voie du développement initiée par le défunt Sultan, comme c'était son vœu le plus cher.



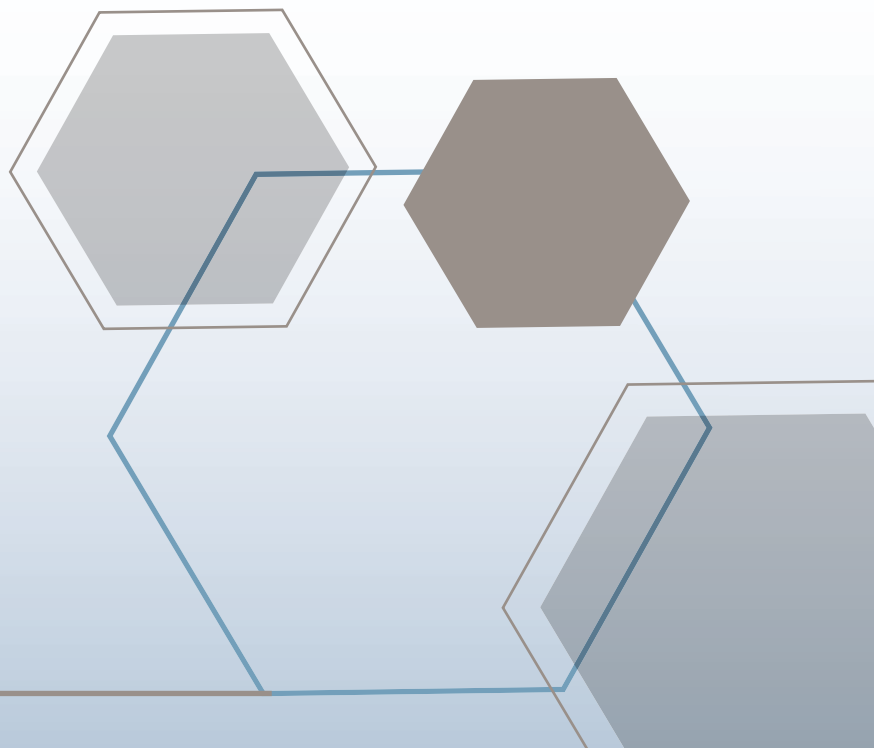
Session solennelle d'ouverture des dernières volontés du Sultan Qabous en présence du Conseil de Défense, du Conseil de la Famille Royale, des Présidents des Conseils d'État et de la Shura, du Président de la Cour Suprême et de ses deux adjoints les plus élevés. Le testament désigne Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik comme la personne choisie par le défunt Sultan pour lui succéder en tant que Sultan d'Oman.







Histoire et influences culturelles



Histoire et influences culturelles

Pendant de longues périodes de son histoire, Oman a été une sorte d'entrepôt culturel, servant de relais entre les civilisations tant anciennes – sumérienne, babylonienne, égyptienne, romaine et autres – que contemporaines. Sa contribution dans ces échanges ne laissait pas d'être abondante, même si, à d'autres moments, son influence était plus diffuse et matérielle. Les navires omanais sillonnaient l'océan Indien, traversant le Golfe vers les ports du sud de la Perse, vers l'Irak au nord, vers les comptoirs de l'Afrique orientale, et de la Somalie jusqu'au Mozambique.

Pour les Sumériens, Oman était «Magan», ou la Montagne de Cuivre. Magan est cité dans des centaines de textes cunéiformes sumériens et akkadiens qui signalent l'importance stratégique de son emplacement et de ses ressources naturelles, en particulier le cuivre et les pierres précieuses.

Des sources historiques décrivent une constante migration de tribus arabes dans la direction d'Oman, où elles se fixèrent depuis les temps les plus anciens. La première grande migration organisée, à la fin du premier siècle de notre ère, fut coordonnée par Malik bin Fahm, chef tribal des Azd.

Oman fut un des premiers pays à embrasser l'Islam, volontairement et du vivant du Prophète, qui envoya Amir Ibn al Aas aux deux rois d'Oman Jaifer et Abd, tous deux fils d'Al Julanda ibn al Mustakbir, pour les inviter à adopter la nouvelle foi. Ce qu'ils firent avec enthousiasme, et Oman devint bientôt une forteresse de l'Islam chez lui et une force puissante pour sa propagation au loin, particulièrement en Afrique orientale et centrale.



Deux impressionnantes forteresses – Al Jalali et Al Mirani- évoquent l'épopée des gloires passées d'Oman et de ses contributions à la civilisation

Pendant les premières années du da'wa, ou appel de l'Islam, Oman se trouvait à la tête des guerres de l'apostasie qui éclatèrent après la mort du Prophète, et participa aux grandes conquêtes terrestres et maritimes en Irak, en Perse et au Sindh, et ultérieurement bien plus loin.

L'Etat Ya'rubi est immortalisé non seulement dans l'histoire omanaise, mais également dans l'histoire de la région du Golfe et des Arabes en général, car c'est la puissance des Ya'rubi qui a réussi à expulser les Portugais de la côte omanaise, des côtes du golfe Arabo-Persique et de l'océan Indien jusqu'en Afrique de l'Est.

L'État Al Busaidi, fondé en 1744 par l'imam Ahmed bin Said Al Busaidi, ancêtre de Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said, renforça encore son influence dans la région, fondant, dans la première moitié du XIXe siècle, un empire qui s'étendait à une partie de l'Afrique orientale. Ce pouvoir nouvellement affermi retrouva sa primauté navale dans l'océan Indien et établit des relations politiques équilibrées avec les grandes puissances de l'époque.

Á la fin du 19ème siècle et au début du vingtième, le pays s›était de nouveau retiré dans l›isolement, affaibli par les dissensions internes et l›influence extérieure. Mais le 23 juillet 1970 vit la fin de ce retour avec l›avènement de Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said. Une fois de plus Oman chassait le mauvais sort pour émerger de la stagnation dans une nouvelle ère de maîtrise de son propre destin, avec des aspirations traditionnelles intactes.

Le renouvellement des nobles aspirations qu'a représenté la Renaissance moderne tout au long du dernier demi-siècle est désormais entre les mains de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tariq, lequel, assumant la direction du pays, s'est engagé solennellement à continuer le travail de construction et de développement entamé par son défunt prédécesseur. C'était le plus cher désir de Sa Majesté le Sultan Qabous. "Oman" avait-il souvent répété, "demeure toujours le but ultime de tout ce que nous entreprenons et luttons pour réaliser." C'était, selon lui, le devoir sacré de tout Omanais de préserver les réalisations de la Renaissance et de participer activement à l'achèvement de l'œuvre de prospérité universelle, au sein de laquelle chacun pourrait se confier au Dieu Tout-Puissant pour le guider et l'assister.



Les divers noms d'Oman

Il n'y a pas de consensus sur l'origine du nom "Oman", certains la cherchant dans "Uman" de la tribu Al Qahtani, d'autres dans une dérivation linguistique signifiant "rester", ou "s'établir". Ibn al Qabi écrit: "Oman signifie . ceux qui occupent un endroit, comme dans l'adjectif a'amen, ou amoun, un homme établi. C'est de là qu'est dérivé Oman". Il ajoute " Si un homme est a'amen, cela signifie qu'il est installé en Oman"". Al Zujjaji, de son côté, dit qu'Oman a été nommé ainsi à cause d'Oman bin Ibrahim Al Khalil, alors qu'Ibn Kalbi dit que c'est à cause d'Oman bin Siba' bin Yaghthan bin Ibrahim Khalil Al Rahman "car c'est lui qui a construit la ville d'Oman".

On dit que les Azd ont appelé Oman "Omana" parce qu'ils venaient d'une vallée de Maarib qui s'appelait ainsi et ressemblait à leur nouveau pays. Yalainous a été un des premiers historiens romains à mentionner Oman au premier siècle de l'ère chrétienne. Un siècle plus tard le nom réapparaît chez Ptolémée. A. Grohimann, dans l''Encyclopédie de l'Islam de 1936 (Brill, Leiden) était d'avis que l'Omana décrit par ces deux historiens était en fait Sohar, le centre économique prédominant dans la région à l'âge classique.

Oman était connu sous d'autres noms. Les Sumériens et les Mésopotamiens l'appelaient «Magan» et les Perses l'appelaient «Mazoon», un dérivé de la racine muzn, qui signifie «nuages et eaux abondantes». Cet attribut pourrait faire référence à la montée rapide d'une agriculture établie à Oman, créant ainsi les bases d'une société stable et prospère.

Les sources arabes se référaient à Oman comme à un territoire indépendant. Al Istakhri et Ibn Hawqal concordaient à dire qu'Oman était "un pays souverain avec un peuple souverain".

Ibn Khaldoun a eu la définition la plus claire de toutes, décrivant Oman comme un parmi un groupe de territoires arabes de la péninsule arabique qui étaient devenus des états indépendants et distincts, tels le Yémen, le Hedjaz, l'Hadramaout, Shihr et Oman.

Quelle que soit la bonne interprétation, il ne fait pas de doute que le nom d'Oman est fort ancien et a une profonde résonance pour les Arabes depuis les temps les plus anciens.

L'importance de la géographie

La géographie est essentiellement une question de situation, de terrain et de frontières terrestres ou maritimes, mais elle est aussi une forme de dialogue entre la nature, les ressources naturelles et l'environnement d'une part, et, d'autre part, l'attitude de l'homme à leur égard – non seulement dans la manière dont il surmonte les défis qu'ils peuvent lui présenter, mais encore dans son plus ou moins grand succès à en tirer avantage.

Le Sultanat d'Oman occupe une position d'extrême importance stratégique qui a plus d'une fois motivé ses choix, ses politiques et la manière de les mettre en œuvre.

Situé à l'extrémité sud-est de la péninsule arabique, Oman s'étend en latitude Nord entre les degrés 16.40 et 26.20, et en longitude Est entre les degrés 51.50 et 59.40. La côte s'étend sur 3.165 kilomètres, de la mer d'Oman et de l'entrée de l'océan Indien au sud-ouest, au golfe d'Oman et au Musandam au nord, point depuis lequel il surplombe le très stratégique détroit d'Ormuz et l'entrée du Golfe arabique.

Oman a des frontières communes avec la république du Yémen au sud-ouest, le royaume d'Arabie Saoudite à l'ouest, et les Émirats Arabes Unis au nord. Il exerce sa souveraineté sur un certain nombre de petites îles du golfe d'Oman et du détroit d'Ormuz, notamment Salamah et ses Filles, ainsi que sur Massira, les îles Hallaniyat et quelques autres îlots de la mer d'Oman.



La citadelle de Bahla a vu passer les vagues successives de conquêtes et de contributions à la civilisation. Elle est inscrite au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Situé sur le tropique du Cancer, Oman fait partie d'une des régions chaudes et arides du monde, sauf une partie du sud du pays, qui a un climat plus tropical.

Dominant ainsi la plus vieille route maritime du monde et aussi la plus importante commercialement, entre le Golfe et l'océan Indien, Oman, avec sa superficie de 309.500 kilomètres carrés, est aussi parcouru par les antiques routes de caravanes Transarabiques nord-sud et est-ouest.

Le trait géographique le plus marquant du Sultanat est la chaîne des monts Hajjar qui s'étire du nord au sud-est en un vaste arc de cercle du Ru'us al Jibal, au cap Musandam, sur le détroit d'Ormuz, porte du Golfe arabique, jusqu'à Ras el Hadd, le point le plus oriental de la péninsule arabique, sur l'océan Indien. À son point le plus haut, le Djebel Akhdar, la chaîne des monts Hajjar atteint l'altitude de 3.000 mètres.

Dans le gouvernorat de Musandam ces montagnes surgissent à environ 1.800 mètres au-dessus du détroit d'Ormuz qui sépare les côtes d'Oman et de l'Iran; les chenaux qu'emprunte le trafic maritime international se trouvent du côté omanais.

Les Omanais ont coutume de comparer la chaîne des Hajjar à une colonne vertébrale humaine. Ils nomment Batinah («l'estomac») la plaine côtière le long du golfe d'Oman, et Dhahirah («le dos») le pays à l'ouest de ces montagnes. La Batinah, plaine alluviale côtière formée par les oueds qui descendent de la montagne, est large de 15 à 80 kilomètres et longue de plus de 300. Elle est la principale région agricole du Sultanat avec ses exploitations et ses vergers irrigués par les nappes phréatiques, et aussi la plus peuplée, et s'étend, vers le nord, de Mascate aux frontières des Émirats Arabes Unis.

Plusieurs oueds entaillent la chaîne des Hajjar. Le plus important d'entre eux, le wadi Samail, permet le passage entre Mascate, sur la côte, et les wilayats d'Izki et de Nizwa, à l'intérieur. Les Omanais nomment les montagnes à l'ouest de ce wadi «Hajjar al Gharbi» (Hajjar occidentaux); cette région comprend le Djebel al Akhdar et les wilayats de Rustaq, Nakhl, Al Awabi et quelques autres.

Les montagnes à l'est du wadi Samail sont appelées «al Hajjar al Sharqi» (Hajjar orientaux), et englobent entre autres les wilayats de Samail et Bidbid. Le point culminant des Hajjar est le Djebel Shams, dans le gouvernorat de la Dakhiliyah, qui s'élève à environ 3.000 m au-dessus du niveau de la mer.

Près des hauteurs de Qurm, à Mascate, la bande côtière se rétrécit et devient une côte rocheuse, entaillée de nombreuses criques, qui de Mascate se poursuit vers le sud jusqu'à Ras el Hadd.

De Ras el Hadd à Filim, sur la baie de Massira, dans la région de Sharqiyah, les sables de la Sharqiyah s'étendent sur une bande de 160 km de long sur 80 de large. Au sud-ouest de l'île de Massira s'étend une vaste zone plate et pierreuse appelée Jiddat el Harasis.

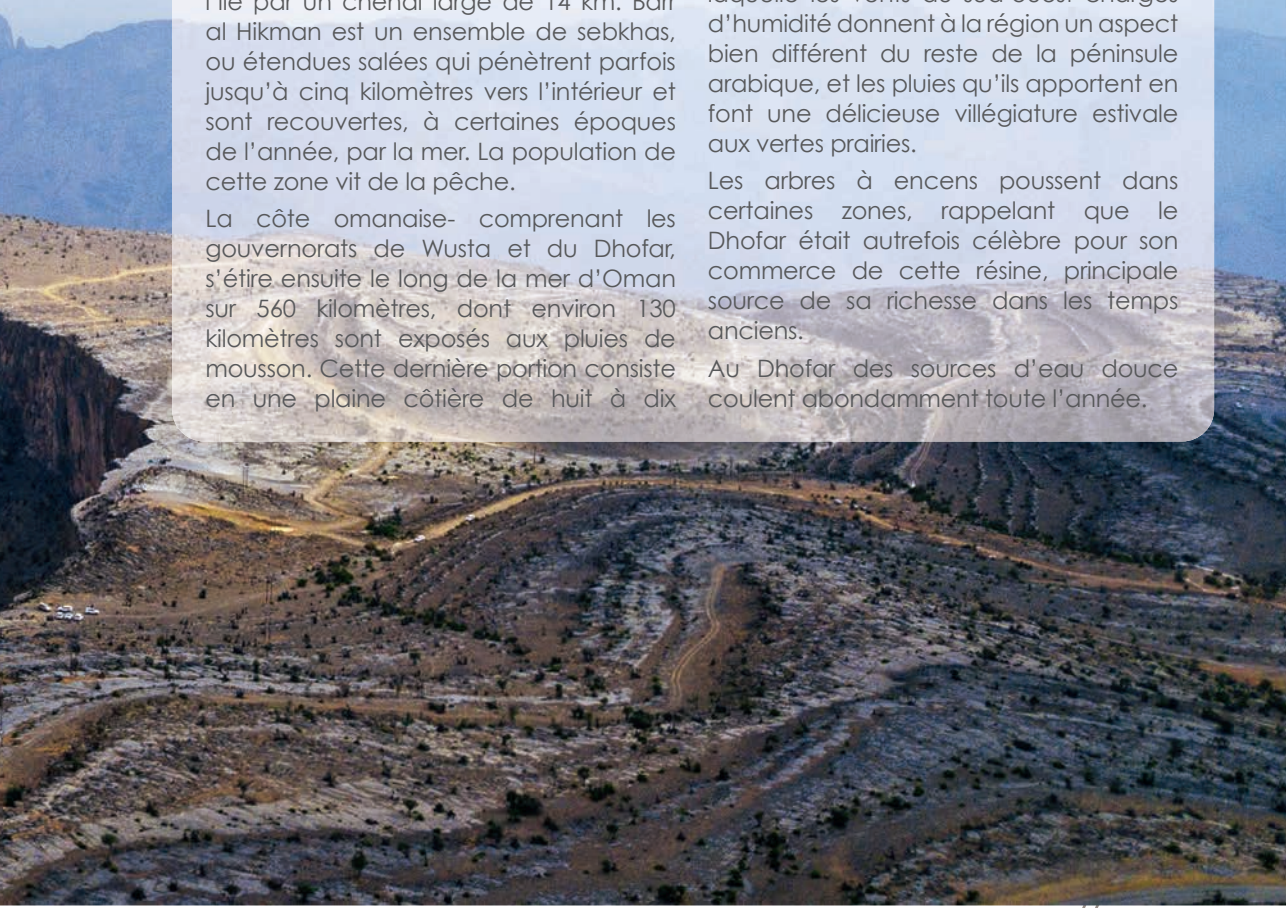
À l'ouest des sables de la Sharqiyah on trouve une étendue de terrain bas et rocheux, large d'environ 250 km et entaillée par des oueds courant du nord au sud, dont les plus importants sont Wadi Halfain et Wadi Andam. À l'ouest de l'île de Massira on trouve la presqu'île de Barr al Hikman, séparée de l'île par un chenal large de 14 km. Barr al Hikman est un ensemble de sebkhas, ou étendues salées qui pénètrent parfois jusqu'à cinq kilomètres vers l'intérieur et sont recouvertes, à certaines époques de l'année, par la mer. La population de cette zone vit de la pêche.

La côte omanaise- comprenant les gouvernorats de Wusta et du Dhofar, s'étire ensuite le long de la mer d'Oman sur 560 kilomètres, dont environ 130 kilomètres sont exposés aux pluies de mousson. Cette dernière portion consiste en une plaine côtière de huit à dix kilomètres de large comprenant Salalah et plusieurs wilayats voisines comme Taqah, Mirbat, Sadah, Rakhyut et Dhalkut. Les zones côtières du Dhofar sont riches en vie marine, notamment en crevettes, mérous, ainsi que sardines, dont les surplus sont souvent utilisés comme aliment du bétail ou comme engrais.

Les montagnes du Dhofar courent d'est en ouest sur environ 400 kilomètres, de la hauteur des îles Hallaniyat à la frontière du Yémen, formant une chaîne continue qui inclut le Djebel Samhan à l'est et le Djebel al Qamar à l'ouest. Cette chaîne ne dépasse nulle-part 23 kilomètres de large, ni 2.500 mètres d'altitude. Une bande de 75 kilomètres de ces hauteurs est enveloppée de verdure chaque année de juin à septembre durant la saison du khareef (mousson), pendant laquelle les vents du sud-ouest chargés d'humidité donnent à la région un aspect bien différent du reste de la péninsule arabique, et les pluies qu'ils apportent en font une délicieuse villégiature estivale aux vertes prairies.

Les arbres à encens poussent dans certaines zones, rappelant que le Dhofar était autrefois célèbre pour son commerce de cette résine, principale source de sa richesse dans les temps anciens.

Au Dhofar des sources d'eau douce coulent abondamment toute l'année.



Gouvernorats et wilayats (districts)

La division administrative du Sultanat, définie par l'état moderne, est définie par les décrets royaux No 114/2011 du 26 octobre 2011 et 101/2020 du 18 août 2020. Elle comprend 11 gouvernorats, qui sont: Mascate, Dhofar, Musandam, Buraimi, Dakhiliyah, Batinah nord, Batinah sud, Sharqiyah sud, Sharqiyah nord, Dhahirah et Wusta.

Chacun de ces gouvernorats possède ses caractéristiques propres, tant administratives que géographiques et économiques, et comprend un certain nombre de divisions ou «wilayats» (au total 61 wilayats dans tout le pays).

Le décret royal No 101/2020 définit les rouages administratifs au niveau des gouvernorats et à celui des affaires municipales. Chacun des gouvernorats a son statut légal particulier; il a capacité à posséder et gérer et aliéner ses biens, meubles et immeubles.

Le ministère de l'Intérieur a autorité sur les gouvernorats à l'exception de Mascate, du Dhofar et du Musandam, et Sa Majesté le Sultan nomme les gouverneurs en vertu des décrets royaux 115/2011 et 101/2020. Les gouverneurs sont responsables des affaires du territoire sous leur juridiction, et le représentent dans leurs relations avec autrui et devant les tribunaux. Ils ont autorité sur les administrateurs de districts ou walis, et gèrent la préparation et l'exécution des plus importants projets et buts de développement.

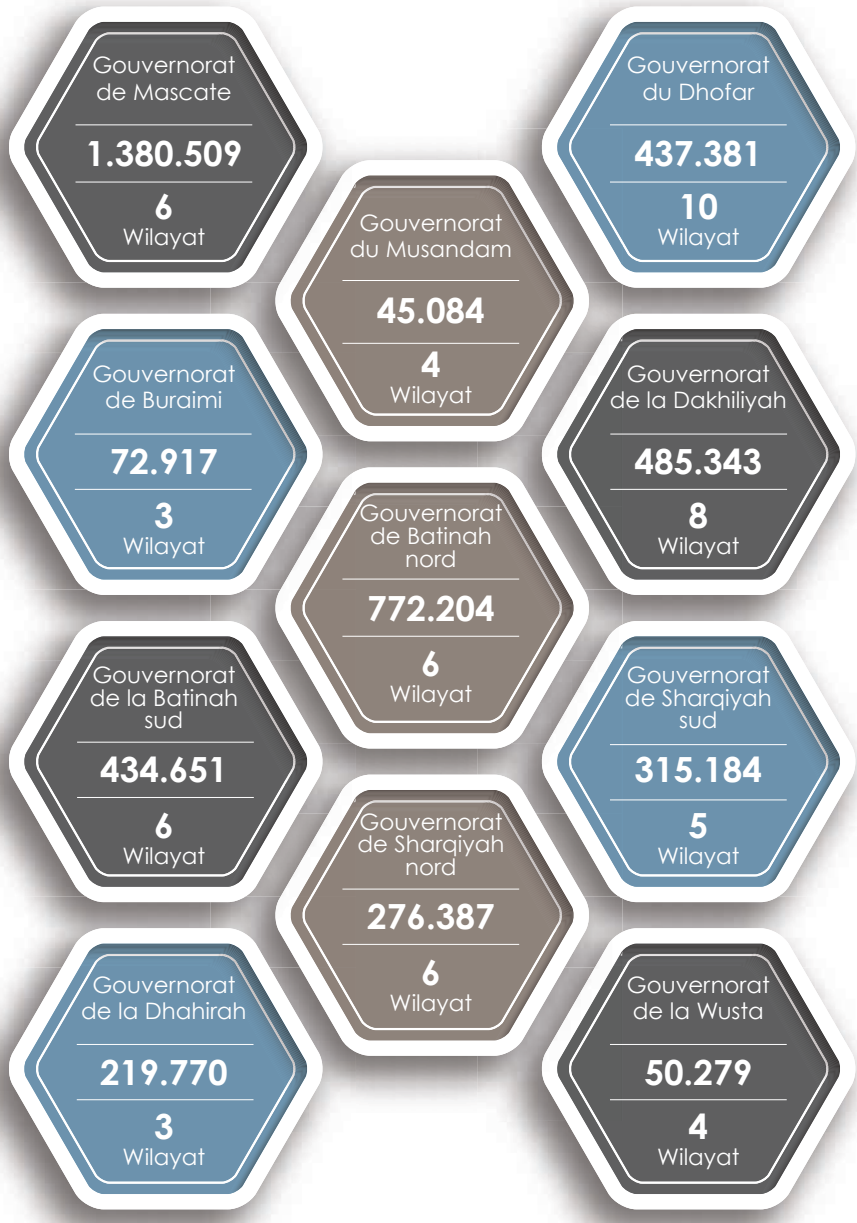
Le wali est responsable dans sa circonscription du maintien de l'ordre public, du suivi des affaires tribales, et préside les comités locaux de sa Wilayat.

Le décret royal No 116/2011, du 26 octobre 2011, promulguant la loi sur les conseils municipaux, est venu harmoniser le système administratif et municipal dans tout le pays et simplifier ainsi les procédures pour les administrés.

Au travers d'une série de plans quinquennaux, Oman a réussi à assurer un développement intégré et équilibré entre tous ses gouvernorats. De grands aménagements de toutes sortes et des parcs industriels ont été implantés de Mascate à Salalah, de Sour à Sohar, de Nizwa au Musandam et à Buraimi, et d'Biri à Duqm, dans le cadre d'un plan global conciliant les priorités et les besoins de chaque circonscription.

Les gouvernorats accueillent tour à tour les grandes manifestations nationales et religieuses, y compris, bien entendu, celles du National Day.

Les gouvernorats du Sultanat



On trouve dans les limites du gouvernorat de Mascate maints exemples des progrès accomplis dans tous les domaines d'activité.



Le Gouvernorat de Mascate

Mascate abrite le cœur politique, économique et administratif du pays. Elle est la capitale du Sultanat et le siège du gouvernement et le centre de l'administration. Elle est aussi un vibrant carrefour d'activité économique, commerciale et touristique, et des relations du Sultanat avec l'extérieur.



	Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements	Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet
2010	775.878	
2020		1.380.509



Situé sur le golfe d'Oman à l'extrémité sud de la côte de la Batinah, le gouvernorat a pour limites à l'est la chaîne des Hajjar orientaux et le gouvernorat de la Sharqiyah nord, à l'ouest celui de la Batinah sud, et au sud celui de la Dakhiliyah.

Mascate a la plus forte densité de population des provinces du Sultanat avec 775.878 habitants. selon le recensement de 2010, dernier disponible. Cependant les statistiques publiées en juillet 2020 par le National Centre for Statistics and Information portent désormais ce chiffre à 1.380.509.

Ce gouvernorat connaît un fort développement dans tous les domaines, notamment un réseau routier moderne reliant Mascate à toutes les wilayats du gouvernorat et au-delà, des projets paysagers, des jardins publics, marchés et autres services publics, et la modernisation des quartiers résidentiels et d'affaires. La modernisation de ses quartiers commerciaux et résidentiels a assuré à Mascate une place parmi les villes les plus modernes. Ses stratégies de développement englobent les éléments hérités du passé tout en lui préparant un brillant avenir.

Ce gouvernorat comprend six wilayats: Mascate, Matrah, Amerat, Bausher, Seeb et Quriyat, chacune administrée par un wali nommé par le ministre d'État Gouverneur de Mascate. Le Gouvernorat est l'entité administrative pour les citoyens résidant dans ses limites, et ses affaires sont du ressort de ce ministre.

Wadi Darbat, dans le Dhofar, célèbre pour sa variété et sa luxuriance saisonnière, émerge, dans son manteau de verdure, des brumes fantomatiques qui enveloppent les hauts plateaux et de la bruine qui en adoucit les contours.



Le gouvernorat du Dhofar



2010

2020

Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements

249.729

Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet

437.381



Le Dhofar, historiquement Pays de l'Encens de la péninsule arabique, a toujours été pour Oman la voie d'accès à l'océan Indien et la croisée des routes de caravanes de l'Arabie du sud. Dans les années récentes il est, en outre, devenu une voie d'accès au progrès et à la prospérité.

Le gouvernorat du Dhofar occupe l'extrémité sud d'Oman, Salalah se trouvant à 1.000 kilomètres de distance de Mascate. Il est limité par le gouvernorat de la Wusta au nord-est, la mer d'Oman au sud-est et au sud, la république du Yémen à l'ouest et au sud-ouest, et le désert du Rub al Khali («le quartier vide») au nord et au nord-ouest.

Le Dhofar est renommé pour son climat frais et humide pendant la mousson d'été ou khareef , saison pendant laquelle les plateaux se couvrent d'un luxuriant manteau de verdure enrobé dans des brumes qui humectent et rafraîchissent l'atmosphère.

Ce gouvernorat compte dix wilayats- la principale, Salalah, à quoi s'ajoutent Taqah, Mirbat, Rakhyut, Thumrait, Dhalkut, Mazyounah, Muqshin, Shaleem et les îles Hallaniyat, et Sadah.

Le gouvernorat du Dhofar avait, selon le recensement de 2010, une population de 249.729 habitants, cependant les statistiques publiées en juillet 2020 par le Centre national de Statistiques font état désormais du chiffre de 437.381. Les affaires du gouvernorat sont administrées par le ministre d'État gouverneur du Dhofar. Son conseil municipal comprend 24 membres, représentants des diverses wilayats.

Le joyau immaculé qu'est Khassab, où le cobalt de la mer gît dans l'étreinte des montagnes protectrices.



Gouvernorat du Musandam



	Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements	Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet
2010	31.425	
2020		45.084



Le gouvernorat du Musandam revêt une immense importance stratégique en raison de sa position géographique sur le détroit d'Ormuz, la voie maritime la plus fréquentée au monde par les exportations de pétrole et le commerce; environ 90% des exportations de pétrole du Golfe empruntent cette route maritime qui relie les états du Golfe au reste du monde.

Les affaires du gouvernorat du Musandam sont gérées par SE le Ministre d'État et gouverneur en vertu du décret royal No 67/2019 du 14 Octobre 2019.

Le gouvernorat du Musandam comprend quatre wilayats: Khassab, principal centre, Daba, Bukha et Madha. La population était, au recensement de 2010, de 31.425 habitants, mais atteint désormais, selon le Centre national de Statistique, le chiffre de 45.084 au mois de juillet 2020. Le conseil municipal est formé de 8 membres représentants des wilayats.

Le gouvernorat d'Al Buraimi profite de divers grands équipements destinés à stimuler ses espoirs en matière d'économie et de tourisme.



Le gouvernorat de Buraimi



	Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements	Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet
2010	72.917	
2020		111.142



L'importance de Buraimi tient à son emplacement stratégique comme plate-forme commerciale au nord-ouest du Sultanat. Historiquement, en raison de son altitude et de l'abondance d'eau dans ses oueds et dans ses «aflaj» (canaux d'irrigation), il est devenu une étape sur une grande voie commerciale, en même temps qu'un grand centre de production de blé, de dattes et de cultures fruitières.

Buraimi a plusieurs forts et châteaux, tels al Khandaq, al Hillah, Beit al Nadd et al Khabib.

Buraimi est le lieu de réalisation de divers projets de développement du potentiel touristique de ce gouvernorat, et représentent des avancées prometteuses vers un degré de sophistication du développement qui se reflétera non seulement sur Buraimi mais sur l'ensemble du Sultanat, étant donné l'échelle et la grande diversité des projets en préparation.

Le gouvernorat comprend trois wilayats: Buraimi proprement dite, Mahdhah et al Sinainah, avec, selon le recensement de 2010, une population de 72.917 habitants, portée aujourd'hui à 111.142 selon les statistiques de juillet 2020.

Son Conseil municipal est de 8 membres.



Vue aérienne de Bidbid, dans le gouvernorat de la Dakhiliyah

Gouvernorat de la Dakhiliyah



	Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements	Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet
2010		
2020	326.651	485.343



Ce gouvernorat, qui occupe un grand plateau au centre du pays, peut être considéré comme l'hinterland stratégique du Sultanat. Il descend du Djebel Akhdar, ou «montagne verte», vers le sud en direction du désert.

Formant pivot entre les divers gouvernorats du Sultanat, la Dakhiliyah est limitrophe de ceux de Sharqiyah nord et sud à l'est, de la Dhahirah à l'ouest, de la Wusta au sud, de Mascate et de la Batinah sud au nord.

Une des premières régions agricoles du pays, la Dakhiliyah a eu, d'autre part, un rôle éminent dans l'histoire du pays.

Ce gouvernorat comprend huit wilayats: Nizwa, son chef-lieu, Bahla, Manah, al Hamra, Izki, Samail et Bidbid, et réunit une population, recensée en 2010, de 326.651 habitants, désormais portée à 485.343 selon les chiffres de juillet 2020. Son Conseil municipal compte 28 membres.

La mosquée Sultan Qabous, dans la wilayat de Sohar, qui fut pendant des siècles le portail d'Oman vers le monde d'au-delà de l'océan.



Le gouvernorat de Batinah nord



2010

2020

Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements

483.582

Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet

772.204



Bande côtière entre mer et montagne, ce gouvernorat, qui comprend six wilayats: Sohar, ville principale, Shinas, Liwa, Saham, Khabourah et Suwaiq, est un des plus importants du Sultanat géographiquement et économiquement. Sa capitale administrative est Sohar.

Il occupe une position cruciale le long de la côte sud du golfe d'Oman. Il a longtemps été le principal centre omanais de commerce et de navigation avec les pays bordant le Golfe arabique et l'océan Indien. Une représentation virtuelle du très fort potentiel économique de ce gouvernorat est la large plaine de la Batinah, plus grande région agricole du pays. Elle est aussi riche en ressources minières qui servent désormais de base à diverses industries lourdes.

Le Port industriel de Sohar est l'un des très gros projets économiques d'Oman. Le Parc industriel de Sohar a pu attirer bon nombre de grandes industries de base et de transformation telles qu'engrais, pétrochimie, aluminium et acier. Ces installations ont reçu un élan supplémentaire avec l'établissement de la zone franche et de l'aéroport de Sohar, nouveau portail d'entrée dans le Sultanat. La voie express de la Batinah, autre grand projet d'infrastructure et élément clé du réseau routier national, facilitera un accès rapide à cette zone industrielle très fréquentée.

Le recensement de 2010 avait chiffré à 483.582 habitants la population de ce gouvernorat, chiffre porté à 772.204 en juillet 2020. Le Conseil municipal de la Batinah nord est de 28 membres.

Sports City, dans la wilayat de Musannah, a accueilli de nombreuses grandes compétitions et contribué grandement à développer les retombées économiques du sport.



Le gouvernorat de la Batinah sud



	Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements	Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet
2010	289.008	
2020		434.651



Le gouvernorat de la Batinah sud compte six wilayats: Rustaq, ville principale, Awabi, Nakhl, Wadi al Ma'awil, Barka et Musannah, réunissant, selon le recensement de 2010, une population de 289.008 habitants, chiffre porté à 434.651 par les statistiques de juillet 2020 du Centre national de Statistique.

Le gouvernorat de la Batinah sud est situé entre la mer d'Oman à l'est et les pentes des monts Hajjar occidentaux à l'ouest. Par son emplacement, ses nombreux atouts et sa population, la Batinah sud a toujours joué un rôle de premier plan dans l'histoire d'Oman.

De nombreuses réalisations ont été obtenues par ce gouvernorat dans le secteur des services

publics, le réseau routier, les télécommunications, de vastes jardins publics et autres plans d'urbanisme en ligne avec le développement de la vie économique et sociale dans le Sultanat.

Une attention spéciale a été portée au développement des sources chaudes d'Ain al Kasfah près de Rustaq, et Ain al Thuwarah à Nakhl, ainsi que de vastes parcs publics.

Le Conseil municipal de la Batinah sud comprend 22 membres représentant les diverses wilayats.

Le pont de Khor al Batah, wilayat de Sour, sur son fond de montagnes et de mer.

Ce pont a beaucoup servi à revitaliser l'économie et le tourisme de la région, et est devenu une sorte d'icône esthétique et culturelle.



Le gouvernorat de Sharqiyah sud



2010

2020

Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements

188.032

Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet

315.184



Ce gouvernorat, qui occupe la partie nord-est du Sultanat d'Oman, est compris entre la mer d'Oman à l'est, les sables de la Sharqiyah au sud, et la Dakhiliyah à l'ouest. Il comprend cinq wilayats: Sour, principale ville de ce gouvernorat, al Kamil wa'l Wafi, Ja'alan Bani Bu Hassan, Ja'alan Bani Bu Ali et Massirah.

Ce gouvernorat a vu la réalisation de tout une série de projets de développement en même temps que l'extension du réseau routier et des infrastructures touristiques. La réserve naturelle d'Al Saleel est un important projet d'éco-diversité, qui contribue au maintien de l'équilibre écologique régional et promeut le tourisme durable.

La Sharqiyah sud abrite déjà de grosses industries: gaz naturel liquéfié, urée et ammoniaque, ainsi que les industries petites et moyennes réunies sur le parc industriel de Sour.

Sa population, recensée en 2010, de 188.032 habitants atteint désormais 315.184 selon les chiffres publiés en juillet 2020 par le Centre national de Statistique. Son Conseil municipal est de 16 membres.

La Sharqiyah nord est un gouvernorat riche de son agriculture, et de son potentiel touristique grâce à son patrimoine historique.

(wilayat d'Al Qabil)



Le gouvernorat de Sharqiyah nord



	Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements	Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet
2010	162.482	
2020		276.387



Le gouvernorat de Sharqiyah nord jouxte les flancs intérieurs de la chaîne des Hajjar orientaux. Il touche aux gouvernorats de Mascate au nord, de la Dakhiliyah à l'ouest, et de la Sharqiyah sud à l'est et au sud. Il comprend six wilayats dont Ibra est la principale, les autres étant al Mudhaibi, Bidiyah, Qabil, Wadi Bani Khalid et Dima wa'l Ta'een.

La Sharqiyah nord a reçu une part généreuse des dépenses de développement, en particulier en éducation, santé, infrastructures routières, adduction d'eau, ainsi que projets touristiques.

Avec sa population, de 162.482 habitants en 2010 portée à 276.387 par les chiffres de juillet 2020, ce gouvernorat a un conseil municipal de 16 membres.



Husn Bait al Marah dans la wilayat de Yanqul, est un bel exemple du style particulier d'architecture des forts à Oman, et un rappel de l'histoire e de la culture bien enracinée de la région.

Le gouvernorat de la Dhahirah



2010

2020

Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements

151.664

Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet

219.770



Le gouvernorat de la Dhahirah est riche en histoire et riche en potentiel agricole et touristique. Il a connu des changements positifs majeurs dans tous les secteurs depuis 1970. Il consiste en une plaine semi-désertique qui descend des pentes méridionales des Hajjar occidentaux vers le désert du Rub al Khali, le Quartier vide, qui le borde à l'ouest. La montagne du Djebel Khawr marque à l'est la limite avec la Dakhiliyah voisine, et la Wusta lui est limitrophe au sud.

Le gouvernorat de la Dhahirah est divisé en trois wilayats: Ibri, la principale, Yanqul et Dhank, avec une population de 151.664 habitants selon le recensement de 2010, portée à 219.770 par les statistiques de juillet 2020.

La Dhahirah se caractérise par le haut niveau de ses productions agricoles et son emplacement au carrefour des séculaires routes de caravanes trans-arabiques. Cette région possède également des champs pétroliers et gaziers et a bénéficié d'amples projets de développement.

Son Conseil municipal est de 10 membres.

Le Port de Duqm se distingue par son implantation, son énorme superficie, et son infrastructure très avancée. Ces atouts lui confèrent un attrait particulier pour les investissements dans la pétrochimie et l'industrie lourde, ainsi que pour de nombreux projets régionaux.



Le Gouvernorat de la Wusta



2010

2020

Selon le plus récent recensement de la Population, du Logement et des Etablissements

42.111

Selon statistiques du National Centre for Statistics and Information publiées en Juillet

50.279



Le gouvernorat de la Wusta s'étend au sud de la Dakhiliyah et de la Dhahirah. Il est bordé à l'est par la mer d'Oman, à l'ouest par le désert du Rub al Khali et au sud par le Dhofar. Ses traits particuliers sont l'existence d'un grand nombre de gisements de pétrole et de gaz, et un climat relativement tempéré tout au long de l'année.

La Duqm Special Economic Zone (SEZAD) est un des projets les plus ambitieux de ce gouvernorat. C'est une interface économique à facettes multiples de proportions mondiales, et un carrefour régional assisté par la situation géopolitique stratégique de Duqm, ouverte sur la mer d'Oman. Duqm a grandement bénéficié du développement ces dernières années, et occupe maintenant une position spéciale sur la carte de l'investissement mondial grâce à ses avantages compétitifs et aux nombreuses incitations et avantages consentis aux apporteurs de capitaux.

Le complexe de cales sèches témoigne du caractère stratégique que revêt la Duqm Special Economic Zone (SEZAD) pour la conversion de la Wusta en un contributeur majeur de l'économie nationale et pour le renforcement du statut international du Sultanat.

Outre ce complexe, de nombreux projets d'eau, d'électricité, de routes, de ports de pêche et de services de santé et d'éducation ont été réalisés.

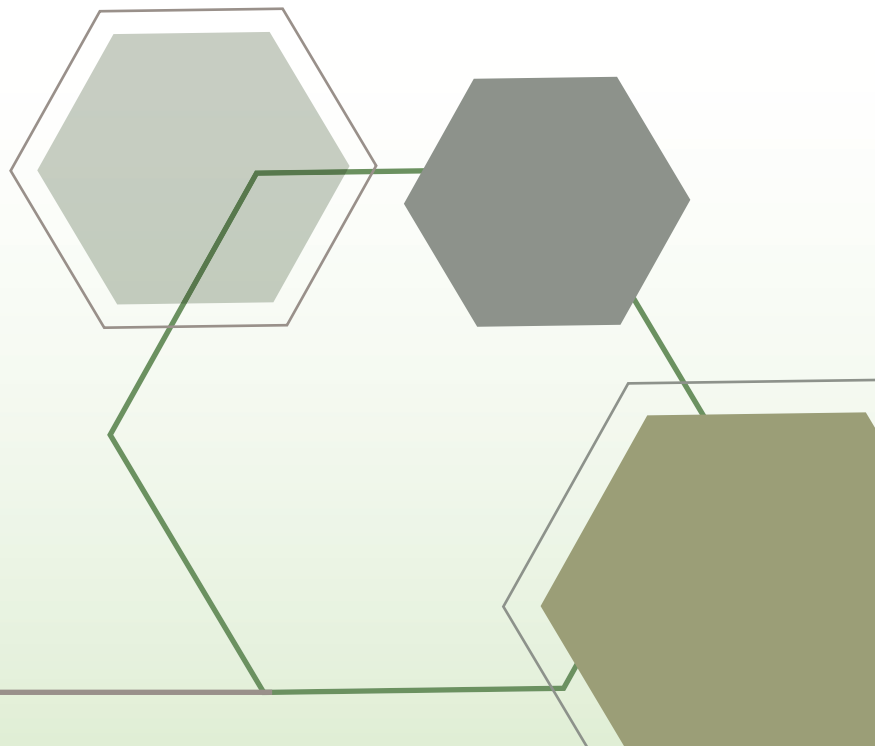
La Wusta comprend quatre wilayats: Haima est la principale, avec Mahout, Duqm, et al Jazer. Sa population, selon le recensement de 2010, était de 42.111 habitants, et semble avoir un peu augmenté à 50.279 selon les chiffres de juillet 2020. Son conseil municipal est de huit membres.







Les Institutions de l'État Moderne



La Loi Fondamentale de l'État et sa structure organisationnelle

L'établissement d'un état moderne et pérenne au moyen d'un tissu complexe d'institutions, de systèmes et de lois a été le principe de base de la Renaissance moderne d'Oman. La conviction de Sa Majesté le feu Sultan Qabous bin Said, la Paix soit sur lui, était que cette infrastructure garantirait la réussite des nombreuses aspirations d'Oman, conviction pleinement partagée par Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik al Said, qui a confirmé sa détermination à préserver les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif mis en place, et ses institutions économiques, sociales, politiques, culturelles de sécurité et autres.



Un décret royal No 75/2020 sur l'appareil administratif de l'État, pris le 12 août 2020, reprend le discours officiel par lequel Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik le 23 février 2020 annonçait le besoin d'une restructuration. "Les systèmes et les mécanismes législatifs et du travail", dit-il, "sont désormais mûrs pour être réformés. Les valeurs et les principes doivent être revus et les procédures simplifiées et renforcées. Il y a place pour une amélioration des résultats, de la transparence et de la responsabilité, compatible avec les besoins et les objectifs de notre vision."

La restructuration de l'appareil administratif de l'État est une initiative bienvenue au stade actuel de construction et de développement, quand le Sultanat cherche à formuler ses visions pour Oman 2040. Elle ne contribuera pas peu à établir des tendances économiques, sociales et culturelles et à atteindre les objectifs ambitieux proposés pour Oman.

La loi fondamentale de l'État contient tous les aspects de la structure de l'état moderne, les relations entre les diverses institutions, les responsabilités, droits et obligations statutaires, et les fonctions des diverses autorités et des organes administratifs, exécutifs, parlementaires et judiciaires. Elle permet à chacun de remplir son rôle national de manière harmonieuse et en coordination avec le Conseil des Ministres et le Majlis Oman (composé du Majlis al Dawla et du Majlis al Shura). Elle garantit aussi l'indépendance du judiciaire et contrôle le fonctionnement des institutions.



La Loi fondamentale de l'État

C'est dans le but d'avancer dans la voie de la prospérité et de la stabilité, et d'enrôler plus sûrement la participation citoyenne dans le processus de développement, qu'a été promulguée, par décret royal No 101/96 du 6 novembre 1996, la Loi fondamentale de l'État . Cette Loi voulait être pour Oman le fondement d'un avenir sûr, tout en renforçant son statut international de d'état promoteur de paix et de coopération entre les nations et les peuples.

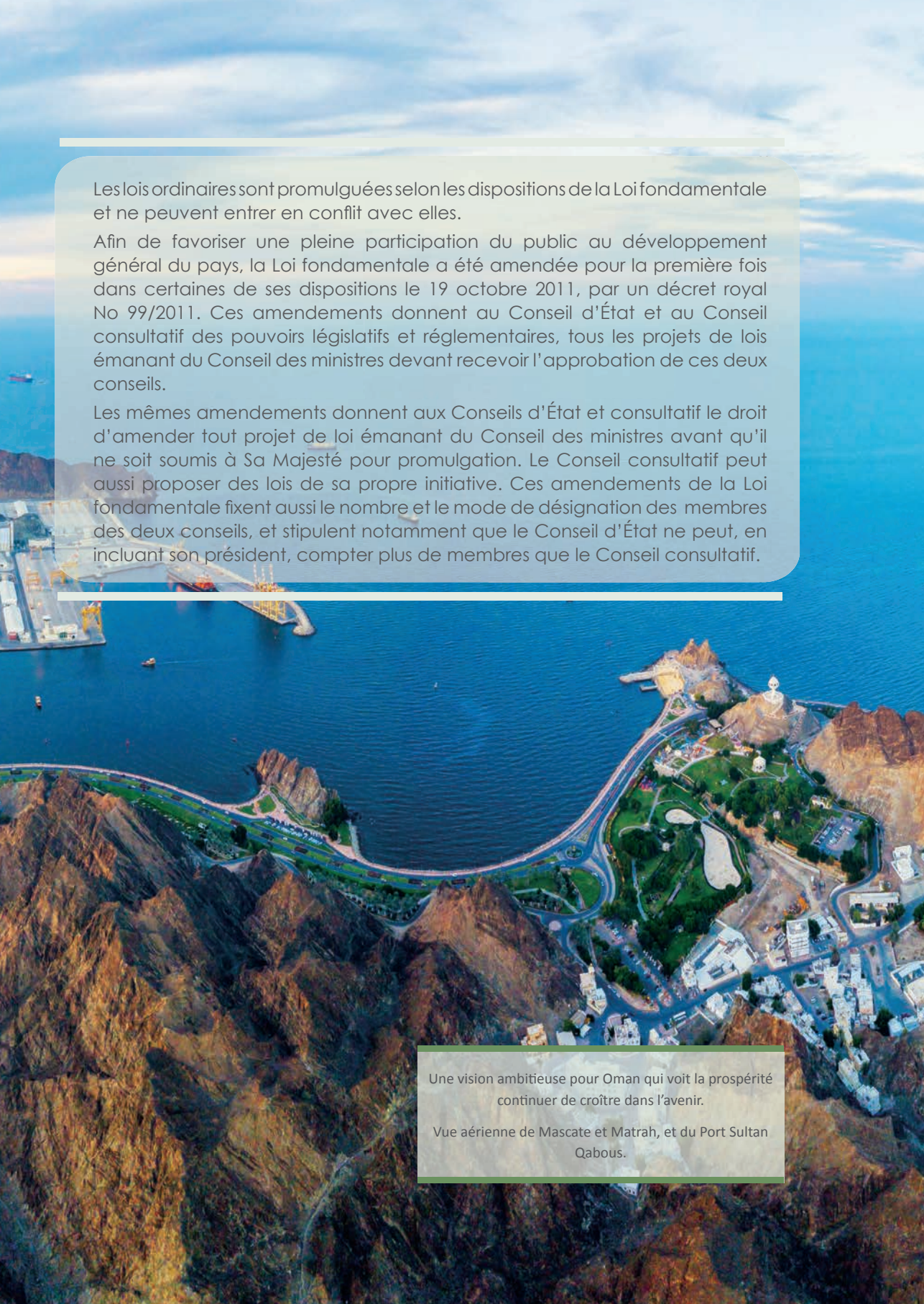
Dans ses sept chapitres et 81 articles, la Loi fondamentale pose le cadre législatif nécessaire pour définir et superviser les travaux des diverses autorités de l'État, éclairant chaque agence ou département de l'administration sur ses objectifs spécifiques et sur la délimitation de ses responsabilités. Elle est la meilleure sauvegarde de la liberté, de la dignité et des droits de la personne. Elle élève le statut de la loi aux meilleurs niveaux de souveraineté reconnus dans le monde.

La Loi fondamentale, qui comprend 81 articles répartis en sept chapitres, est un document de portée historique qui fixe le système de gouvernement et les principes directeurs de ses politiques. Elle énonce les droits et les devoirs des citoyens, et contient des provisions couvrant le Chef de l'État, le Conseil des ministres et le pouvoir judiciaire, ainsi que les Conseils spécialisés, y compris celui des affaires financières et le Conseil d'Oman (Majlis Oman).

Les lois ordinaires sont promulguées selon les dispositions de la Loi fondamentale et ne peuvent entrer en conflit avec elles.

Afin de favoriser une pleine participation du public au développement général du pays, la Loi fondamentale a été amendée pour la première fois dans certaines de ses dispositions le 19 octobre 2011, par un décret royal No 99/2011. Ces amendements donnent au Conseil d'État et au Conseil consultatif des pouvoirs législatifs et réglementaires, tous les projets de lois émanant du Conseil des ministres devant recevoir l'approbation de ces deux conseils.

Les mêmes amendements donnent aux Conseils d'État et consultatif le droit d'amender tout projet de loi émanant du Conseil des ministres avant qu'il ne soit soumis à Sa Majesté pour promulgation. Le Conseil consultatif peut aussi proposer des lois de sa propre initiative. Ces amendements de la Loi fondamentale fixent aussi le nombre et le mode de désignation des membres des deux conseils, et stipulent notamment que le Conseil d'État ne peut, en incluant son président, compter plus de membres que le Conseil consultatif.



Une vision ambitieuse pour Oman qui voit la prospérité continuer de croître dans l'avenir.

Vue aérienne de Mascate et Matrah, et du Port Sultan Qabous.

Des fondements solides

La Loi fondamentale de l'État pose les principes sur lesquels s'appuie fermement l'édifice de l'État et le système de gouvernement. L'article 1er stipule: "Le Sultanat d'Oman est un état indépendant, pleinement souverain, arabe et islamique. Sa capitale est Mascate."

L'article 2 poursuit: "La religion de l'État est l'Islam, et la Charia islamique forme la base de sa législation."

Le chapitre I de la Loi fondamentale spécifie les conditions et la procédure de succession à la tête de l'État. L'article 5 stipule: "Le système de gouvernement est un sultanat héréditaire dans lequel la succession se transmet à un descendant mâle de Sayyid Turki bin Said bin Sultan. Le successeur désigné sera un musulman, sensé, sain d'esprit et fils légitime de parents tous deux omanais et musulmans."

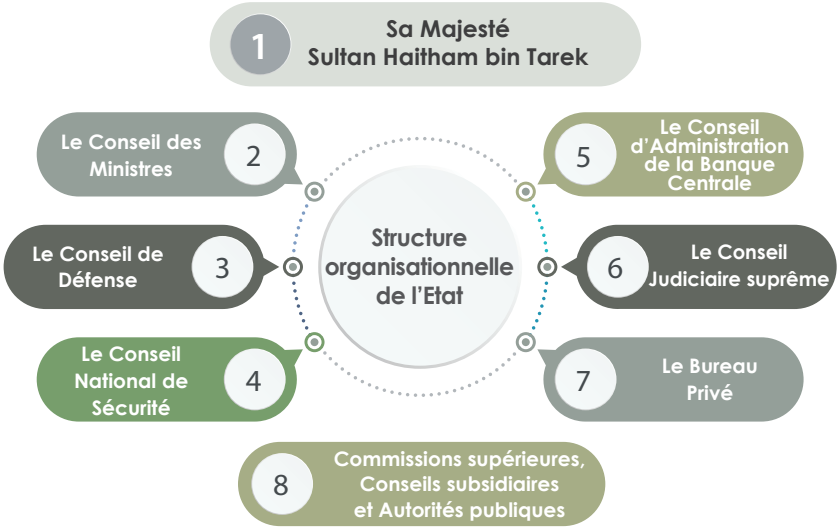
Selon l'article 9, le gouvernement dans le Sultanat sera "basé sur la justice, la shura (consultation) et l'égalité". "Les citoyens ont le droit de participer aux affaires publiques selon les conditions stipulées par la loi".

L'article 59 dispose: "La souveraineté de la loi est la base du gouvernement de l'État, et l'intégrité, l'impartialité et la probité du judiciaire sont la garantie des droits et libertés". La Loi fondamentale garantit l'indépendance du pouvoir judiciaire, et fait de toute tentative d'interférence dans un procès ou une affaire de justice "un crime tombant sous le coup de la loi".

Tous les détails du système politique omanais et de son mode de fonctionnement sont définis par la Loi fondamentale dans ses articles qui garantissent les droits et les libertés des citoyens ainsi que les fonctions des diverses autorités et institutions.

La structure organisationnelle de l'État

comprend, en premier lieu, Sa Majesté le Sultan, et les conseils, institutions et autorités suivants :



I- Sa Majesté le Sultan

Sa Majesté le Sultan est le chef de l'État, son autorité suprême et finale, ainsi que le Commandant en Chef des Forces armées. Sa personne est inviolable, on lui doit le respect et ses ordres doivent être obéis. Il est le symbole de l'unité nationale, son gardien et son défenseur. Les fonctions de Sa Majesté sont définies par l'article 42 de la Loi fondamentale



Deux

II- Le Conseil des Ministres

Le Conseil des ministres assiste Sa Majesté dans l'élaboration et l'application des politiques générales de l'État, et est l'autorité responsable de leur mise en œuvre. C'est ainsi que le Conseil soumet au Sultan des recommandations sur les affaires économiques, politiques, sociales, exécutives ou administratives concernant le gouvernement; ce qui inclut notamment de proposer des projets de lois et de décrets, protéger les intérêts des citoyens, assurer les services publics essentiels et développer le niveau économique, sanitaire et culturel de la population. Le Conseil définit également les objectifs généraux et les politiques du développement économique, social et administratif, et propose les voies et procédures de leur mise en œuvre en s'assurant d'un usage efficace des ressources financières, économiques et humaines.



Les plans de développement élaborés par les organes compétents sont discutés par le Conseil avant d'être soumis à l'approbation du Sultan. Le Conseil suit la mise en œuvre des mesures approuvées jusqu'à leur bonne fin, examine les propositions émanant des ministères sur les sujets de leur compétence, et adopte les recommandations et les décisions sur ces sujets.

Il supervise le travail et assure la liaison entre les différentes administrations, et surveille l'application des lois, décrets, statuts, décisions, des traités et accords internationaux et des décisions de justice. Il assume enfin toute autre responsabilité que peut lui confier le Sultan ou que lui confère la loi. Le Conseil des ministres possède un secrétariat général qui l'assiste dans ses fonctions.



Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik préside une réunion du Conseil des Ministres au palais Al Barakah le 26 août 2020.

Le 18 août 2020 Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik publiait, par un décret royal No 111/2020, la composition du Conseil des Ministres, présidé par Sa Majesté, et comprenant:

SA Sayyid Fahd bin Mahmoud al Said
Vice-Premier Ministre pour le Conseil des Ministres

SA Sayyid Shihab bin Tariq bin Taimur al Said
Vice-Premier Ministre pour les questions de Défense

SA Sayyid Dhi Yazan bin Haitham bin Tariq al Said
Ministre de la Culture, des Sports et de la Jeunesse

SE Sayyid Khalid bin Hilal bin Saud al Busaidi
Ministre du Diwan de la Cour Royale

SE le Lieutenant Général Sultan bin Muhammad al Na'mani
Ministre du Bureau Royal

SE Sayyid Hamoud bin Faisal bin Saeed al Busaidi
Ministre de l'Intérieur

SE Sayyid Badr bin Hamad bin Hamoud al Busaidi
Ministre des Affaires Étrangères

SE Sultan bin Salem bin Saeed al Habsi
Ministre des Finances

SE Sheikh Abdullah bin Muhammad bin Abdullah al Salmi
Ministre des Wakfs et des Affaires Religieuses

SE Dr Mohammed bin Hamad bin Saif al Rumhi
Ministre de l'Energie et des Ressources minières

SE Dr Ahmed bin Mohammed bin Obaid al Saidi
Ministre de la Santé

SE Dr Madiha bint Ahmed bin Nasser al Shaibaniyah
Ministre de l'Education

SE Sayyid Saud bin Hilal bin Hamad al Busaidi
Ministre d'État et Gouverneur de Mascate

SE Dr Abdullah bin Muhammad bin Said al Saidi
Ministre de la Justice et des Affaires Légales

SE Dr Abdullah bin Nasser bin Khalifa al Harrasi
Ministre de l'Information

SE Sayyid Mohammed bin Sultan bin Hamoud al Busaidi
Ministre d'État et Gouverneur du Dhofar

SE Sayyid Ibrahim bin Said bin Ibrahim al Busaidi
Ministre d'État et Gouverneur du Musandam

SE Salem bin Mohammed bin Said al Mahrouqi
Ministre du Patrimoine et du Tourisme

SE Dr Saud bin Hamoud bin Ahmed al Habsi
Ministre de l'Agriculture, des Pêches et des Ressources hydriques

SE Dr Khalfan bin Saeed bin Mubarak al Shuaili
Ministre du Logement et de la Planification urbaine

SE Dr Rahma bint Ibrahim bin Saeed al Mahrouqi
Ministre de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

SE Ingénieur Said bin Hamoud bin Saeed al Maawali
Ministre des Transports,
Communications et Technologies de l'Information

SE Dr Saeed bin Muhammad bin Ahmed al Saqri
Ministre de l'Économie

SE Qais bin Muhammad bin Moussa al Youssef
Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la
Promotion de l'Investissement

SE Laila bint Ahmed bin Awad al Najjar
Ministre du Développement social

SE Dr Muhad bin Said bin Ali Baouin
Ministre du Travail

Trois

III – Le Conseil de Défense

Il a été créé sur instructions du Sultan Qabous par le décret royal No 105/96 le 28 décembre 1996. Présidé par Sa Majesté, il se compose de huit membres choisis sur la base de leur rang et fonction. Ce sont : Le ministre du Bureau royal, l'Inspecteur général de la Police et des Douanes, le chef de l'Agence de Sécurité intérieure, le Chef d'État-Major des Forces armées du Sultan, le Commandant de l'Armée royale, le Commandant de la Royal Air Force d'Oman, le Commandant de la Royal Navy of Oman, et le Commandant de la Royal Guard.

Dans toutes autres circonstances que celles stipulées à l'article 6 de la loi Fondamentale de l'État, le Conseil de Défense se réunit à l'invitation de Sa Majesté le Sultan pour examiner les questions relatives à la préservation et à la défense de l'intégrité territoriale du Sultanat.

Dans les circonstances prévues par l'article 6, le Conseil se réunit par force de loi sous la présidence de son membre du rang le plus élevé, et avec au moins les deux tiers de son effectif. Au cas où se rencontrent deux membres de rang égal, la présidence est assumée par le plus ancien dans sa position, dans le but suivant:

A

Inviter le Conseil de la Famille royale à se réunir afin de déterminer qui doit être investi du pouvoir. En l'absence de cette initiative de la part du Conseil de Défense, le Conseil de Famille est tout de même considéré comme réuni par force de loi.

B

Confirmer l'identité de la personne désignée par le Sultan dans son message au Conseil de Famille, et adopter les mesures nécessaires à cet égard si le Conseil de Famille n'a pas pu se mettre d'accord sur le choix d'un Sultan pour le pays dans le temps légalement imparti.

Quand Oman dut dire un triste Adieu à Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said bin Taimur , au soir du vendredi 10 janvier 2020, l'article 6 de la loi Fondamentale et le décret royal No 105/96 sur le Conseil de Défense furent mis en application. Au vu de l'accord du conseil de famille pour que le nouveau Sultan du pays soit la personne désignée dans son testament par Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said bin Taimur – que Dieu lui accorde le repos éternel -, le Président de la Cour Suprême, en présence de la famille royale, ouvrit le testament le samedi 11 janvier 2020, et le Conseil de Défense eut le privilège d'annoncer devant le Conseil d'Oman que Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik al Said était investi Sultan d'Oman.

Quatre

IV - Le Conseil national de Sécurité

Le décret royal No 63/2003 du 23 septembre 2003 a changé le nom de la Commission de Défense nationale pour celui de Conseil national de Sécurité. Ce conseil examine toutes les affaires concernant la sécurité nationale, et tient ses sessions, soit sous la présidence de Sa Majesté, soit sous celle du ministre du Cabinet royal, selon ce que le Sultan Qabous juge approprié. Ses membres sont: l'Inspecteur général de la Police et des Douanes, le Chef de la Sûreté intérieure, le Chef d'État-major des Forces Armées du Sultan, et le Chef du département des Communications et de la liaison. Le Conseil peut demander la participation de personnes tierces en tant que de besoin. Il a un secrétaire général nommé parmi les membres du Cabinet royal.

Cinq

V– Le Conseil d'Administration de la Central Bank of Oman (CBO)

Le conseil d'administration de la Banque centrale d'Oman élabore la politique monétaire du Sultanat et gère la banque centrale. La CBO a été fondée le 1er décembre 1974 par la Loi sur la Banque No 7/74, amendée plus tard par décret royal No 114/2000.
Ce conseil a tous pouvoirs pour adopter les mesures nécessaires à la bonne gestion de la Banque centrale. Il peut notamment émettre la monnaie, contrôler les institutions bancaires et surveiller les opérations bancaires dans le Sultanat.

Le Conseil d'Administration de la Central Bank of Oman comprend six gouverneurs nommés et présidés par Sa Majesté le Sultan. Un décret royal No 112/2020 pris le 18 août 2020 a créé certaines nouvelles fonctions, dont celle de Président du Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale d'Oman, avec rang de ministre.

Six

VI – Le Conseil judiciaire suprême

Le Conseil Judiciaire suprême a autorité sur la politique générale du pouvoir judiciaire, garantit son indépendance et contrôle son développement. Il exerce un rôle de consolidation des valeurs, des idéaux et de l'éthique des travaux judiciaires, ainsi que dans le bon maintien de ses systèmes. Dans l'exercice de son rôle, le Conseil a autorité sur les tribunaux et sur le Ministère Public. En outre, il facilite la solution des litiges et le recours aux procédures judiciaires, étudie les nominations et les promotions soumises par les autorités compétentes.
Les promotions dans le judiciaire, dans les tribunaux administratifs et dans le ministère public sont également de son ressort dans les cas où la loi stipule que ces postes sont pourvus par décret royal. Il propose des lois concernant la Justice, émet des opinions sur les autres projets de lois, sur les projets d'accords de coopération judiciaire entre le Sultanat et les autres états, ainsi que sur tous sujets que Sa Majesté juge bon de lui soumettre.

Sept

VII: Le Private Office

Le Private Office a été créé le 3 Juin 2020 par décret royal No 59/2020; il dépend directement de l'autorité de Sa Majesté le Sultan. Sa fonction spécifique est la préparation quotidienne et la documentation des sujets à présenter à Sa Majesté le Sultan, ou de ceux qui lui ont été spécifiquement recommandés. Ce Bureau, par conséquent, tient Sa Majesté au courant de l'évolution des programmes de travail et des projets qu'entraîne la réalisation des objectifs de la Vision Oman 2040.

Huit

VIII Commissions supérieures, conseils subsidiaires et autorités publiques

L'article 56 de la Loi fondamentale de l'État stipule: «Il sera établi des Conseils spécialisés, dont les attributions seront définies, et les membres nommés, par décret royal».

L'appareil administratif de l'État comporte des commissions supérieures, des conseils subsidiaires spécialisés et des autorités publiques chargés chacun de gérer ou de superviser un secteur déterminé, d'en donner l'orientation générale et de faire la liaison avec les autres autorités et les ministères concernés, dans l'intérêt public et afin d'assurer le bon fonctionnement et la coordination des activités des divers organismes opérant sur un secteur.

Le décret royal No 75/2020 portant sur l'organisation de l'État répartit ces organes entre unités centrales tels que ministères, agences, conseils etc… et unités décentralisées telles que les corps et institutions de services publics. Un organe de service public est créé pour gérer un service public sans idée de bénéfice, alors qu'une institution publique gère un service qui s'insère dans le développement de l'économie nationale. Toutes ces unités de l'administration sont mises sur pied ou supprimées par décret royal.

Le Secrétariat Général des Célébrations Nationales

Le Secrétariat Général des Célébrations nationales a la tâche de préparer et organiser les événements festifs et les commémorations nationales. Il jouit de la personnalité juridique et d'une pleine indépendance administrative et financière. Il a été créé par le décret royal No 6/2020 du 1er mars, et place sous l'autorité du ministre du Diwan de la Cour Royale.

Le 9 août 2020 un décret royal No 116/2020 est venu modifier certaines dispositions du décret No 6/2020. L'ancienne dénomination de "Commission supérieure des célébrations du National Day" a été changé pour "Secrétariat général des Célébrations nationales", et un comité exécutif créé au sein du Secrétariat avec à sa tête un secrétaire général et comprenant des sous-secrétaires issus des corps suivants: ministères de l'Intérieur, des Finances, de l'Information, de l'Education, du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion de l'Investissement, secrétariat général du Conseil des Ministres, et Royal Oman Police.

Ce comité comprend aussi un membre représentant le Chef d'État-Major des Forces Armées du Sultan et un autre du Protocole royal.

L'Institution d'Audit financier et administratif de l'État

Cette institution a été créée le 22 novembre 1999 par décret royal comme organisme financièrement et administrativement indépendant, pour remplacer l'ancien Secrétariat général d'Audit de l'État.

En date du 27 février 2011 un nouveau décret royal, No 27/2011, a étendu ses attributions à l'audit administratif, et changé son nom pour celui d'Audit Financier et Administratif de l'État, sur quoi il est effectivement devenu l'appareil de contrôle financier et administratif de l'État. Il dépend directement de Sa Majesté le Sultan.

La loi sur l'Audit Financier et Administratif, publiée par décret royal No 111/2011, est venue couronner les étapes successives du développement de l'institution d'audit, en même temps que la Loi pour la Protection des Fonds Publics et la Prévention des Conflits d'Intérêt (la loi "anti-corruption") promulguée par le décret royal 112/2011. Ces deux textes ensemble sont centrés sur les travaux du SFAAI et élargissent son champ d'action de manière à aiguiser son fonctionnement dans les objectifs généraux du développement national.

En 2014, suite au décret royal No 64/2013 entérinant l'adhésion du Sultanat à la Convention des Nations Unies contre la Corruption, l'Audit Financier et administratif de l'État s'est vu confier les responsabilités de Commission Anti-Corruption.

Le 15 janvier 2016 le Sultan Qabous a émis des directives incluant la Municipalité de Mascate, le Secrétariat général du Conseil des Ministres, la Cour de Justice administrative et la Public Authority for Craft Industries dans la sphère d'examen de l'Audit Financier et Administratif de l'État.

L'Oman Investment Authority

L'Oman Investment Authority a été établie par décret royal No 61/2020 publié le 4 juin, en même temps qu'étaient abolis les décrets No 1/80 qui régissait le Fonds de Réserve Générale de l'État et 14/2006 régissant l'Omani Investment Fund.

Cette Autorité a été investie de la personnalité juridique et de l'indépendance financière et administrative. Elle est placée sous le contrôle du Conseil des Ministres, qui définit toutes les compétences, allocations, droits , obligations, archives, affiliations, actifs et investissements relevant du fonds de Réserve Générale de l'État, de l'Oman Investment Fund, et de la Direction Générale des Investissements du ministère des Finances. Tous les personnels du Fonds de Réserve Générale et de l'Oman Investment Fund ont été transférés à la nouvelle Autorité.

A aussi été transférée du ministère des Finances à l'Oman Investment Authority la propriété de tous les investissements et sociétés publics - à l'exception de Petroleum Development Oman – ainsi que toutes les parts du gouvernement dans des institutions internationales et dans les sociétés mises sur pied par ordre de Sa Majesté le Sultan.

Conseil de l'Université Sultan Qabous

Le Conseil de l'Université Sultan Qabous est l'organe administratif suprême de l'université. La charte de l'Université autorise le conseil à formuler et à mettre en œuvre la politique générale. Le Conseil s'acquitte des tâches spécifiques liées à l'amélioration du statut de l'Université et lui permettant de remplir sa mission et d'atteindre ses objectifs de manière optimale.

Le 17 février 2020 le Conseil a adopté une proposition de changer le nom du département of Crop Sciences, au College of Agricultural and Marine Sciences, pour celui de "Department of Plant Sciences", et de renommer le College of Science Environmental Biology programme en "Environmental Habitats" programme.

Le 18 juin 2020 le Conseil a encore adopté l'institution d'un programme de PhD de Méthodologie de l'Enseignement de l'Anglais au College d'Enseignement, et d'un programme de Master of Science de Finance et Comptabilité au College de Sciences Politiques et Économiques.

Le Bureau des Adjudications

Le Bureau des Adjudications, ou Tender Board, institué dès le 30 avril 1973, a fait l'objet en octobre 1984 d'un décret royal No 86/84 réformant son fonctionnement dans le sens des objectifs de développement économique et social du Sultanat. Le 24 mars 2008 un décret royal No 36/2008 promulguait la Loi des Marchés publics, instrument efficace de de protection et de gestion des deniers publics. Des amendements ont ensuite été introduits par les décrets royaux Nos. 19/2011, 120/2011 et 60/2013.

Le 17 août 2020 un décret royal No 84/2020 régissant le Tender Board stipule la création d'un Secrétariat Général ayant personnalité juridique et indépendance administrative et financière. Ce Secrétaire général est responsable des affaires financières et administratives concernant le Tender Board et le représente devant le judiciaire et dans ses relations avec les tiers. Il est le chef de cette unité en vertu des décrets et lois régissant les diverses unités de l'appareil administratif de l'État.

Le Bureau des Adjudications a la charge de lancer les appels d'offres de marchés publics dont le coût estimé excède 3 millions de RO, d'ouvrir les plis, d'analyser les offres et d'adjuger les marchés, à l'exception de ceux concernant la sécurité et la défense ainsi que des autres projets ou appels d'offres que la loi spécifie. Dans l'exercice de sa mission il est guidé par les mesures destinées à élever le niveau de performance des agences gouvernementales, de manière à assurer le meilleur et le plus efficace usage des deniers publics.

Le Bureau exerce ses fonctions de manière à garantir, pour l'exécution des projets gouvernementaux, des fournitures de biens et services des meilleures spécifications au meilleur prix, tout en assurant une égalité de traitement entre toutes les sociétés et institutions en concurrence sur les marchés publics. Il s'efforce particulièrement d'encourager les entreprises petites et moyennes à se mettre sur les rangs des appels d'offres, et d'aider à la stratégie officielle favorisant l'emploi de la main-d'œuvre nationale.

Un total de 30 appels d'offres ont été lancés en 2019 par les diverses entités gouvernementales et du secteur public soumises à la loi sur les adjudications, et 76 marchés ont été adjugés, pour une valeur de 653.345.506 RO.

L'Oman Medical Specialty Board

Depuis sa création le 4 avril 2006 par décret royal No 31/2006, ce Bureau des Spécialités médicales a progressé vers ses objectifs méthodologiques et scientifiques relatifs à l'enseignement des spécialités médicales. Il vise à devenir une institution universitaire de premier plan dans cette région du monde, et chaque année voit s'accroître le nombre des docteurs enrôlés dans ses programmes de formation.

En mai 2020 le Bureau de l'Oman Medical Specialty Board a donné un accord préliminaire à une liste de docteurs proposés pour entreprendre des programmes de formation (spécialisation et "fellowship") hors du Sultanat pour l'année universitaire 2021-2022. 83 docteurs ont ainsi été retenus pour étudier au Canada, Etats-Unis, Royaume Uni, Australie, France et autres pays.

Le Bureau a aussi accepté une liste de 138 docteurs admis à suivre en 2020/2021 l'un de ses 19 enseignements de spécialités médicales, et aussi la liste des 3 docteurs admis aux programmes locaux de fellowships, en génétique, cardiologie et pathologie de l'audition, respectivement.

L'Autorité publique de l'Eau

La Public Authority for Electricity and Water (PAEW), autorité de régulation de l'électricité et de l'eau, était régie par le décret royal No 92/2007, publié le 9 septembre 2007 consécutivement à la privatisation du secteur de l'électricité en 2004.

Elle était chargée de réguler en Oman le secteur de l'électricité et celui de l'eau en accord avec la loi en vigueur.

Le 18 décembre 2018 un décret royal No42/2018 est venu changer son nom pour celui de Public Authority for Water (PAW).

La nouvelle PAW s'est fixé comme objectif premier de fournir de l'eau potable aux normes omanaises à tous les foyers et institutions du Sultanat, à l'exception du gouvernorat du Dhofar. Son projet vise à accompagner la rapide expansion urbaine et la croissance de la population. Son action vient renforcer la politique du gouvernement pour ce secteur, avec le bénéfice des moyens technologiques modernes.

La PAW va chercher à attirer des investissements privés dans ce secteur, et constituer dans son sein une réserve de personnels hautement qualifiés.

Elle suivra le schéma tracé pour le secteur de l'eau dans l'ensemble de la stratégie nationale pour 2040. Cette période de 20 ans verra naître et aboutir des projets majeurs, y compris des projets de dessalement, de transfert d'eau et de réseaux de distribution, élargissant et fiabilisant la couverture des réseaux .

Unité de Suivi de la mise en œuvre de l'Oman Vision 2040

L'Unité de suivi de l'Oman Vision 2040 a été mise sur pied par décret royal No100/2020 le 18 août, avec personnalité juridique, indépendance financière et administrative, et capacité à posséder, gérer et disposer de biens meubles et immeubles.

Elle est chargée d'assurer le suivi de la mise en œuvre des objectifs de la Vision 2040 du Sultanat, des réalisations étape après étape, et des indicateurs de performance des entités chargées de leur réalisation. Elle est aussi mandatée pour épauler et assister les autorités directement concernées par l'exécution de l'Oman Vision et de suivre leurs progrès afin d'en assurer à la fin le succès.

Cette Unité travaille à ménager un environnement stimulant pour la réalisation des grands projets des deux prochaines décennies. Elle aborde les obstacles réels ou potentiels, recherche à cette fin des solutions économiques et des partenariats efficaces entre les parties prenantes et avec le secteur privé.

Elle organisera une collaboration avec les agences gouvernementales, les incitant à développer une culture de l'innovation et des meilleures pratiques. Elle examinera de près les services fournis au public afin d'en assurer la qualité dans la continuité et développer des systèmes et procédures de nature à optimiser ces services. Notamment, et surtout, sera cruciale la rationalisation et la simplification des mécanismes de fonctionnement.

L'Agence de l'Environnement

Elle a été établie par le décret royal No 106/2020 en date du 18 août qui supprimait du même coup le ministère de l'Environnement et des Affaires climatiques. Elle est placée sous l'autorité du Conseil des Ministres et jouit de l'indépendance administrative et financière.

L'Agence de l'Environnement est mandatée pour proposer des politiques et stratégies concernant la protection et la durabilité de l'environnement, le contrôle des pollutions, la conservation de la nature, la sécurité environnementale et la préservation des écosystèmes importants. Elle agit dans le cadre des objectifs primordiaux que sont le développement durable, la protection de la faune, la conservation de la nature, et la préservation des ressources renouvelables. Elle travaille à ce que toutes les ressources soient exploitées de façon durable

L'Agence va élargir les horizons de la recherche scientifique dans les domaines de l'environnement par des échanges d'expériences et la collection et l'application des données scientifiques. Elle travaillera à sensibiliser toujours plus tous les secteurs de la société à la problématique de l'environnement, et à leur faire valoir les bienfaits d'un environnement vierge et de la protection des ressources naturelles.

La Public Authority for Special Economic Zones and Free Zones

L'Autorité publique des Zones économiques spéciales et des Zones franches a été créée par décret royal No 105/2020 du 18 août, et jouit de l'indépendance financière et administrative. Elle est placée sous l'autorité du Conseil des Ministres.
Elle supervise la Special Economic Zone de Duqm, les zones franches de Mazyounah, de Salalah et de Sohar, ainsi que toutes les autres zones franches du Sultanat.
Elle propose les politiques et stratégies concernant le travail des zones économiques et des zones franches, motives pour renforcer leur contribution aux objectifs du développement de l'État. Elle soumet à l'approbation du Conseil des Ministres des plans dont elle se charge de suivre la mise en œuvre. Elle évalue les stratégies adoptées et prépare les études et programmes qui relèvent de sa juridiction. Elle propose l'établissement de nouvelles zones économiques ou franches, et prend les mesures préparatoires à la publication du décret royal nécessaire pour la sélection des sites, la définition des périmètres, les mesures d'incitation, avantages et facilités consenties respectivement aux agences et aux sociétés exploitantes. Elle est responsable de la régulation et du contrôle de l'environnement d'investissement dans les zones franches et économiques.
L'Autorité est aussi concernée par la promotion des opportunités d'investissement dans ces zones, aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger. Elle se coordonne, à ce titre, avec les autres autorités compétentes pour approuver l'établissement de sociétés habilitées et bénéficiaires au développement des zones, tout en gérant, étendant et promouvant le secteur.

La Small and Medium Enterprises Development Authority

L'Autorité de Développement des Petites et Moyennes Entreprises a été établie par décret royal No 107/2020 en date du 18 août. Lui sont transférés tous les actifs, allocations, droits et obligations de l'ancienne Public Authority for Small and Medium Enterprises et du fonds Rafed, ainsi que le capital du Fonds et son allocation budgétaire annuelle.
Cette Autorité travaille sur des initiatives propres à étendre les secteurs des PME et de l'artisanat dans le cadre d'une stratégie globale de développement national. Toutes ses propositions seront soumises à l'approbation du Conseil des Ministres. Elle sera chargée de mettre au point un environnement réglementaire propre à encourager la croissance et le développement des PME et de l'artisanat, et de préparer l'infrastructure réglementaire des plans et programmes qui font avancer ses objectifs. Elle se coordonnera, à cet égard, avec les autres autorités compétentes pour fournir aux PME les conseils financiers, administratifs et juridiques qui sous-tendent leur croissance et accroît leur compétitivité. Des centres spécialisés les aideront à fournir des produits et services en mettant à leur disposition des installations et des formations aux meilleures pratiques internationales.

La Capital Market Authority

Pour faire prévaloir l'intérêt supérieur de l'économie auprès du marché des capitaux et de l'assurance, la Capital Market Authority (CMA) assume un double rôle de législateur et de régulateur. Elle organise la protection de toutes les parties dans leurs opérations avec ces secteurs, dans un but de justice, d'intégrité et de transparence conforme aux meilleures pratiques internationales. Elle oriente la législation les concernant, procède aux ajustements légaux permettant de répondre aux conditions régnantes et aux développements adoptés par les organismes mondiaux accrédités.

La loi sur les sociétés commerciales promulguée en vertu du décret royal n ° 18/2019 a simplifié la législation pour la rendre plus compatible avec les exigences actuelles du marché des capitaux, qui exigent flexibilité et robustesse sur les marchés omanais afin de renforcer la confiance des investisseurs.

En vertu de la nouvelle loi, l'Autorité établira les principes de gouvernance applicables aux sociétés privées par actions et aux sociétés dans lesquelles le gouvernement détient une participation, tout en laissant au ministère du Commerce et de l'Industrie les principes applicables aux autres personnes morales.

Avant l'introduction de l'assurance maladie obligatoire pour les employés du secteur privé, les visiteurs et les résidents du Sultanat, la CMA a lancé en mars 2019 le nouveau projet d'assurance maladie unifiée. Cette initiative représente un pas en avant pour rattraper la croissance remarquable des produits d'assurance maladie de ces dernières années, lesquels représentent désormais 33% du portefeuille global d'assurance au niveau national en 2018.

L'Oman Charitable Organisation

L'Oman Charitable Organisation a été en mesure d'atteindre un grand nombre de ses nobles objectifs, et son travail de charité bénéficie aux méritants et aux personnes désavantagées à l'intérieur comme à l'extérieur du Sultanat. A titre d'exemple, et suite à l'initiative directe et au patronage de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik, l'OCO a pu conduire en août2020 une série de vols de secours financés par des dons privés vers la République Libanaise, en témoignage de solidarité avec le Liban suite à l'explosion du port de Beyrouth.

Cette organisation fournit toujours son assistance au peuple palestinien et a, dans le passé, contribué à la reconstruction de la bande de Gaza et financé l'établissement d'écoles dans la Rive Ouest. Elle a apporté son aide aux peuples du Yémen, de Syrie, de Libye, du Pakistan et d'autres pays à la suite de faits de guerre ou de catastrophes climatiques, agissant parfois au travers d'agences telles que le Comité international de la Croix Rouge, de le HCR et d'autres organismes internationalement reconnus.

L'OCO intervient également lors de catastrophes imprévues ayant un impact individuel ou collectif, apportant une aide aux victimes de tremblements de terre ou de famine dans le monde entier. Localement, il gère un certain nombre de projets et de programmes d'aide sociale en faveur des enfants, des orphelins, des handicapés et de diverses minorités défavorisées.

L'Autorité régulatrice des Télécommunications

La Telecommunications Regulatory Authority (TRA) est chargée de réguler le secteur des télécommunications dans le Sultanat sur le double plan législatif et réglementaire. Elle contrôle le marché des télécommunications et la délivrance de licences à cet effet. Ses compétences s'étendent aussi à la lutte contre la cybercriminalité et à la sensibilisation du public à un usage optimal et raisonné des télécommunications.

La TRA s'est concentrée sur la création d'un secteur des télécommunications capable de fournir à tous les utilisateurs un accès à des services de télécommunication abordables et de qualité. À cette fin, elle s'est efforcée d'accroître le nombre de titulaires de licences sur le marché, tout en offrant un choix plus vaste aux consommateurs.

Dans le cadre de sa politique consistant à apporter des services de grande qualité à toutes les régions du Sultanat et à un coût raisonnable, - ce qui est un élément stratégique de la Loi de régulation des Télécommunications- la TRA et l'Omani Broadband Company ont signé, le 16 août 2020, un accord pour l'extension par satellite des services de télécommunications et d'Internet à certaines communautés reculées, résolvant ainsi le problème pour les 598 communautés comprise dans cet accord ainsi que pour des écoles publiques qui n'avaient pas accès au très haut débit.

L'Oman Academic Accreditation Authority

L'Autorité d'Accréditation universitaire, établie par un décret royal No 54/2010, est chargée de "réguler la qualité de l'enseignement supérieur dans le Sultanat afin d'assurer la continuité d'un niveau comparable aux normes internationales; et encourager les institutions d'enseignement supérieur à élever la qualité de leurs systèmes internes". L'Autorité accrédite donc ces institutions et leurs programmes, et développe et tient sans cesse à jour le cadre des qualifications nationales.

Elle a développé un système national d'accréditation des institutions d'enseignement supérieur qui se compose de deux stades successifs: l'audit initial de qualité institutionnelle est suivi du second stade qui concerne l'évaluation de l'institution par rapport aux normes institutionnelles généralement reconnues.

L'Autorité a travaillé depuis sa création à développer un système national de gestion de la qualité de l'enseignement supérieur basé sur les meilleures pratiques internationales. Les programmes de cours sont évalués par rapport aux critères généraux selon un processus propre à rassurer le public et les autres parties prenantes sur la conformité des programmes aux normes internationales reconnues, tout en tenant compte du contexte local. Les institutions sont activement motivées à élever constamment la qualité de leurs programmes.

La National Records and Archives Authority

L'Autorité nationale des archives et des documents (NRAA) a été créée par décret royal No 60/2007 du 2 juillet 2007 en tant que projet national visant à préserver l'histoire d'Oman, et à mettre en place un système complet de gestion des documents publics liés aux administrations publiques.

L'Autorité exerce son mandat en interaction avec des partenaires nationaux et étrangers et des institutions homologues par le biais d'activités communes. Elle a parrainé un total de 16 conférences et colloques scientifiques importants, ainsi que de fréquentes expositions de collections de documents offrant autant d'aperçus historiques. Au total, l'Autorité a organisé ou participé à 91 événements archivistiques sur des thèmes d'intérêt local ou international.

En raison de l'importance historique et scientifique de la tradition orale, l'Autorité a lancé en 2012 un vaste programme visant à enregistrer et à préserver l'histoire transmise oralement. En août 2020, elle avait accumulé un vaste catalogue de 452 témoignages audio-visuels.

La restauration est une étape cruciale du parcours d'un document d'archive, de l'acquisition à la conservation ou à la présentation, une fois celui-ci rendu aussi près que possible de son état initial. Les manuscrits stockés ou nouvellement obtenus sont traités selon une série de traitements de nature chimique ou mécanique soigneusement sélectionnés et scientifiquement admis et qui conviennent à leur composition naturelle respective. Dans ces techniques hautement qualifiées la NRAA a un excellent bilan en matière de restauration de documents et de manuscrits, avec, en août 2020, une collection de 211.505 feuillets, 66.733 documents divers et 1.507 manuscrits et livres, 131 dossiers comprenant 6.018 feuillets et 71 pages pliées et769 cartes, le tout entièrement restauré par ses spécialistes.

La NRAA a pour activité principale la récollection des documents et archives concernant le Sultanat et provenant des pays qui ont entretenu, dans le passé, des relations avec Oman. Elle conserve aussi des documents de citoyens du Sultanat. De la sorte, la NRAA a rassemblé un très important stock de documents qui représentent une large portion de la mémoire nationale.

En août 2020 l'archive hébergeait 2.366.143 documents, toutes sortes confondues, sous forme imprimée ou numérisée, tous contenus dans leur format approprié.

L'Agence de Protection du Consommateur

Une directive royale émise le 26 février 2011 a donné lieu à la création d'une autorité indépendante de protection du consommateur par décret royal 26/2011 en date du 28 février. Les règles de fonctionnement suivirent par un décret royal No 53/2011 du 5 avril.

Le 12 août 2020 est paru le décret royal No 77/2020 changeant le nom de "Public Authority for Consumer protection" pour celui de "Consumer Protection Authority".

La nouvelle PACP a immédiatement fait adopter la législation adéquate dans son domaine et portant sur la stabilité des prix, la mobilisation des consommateurs contre la publicité trompeuse et la procédure concernant les plaintes émises par des particuliers ou des associations de consommateurs. Elle examine et teste des solutions appropriées, surveillant au jour le jour l'activité commerciale et observant les mouvements de biens et services et leur bonne distribution. Elle prône la concurrence, menace la fraude commerciale et cherche à éviter les situations de monopole susceptibles de nuire à l'économie nationale. En résumé, elle mène une action de protection et de défense des droits des consommateurs dans tous leurs aspects.

Au vu de la croissance rapide du marché et du redressement du marché intérieur, Sa Majesté le Sultan Qabous a, par ses décrets royaux No 66/2014 et 67/2014, amendé la Loi sur la Protection du Consommateur, et promulgué la Loi sur la Concurrence et la Lutte contre le Monopole. Les changements survenus appelaient en effet une législation régulant les relations entre commerçants et consommateurs et répondant aux attentes des consommateurs en ce qui concerne les transactions dans le Sultanat et à l'extérieur. Le Sultanat a ainsi voulu introduire une législation dissuasive qui défende les droits des consommateurs comme des fournisseurs contre les fraudes. Ces lois visent aussi à réguler les relations entre le consommateur individuel et les fournisseurs de biens et de services

Le règlement d'application de la Loi de Protection du Consommateur a été publié le 9 mars 2017 pour compléter la législation complexe en ce domaine et définit le cadre de l'application des articles de cette loi.

La Public Authority for Social Insurance (PASI)

La Public Authority for Social Insurance a beaucoup progressé en direction de son objectif d'obtenir une couverture pour tous les employés du secteur privé. Elle a été créée à cet effet par un décret royal No 72/92. Son rôle est primordial dans la protection de ce segment de la société.

Ses objectifs sont d'améliorer la qualité de ses services et d'établir une confiance mutuelle et un climat favorable entre employeurs et assurés dans la mesure des ressources disponibles et dans le cadre de la législation en vigueur.

Le décret royal No 82/2020 sur la sécurité de l'emploi est un atout majeur pour le système de sécurité sociale; car le système de sécurité est un projet national base sur la solidarité sociale. Il a pour but d'apporter une protection sociale aux Omanais collectivement et involontairement licenciés en raison de circonstances hors de leur contrôle. Ce système fonctionne pour aménager la transition entre l'emploi ancien et le nouveau de sorte que le chômeur temporaire puisse disposer d'un revenu intérimaire suffisant pour procurer à sa famille un niveau de vie décent. Il offre au bénéficiaire, pour une période donnée, l'équivalent du salaire de son ancien emploi, lui facilitant, en même temps, la recherche d'un nouvel emploi.

Ce système de sécurisation de l'emploi doit entrer en vigueur en novembre 2020. Le recouvrement des contributions afférentes commencera en Janvier 2021.

La Civil Aviation Authority

L'Autorité publique de l'Aviation civile, agissant au nom du décret royal No 43/2013 du 16 septembre, a défini les objectifs de l'Autorité dans la promotion du secteur de l'aviation civile et de toutes ses installations annexes, et dans la promotion des normes au maximum réalisable en termes d'efficience, de qualité et de sécurité du transport aérien.

Un décret royal No 85/2020 du 17 août change le nom de la Public Authority for Civil Aviation pour celui de "Civil Aviation Authority" et ajoute à ses attributions certaines compétences en matière de climat qui relevaient auparavant du ministère de l'Environnement et des Affaires climatiques.

Ce décret stipule que "l'Autorité sera gérée et régulée par un conseil d'administration nommé sur décision du Conseil des Ministres et dont les membres sont nommés pour un mandat de trois ans renouvelable une fois." De plus "le Président de l'Autorité de l'Aviation civile jouira d'un statut spécial et sera nommé par décret royal".

L'Autorité a contribué activement au développement de la législation et des services du secteur de l'aviation civile et à l'expansion de ce moyen de transport indispensable aux niveaux local et international. Elle supervise la rédaction et le respect de la réglementation régissant l'aviation civile dans le Sultanat, délivre les autorisations nécessaires pour les équipages et les stations de maintenance, conclut des accords aériens bilatéraux avec d'autres pays et assure la sécurité des aéroports et des transports aériens. Elle définit l'infrastructure financière nécessaire pour maximiser les revenus provenant des aéroports et des installations du Sultanat et pour y encourager les investissements. Elle supervise et contrôle, dans son domaine de compétence, toutes les questions relatives aux activités des services de transport aérien et des services liés à l'aviation actifs dans le Sultanat.

L'Autorité de Régulation des Services Publics

L'Autorité de Régulation de l'Électricité et de l'Eau a été créée par l'article 19 de la loi du même nom, promulguée par décret royal No 87/2004 du 1er août 2004 ultérieurement modifié par les décrets No 59/2009 et 47/2013. Elle possède la personnalité juridique et l'indépendance administrative et financière. Elle dépend directement du Conseil des Ministres.

Le 12 août 2020 un décret royal No 78/2020 a changé le nom de "'Authority for Electricity and Water Regulation" pour celui de "Public Services Regulatory Authority", et assigne à la nouvelle entité diverses responsabilités spéciales en rapport avec la régulation du transport de gaz naturel. Ces activités sont celles décrites dans les articles 4, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 de la loi sur le Pétrole et le Gaz promulguée par décret royal No 8/2011, et l'Autorité est dotée de tous les pouvoirs pour exercer ses compétences dans le transport du gaz naturel, telles que la conclusion des accords de concession pour le transport du gaz naturel et la délivrance de licences à cette fin. Ces accords doivent ensuite être entérinés par décret royal avant de devenir opérationnels.

La Public Authority for Civil Defence and Ambulance

La Public Authority for Civil Defence and Ambulance est créée et régie par le décret royal No 3/2013 du 8 janvier 2013 en tant qu'entité financièrement et administrativement autonome placée sous l'autorité de la Royal Oman Police. Sa structure organisationnelle a été définie le 30 novembre 2014 par le décret royal No 68/2014.

L'Autorité s'est tracé une stratégie claire pour rester en ligne avec le développement en se procurant les matériels nécessaires à l'accomplissement de ses tâches lors des incendies ou opérations de sauvetage (terrestre ou maritime), ou du transport des blessés, ainsi que des opérations de recherche et de sauvetage et de disposition de matières dangereuses.

L'Oman Human Rights Commission

La Commission Omanaise des Droits de l'Homme a entrepris depuis sa création en 2008 de livrer une vision claire et positive des droits de l'homme dans le Sultanat. Elle examine et suit le statut des droits humains, des libertés fondamentales, des responsabilités et devoirs en accord avec les termes de référence que lui a assignés le décret royal No. 124/2008. Précédemment nommée Commission des Droits de l'Homme, elle est une entité légale indépendante dans l'exercice de ses attributions. Elle est basée à Mascate et subordonnée au Conseil d'État (Majlis al Dawla).

Le 18 avril 2016, un décret royal No 23/2016 a modifié le nom de la Commission pour son titre actuel. Le décret royal No 26/2017 est venu nommer le président de la Commission des droits de l'homme. Enfin le décret royal No 29/2019 a nommé les membres de cette commission, composée de 14 personnes, dont trois femmes, représentant diverses parties.

L'Oman National Commission for Education, Culture and Science (ONCECS)

Cette Commission Nationale a pour principale fonction d'harmoniser les attributions redondantes entre les diverses organisations arabes, islamiques et internationales œuvrant dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture (UNESCO, ALECSO et ISESCO) d'une part, et les autorités et institutions éducatives et culturelles du Sultanat d'autre part. Elle encourage et fait connaître le patrimoine d'Oman et les efforts du Sultanat dans ces domaines, dans lesquels elle coopère avec ces trois organismes internationaux dans une optique d'entente mutuelle et d'interaction entre les divers peuples et cultures.

Le Prix Sultan Qabous pour la Préservation de l'Environnement est décerné tous les deux ans par le programme de l'UNESCO "L'Homme et la Biosphère" à une contribution distinguée à la conservation environnementale venant d'une personne, d'un groupe ou d'une organisation, en accord avec la politique et les programmes de l'UNESCO.

Le Prix Sultan Qabous est la première récompense arabe établie internationalement en faveur de la conservation de l'environnement. Il a été institué sur l'initiative du Sultan Qabous en 1989 avec l'approbation et la bénédiction de l'UNESCO.

Le Cyber Defence Centre

Un Centre de Cyberdéfense a été créé par décret royal No 64/2020 le 10 juin 2020 pour prendre en charge la cyberdéfense du Sultanat. Il est ainsi devenu la ressource nationale de référence pour la protection des intérêts essentiels du pays dans le cyberspace, et supervisera la construction de moyens nationaux dans le domaine de la cybersécurité. Il est affilié à l'Internal Security Service (ISS).

Une des fonctions centrales du Centre consistera à renforcer les capacités existantes des agences et des spécialistes dans leur lutte contre les menaces cybernétiques. Il construira une force nationale de cybersécurité, avec création de partenariats entre les secteurs concernés à l'intérieur et à l'international. Pour lui permettre d'atteindre ses objectifs le Centre est doté de pouvoirs pour préparer ou amender et mettre en œuvre des stratégies, vérifier leur application correcte, le tout sujet à l'approbation du Conseil des Ministres. Il aura à définir le cadre réglementaire et légal du secteur, ainsi que de sa gouvernance, pour préparer un plan national de définition des risques et lutter contre les atteintes à la sécurité électronique, toujours sous approbation du Conseil. Il présentera périodiquement des propositions de modification de la réglementation adaptées aux circonstances en perpétuel changement, et entreprendra un inventaire complet de l'infrastructure nationale de sécurité électronique et des entités associées, ce qui permettra d'identifier les secteurs et les entités pouvant présenter des vulnérabilités en termes de sécurité électronique.

La Haute Commission suprême des Plans quinquennaux

Cette Haute Commission élabore les bases et les grandes lignes des plans quinquennaux de développement. Dans ce cadre elle mène tous les six mois une évaluation de la mise en œuvre du plan en cours.

Elle intervient comme force exécutive pour négocier les priorités définies par Sa Majesté, les transposant en règles de conduite pour exécution durant le Plan en cours.

La Commission recherche une coordination toujours plus étroite entre l'administration et les deux Conseils, d'État et Shura, pour mobiliser les énergies en faveur des objectifs nationaux.

La Commission supérieure des Conférences

Cette Commission est chargée de la préparation, du suivi et de la liaison sur les conférences internationales auxquelles participe Oman, particulièrement celles relevant du CCEAG, en coordination avec les ministères concernés.







La tolérance ... un trait bien ancré du caractère omanais



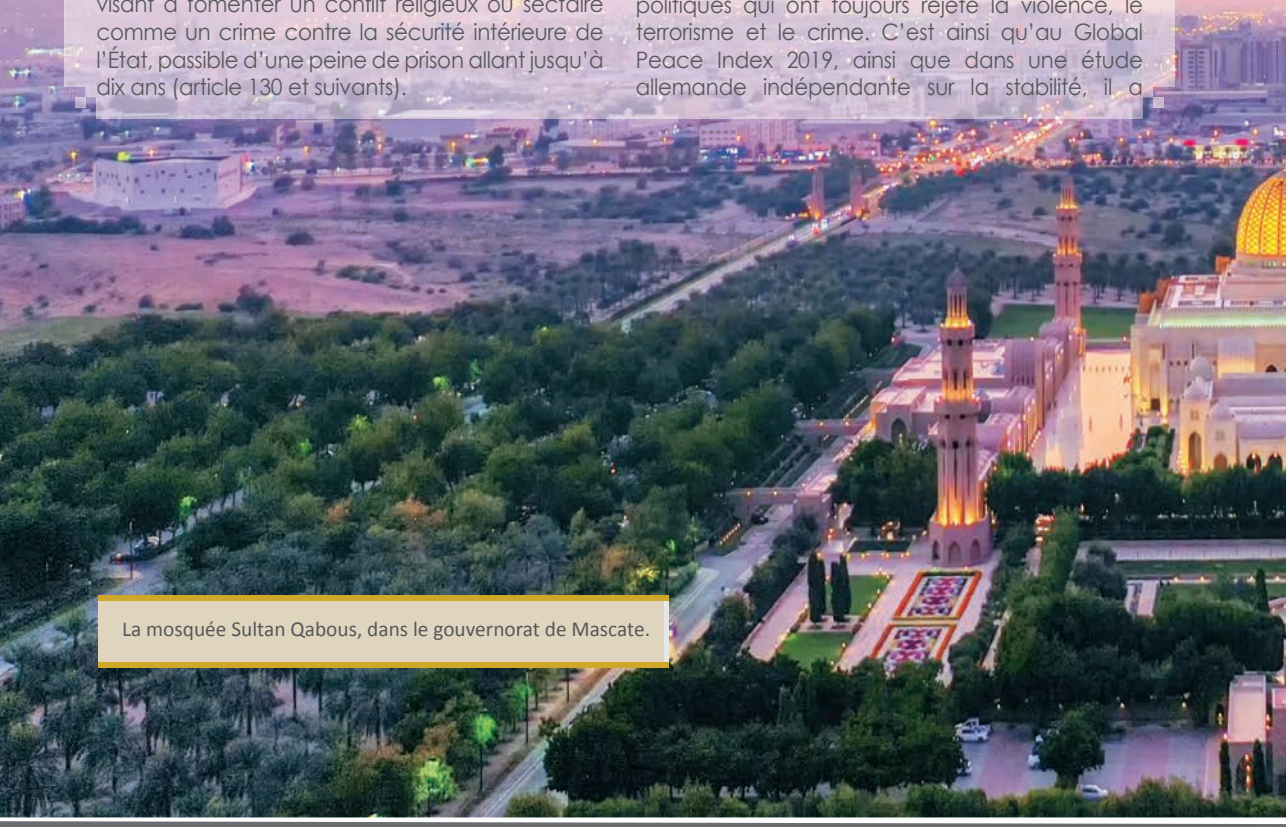
La tolérance religieuse n'est qu'un aspect de la grande curiosité et de l'acceptation d'autres idées et cultures qui caractérise le caractère omanais comme une constante tout au long de sa longue histoire. En tant que telle, la tolérance était inscrite dans l'idéologie de la Renaissance moderne, la chaîne sur laquelle serait tissée l'étoffe du nouvel Oman. La Loi Fondamentale de l'État garantit les libertés individuelles et leur plein exercice dans les limites de la loi. L'article 28 stipule que «la liberté de pratiquer des rites religieux conformément aux coutumes reconnues est protégée, à condition qu'elle ne soit pas contraire à l'ordre public ou à la morale.» La loi sur le statut personnel d'Oman, dans son article 282, garantit aux non-musulmans vivant dans le Sultanat le droit de vivre en conformité avec les pratiques de leur religion dans la mesure où celles-ci ne contreviennent pas aux traditions omanaises. Il est de notoriété publique que les non-musulmans ont le droit d'avoir leurs propres lieux de culte pour la tenue de leurs rites religieux, librement et sous la protection rassurante de la loi.

Afin de garantir la coexistence pacifique et la tolérance et de protéger le tissu social de toute menace de conflit, le Code pénal omanais, lorsqu'il a été rédigé en 1974, définissait tout acte visant à fomenter un conflit religieux ou sectaire comme un crime contre la sécurité intérieure de l'État, passible d'une peine de prison allant jusqu'à dix ans (article 130 et suivants).

La philosophie du Code pénal était à bien des égards celle de Sa Majesté le Sultan Qabous dans sa vision du nouvel Oman, une vision dans laquelle la paix et la sécurité étaient des valeurs fondamentales, et où le conflit social n'avait pas sa place. Le 24 novembre 1994, à l'occasion du 24ème National Day du Sultanat, Sa Majesté a réitéré le principe fondamental suivant: «L'extrémisme sous quelque nom que ce soit, l'intolérance quelle qu'en soit la forme, le sectarisme, quelle que soit sa motivation, sont des plantes toxiques, que rejette le sol fertile d'Oman; car seul le bien peut croître sur ce sol. Il ne nourrira jamais les germes du schisme ou de la discorde. «

Le Ministère Public a publié une Circulaire judiciaire No 2016/22 en application d'une décision visant à garantir que tous les procureurs engagent sans délai des poursuites judiciaires en cas de conflit religieux ou doctrinal, compte tenu de leur nature critique, et dans toute la mesure souhaitée par le législateur pour criminaliser ces actes scandaleux «.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le Sultanat conserve d'année en année une place prépondérante dans la liste de divers indices internationaux de paix, confirmant le succès de politiques qui ont toujours rejeté la violence, le terrorisme et le crime. C'est ainsi qu'au Global Peace Index 2019, ainsi que dans une étude allemande indépendante sur la stabilité, il a



La mosquée Sultan Qabous, dans le gouvernorat de Mascate.

encore été jugé destination préférée parmi les pays arabes pour sa stabilité sociale et sa qualité de vie. Un rapport du Congrès des Etats-Unis met en relief l'expérience favorable du Sultanat dans la protection de la liberté religieuse, notant la préférence marquée de la société omanaise pour la coexistence, la tolérance religieuse et le dialogue. Le même rapport souligne l'attitude proactive du Sultanat dans la diffusion d'une culture de paix et d'entente entre les peuples et les religions.

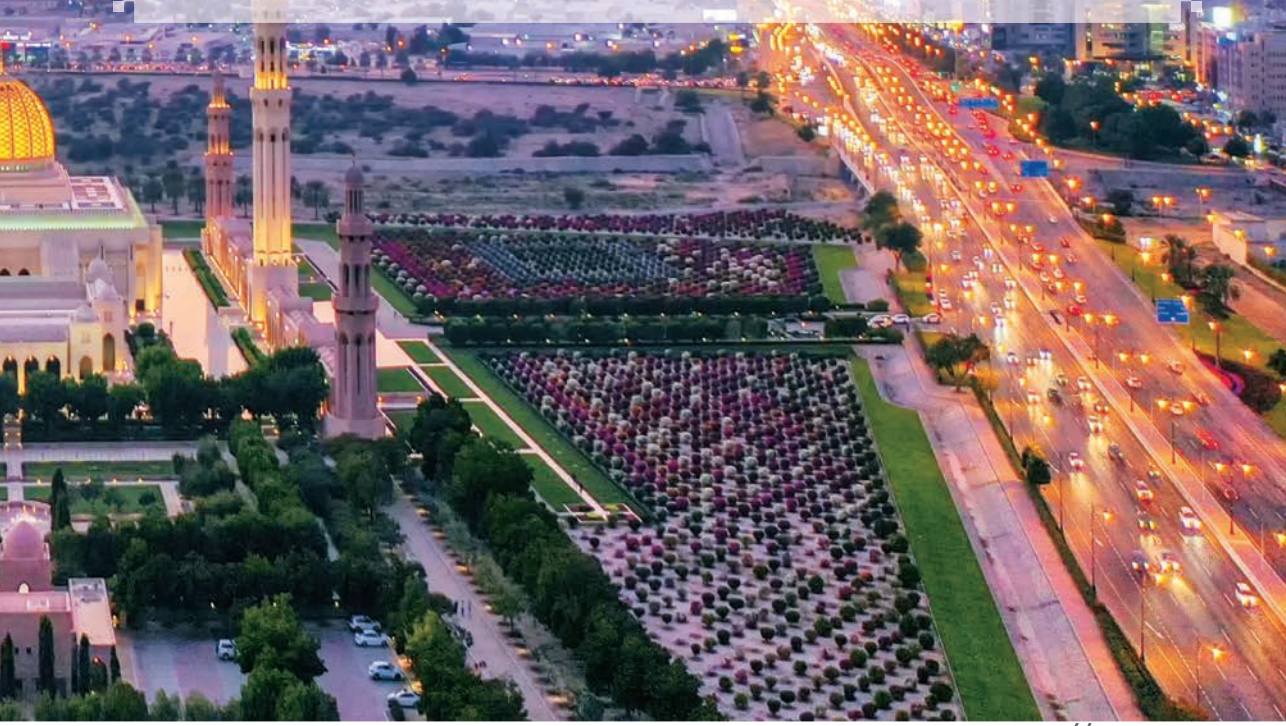
En mai 2019 la publication annuelle de l'USCIRF (United States Commission on International Religious Freedom) décrivait le Sultanat et ses efforts en faveur du dialogue, de la tolérance et de la modération entre religions et cultures, tant à l'intérieur du Sultanat qu'à l'étranger. Ce rapport, établi chaque année par l'USCIRF, décrit le Sultanat comme dépourvu de toute preuve de restriction des libertés religieuses. Ceci témoigne de l'insistance de divers organismes gouvernementaux, en particulier du ministère des Wakfs et des Affaires religieuses, à défendre la tolérance religieuse et la coexistence pacifique garanties par la loi fondamentale de l'État. Ces valeurs constituent la marque de la société omanaise, où toutes les nationalités et tous les groupes ethniques et religieux sont acceptés sans préjugés.

De nombreux autres rapports internationaux soulignent la stabilité religieuse et la tolérance qui caractérisent la société omanaise, notamment l'International Religious Freedom Report de 2019 du Département d'État américain. Dans le même temps, le Sultanat a été classé au premier rang mondial pour sa protection contre le terrorisme dans le Global Competitiveness Report et la quatrième meilleure destination au monde pour les expatriés dans une enquête menée par Expat Insider.

Le Sultanat s'appuie sur son riche héritage d'interaction pacifique pour promouvoir le principe de la coexistence et a fait preuve d'énergie et de détermination pour concrétiser son engagement, un engagement plus que jamais nécessaire dans le monde d'aujourd'hui.

En une remarquable manifestation de ses convictions intimes et de ses souhaits pour l'Humanité, aspirations elles-mêmes enracinées dans l'expérience culturelle et historique propre à Oman, Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said consacra une de ses dernières actions à promouvoir son Projet de Déclaration du Sultan Qabous sur l'Unité des Valeurs Humaines.

"Pour une Unification des Valeurs Humaines" a été lancé à Djakarta, Indonésie, le 16 novembre 2019, Journée Internationale de la Tolérance, devant une audience nombreuse et cosmopolite, traçant une vision d'entente et de compréhension entre tous les peuples.



Cette Déclaration déroule un projet en trois parties destine à restaurer un équilibre dans le monde turbulent dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Premier Volet

La première vise à obtenir un accord universel sur des objectifs de nature à améliorer la vie des gens: un niveau minimum de dignité et de droits, et une cohésion humaine protégée contre la destruction ou l'extinction.

Second Volet

La seconde serait l'adoption d'une éthique internationale qui promeuve l'entente et la coexistence pacifique, et motive les gens à unir leurs efforts pour protéger l'environnement.

Troisième Volet

La troisième insisterait pour instiller ou faire revivre les valeurs spirituelles dans l'humanité et la réconcilier avec l'évolution de la raison, de la philosophie et de la foi.



La cérémonie annonçant le Sultan Qaboos Humanitarian Coalition Project dans la capitale indonésienne de Djakarta a réuni de nombreux délégués des Nations Unies.

Le projet de Déclaration est axé sur les aspects fondamentaux de la conduite humaine qui insistent sur l'interaction pacifique, le respect et l'appréciation de la vie, de l'identité de soi-même et de l'autre; et une vision de la communauté et de la société comme d'un partenariat mutuel.

Le désir d'éradiquer les stéréotypes négatifs sur l'Islam et les Musulmans qui semblent prévaloir en Occident, et de mettre l'accent sur la tolérance comme principe des relations humaines est à la base du projet de l'exposition "Message de l'Islam d'Oman", dont le thème central est la tolérance qui définit la société omanaise. Cette exposition a d'abord été inaugurée en Allemagne et en Autriche en 2010.

Le succès qu'elle a rencontré à conduit à la poursuite de cette opération, et dès 2012 elle existait en huit langues. Elle a aujourd'hui communiqué son message d'espoir dans plus de 123 villes de 39 pays dans le monde, traduite en 26 langues, à plus de neuf millions de visiteurs.

Au cours de ce voyage, il a noué des partenariats mondiaux avec des institutions scientifiques et universitaires, des universités, des instituts et des musées. Ces alliances ont à leur tour préparé le terrain pour des programmes mutuellement bénéfiques dans les domaines des études religieuses, de l'enseignement de la langue arabe et divers autres domaines de recherche.

Cinq contributions de master's et de doctorat ont été enregistrées par des universités nationales et internationales, traitant des divers aspects de l'expérience de tolérance religieuse du Sultanat.

Le projet a fait l'objet de deux nominations à des récompenses internationales, respectivement de la part de l'UNESCO et de la République de Corée. Depuis son commencement plus de 65 personnalités des milieux diplomatiques, universitaires, et médiatiques internationaux, de toutes religions et nationalités ont fait part de leur admiration et de leur approbation des objectifs de cette exposition. Aujourd'hui le Message de l'Islam d'Oman poursuit sa mission dans le monde et dans le pays, avec à l'intérieur même du Sultanat comme à l'étranger l'organisation d'événements locaux célébrant la tolérance et l'entente entre les peuples.



Depuis son lancement en 2009 l'exposition le Message de l'Islam d'Oman a touché 123 villes du monde, et été vue par plus de 9 millions de visiteurs.

Les effets de cette exposition continuent de se manifester de manière parfois inattendue. Par exemple, récemment le ministère allemand de l'Immigration et des Réfugiés a décidé de se servir du contenu de l'exposition pour orienter ses politiques. Trois écoles de Bavière ont adopté l'esprit du thème central de l'exposition comme base pour identifier la tolérance en Islam. La Marine allemande, quant à elle, a distribué parmi ses équipages et militaires en partance pour la Somalie des copies du contenu de l'exposition et de la vidéo l'accompagnant.

L'UNESCO a accueilli l'exposition à son siège à trois reprises en l'espace de de deux ans. Au Brésil les autorités ont renommé la place centrale de la ville de Foz de Iguaçu "Place d'Oman"; et en Ouzbékistan l'Université Islamique a donné le nom de "Salle d'Oman" à l'un de ses amphithéâtres.

Pour sa part, le Département de la Présentation de l'Islam et de l'Échange Culturel, au Bureau du Grand Mufti du Sultanat, exerce sa double responsabilité de protéger l'authentique esprit de l'Islam et d'encourager la tolérance envers les non-musulmans résidant dans le Sultanat au moyen d'activités et de programmes reflétant cet objectif.

Ce même Département est aussi responsable du programme Hidaya, un cours d'une année à l'intention des nouveaux venus en Islam, qui étudient ainsi le Saint Coran et ses sciences et croyances, ainsi que la jurisprudence, la langue arabe et la vie du

Le quinzième séminaire sur le développement de la jurisprudence en Oman a rassemblé une audience substantielle de savants, de penseurs et de chercheurs du Sultanat et de divers autres pays du monde islamique.



Prophète. Il s'agit par ce cours de promouvoir l'appréciation des principes de l'Islam chez les nouveaux musulmans au moyen d'un examen approfondi de leur signification et de leur application, d'approfondir aussi les liens de fraternité entre nouveaux Musulmans et de développer l'observation correcte du rituel islamique par la pratique.

Le ministère des Wakfs et des Affaires Religieuses publie Tafahum ("Entente" en arabe), un journal d'idées qui s'efforce de réduire les différences entre peuples de croyances diverses et de promouvoir l'appel de l'Islam à la tolérance. Ce magazine recueille les contributions de savants et d'intellectuels de l'intérieur et de l'extérieur du Sultanat et prône, dans ses éditoriaux, les principes de liberté intellectuelle, de diversité de points de vue et de renouveau de la pensée islamique

Le Symposium sur le Développement de la Science Jurisprudentielle en Oman a repris ses travaux le 1er décembre 2019 après une interruption de trois ans, sur le thème de sa 50ème session: "La jurisprudence de l'Eau dans la Loi islamique, ses clauses Shara'i, ses dimensions civilisationnelles, et problèmes contemporains". Y participaient un grand nombre d'universitaires, intellectuels et chercheurs du Sultanat et de tous les pays du monde islamique.

Le ministère des Wakfs et des Affaires religieuses utilise les technologies modernes pour développer ses services et les mettre à la portée de tous, tout en recherchant les meilleurs avis pour investir les fonds dont il a la gestion, y compris des dotations à des mosquées, à des écoles, à des familles et des fondations charitables. Il supervise aussi plus de 16.000 mosquées sur tout le territoire au titre du programme de mosquées.

A la mi-2020 le ministère a la charge de superviser 1.450 mosquées. Les autres 14.134 mosquées et 880 salles de prière du Sultanat donnent un total national de 16.464 lieux de prière de toutes formes.

Les nombreuses mosquées qui portent le nom de Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said, et ont été construites sur ses deniers privés, disent un autre chapitre de l'histoire de la Renaissance moderne qu'il a initiée, et de sa profonde sollicitude pour les gens. La Renaissance croit bon de donner aux fidèles les moyens de pratiquer les rites de leur culte dans un environnement de paix, de tranquillité et de sécurité.

Elle raconte le rôle qu'a joué Oman et sa contribution à la civilisation islamique depuis les origines, dont témoignent des chefs-d'œuvre architecturaux imprégnés de l'esprit de l'Islam. Mosquées merveilleuses, marquées de la créativité et de l'harmonie de leur conception et de leur dessin, et qui expriment par leur beauté sublime l'impact profond de la culture islamique dans le cœur des Musulmans.

Avec la pandémie du Coronavirus et son impact sur l'enseignement dans les école coraniques comme dans tous les domaines de l'éducation, l'option d'enseignement à distance, lancée à l'origine dès Janvier 2015, a été activé au travers de la plate-forme du Programme d'enseignement du Saint Coran, dont tous les enseignants, ainsi que les imams des mosquées se sont mis au travail à distance. Au 1er août 2020 le programme touchait plus de 125.000 bénéficiaires.

Le Bureau de Son Éminence le Grand Mufti du Sultanat joue un rôle majeur dans la diffusion de la conscience religieuse basée sur une bonne connaissance du Saint Coran et les enseignements de la Sunna du Prophète.

Le Collège des Sciences de la Charia est une institution académique qui conserve précieusement dans son enseignement les valeurs et les nobles principes islamiques de tolérance et d'amour, d'interaction amicale avec autrui qui mène à une entente culturelle respectant le domaine privé.

Le programme d'enseignement à distance est à la disposition des étudiants souhaitant poursuivre leurs études à distance, à la fois dans le Sultanat et à l'étranger. Les études de licences en islamiques, en Jurisprudence et en fondamentaux, ainsi que le diplôme d'Expertise judiciaire sont disponibles en ligne.

Au travers de ses programmes d'études, l'Institut produit des experts qualifiés en Droit islamique, en études islamiques et leurs compétences dérivées. Il a recours à tous les moyens disponibles à tout moment, et donc à la technologie, au service de ses objectifs, y compris l'enseignement à distance. Ce recours s'est

avéré être une application particulièrement efficace de la technologie, qui permet de livrer des contenus à l'audience la plus large. Il s'est appuyé sur un service d'enseignement innovant pour stimuler un climat de recherche universitaire sérieuse.

Le programme d'enseignement à distance a été un modèle qui a accompagné le développement rapide qu'a connu le monde depuis le début de la révolution industrielle jusqu'à l'arrivée de l'Internet et au-delà. Il utilise des plateformes et des programmes numériques qui sont accessibles en tout temps et en tous lieux. Les étudiants et les chercheurs peuvent accéder au matériel en ligne sans devoir se rendre à un lieu d'étude, et un tel programme a accéléré de façon exponentielle la diffusion de la connaissance et de l'information par la technologie sans sacrifier les valeurs élevées et l'éthique de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Outre les chaires universitaires Sultan Qabous instituées dans quelques-unes des plus prestigieuses universités américaines, européennes, asiatiques et australiennes, et qui jouent un grand rôle dans l'étude de la civilisation arabe et islamique et l'approfondissement des bases et du champ du dialogue entre les religions, le Sultanat a créé ou contribué à la création de nombreux centres culturels et de fondations dans le monde, qui ont en commun l'objectif d'instaurer une

meilleure entente entre les peuples et les cultures

Ce sont, par exemple, le Sultan Qaboos Centre de Washington, dont la vocation est l'interaction avec la société américaine, le Centre culturel Libano-omanais de Beyrouth, et le Liqaa International Centre for Dialogue du patriarcat melkite catholique grec d'Antioche et de l'Orient à Beyrouth







Un Judiciaire incorruptible – Pierre angulaire des institutions

Des tribunaux incorruptibles, pierre angulaire des institutions de l'Etat

A mesure que la vision Oman 2040 se précise, le Sultanat continue de bâtir sur les fondements sûrs de l'état moderne. La Vision vaut sur le long terme et se veut ambitieuse dans ses objectifs et certaine d'ouvrir de larges perspectives aux générations montantes.

Pilier essentiel de l'état institutionnel du Sultanat à côté de ces autres volets que sont le législatif et l'exécutif, le système judiciaire a fait l'objet des plus grands soins. Son caractère sacré est une priorité dans la vision 2040, et son efficacité se nourrit des garanties de pleine transparence et indépendance.

Un des principaux soucis de l'état a été de mener le règne de la loi jusqu'à une position inexpugnable, d'orienter son exercice de manière à graver la justice et l'égalité dans le système légal, et à en faire des valeurs fondamentales aux yeux des citoyens et résidents de ce généreux pays.

Le statut du judiciaire est une priorité de la vision Oman 2040 par laquelle le Sultanat entend manifester un système judiciaire pleinement indépendant, spécialisé et complet, avec une supervision efficace et transparente.



Un système judiciaire impartial a un puissant effet civilisateur ; il peut faire avancer l'esprit de bon voisinage et de coexistence positive, rassurant les citoyens sur leurs droits démocratiques à la protection et à la prospérité et favorisant ainsi le maintien d'une société stable. C'est le contexte dans lequel Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik a confirmé, le 23 février 2020, sa détermination à

> « prendre toutes les mesures nécessaires pour restructurer l'appareil administratif de l'État, de mettre à jour le système législatif et les lois, les règles et procédures concernant l'emploi, en élevant les valeurs et les principes sur lesquels ils sont construits. Adopter la méthodologie la plus efficace, simplifier les procédures, surveiller les résultats, l'intégrité, la responsabilité et la transparence dans la gouvernance, et faire en sorte qu'elle fonctionne en pleine harmonie avec les exigences de notre vision et de nos aspirations. »

Les sentiments ainsi exprimés par Sa Majesté font écho à ceux qu'exprimait son prédécesseur le défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur devant la session inaugurale annuelle du Conseil d'Oman le 31 octobre 2011:

> « la justice doit suivre son cours et être notre seul objectif et notre désir. Nous continuerons, avec l'aide de Dieu, à développer nos institutions de contrôle du judiciaire sous toutes les formes propres à consolider l'état institutionnel. Notre soutien au judiciaire et à son indépendance est un devoir auquel nous nous sommes engagé. Le respect par nous de ses décisions sans aucune interférence ne saurait faire question. Chacun est égal devant la loi. »

Tant dans leurs actes que dans leurs déclarations, le Sultan Haitham comme le Sultan Qabous ont confirmé la prééminence qui fut celle du système judiciaire tout au long de la construction de l'état depuis la fondation de la moderne Renaissance de 1970 ; à mesure que se poursuit la maturation du processus de développement, ils nous rappellent pourquoi et comment le succès fut atteint. La justice, et la perception de l'existence de cette justice, ont immensément contribué à ce processus.

Le Conseil des affaires administratives du pouvoir judiciaire

La loi fondamentale de l'État stipule que «l'État de droit est la base du gouvernement de l'État». À cette fin, le décret royal n ° 9/2012 du 29 février 2012 a établi un Conseil supérieur de la magistrature, présidé par Sa Majesté le Sultan et ayant pour objectif déclaré de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le Conseil agirait pour consolider les valeurs, les idéaux et l'éthique du travail judiciaire et en superviser l'exécution. Le décret royal n ° 10/2012 définit la structure organisationnelle du pouvoir judiciaire et annonce un nouveau chapitre dans la progression du processus judiciaire dans le Sultanat. En vertu de ce dernier décret, les pouvoirs du Ministère de la justice en matière d'administration des tribunaux et de contrôle judiciaire ont été transférés au Conseil des affaires administratives pour le pouvoir judiciaire, créé par la loi sur le pouvoir judiciaire. En 2012 également, le décret royal no 54/2012 a créé le Secrétariat général du Conseil des affaires administratives pour le pouvoir judiciaire.

Le Conseil des affaires administratives du pouvoir judiciaire a mûri pour atteindre sa position actuelle dans la Vision Oman 2040 en œuvrant pour un judiciaire équitable et efficace. Sa politique consistant à combler la distance entre parties et institutions judiciaires est une de ses plus notables initiatives, et c'est dans ce contexte qu'en mars 2020 un département à juge unique a été alloué au tribunal de première instance d'Al Amerat pour traiter des crimes et mauvaises conduites des jeunes gens. Ce département a pour aire de compétence Al Amerat et Matrah. Une unité équivalente installée au tribunal de première instance de Duqm aura juridiction sur tout le gouvernorat de la Wusta. Ces deux unités spécialisées contribueront beaucoup à hâter la procédure pour les parties qui, auparavant, devaient attendre des audiences dans de lointaines circonscriptions.

Le second pilier sur lequel se repose le Conseil dans sa quête de démocratisation de la justice vient des progrès rapides du Sultanat vers la conversion au numérique. D'ores et déjà le système des tribunaux est en pleine transformation, et de plus en plus de procédures sont transférées en format électronique. L'avancée la plus récente dans ce contexte est le lancement de la phase II du « Lawyers portal », lequel permet, sous forme numérisée, d'engager une procédure, d'en suivre les étapes, de déposer des pièces à charge, et toutes procédures similaires que seul, auparavant, un avocat pouvait effectuer en se présentant en personne à une audience.

Les services du "Lawyers Portal"

- Engager une procédure et en suivre les étapes.
- Déposer des pièces à charge.
- toutes procédures similaires que seul, auparavant, un avocat pouvait effectuer en se présentant en personne à une audience

Engager les services d'un avocat, en suivre les plaidoiries, changer d'avocat etc...

Engager une procédure d'appel, mettre l'avocat en mesure de suivre les étapes, renoncer à une action etc...

Le Conseil a, par ailleurs, dans son action pour résorber les arriérés de procédures en souffrance et traiter les dossiers sans perte des valeurs ultimes de transparence et de justice, développé son système d'indicateurs du judiciaire connu sous le nom de Masar, (« passage » en arabe), qui permet de suivre le cheminement des cas entre les divers tribunaux. Par ce même Masar le président de la haute cour est tenu informé des progrès de chacun des cas en cours d'examen par son tribunal, et des retards éventuels pouvant affecter la succession des audiences et des délibérations.
Le Conseil est déjà rodé au déroulement des programmes électroniques, tels que celui, plus ancien, de Case Management, qui a servi à transférer les travaux du système des tribunaux classiques au nouveau système informatisé décrit plus haut. Ce « smart system »a de plus l'avantage de constituer une base de données centralisée, harmonisée, reprenant toutes les procédures présentes et passées. Tout ceci aide à standardiser les services fournis par les tribunaux et à rationaliser le travail de leur personnel. Il permet de tenir des statistiques portant sur tous les modes de procédures, ce qui à son tour aide aux décisions concernant l'administration des tribunaux.
Les tribunaux peuvent désormais tenir des sessions entières par voie électronique. Le programme raccorde les données des cas civils aux dossiers, facilitant aux employés l'accès à toutes les informations utiles, ce qui renforce la précision et la promptitude des décisions. Le rassemblement des éléments provenant de sources aussi diverses que les parties, les autorités judiciaires, et les autres sources dont la Royal Oman Police, est indispensable au bon exercice d'une procédure, et le Conseil a vite fait relier le programme de mise en œuvre et les ressources des autorités chargées de l'exécution des jugements. La plateforme des Décisions de justice est une application électronique qui supervise les services offerts en ligne, permettant à l'usager de se renseigner sur l'état de son cas et obtenir des précisions sur les sentences à tous les niveaux de la procédure.



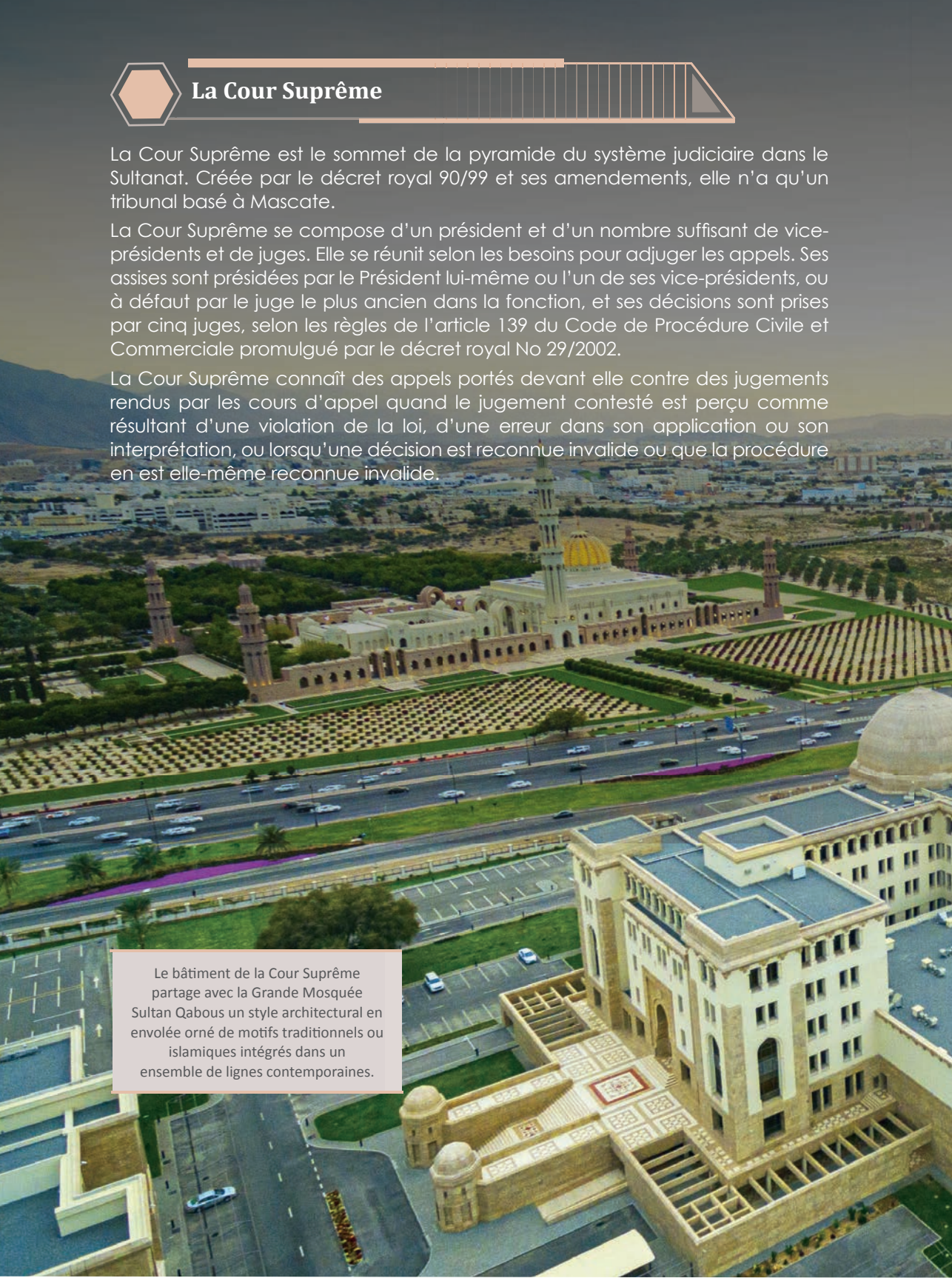
Une transition est en cours vers un système de tribunaux en ligne dans lequel les procédures de contentieux s'effectuent électroniquement, et un certain nombre d'autres programmes sont mis en service.

La Cour Suprême

La Cour Suprême est le sommet de la pyramide du système judiciaire dans le Sultanat. Créée par le décret royal 90/99 et ses amendements, elle n'a qu'un tribunal basé à Mascate.

La Cour Suprême se compose d'un président et d'un nombre suffisant de vice-présidents et de juges. Elle se réunit selon les besoins pour adjuger les appels. Ses assises sont présidées par le Président lui-même ou l'un de ses vice-présidents, ou à défaut par le juge le plus ancien dans la fonction, et ses décisions sont prises par cinq juges, selon les règles de l'article 139 du Code de Procédure Civile et Commerciale promulgué par le décret royal No 29/2002.

La Cour Suprême connaît des appels portés devant elle contre des jugements rendus par les cours d'appel quand le jugement contesté est perçu comme résultant d'une violation de la loi, d'une erreur dans son application ou son interprétation, ou lorsqu'une décision est reconnue invalide ou que la procédure en est elle-même reconnue invalide.



Le bâtiment de la Cour Suprême partage avec la Grande Mosquée Sultan Qabous un style architectural en envolée orné de motifs traditionnels ou islamiques intégrés dans un ensemble de lignes contemporaines.

Selon l'article 240 de la même loi, la Cour est compétente pour entendre les appels interjetés contre tout jugement en dernier ressort d'un litige, quel que soit le niveau du tribunal dont il émane, quand il va à l'encontre d'une décision précédente signifiée aux parties et que s'applique l'autorité de la chose jugée.

Selon l'article 241 de la loi, des appels sur des points de droit qui contestent un jugement final d'une cour de tout niveau peuvent être portés par le Ministère Public devant la Cour Suprême dans les cas où la décision apparaît entachée de violation de la loi ou d'erreur dans son application ou son interprétation, quand les parties sont autorisées par la loi à faire appel, ou quand elles ont manqué le délai pour faire appel.

Aux termes de la loi sur l'Autorité Judiciaire, la Cour Suprême doit constituer un organe spécial pour trancher en cas de conflit de juridiction négatif ou positif entre tribunaux ordinaires ou administratifs ou autre cour spécialisée. Cet organe sera aussi compétent pour résoudre les différends concernant la conformité des lois et règlements avec la Loi Fondamentale de l'État.



Les tribunaux de première instance

Les tribunaux de première instance sont des tribunaux de première instance où un différend est entendu pour la première fois. Le tribunal est présidé par un ou trois juges (chambre tripartite). Ils sont compétents pour statuer sur les actions civiles et commerciales, ainsi que sur les requêtes en arbitrage et les affaires portant sur le statut personnel, le droit du travail, la fiscalité, le bail et autres. devant eux comme la loi le détermine.

Il y a 44 tribunaux de première instance dans tout le Sultanat, chacun composé d'un président et d'un nombre suffisant de juges. Des départements spécialisés peuvent être formés en tant que de besoin au sein de ces tribunaux, pourvu que la position de chef de département ne puisse être inférieure à celle d'un juge de première instance.



Les tribunaux de première instance comprennent soit un seul juge, soit trois (triple circuit)

Les Cours d'appel

Les Cours d'Appel sont des tribunaux de seconde instance, compétents pour connaître des appels contre les jugements des cours primaires reconnus par la loi comme susceptibles d'appel. On ne peut intenter une action directement devant une cour d'appel, puisque celle-ci n'existe que pour corriger des erreurs de justice découlant de décisions d'un tribunal de première instance et nécessitant l'intervention d'un juge de niveau différent de celui de première instance.

Les cours d'appel ont été établies par une succession de décrets royaux. Elles comprennent un juge président et un certain nombre de juges assistants. Les chambres sont formées à la demande. Elles sont présidées par un juge président ou par celui de ses juges le plus ancien dans la fonction, et leurs décisions sont prises par trois juges.

Le sultanat dispose de 13 cours d'appel, une dans chaque gouvernorat, à l'exception de Mascate, qui compte deux juridictions, respectivement à Seeb et à Mascate.



Les cours d'appel se composent d'un président et d'un certain nombre d'autres juges, et leurs décisions sont prises par trois de ces juges.

Le Tribunal Administratif

Le rôle du tribunal administratif est particulièrement important, car c'est lui qui assure la transparence du gouvernement responsable dans le Sultanat. Ce devoir de rendre compte est essentiel à la perception d'Oman comme état institutionnel et de droit. L'existence du tribunal administratif renforce les fondements établis par la Loi Fondamentale, promulguée par le décret No 101/96. Il est le chien de garde garantissant la légalité des actes de l'administration, et entretient, à ce titre, la confiance du public dans une administration gouvernée par le principe de souveraineté de la loi et qui respecte les droits et libertés de chacun.

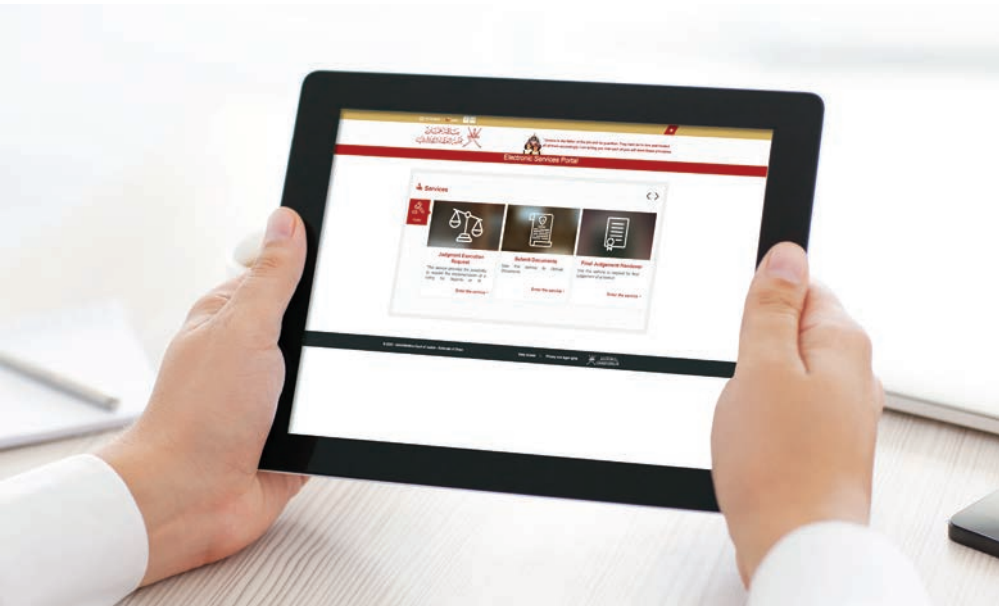
L'article 25 de la Loi fondamentale de l'État garantit à tous le droit d'ester en justice. L'article 59 stipule que le règne de la Loi est à la base du gouvernement de l'état. L'article 67 adopte la création d'un corps judiciaire compétent pour juger les litiges administratifs, soit par un département ou par une cour spéciale dont le fonctionnement et le mode opératoire seraient définis par la loi. Il en est résulté le tribunal administratif , créé par décret royal No 91/99 en tant que corps indépendant des juridictions communes et compétent pour statuer sur les questions impliquant l'administration, comprenant : requêtes de la part de fonctionnaires demandant la révision de décisions concernant leur emploi, recours en révision de décisions administratives finales, demandes d'indemnisation, recours concernant des contrats avec l'administration, et toutes autres questions légalement dévolues à la juridiction de la cour.

Depuis sa création la Cour administrative a tenu à exercer pleinement ses prérogatives légales, statuant sans crainte sur les litiges administratifs qui lui sont soumis. Elle estime qu'une procédure est en échec si elle est différée sans raison. Elle recherche un équilibre entre l'intérêt public que représente l'administration et les droits des particuliers qui ont été enfreints. Elle surveille la bonne exécution de ses décisions, et son rôle est essentiel dans le maintien de la confiance du public et de la stabilité sociale et professionnelle, ainsi que de la confiance des investisseurs dans la stabilité de l'environnement omanais.

En considération de la valeur critique d'un judiciaire indépendant de l'autorité exécutive dans la perception d'une justice rendue sans influence tierce, le décret royal No 10/2012 du 29 février 2012 sur la structure administrative du judiciaire a inclu l'abolition du droit de regard du ministre du Diwan de la Cour royale sur la Cour administrative. Depuis ce décret historique le président de la Cour est chargé des compétences et pouvoirs qui étaient ceux du ministre, et la Cour gère elle-même ses affaires et ses finances selon les lois et règlements qui lui sont applicables sans autre interférence de quiconque.

Dans la ligne de la mise en œuvre accélérée par le Sultanat du système de gouvernement en ligne, la Cour a mis sur pied un système électronique qui lui permet de suivre et de conserver sous forme numérique toutes les étapes d'une action légale. Ceci facilite grandement l'archivage des procédures et l'accès aux données et aux décisions concernant une action. La Cour poursuit le perfectionnement de ce système dans le souci d'efficacité et de faire face à l'accroissement annuel de sa charge de travail.

C'est ainsi que la base de données électronique de la Cour a été, début 2020, raccordée aux services en ligne accessibles au public au moyen d'un portail qui permet aux parties de présenter leur demande et de suivre leur affaire, déposer et recevoir notification des jugements, en vérifier l'exécution, le tout sur le site de la Cour. Ils n'ont donc plus à prévoir une succession de comparutions en personne, élément qui s'est avéré fort utile dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

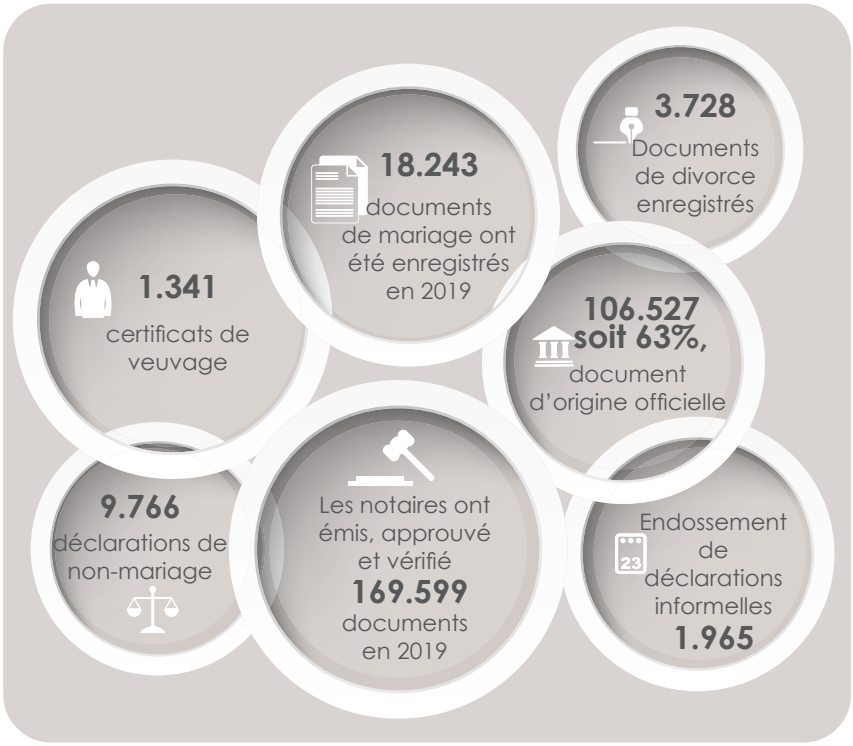


Le système électronique Najiz de la Cour Administrative permet de retracer les détails des procédures point par point jusqu'à leur culmination.

Le statut exceptionnel de la Cour administrative dans le système judiciaire du Sultanat se trouve dûment représenté dans l'immeuble exceptionnel conçu pour abriter ses travaux dans le quartier Al Irfan de Bausher à Mascate. Terminé et inauguré en 2017, c'est une structure puissante dans le style urbain, dont les traits architecturaux combinent les thèmes traditionnels et contemporains, reflétant par là quelque peu le système judiciaire lui-même, et située stratégiquement pour les besoins de son mandat.

Les Études Notariales

Les Études notariales jouent un rôle essentiel dans la régulation des relations entre parties, et pour entériner leurs droits dans toutes les formes de transactions sociales, mariages, divorces, vérification de veuvage, coûts etc...; également dans les relations commerciales pour clarifier la nature exacte des liens commerciaux et financiers entre personnes et institutions. Le cadre législatif dans lequel travaillent les notaires garantit les droits des parties contractantes sous la législation en vigueur dans le Sultanat. Les Études notariales sont indépendantes et existent au nombre de 61 dans tous les gouvernorats du Sultanat.



En vertu de l'article 5 du décret royal No 88/2020 du 18 août 2020, les ministères de la Justice et des Affaires légales ont été fusionnés en un unique ministère de la Justice et des Affaires Légales. Toutes les fonctions, allocations, droits, obligations et actifs des

divisions liées aux études notariales au ministère de la Justice ont été dévolues au Conseil des Affaires administratives pour le Judiciaire.

Les Commissions de Médiation et de Conciliation

Le Sultanat a toujours montré son intention de faire avancer la justice sous toutes ses formes, montrant une préférence pour une approche qui réduise autant que possible l'impact des disputes entre parties, et les gouvernements successifs ont poursuivi des politiques qui valorisent les processus de conciliation dans la société. La longue tradition omanaise de tolérance s'est révélée efficace comme base d'une société harmonieuse. Dans le Sultanat d'aujourd'hui les valeurs de conciliation, de conseil et de tolérance ont été reformulées en un cadre légal qui intègre ces valeurs islamiques avec les meilleurs aspects d'un système judiciaire moderne.

C'est dans cet esprit qu'ont été fondées les Commissions de Médiation et de Conciliation, par lesquelles la justice est pesée et servie par des personnalités choisies pour leur compétence dans le domaine considéré. La loi sur la Médiation et la Conciliation a été publiée par décret royal No 98/2005, occupant une niche indispensable et modernisée dans le mécanisme de l'administration de la justice.

Dans son article 4 la loi sur la Médiation et la Conciliation spécifie la compétence des Commissions dans la solution des différends civils, commerciaux ou d'état civil.

Les commissions de conciliation sont au nombre de 46, réparties dans tout le Sultanat.

En vertu de l'article 5 du décret royal No 88/2020 du 18 août 2020, les ministères de la Justice et des Affaires légales ont été fusionnés en un unique ministère de la Justice et des Affaires Légales. Toutes les fonctions, allocations, droits, obligations et actifs des divisions liées à la médiation et à la conciliation au ministère de la Justice ont été dévolues au ministère de l'Intérieur et aux gouvernorats de Mascate, du Dhofar et du Musandam selon les besoins.

L'Institut Supérieur de Justice

L'Institut Supérieur de Justice a été créé par décret royal No 35/2010 du 11 avril 2010, et son inauguration l'année suivante a marqué un succès important de la Renaissance. Il est un phare qui éclaire le chemin du développement national et le règne de la loi. Il a beaucoup fait pour consolider et répandre le sentiment de la légalité et de comment elle doit imprégner tous les aspects de la vie en société pour que les personnes puissent se sentir assurées de leurs droits.

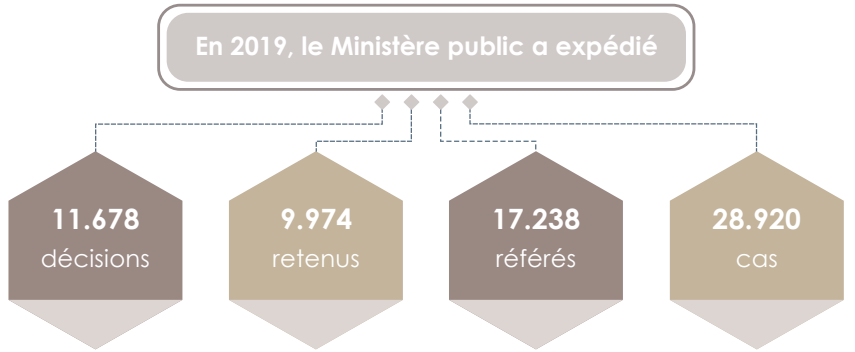
Sa mission consiste à préparer et qualifier des cadres de la justice qui soient pleinement au fait des développements actuels dans les institutions législatives et judiciaires de la nation. Leur formation dérive de programmes de spécialisation et soutien pleinement la comparaison avec les normes internationales.

Depuis sa création, l'Institut soutient les stratégies de développement durable et les efforts d'amélioration des performances du Sultanat au sein des services judiciaires et des branches juridiques de l'appareil administratif de l'État. Dans ses plans de formation, l'Institut privilégie des programmes de courte durée axés sur une seule matière, et un nombre limité de cours spécialisés taillés sur mesure. Ses ensembles de formations sont faits pour s'adresser à des groupes ciblés, et offrent aux stagiaires un mélange de matériel universitaire et de développement de compétences. Il offre aussi des programmes conjoints pour des postes dont les fonctions se chevauchent.

Pour la conception de son curriculum l'Institut bénéficie des avis de juges respectés, de membres du Ministère public et de fonctionnaires occupant des postes techniques au ministère de la Justice et des Affaires légales, du personnel propre de l'Institut, de professeurs d'universités, de collèges et instituts spécialisés, et d'autres juristes experts possédant une expérience pratique dans leur domaine. L'Institut privilégie l'ouverture de certains ateliers et formations à des personnes déjà qualifiées comme professionnels de l'enseignement en passant des cours préparatoires d'introduction ou avancés que l'Institut a fréquemment parrainé dans le passé.

Le Ministère Public

Le Ministère Public exerce le mandat que lui a confié le gouvernement sous le leadership de Sa Majesté le Sultan Haitham binTarik, dans les termes et limites définis par la Loi fondamentale de l'État et par la législation concernant la procédure criminelle et autres domaines associés. Il exige chez son personnel, judiciaire ou administratif, une parfaite conscience et respect de la Loi dans la communauté. Ses campagnes tiennent le public informé des développements légaux et des décisions rendues par les tribunaux compétents.



à la mi-2020,11.306 dossiers avaient été transmis au Ministère public.

En application de l'article 38 de la loi sur l'Autorité Judiciaire promulguée par décret royal No 90/99, qui stipule que « les juges peuvent être transférés au Ministère public, et inversement des membres du Ministère Public peuvent être transférés au judiciaire, à des postes équivalents, soit par décret royal, soit -si les circonstances l'exigent – par décision basée sur une recommandation du Conseil des Affaires administratives... » ; pour la première six adjoints de l'Avocat Général ont été transférés comme juges à la Cour Suprême. Ces transferts découlaient du décret royal No 68/2020. Un autre adjoint de l'avocat général a été transféré vers un poste de juge à la Cour d'Appel.

En considération du fait que le bon exercice de la justice criminelle suppose par dessus tout une bonne expérience pratique, une décision judiciaire No 49/2020 est venue redistribuer certaines responsabilités. Le titre et les termes de référence du Juvenile Case Department ont été changés

pour celui de Public Prosecution Department for Family and Child Issues (département des poursuites publiques pour problèmes familiaux et de l'enfance). La juridiction de cette nouvelle unité englobe l'aire géographique du gouvernorat de Mascate, et son mandat s'étend aux enquêtes et procédures pour les crimes punissables sous la Loi sur la Responsabilité des Jeunes, la Loi de l'Enfance, et les dispositions du Code pénal relatives à la violence conjugale et aux crimes familiaux. Elle peut intenter des actions devant les juridictions compétentes, et exécuter les décisions qui en découlent.

Dans le contexte de l'évolution rapide des technologies, le Ministère Public poursuit son avancée vers le tout numérique, ce qui simplifie les procédures pour les justiciables avec l' activation de nouveaux services électroniques, y compris ceux permettant le dépôt de plaintes et la soumission des demandes en ligne au travers du portail de services du Ministère Public. Les statistiques pour la période du 1er janvier au 20 septembre 2020 font état de 2.191 demandes soumises de cette manière.

Le Bureau du Procureur public gère une politique de sensibilisation de la communauté pour expliquer les perspectives légales sur les questions d'ordre et de tranquillité publique. Il collabore, pour ce faire, avec les médias, menant des campagnes de presse, radio et télévision sur les tendances courantes et leurs implications légales.

Il a aussi lancé un canal direct de communication avec le public qui utilise la plateforme Twitter pour recevoir des propositions par messagerie privée. Par son équipe Rasd (« chien de garde » en arabe) il suit les meilleurs moyens existants dans le monde pour tirer parti des résultats des recherches de ses homologues internationaux. La même équipe contrôle aussi les infractions à l'ordre public promues sur les réseaux sociaux, et collabore avec les agences gouvernementales pour contrer les fausses rumeurs postées sur ces mêmes réseaux.

Le Bureau du Procureur Public édite un journal trimestriel intitulé « Société et Loi » qui publie des articles, des études et des comptes-rendus de cas émanant de juristes de toutes les institutions concernées.

Affaires législatives

Le ministère des Affaires législatives a le rôle crucial de maintenir et de mettre à jour la législation omanaise, au centre de laquelle figure la Loi fondamentale de l'État, promulguée par le décret royal No 101/96 et qui est la référence de base de tous les décrets royaux et

lois pris en Oman.

Le ministère nouvellement créé par le décret royal No 88/2020, qui a fusionné les ministères de la Justice et des Affaires légales en un unique ministère de la Justice et des Affaires Légales, est désormais responsable de la préparation et de la révision des décrets royaux, et prend les mesures nécessaires pour leur promulgation. Il passe en revue les projets de lois et de réglementation préparés par les diverses administrations et autres entités légales, que celles-ci lui soumettent préalablement à leur publication à la Gazette Officielle.

Le ministère révise les modèles standard de contrats que préparent les diverses unités de l'administration et autres entités légales dans les circonstances prévues par la loi. Il révise tous les projets ou modifications de contrat d'une valeur de plus de cinq millions de RO avant leur signature et leur mise en vigueur. Ceci s'applique à tous les formulaires de contrat, ainsi qu'aux procédures précontractuelles, émanant d'une unité quelconque de l'administration ou entité publique légale.

Le ministère produit également des opinions et émet des interprétations officiellement approuvées de décrets royaux, de lois ou de statuts qui lui sont demandées par tout département de l'administration ou autre entité légale. Il intervient de la même manière dans les cas d'accords internationaux, comme de contrats conclus par des unités de l'administration ou autre entités légales.

Il intervient aussi pour départager les cas de contestation entre plusieurs unités de l'administration, ou entre l'une d'elles et une société entièrement détenue par le gouvernement. Il a compétence pour réviser les projets de mémorandum d'entente entre l'administration et un autre pays, et pour livrer des opinions légales sur les demandes d'adhésion à des conventions internationales existantes.

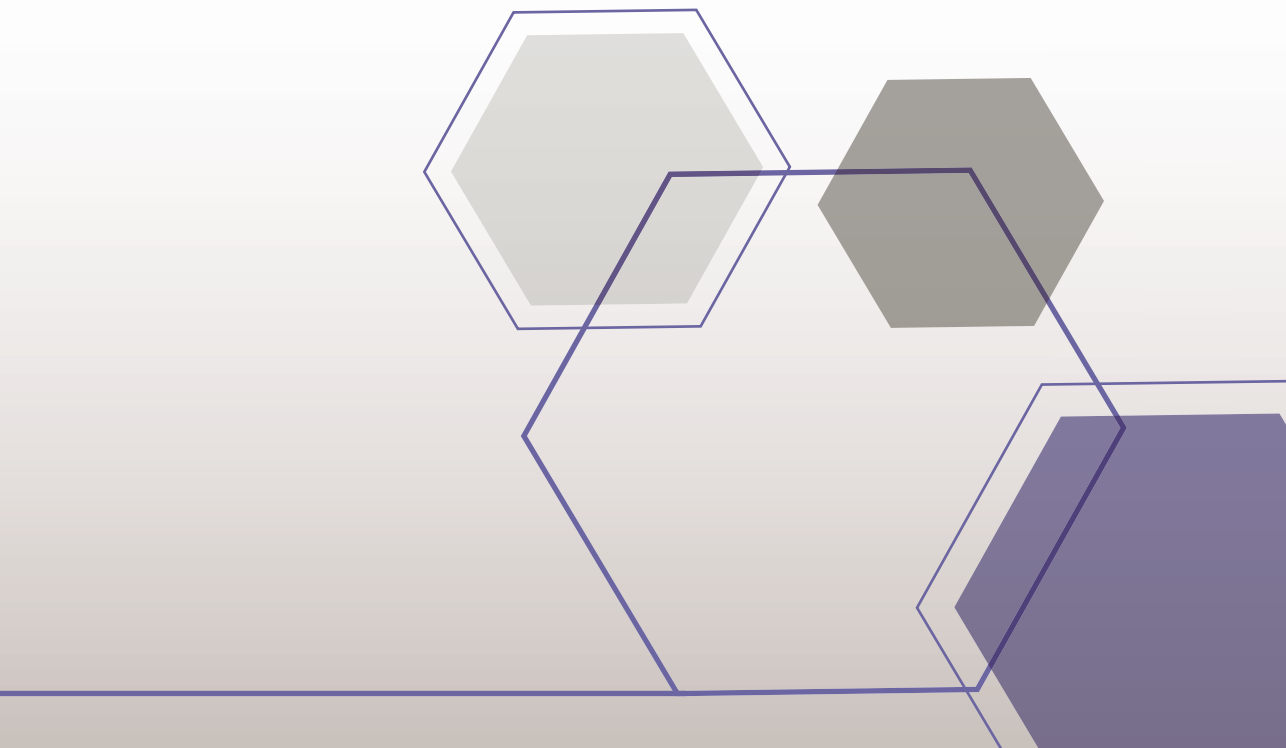
Le ministère supervise et régule le travail des experts auprès des tribunaux, assurant sa conformité à la loi. Il supervise les affaires concernant les avocats.

Le ministère de la Justice et des Affaires Légales publie la Gazette Officielle, où il insère le texte officiel des décrets, lois, règlements et décisions ministérielles annoncés dans le Sultanat, et toute annonce et autre matériel officiel dont la législation nationale requiert la publication à la Gazette.

Afin de faciliter le service auprès de la communauté, des chercheurs, praticiens et particuliers s'intéressant à la législation de pays, la Gazette Officielle est désormais consultable en ligne. Elle paraît chaque semaine, et est accessible à tous sur une plateforme publique.



Le Conseil d'Oman:
Un partenariat en développement



L'approche omanaise consultative, ou Shura, pour un gouvernement stable, a commencé à accélérer vraiment dans la seconde décennie de la moderne Renaissance sous l'inspiration de son fondateur le défunt Sultan Qabous. Elle a d'abord pris forme avec le Conseil consultatif d'État, formé en 1981, suivi une décennie plus tard par le Conseil de la Shura, qui élargit le mouvement démocratique en 1991.

Le processus omanais de Shura a subi diverses adaptations avec les années, suivant l'évolution de l'environnement politique, pour évoluer finalement vers un système bicaméral. Le Conseil d'État (Majlis al Dawla), nommé, et le Conseil de la Shura (Majlis al Shura), élu, se partagent les responsabilités gouvernementales sous l'ombrelle commune de Conseil d'Oman, chacun bénéficiant toutefois de la personnalité légale et de l'indépendance administrative et financière.

L'article 9 de la Loi fondamentale de l'État définit les composantes de base et les valeurs communes du système de gouvernement dans le Sultanat, stipulant qu'il sera basé sur la justice, la consultation, l'égalité et le droit des citoyens de participer aux affaires publiques. L'article 59 établit le principe du règne de la loi.



Le Conseil d'Oman est l'entité qui regroupe le système bicaméral que forment le Conseil d'État et le Conseil de la Shura, ce dernier étant élu. Chacune des deux chambres a son statut légal propre et son indépendance financière et administrative.

(L'immeuble du Conseil d'Oman dans le quartier Al Bustan de Mascate.)

L'article 10 pose dans les principes de bonne gouvernance le respect d'une véritable shura, dérivée de la tradition et des valeurs de la nation ainsi que de la loi islamique. L'idéal d'une bonne administration doit sa force à la fois à l'Histoire et aux temps actuels, s'appuyant, d'une part, sur tout ce qui peut servir à rendre justice, stabilité et égalité pour tous et, d'autre part, sur ce qui garantit le maintien de l'ordre public et pour l'intérêt supérieur de la nation.

Le décret royal No 39/2011 du 12 mars 2011 a dévolu au Conseil d'Oman des pouvoirs législatifs et de supervision qui élargissent sa capacité d'exprimer les attentes des citoyens et de les impliquer plus avant dans les mécanismes de prise de décisions. Ce fut un pas important dans la pratique démocratique, qui, en renforçant les pouvoirs des communautés, renforçait du même coup la phase consultative des prises de décisions, marque distinctive de la préférence historique d'Oman pour ce mode de gouvernance. Ce décret était accompagné de plusieurs mesures qui, mises ensemble, renforcent l'indépendance du pouvoir judiciaire et du ministère public.

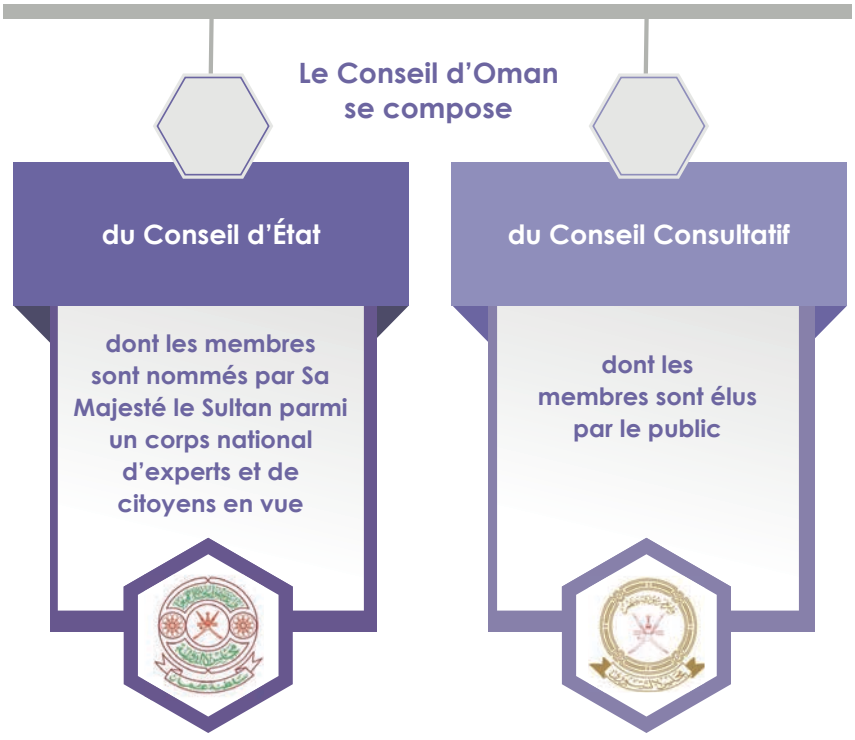


Le Conseil d'Oman (Majlis Oman)

L'institution du Conseil d'Oman par le décret royal No 86/1997 du 16 décembre fut un important jalon dans l'évolution de la Shura. Elle a grandement élargi la base de la participation aux prises de décisions, qui a ainsi pu bénéficier de l'expertise des savants et des spécialistes. Ce fut crucial dans la recherche des stratégies les plus appropriées de mise en œuvre des ambitieux programmes de développement qu'annonçait la moderne Renaissance.

Les textes régissant les structures et prérogatives respectives du Conseil d'État (Majlis al Dawla) et du Conseil Consultatif (Majlis al Shura) sont annexés au décret royal établissant le Conseil d'Oman (Majlis Oman). Ils concernent trois domaines: le premier décrivant les traits communs aux deux chambres, le second traitant du Conseil d'État, et le troisième du Conseil Consultatif.

Le décret royal No 99/2011 publié le 19 octobre 2011 et amendant certaines dispositions de la Loi Fondamentale de l'État pose les principes du fonctionnement et se réfère clairement à l'intention d'élargir les pouvoirs législatifs et de supervision du Conseil d'Oman telle



Le Conseil d'Oman se réunit à la demande de Sa Majesté le Sultan pour discuter des questions qu'il lui soumet. Ses décisions sont prises à la majorité.

que présentée dans le décret royal No 39/2011 en date du 12 Mars 2011.

Comme prévu par l'article 7 de la Loi fondamentale de l'État, le Conseil d'Oman s'est réuni le 11 janvier 2020 en session conjointe avec le Conseil de Défense pour assister à la prestation de serment de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik, qui succède à Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur, décédé au soir du vendredi 10 janvier 2020.L'héritage du demi-siècle de règne stable du Sultan Qabous était un pays profondément transformé dans un monde dans lequel l'approche omanaise de conciliation et d'équilibre en géopolitique a prouvé plus d'une fois son efficacité et suscité respect et gratitude de la part des dirigeants et des communautés arabes, islamiques et étrangères.

Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik rassura, dans sa première allocution, la nation en deuil, promettant de continuer dans la vision pionnière de son prédécesseur. Il promit de préserver ce qui a été accompli et de continuer dans la même voie, de sorte qu'Oman puisse avancer avec confiance vers l'avenir dans l'esprit que souhaitait le Sultan Qabous. Il était bon que son grand projet pour Oman eût si bien réussi. Désormais, avec l'aide de Dieu, le succès était garanti.



Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik prête serment à une session conjointe des Conseils d'Oman et de Défense le 11 janvier 2020.

Le Conseil d'État (Majlis al Dawla)... acteur-clé des plans de développement

L'actuel septième terme du Conseil d'État est une période d'extrême importance de son existence. La première session annuelle de ce terme a vu la transition en douceur du gouvernement avec le décès de Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said et l'investiture de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik comme Sultan d'Oman.

Le Conseil d'Oman fut témoin de l'annonce de cette transition civilisée, ainsi que de l'allocution inaugurale du Sultan Haitham.

Au cours de cette première session annuelle du septième terme, un décret royal No 112/2020 a nommé Son Excellence le Sheikh Abdul Malek bin Abdullah bin Ali Al Khalili Président du Conseil d'État, succédant au Dr. Yahya bin Mahfouz Al-Mantheri. Un autre décret No113/2020 nommait aussi Son Excellence Khalid bin Ahmed bin Said Al Saadi pour succéder au Dr. Khalid bin Salem Al Saidi comme Secrétaire Général du Conseil.



La session du Conseil d'Etat en mémoire de Sa Majesté le défunt Sultan Qabous fut l'occasion de témoignages émouvants de chagrin et d'allégeance au Sultan défunt et à Oman.

Genèse et pouvoirs

Le Conseil d'État a été établi en 1997 par décret royal No 86/97, qui posait les termes de référence des deux chambres du Conseil d'Oman: le Conseil d'État et le Conseil de la Shura. Cette annonce avait été précédée, une année plus tôt, par la publication de la Loi fondamentale de l'État et du décret royal No 101/96. La Moi, dans son article 58, stipulait la création d'un Conseil d'Oman, bicaméral, qui entreprendrait les travaux d'établissement d'un système viable de gouvernement consultatif en Oman.

L'article 58 de la Loi fondamentale définit les pouvoirs de législation et de contrôle qui seraient ceux du Conseil d'État, lui donnant le droit de donner son aval ou d'amender les projets de lois qui lui seraient présentés par le gouvernement, de rédiger des projets de lois, et de revoir et d'amender des textes existants, de débattre des plans de développement et du budget général de l'État, et de faire des recommandations à ces sujets, enfin de passer en revue le rapport annuel de l'Institution d'Audit administratif et financier de l'État et de faire connaître ses vues sur ce rapport.

Le Conseil d'État soumet aussi des propositions et des études destinées à raffiner certains aspects de la stratégie nationale de développement ou à offrir des solutions aux problèmes économiques et sociaux.

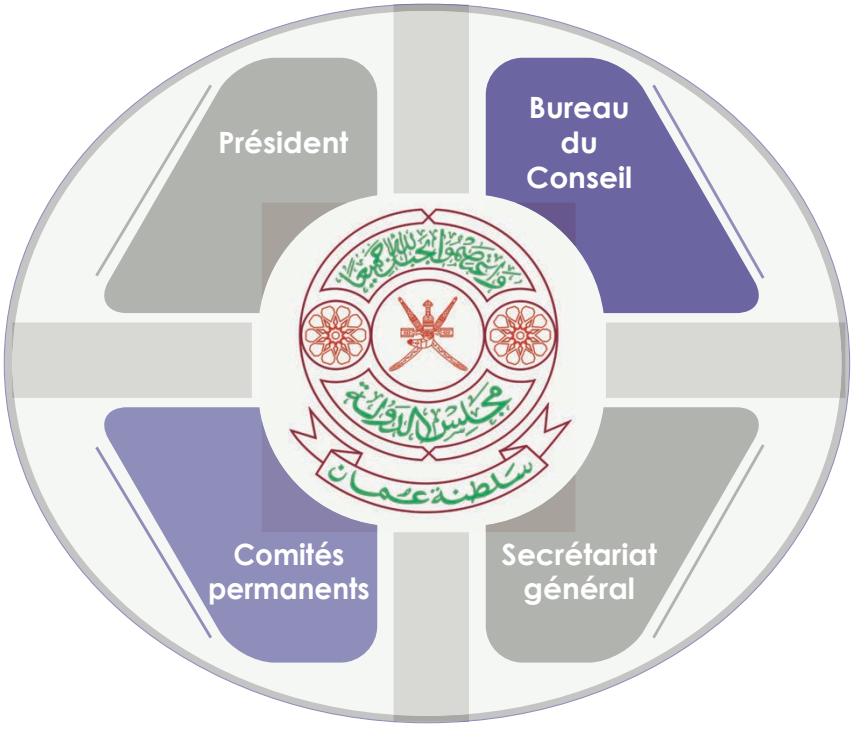


Composition du Conseil d'État

Le Conseil d'État comprend, outre le président, les membres du Conseil, dont le nombre ne peur excéder celui des membres du Conseil consultatif, et qui sont nommés par Sa Majesté le Sultan parmi les anciens ministres et sous-secrétaires ou personnes de rang équivalent, ainsi que parmi les anciens ambassadeurs, anciens juges, dignitaires et hautes personnalités issues des mondes de la science, de la littérature, de la culture, des affaires et de l'enseignement, en plus de personnalités ayant rendu d'éminents services à la nation ou d'autres que Sa Majesté juge bon de nommer.

La composition du Conseil d'État pour son septième terme a été fixée par décret royal No 77/2019. Les femmes y ont une présence notable avec 15 membres féminins sur 85, soit un taux de représentation de 18%. C'est une femme, en outre, qui a été élue au poste de vice-présidente et membre du Bureau du Conseil et des comités.

Structure du Conseil d'État



Le Président du Conseil

Le président du Conseil d'État supervise les travaux du Conseil, s'assure que ses actions sont compatibles avec la loi du pays et avec les statuts du Conseil. Il est assisté de deux vice-présidents directement élus à bulletin secret et à la majorité absolue des membres au début de la première session du mandat.

Le Bureau du Conseil

Le bureau du Conseil d'État prépare l'agenda et décide des séances, des travaux confiés aux comités et du règlement intérieur coordonnant leurs activités. Il assiste les membres et les comités permanents dans leur travail, édicte les règles organisant la gestion de leurs tâches et leur coordination en accord avec le règlement.

Les Comités perma-nents

Ces comités sont formés de membres du Conseil désignés par le bureau du Conseil au début de chaque session. Leur rôle est d'étudier les projets de lois qui leur sont soumis, ainsi que les sujets spécifiques relevant de leurs attributions.

Pour son actuelle septième session le Conseil comprend six comités permanents:

- Six comités permanents • soit les comités Législatif • Économique, Social,
- comité de l'Éducation et de la Recherche,
- comité de la Culture, de l'Information et du Tourisme,
- comité de la Technologie et de l'Innovation.

Secrétariat général

Le secrétariat général comprend le secrétaire-général lui-même, nommé par décret royal. Il est secondé par un certain nombre d'adjoints et d'employés issus de divers départements . Il assiste le conseil et ses organismes affiliés dans leur mission collective en accord avec le mandat du Bureau du Conseil.

Le Secrétariat général comprend quatre Secrétariats généraux adjoints:

- pour les Sessions et les Affaires des comités,
- pour l'Information et la Recherche,
- les Affaires administratives et financières,
- et les Médias et Relations Publiques.

Des débats énergiques riches de résultats

La première session annuelle du septième terme du Conseil d'État (2019-2023) fut particulièrement active, et marquée par la bonne résolution de nombreux problèmes d'importance nationale.

Le Conseil s'est réuni pour les 10 séances prévues, en plus de la session mémorielle spéciale réunie pour honorer le défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur et pleurer sa perte au nom de la nation. A ses sessions ordinaires le Conseil a débattu une série de lois proposées par le gouvernement, et préparé la voie à un certain nombre d'études de fond concernant ses délibérations actuelles et à venir. Il a aussi discuté le projet de Budget général de l'État pour l'année fiscale 2020.

A sa seconde session ordinaire le Conseil a créé le Comité de la Technologie et de l'innovation, qui se penchera sur l'étude de lois nouvelles et une révision de la législation existante dans son domaine de compétence. Il évaluera les études et propositions touchant la technologie ou l'innovation, et les politiques concernant ou dépendant de ces secteurs.

La création de ce nouveau comité permanent porte à six le nombre de comités créés par le Conseil, soit: Legal Committee, Economic Committee, Social Committee, Culture, Media and Tourism Committee, et Education and Research Committee, en plus du Technology and Innovation Committee. A la même session le Conseil a ajouté aux compétences du Comité de l'Économie le



Le Comité Législatif est un des six comités permanents établis par le Conseil d'Etat durant sa septième législature;

Développement des Ressources humaines.

Pour ce qui concerne les projets de législation présentés par le gouvernement, le Conseil a examiné quatre textes: loi de répression du commerce clandestin, loi de protection des données personnelles, projet d'amendement de la loi sur l'imposition des revenus, et le projet de loi sur la valeur ajoutée.

Au cours de sa quatrième session ordinaire le Conseil a accepté d'étudier 16 propositions émanant de ses comités permanents, avec pour date limite la fin de la première session annuelle. Il a aussi préparé le terrain à un amendement de sa propre structure organisationnelle, et signé quatre textes relatifs à certains aspects de l'économie.

Le Bureau du Conseil s'est réuni à 10 reprises durant la première session annuelle pour écouter les présidents et rapporteurs de ses comités permanents passer en revue leurs rapports sur divers textes en attente, et les propositions de nouveaux sujets d'études portées à leur attention par divers milieux.

Lors d'une réunion conjointe avec celui du Conseil de la Shura, le Bureau du Conseil a émis des propositions de nature à développer la coordination entre les deux entités parlementaires et à ajouter une valeur de complémentarité à leurs contributions respectives.

Les comités permanents et spéciaux et leurs groupes de travail affiliés ont totalisé, durant la première session annuelle, plus de 80 séances, au cours desquelles ils ont suivi des nominations, examiné des propositions, initié des études et auditionné des experts sur les sujets qui leur étaient soumis.

Le Conseil a aussi approuvé la création d'équipes d'experts pour étudier deux sujets spécifiques, i.e. les prêts et garanties bancaires et le capital-risque.

Dans son élan en faveur de la diplomatie parlementaire le Conseil a entrepris des séries de visites réciproques avec ses homologues des pays voisins et de la région. Ces visites bâtissent des ponts de communication, et le Conseil a envoyé à cette fin des délégations et reçu des visites amicales en retour.

Le Conseil d'État entretient une présence active sur les forums parlementaires régionaux ou mondiaux et participe aux réunions du Parlement arabe et de l'Union Interparlementaire.

En marque de respect pour la préférence du Sultanat pour l'approche shura dans la pratique institutionnelle, le projet Mémoire du Conseil retrace la vie du Conseil d'État jusqu'à aujourd'hui, son rôle dans la construction de la nation et son évolution en parallèle avec la transformation nationale intervenue au cours de ses six mandats précédents.

Ce sont toutes ces activités et quelques autres similaires qui ont occupé l'agenda du Conseil d'État durant la première session annuelle de son septième mandat, et qui prouvent que son rôle critique, initié il y a presqu'un quart de siècle par Sa Majesté le défunt Sultan Qabous, se poursuit avec la même acuité et la même énergie sous son successeur le Sultan Haitham bin Tarik.

Le Conseil Consultatif (Majlis al Shura) renforce son rôle législatif et de contrôle

Le neuvième mandat du Conseil de la Shura (2019-2023) a introduit une nouvelle vague de travaux parlementaires qui fait avancer les aspirations des Omanais. L'infrastructure démocratique soigneusement instituée par le Sultan Qabous a prouvé sa capacité à supporter des contributions toujours plus larges du corps électoral. Le Conseil continue de perfectionner ses



Le Conseil de la Shura continue de faire avancer le processus législatif et de surveillance dans le Sultanat.

fonctions législatives et de contrôle en exploitant au mieux toutes ses prérogatives pour faire avancer le travail de la Renaissance moderne sous l'autorité de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik. Il a pour cela la collaboration des autres institutions partenaires de l'État, travaillant ensemble pour atteindre les objectifs durables de la Vision Oman 2040 et au-delà.

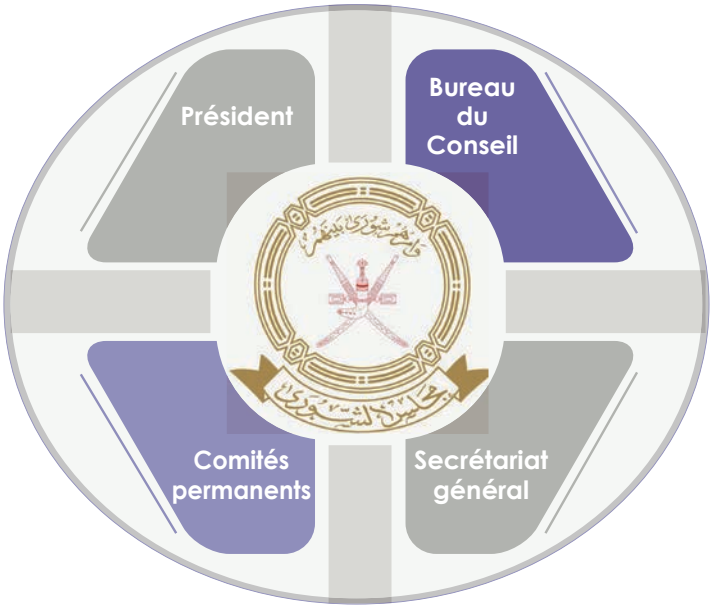
Le présent mandat du Conseil de la Shura se distingue déjà par le rôle qu'il a eu à remplir au sein du Conseil d'Oman dans la passation de pouvoir sans heurt, en conformité avec les dispositions de la Loi fondamentale de l'État, rôle qu'il a assuré avec dignité et compétence.



Structure du Conseil Consultatif

Le terme du Conseil Consultatif est de quatre ans à compter de l'annonce officielle des résultats des élections, et s'étend jusqu'au 30 septembre de la quatrième année du terme

Le Conseil consultatif exerce ses prérogatives au travers de ses quatre organes



Le Bureau du Conseil continue de travailler sans interruption entre les sessions et suit les réponses des ministres aux questions écrites qui leur ont été posées au cours des sessions.



Le Président du Conseil

Le président supervise les travaux du Conseil, gère les séances, le représente dans ses rapports avec les autres organes et parle en son nom. Il peut convoquer des sessions extraordinaires si nécessaire. Lui-même et ses deux vice-présidents sont élus au cours d'une séance extraordinaire réunie par Sa Majesté selon l'article 58bis 12 de la Loi fondamentale de l'État.
La première session annuelle (2019-2020) du Conseil de la Shura s'est ouverte par une session extraordinaire réunie pour élire un Président et deux vice-présidents, après quoi cette session inaugurale se poursuivit par le choix des membres du Bureau et des présidents des Comités permanents.

Le Bureau du Conseil de la Shura

Le Bureau élabore le plan de travail du Conseil, les dates des sessions ordinaires et leurs agendas respectifs, à la lumière des activités des divers comités permanents et des affaires qui leur sont soumises, ou de celles soumises directement au Conseil. Le Bureau gère aussi la charge de travail du Conseil entre les séances, et suit les réponses des ministres aux questions projetées durant les séances du Conseil et qui leur sont soumises par écrit. Pour la première session annuelle de son neuvième mandat, jusqu'à fin août 2020, le Bureau du Conseil de la Shura avait prévu 18 séances où furent examinées de nombreuses questions parlementaires, des explications furent requises, et des membres du Conseil ont déposé des demandes et des propositions.

Les Comités permanents

Durant la même période, le Shura Council Office a approuvé la formation des principaux comités comme suit: Comité Législatif et Légal, Économie et Finances, Santé et Environnement, Enseignement et Recherche Scientifique, Développement social et Services, Jeunesse et Ressources humaines, Sécurité alimentaire et Eau, et Information et Culture.
Les comités du Conseil ont tenu 74 réunions régulières, et ont accueilli des invités pour des échanges de vues sur des sujets spécialisés intéressant les membres. En outre, plusieurs groupes de travail ont été constitués pour résoudre les problèmes spécifiques auxquels sont confrontés les différents secteurs de développement du Sultanat.

Le secrétariat général

Le secrétariat général comprend le secrétaire-général lui-même, nommé par décret royal, et un certain nombre d'employés et de spécialistes. Le secrétariat-général assiste le Conseil consultatif et ses organes dans l'exercice de leurs responsabilités et facilite toutes les procédures organisationnelles et administratives. Il joue un rôle primordial dans le succès des travaux du Conseil. Celui-ci a élaboré sa propre structure organisationnelle et son règlement interne dans un but de meilleure efficacité de ses travaux.

Instruments et activités législatifs et de contrôle

Le Conseil consultatif exerce ses pouvoirs et prérogatives selon les méthodes parlementaires généralement admises. Ses pouvoirs législatifs et réglementaires ont été accrus avec l'amendement de la Loi fondamentale de l'État et le Conseil d'Oman a été doté de pouvoirs de supervision qui augmentent la capacité de la Shura de jouer un plus grand rôle dans les prises de décisions de manière à lui faire jouer un plus grand rôle dans les prises de décisions et de mieux exprimer les souhaits des électeurs. Le Conseil surveille le fonctionnement des agences gouvernementales et se familiarise avec les politiques, plans et programmes pour s'assurer de leur mise en œuvre selon les meilleures pratiques.

Au cours des séances ordinaires de la première session annuelle (2019-2020) du neuvième mandat, le Conseil a complété un ensemble de projets de lois soumis par le Conseil des ministres. Il a approuvé le projet de Budget général de l'État pour l'année fiscale 2020 après révision approfondie de son Comité économique et financier. Il a débattu d'une loi sur le commerce clandestin soumise par le gouvernement, un projet de portée globale concernant les activités de commerce clandestin et le traitement de ses infractions. Le Comité économique et financier avait de son côté étudié dans quelle mesure les disposition de la loi sont adaptées à l'actuelle situation économique du Sultanat, et à la législation économique et commerciale existante.

Le Conseil a approuvé une loi sur la protection des données personnelles, également soumise par le gouvernement et qui, une fois mise en vigueur, s'ajoutera au corps croissant de législation basé sur la Loi sur les Transactions électroniques et la Loi sur les Infractions dans les technologies de l'Information. Cette loi propose un cadre légal de régulation de la protection des données personnelles au niveau de leur collection, de leur stockage et de leur traitement. La protection qu'elle offrira sera d'autant plus importante au vu des conditions associées à la transition vers le gouvernement en ligne.

Deux lois importantes examinées par le Conseil concernaient la taxe à la valeur ajoutée et l'imposition des revenus, et lui avaient été soumises pour examen immédiat dans l'urgence par le Conseil des Ministres, conformément aux dispositions de la Loi fondamentale.

Sont aussi venus en discussion les termes d'une législation concernant les personnes âgées, dont on attend qu'elle mette en application les principes entérinés par le Loi fondamentale de l'État. Elle décrit un cadre pour l'égalité d'opportunités et un éventail de services sociaux accessibles aux personnes âgées et comprenant un accès à l'aide psychologique et diverses autres formes de protection sociale.

Le Conseil a signé sur une succession d'accords économiques et de services à lui présentés par le Conseil des Ministres, après les avoir fait vérifier par ses comités permanents. Il a approuvé de multiples études et rapports émanant de ses comités permanents spécialisés. Parmi les plus importants figurait le rapport du comité de la Jeunesse et des Ressources humaines sur les licenciements dans le secteur privé. Le Conseil s'intéresse de près aux problèmes de l'emploi dans le secteur privé qui se traduisent par des licenciements de plus en plus nombreux. Il consacre des ressources à toutes les actions visant à résoudre les problèmes de l'emploi dans le secteur privé: mesures de protection des travailleurs licenciés, y compris protection légale et garantie des droits, et stratégies pour assurer leur reprise dès que possible. Le Conseil a par ailleurs approuvé le rapport du comité Santé et Environnement sur la classification des institutions privées de

santé et la régulation des prix de leurs services.

Au cours de sa première session annuelle (2019-2020) le Conseil a examiné le rapport du comité Économique et Financier sur un projet de restructuration organisationnelle et de stimulation du secteur industriel. Le rapport "Le secteur industriel comme modèle" proposait des politiques de régulation et de stimulation du secteur à moyen et long terme, et proposait une mise à jour du cadre législatif existant, posé par la loi sur l'Organisation et l'Encouragement de l'Industrie, vieille de 40 ans, promulguée en 1979 par le décret royal No 1/79. Il était temps, estimait le rapport, de remplacer cette loi par une législation plus en rapport avec les impératifs du prochain stade.

Le Conseil a révisé le rapport du comité permanent de l'Information et de la Culture sur la réalité des médias destinés aux enfants dans le Sultanat. Un thème central de ce rapport était son insistance sur la nécessité d'une approche des contenus qui assurerait un équilibre entre les besoins du développement de l'enfant et ceux du développement de la nation, sans négliger les valeurs bien enracinées de la tradition et de l'identité d'Oman.

Un sujet dominant de la session 2019-2020 aura été la pandémie de Covid 19 et les efforts ambitieux et continus du gouvernement pour limiter la contagion dans le Sultanat. Le Comité Suprême chargé par le gouvernement de trouver des mécanismes pour faire face aux suites de la pandémie continue de travailler aux côtés des autorités officielles, chacun dans son domaine de compétence, en sensibilisant la population sur la pandémie et ses conséquences, en prenant les mesures de protection du public, et en cherchant à limiter son impact économique. Sur ce dernier point, tous les efforts sont faits pour assurer un rapide retour de l'activité économique de sorte que le Sultanat retrouve le chemin de la croissance.

Le Conseil s'est penché sur le problème du personnel enseignant des collèges techniques omanais servant sous contrats d'agences de recrutement. Le Bureau du Conseil et son comité de l'Éducation et de la Recherche scientifique ont discuté des correspondances reçues de citoyens à ce sujet, ainsi que du rapport urgent qui détaillait les difficultés que rencontrent les enseignants omanais, ainsi encore que d'autres sujets liés à la supervision des rôles concernant les communautés locales.

Dans son élan pour renforcer la diplomatie parlementaire, le Conseil a entrepris des échanges de visites avec ses homologues des états voisins ou régionaux. Ces visites bâtissent des ponts de communication, et le Conseil a envoyé à cette fin des délégations et reçu des visites amicales en retour.

Les bonnes relations du Conseil de la Shura avec les autres corps parlementaires de la région et autres sont cimentées par des visites réciproques organisées périodiquement, et le Conseil participe régulièrement à des réunions et conférences des parlements ou des conseils législatifs du Golfe, ou arabes ou internationaux.



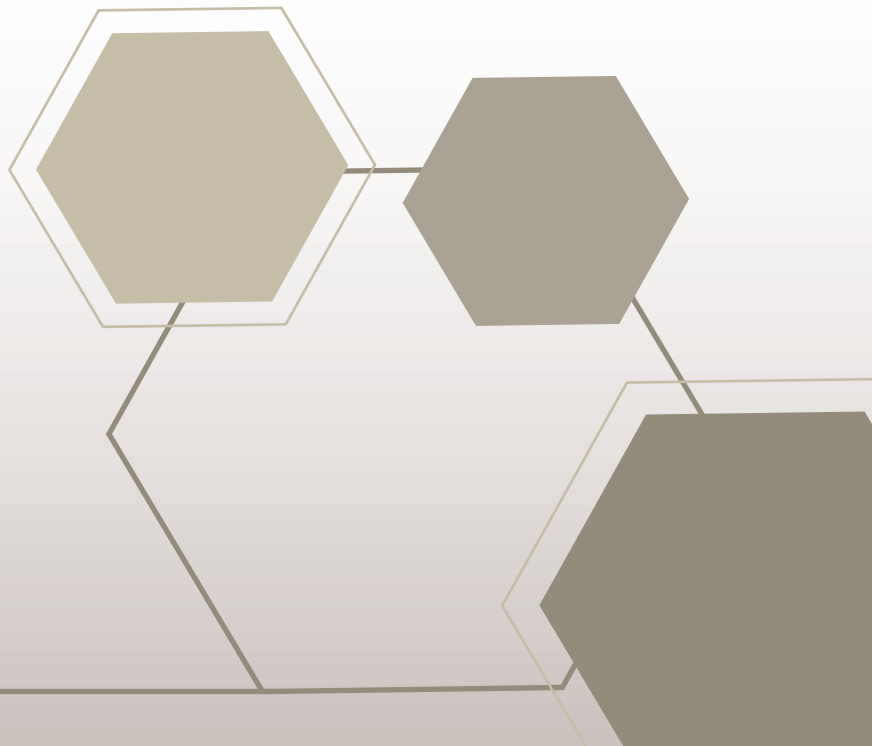
Le Comité Economique et Financier est un des principaux comités permanents de la Shura dans sa neuvième législature.






Virgin
OMAN

Les médias omanais – quand clarté rime avec intégrité



Les médias omanais – quand clarté rime avec intégrité

Les médias omanais ont toujours considéré avoir pour mission principale l'éducation du public, avec une tendance à faire sentir la valeur supérieure du développement. Ils ont entrepris cette mission avec passion et compétence, et se sont gagnés une réputation de clarté envers leur public. Ils sont fiers de l'impact qu'un média efficace peut avoir sur la société.

Le succès de cette attitude des médias omanais a été validé à mainte et mainte reprise au cours des décennies de la Renaissance moderne. Le défunt Sultan Qabous reconnaissait régulièrement leur habileté à obtenir l'adhésion du public aux nombreux et ambitieux projets du Sultanat. Lors du deuxième anniversaire de son accession, le National Day du 18 novembre 1972, il parla des médias comme du « miroir qui reflète les événements qui donnent au pays sa forme,» un miroir qu'il décrivait « pur, transparent, honnête envers lui-même et envers les autres.»

Sa Majesté a aussi félicité les médias pour leur reportage sur les positions adoptées par le pays sur divers problèmes régionaux et internationaux. S'adressant à la nation au 20ème National Day le 18 novembre 1990, il se félicita de la manière dont les médias omanais "appliquent les normes d'honnêteté et d'impartialité dans leurs rapports, qui refusent de céder au sensationnalisme ou aux tendances alarmistes."

"À mesure que l'impact des médias sur la vie contemporaine des peuples et des sociétés se fait plus pressant, il est essentiel de faire en sorte que les médias omanais demeurent capables de remplir leur noble mission de sensibiliser les citoyens sur le rôle fondamental qui est le leur dans le développement de leur pays, tout en tissant des liens avec la communauté internationale comme citoyens du monde."

Des événements exceptionnels

Depuis les premiers jours de l'année 2020 le Sultanat a dû faire face à des événements exceptionnels, sans équivalent dans son histoire récente. L'année a commencé avec la nation en deuil de son leader disparu, fondateur de la moderne Renaissance, le Sultan Qabous bin Said bin Taimur. Sa Majesté le défunt Sultan laissa le pays dont il avait hérité dans un état fort différent, un legs d'un demi-siècle de réalisations extraordinaires en faveur du loyal peuple d'Oman.

S'en est suivi une transmission du pouvoir dans la dignité, dans les mains sûres de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik Al Said bin Taimur, ce qui a renforcé la crédibilité de l'attitude consensuelle qui est la marque de la société omanaise. La transition s'est effectuée au moyen d'une session conjointe du Conseil d'Oman et du Conseil de Défense, en application des dispositions de l'article 7 de la Loi fondamentale de l'Etat. Sa Majesté le Sultan Haitham, après avoir solennellement prêté serment, prononça sa première allocution, commençant par un hommage à son prédécesseur qui reflétait le chagrin de la nation. Il déclara clairement sa volonté de poursuivre dans la voie tracée par le Sultan Qabous, et promit de continuer à construire sur les acquis obtenus sous sa direction, tant en interne qu'en politique étrangère.

Comme tous les pays du monde le Sultanat a dû lutter contre la pandémie de Covid-19 et ses répercussions d'une ampleur sans précédent, qui ont impacté la santé, l'économie et la société dans son ensemble, combinée avec le vif et soudain repli des prix du pétrole qui a sapé à la fois le calendrier et l'échelle des plans de développement du pays.

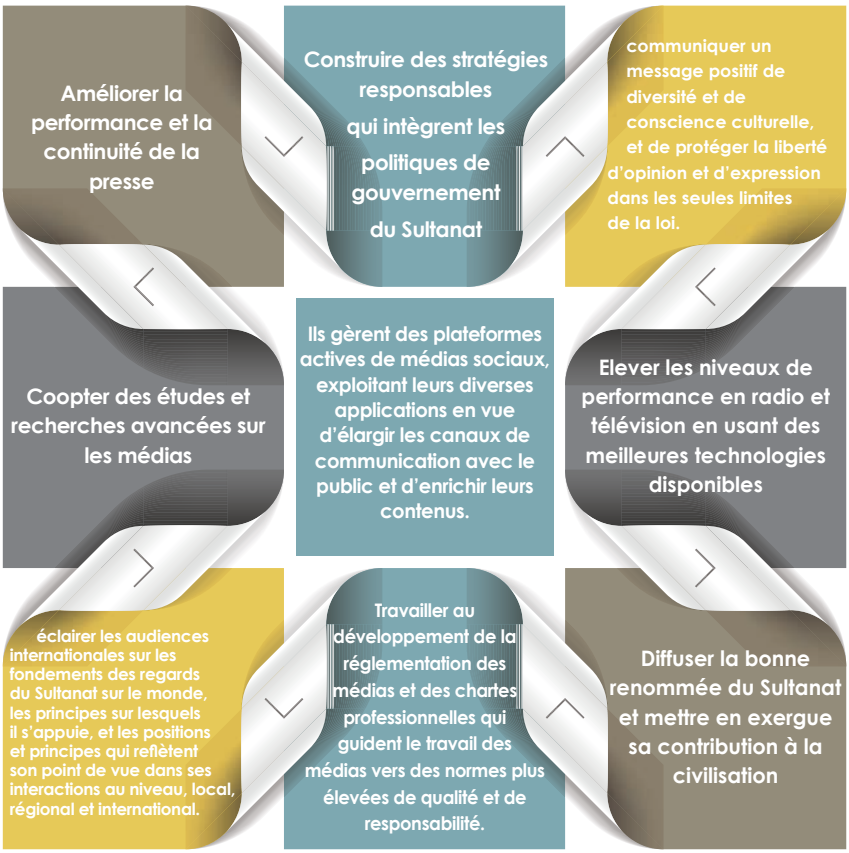
Du point de vue des médias, la pandémie était un défi pour leur capacité à convaincre le public du sérieux de la maladie et à encourager les gens à respecter les mesures de protection et à résister aux fausses rumeurs. Les médias omanais ont su faire face au danger, et

l'on peut dire qu'ils ont contribué dans une large mesure à réduire l'impact de la maladie en poussant les gens à se plier aux mesures de précaution recommandées par les agences gouvernementales concernées.

Réforme et renouveau des médias

Pendant cinquante ans les médias omanais ont entretenu une relation étroite avec la Renaissance moderne omanaise qu'avait fondé le défunt Sultan Qabous. Ils ont impacté les perceptions culturelles, encouragé les ponts de communications et, d'une manière générale, projeté un équilibre dans l'histoire du reportage.

Au moment où un message médiatique harmonisé est plus que jamais nécessaire, et où la Renaissance moderne aborde un nouveau chapitre de son évolution, Sa Majesté le Sultan Haitham juge bon d'alléger l'approche des médias, à l'instar d'autres secteurs de l'économie. C'est dans cet esprit qu'un décret royal No 95/2020 du 18 août 2020 est venu déclarer la dissolution d'un certain nombre d'institutions médiatiques, notamment la Public Authority for Radio and Television, l'Oman Foundation for Press, Publication and Advertising, le Media Training Centre, et la Direction Générale des Communications au Secrétariat Général du Conseil des Ministres, tous appelés à fusionner au sein de la structure organisationnelle du ministère de l'Information.



Une politique médiatique de clarté

Le ministère de l'Information fait sienne la politique étatique de communication claire, considérant comme de sa responsabilité d'améliorer constamment la qualité de son message au public, pour la diffusion duquel il utilise ces outils que sont technologie, créativité et technique. Il est diligent dans sa recherche d'une meilleure information et, à cette fin, se livre à des recherches, à des sondages et à des études ciblées. L'environnement de communication auquel il s'attache est guidé par les principes d'objectivité, de crédibilité et de responsabilité qui sont à la base de la politique générale de communication d'Oman, qu'elle s'adresse au public local ou à la communauté internationale dans ses relations avec l'extérieur.

Le ministère de l'Information, au travers des politiques adoptées dans la perspective de l'avènement de l'âge numérique, a, parmi ses objectifs, celui d'établir une présence forte du Sultanat dans les divers médias électroniques. Cette présence peut servir à faire prendre conscience de l'identité très spéciale d'Oman et de ses réalisations récentes, ou à promouvoir certains secteurs spécifiques de son économie ou de sa culture, en veillant toujours à maintenir ou à améliorer la qualité des contenus omanais. Le ministère s'efforce d'être une source d'information digne de confiance en disséminant des contenus fiables sur le pays et en s'en rapportant au public pour fournir l'information requise et/ou corriger des erreurs sur le Sultanat. Il contrôle et analyse toutes les informations relatives au Sultanat sur divers sites et plateformes, et effectue régulièrement des sondages d'opinion sur ces sujets.

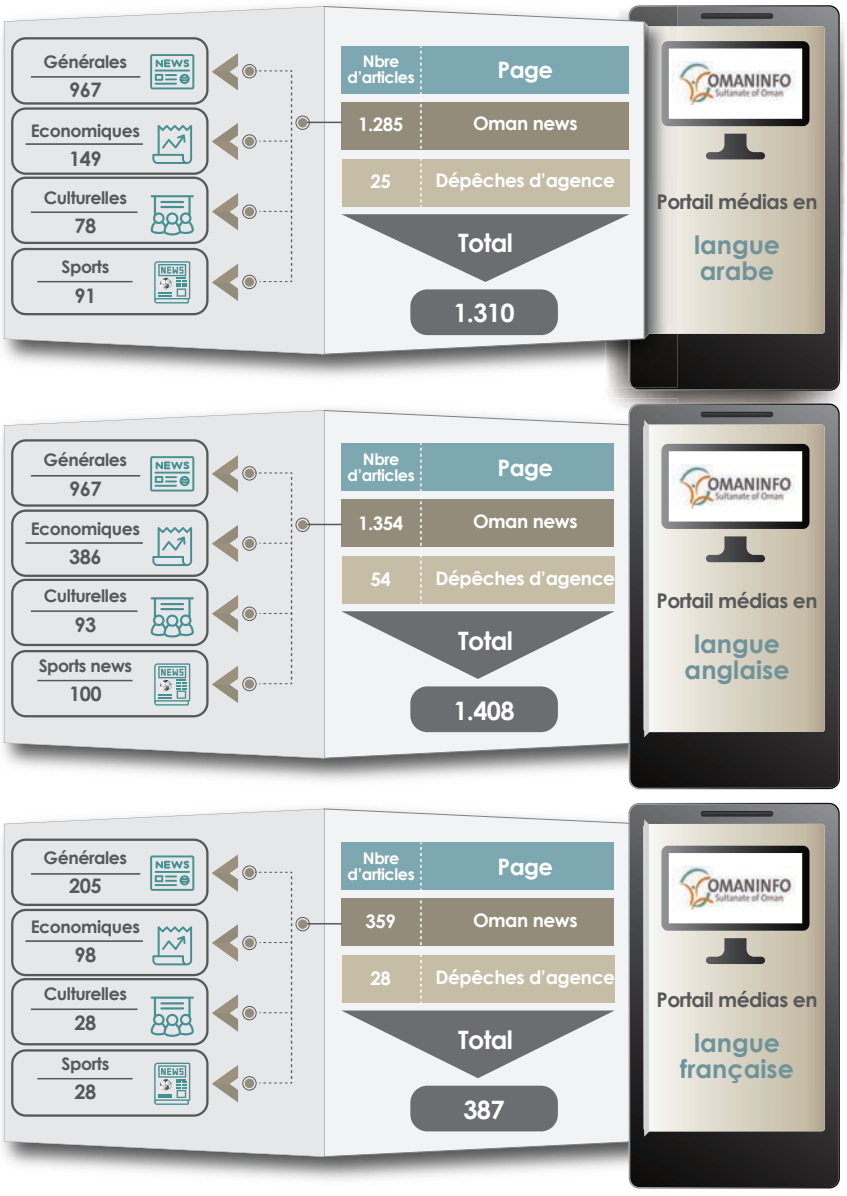
Dans la poursuite de son objectif à long terme de fournir un service multimédia numérique efficace, le ministère a lancé le 22 avril 2018 la plateforme de services électroniques Injaz [«réalisation» en arabe], un portail électronique donnant accès à plus de 170 services associés aux activités des médias et à l'enregistrement de publications et d'œuvres artistiques. Cette plate-forme est intégrée aux services électroniques de la Royal Oman Police et du ministère du Commerce et de l'Industrie, et comprend un accès à la fonctionnalité d'enregistrement en ligne fournie par l'Autorité des Technologies de l'Information, ainsi qu'à la passerelle de paiement électronique.

Conscient de la préférence des utilisateurs des médias sociaux pour les formats visuels et autres formats numériques, le ministère a mis au point un contenu électronique qui est ensuite diffusé à travers ses comptes, publiant des clips vidéo, des images et des flux de nouvelles pour les abonnés du Sultanat et de l'étranger. La plateforme électronique du ministère, Sultanate of Oman Media Portal, lancée le 12 décembre 2019, a une présence de plus en plus importante parmi les médias numériques et offre des contenus divers et intégrés sur le Sultanat dans tous ses aspects et en trois langues : arabe, anglais et français. Ce Portail est une encyclopédie virtuelle d'information accessible au public dans plusieurs formats interactifs.

La survenue du coronavirus Covid-19 début 2020 a coïncidé avec un grand bond dans l'efficacité et l'usage des médias numériques dans le monde, et dans le Sultanat, où ils ont permis au grand public de se tenir informé des développements relatifs à la pandémie. La couverture médiatique intense qui a accompagné la pandémie incluait 2.574 articles, sous forme de nouvelles d'actualité, de publications de sensibilisation, de clips vidéo et de bulletins en langage des signes. En outre, 3.105 bulletins d'informations sur le Sultanat ont été publiés, en arabe, anglais et français.

Couverture médiatique

pour les mois de janvier à juin 2020



Afin de renforcer les relations entre les diverses institutions gouvernementales et de contrôler l'exactitude des informations concernant le Sultanat, le ministère de l'Information a publié à ce jour, par l'intermédiaire du Centre for Community Information, des douzaines de reportages faisant état d'événements locaux et internationaux sur divers thèmes d'intérêt pour le Sultanat.

Participation du ministère à des foires internationales du Livre en 2020

Un fort engagement à promouvoir l'image du Sultanat

Soucieux de la réputation que s'est faite le Sultanat dans la région et dans le monde par ses succès, et désireux de faire connaître à l'audience la plus large la belle réussite du Sultanat dans sa forte et diverse contribution culturelle au monde, ainsi que ses attractions environnementales et touristiques aux investisseurs aussi bien qu'aux visiteurs, le ministère de l'Information prend part aux plus importantes foires internationales du Livre dans le monde arabe et à l'étranger.

Les répercussions de la pandémie de coronavirus, notamment par la suspension du trafic aérien, ont eu pour première conséquence l'annulation des activités culturelles et médiatiques. La participation du Sultanat aux expositions et manifestations internationales est tombée à quatre pour les trois premiers mois de 2020, soit deux arabes et deux internationales.

21/01/2020 05/02/2020

Foire internationale du Livre du Caire

6-17/2/2020

Foire internationale du Livre de Casablanca

21-24/2/2020

Foire internationale du Livre de Vilnius
(Invité Spécial)

28/2/2020 08/3/2020

Foire internationale du Livre de Brunei Darussalam



Le Sultanat, représenté par le ministère de l'Information, était invité d'honneur à la Foire Internationale du Livre de Vilnius, Lithuanie.

Le ministère de l'Information organise la Foire internationale du livre de Mascate conjointement avec un groupe de maisons d'édition basées à l'intérieur et à l'extérieur du Sultanat, et avec la participation de diverses agences gouvernementales et de librairies de tout le pays.

Au total, 946 éditeurs de 32 pays ont participé à la 25ème Foire, qui s'est déroulée du 22 février au 2 mars 2019. Au cours de ces journées ont été organisées 86 manifestations. Le thème central du programme de cette année était la figure du défunt Sultan Qabous bin Said.



Le défunt Sultan Qabous a fait l'objet d'une exposition dans le cadre du programme culturel accompagnant la Foire Internationale du Livre de Mascate 2020.

La cérémonie d'ouverture a été l'occasion de lancer l'encyclopédie Histoire d'Oman à travers le Temps, résultat d'un vaste projet de recherche patronné par le défunt Sultan Qabous, et qui examine l'histoire d'Oman depuis les temps les plus anciens jusqu'à aujourd'hui. Cet ouvrage est destiné à devenir une des principales références pour les universitaires et tous ceux qui s'intéressent à l'histoire d'Oman. La province invitée d'honneur en 2020 était le gouvernorat du Musandam.

Le ministère, représenté par la Direction générale de l'information extérieure, s'efforce de présenter le Sultanat sous un jour positif, qui illustre son engagement en faveur de la paix sur le plan intérieur et en l'éventualité de désaccord international. Il utilise toutes les branches des médias pour faire valoir cette ligne de conduite - presse, agence de presse, radio, télévision - ainsi que, bien sûr, la diplomatie via les représentants des médias omanais à l'étranger. Il invite fréquemment les professionnels des médias étrangers à venir constater les progrès accomplis.

Dans ce contexte, en date de juin 2020, 10.076 articles d'actualité et commentaires concernant le Sultanat avaient été publiés par la presse étrangère, en forme imprimée ou en ligne.

Afin de compléter ses propres efforts et rehausser le profil du Sultanat à l'étranger, des journalistes et des professionnels des médias arabes et étrangers sont régulièrement invités à assister à des séances d'information sur l'état de développement du Sultanat, ainsi que sur l'évolution de la situation dans les domaines politique, économique et culturel. Des invitations sont également lancées pour la participation à de grands événements nationaux, et à d'autres parrainés par des organismes gouvernementaux. Au cours des mois précédant juin 2020, 53 journalistes du monde arabe et au-delà avaient visité le Sultanat.

Le ministère de l'Information est pleinement conscient de l'influence des médias étrangers et de leur potentiel pour présenter le Sultanat à un public international sous un jour favorable. Les médias écrits et audiovisuels étrangers constituent un support publicitaire précieux pour la diffusion des vues d'Oman et des systèmes de croyances sous-jacents, clarifiant ainsi de manière optimale la politique et les positions officielles de Mascate. Le ministère a cherché à développer et à élargir les canaux par lesquels les médias omanais fonctionnent à l'extérieur; à cette fin, il a des attachés de presse dans trois pays, respectivement la République arabe d'Égypte (Le Caire), le Royaume-Uni (Londres) et les États-Unis d'Amérique (Washington).



Statistiques de la 25ème Foire Internationale du Livre de Mascate

visiteurs	706.000
titres	550.000
séances de dédicace	297
événements culturels	117
maisons d'édition participantes	946
activités pour les enfants	137
pays participants	32

Nombre de maisons d'édition ayant participé à la Foire Internationale du Livre de Mascate 2020

Egypte 164	Oman 122	Liban 80	Syrie 75	EAU 51
Koweït 45	Jordanie 45	Arabie Séoudite 24	UK 7	Qatar 6
Iran 6	Irak 5	Soudan 5	Algérie 5	Tunisie 5
Turquie 5	Maroc 4	Palestine 4	Chine 4	Libye 2
Bahreïn 2	Japon 1	Inde 1		
Suède 1	Canada 2	Sri Lanka 1	Bulgarie 1	Brunei 1
Pakistan 1	Italie 1	USA 1		

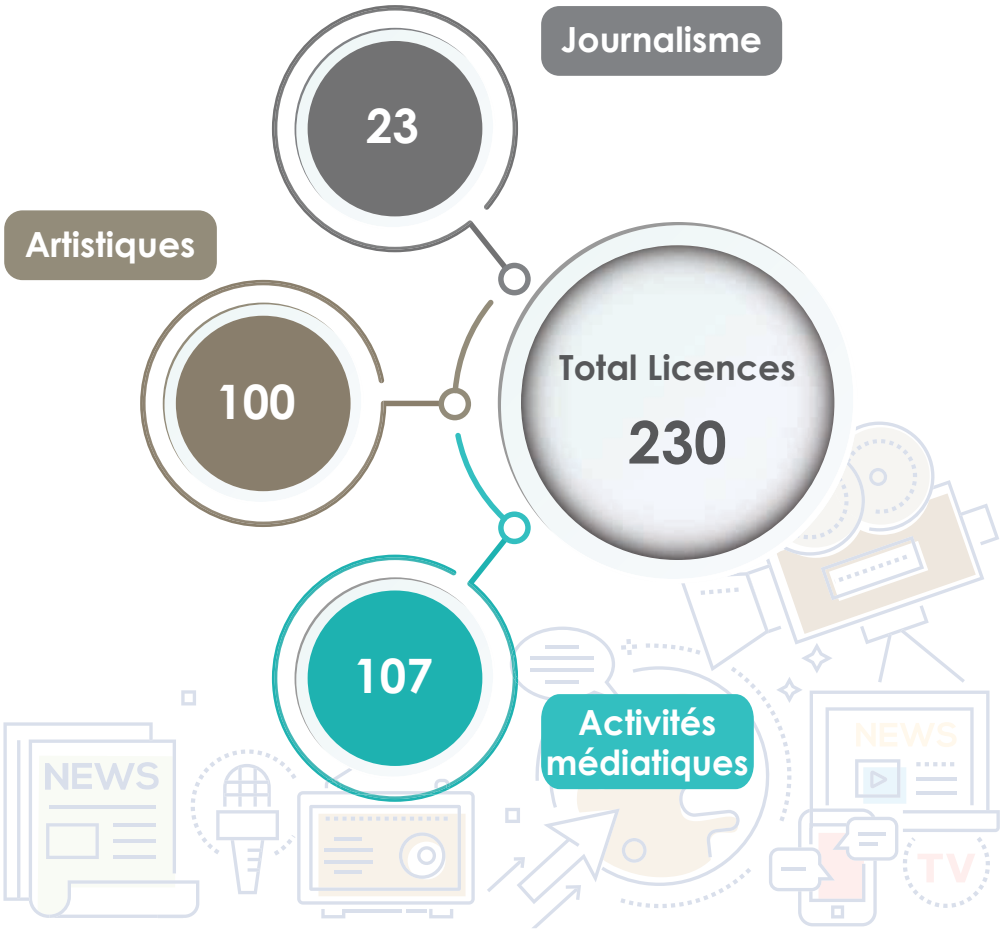


Total 946

Licences médiatiques

Le Ministère de l'information, par l'intermédiaire de son département des publications, est chargé d'autoriser toutes les publications éditées et distribuées dans le Sultanat, y compris les publications périodiques et non périodiques telles que les journaux, magazines, livres, brochures publicitaires, etc. Malgré l'impact majeur qu'a eu l'épidémie de coronavirus sur la presse et les médias, à la date de juin 2020, 1427 publications imprimées ont été autorisées, dont 993 livres et 434 articles de publicité.

Le Département d'enregistrement des médias, chargé de délivrer les licences de travail aux institutions de presse et de veiller à ce que leurs travaux soient conformes à la loi sur la presse et les publications, à la loi sur les œuvres artistiques et à la loi sur les établissements de radio et de télévision privés, a délivré environ 230 licences, dont 100 dans le domaine artistique, 107 pour des activités de médias, et 23 pour du journalisme de presse, de radio ou de télévision.



Concours Media Proficiency Competition

Ce concours d'expertise des médias a été relancé pour encourager l'innovation et célébrer le talent qui imprègne les médias omanais, tout en encourageant un esprit de concurrence entre les professionnels des médias travaillant dans ce domaine.

La 8ème Media Proficiency Competition a choisi pour thème en 2019 le champ des médias électroniques, et était ouverte aux institutions du gouvernement omanais, aux entités médiatiques privées et institutions de l'enseignement supérieur spécialisant dans les médias, ainsi qu'à tous amateurs indépendants travaillant exclusivement sur des contenus audiovisuels numérisés.

Les lauréats ont été proclamés à la fermeture du 4ème Forum familial Médiatique « Nos médias : un engagement renouvelé » le 25 décembre 2019.

Les participants étaient jugés sur leur performance dans les catégories suivantes:



Oman News Agency

Depuis sa fondation par décret royal No 39/86 du 29 mai 1986, l'ONA, source officielle d'informations du Sultanat, a été l'instrument de mise en œuvre des politiques omanaises des médias, largement dérivées des vues de Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said, et de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik aujourd'hui, et définies dans le mandat qui lui a été assigné lors de sa création.

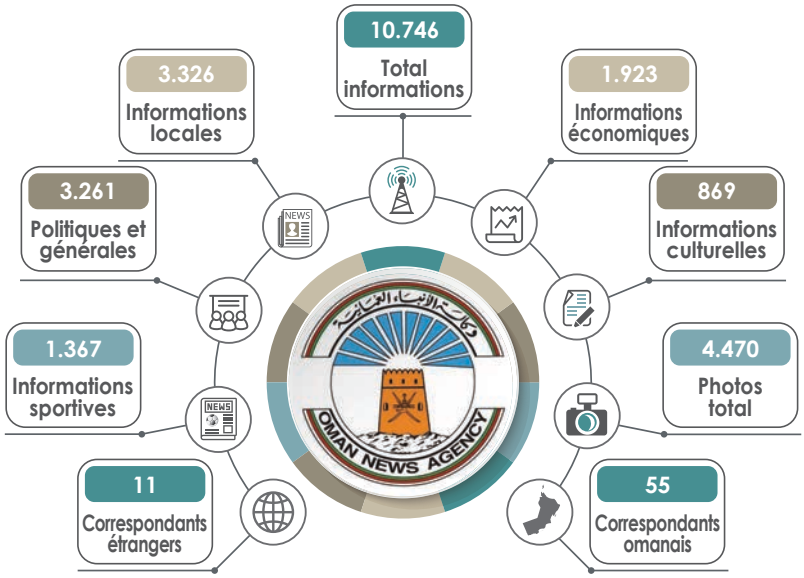
L'Agence mène ses activités sur les plans local, régional et international, et évalue en continu sa propre performance à l'aune d'une norme en croissance. Elle a fait beaucoup pour éclairer le public par ses explications sur les événements locaux et extérieurs, s'enorgueillissant de ne publier que des informations précises et vérifiées par son réseau de sources locales et internationales.

Dans le cadre de ses responsabilités, l'agence couvre les actualités et les manifestations locales, politiques et économiques, de même que les actualités générales. Elle fait connaître les positions du Sultanat sur les sujets de quelque importance, et distribue bulletins, portraits, images et tous autres matériels aux chaînes de médias en arabe et en anglais.

Au vu de son aire d'influence croissante, et avec l'accélération continue de la croissance nationale, l'ONA a placé des correspondants partout dans le Sultanat afin de couvrir les événements locaux pour l'Agence. Elle entretient aussi un réseau de correspondants dans les capitales arabes et internationales, lesquels lui font remonter les nouvelles urgentes et la couverture de fond, comme l'a montré son remarquable service sabq, qui a valu à l'agence omanaise les félicitations de ses pairs locaux et étrangers. Elle fait un usage stratégique des sites de réseaux sociaux pour communiquer ses nouvelles et ses images à ses abonnés.

Total des informations et images diffusées par l'ONA et nombre de correspondants

(1er Janvier- 16 Septembre 2020)



La presse omanaise

La presse omanaise est formée et équipée pour répondre aux évolutions rapides des médias et des télécommunications au niveau international. Elle est également consciente de sa mission de satisfaire la demande d'informations fiables et pertinentes de la part du public omanais, et d'être un forum de libre discussion sur les sujets intéressant les citoyens.

Un trait saillant de la presse en Oman est qu'elle est entièrement détenue par le secteur privé à l'exception de l'Oman Establishment for Press, Publication and Advertising. Le travail des organes de presse du Sultanat est régulé, comme le sont les procédures d'édition d'un journal, de création d'une maison d'édition, d'imprimerie ou de publicité, par la Loi sur la Presse et les Publications dont les derniers amendements datent du décret royal No 87/2004. Tous les journaux, magazines et médias ne peuvent être détenus que par des Omanais.

Le Sultanat publie tout une flotte de journaux, magazines et bulletins, quotidiens, hebdomadaires, mensuels, bimensuels, trimestriels, semestriels et annuels, en plus de magazines libres, tous répondant à la demande toujours plus sophistiquée d'une société en évolution rapide et aux sujets d'intérêt en évolution tout aussi rapide. Les ministères et les agences publient aussi leurs magazines et publications en rapport avec leurs activités et leurs sujets d'intérêt propres.

Les quotidiens omanais en langue arabe sont Oman, Al Watan, Al Shabiba et Al Ruwaya. Ceux en langue anglaise sont Oman Daily Observer, Times of Oman et Muscat Daily. En outre, plusieurs hebdomadaires au format tabloïd où dominent les thèmes de divertissement, sportifs ou publicitaires sont distribués gratuitement avec leur journal-parent ou individuellement.



La Direction Générale de la Presse, de l'Edition et de la Publicité

La Direction Générale de la Presse, de l'Edition et de la Publicité est affiliée au ministère de l'Information et succède à l'ancienne Oman Foundation for Press, Publication and Advertising, dissoute et fusionnée au sein du ministère par décret royal No 95/2020 du 18 août. Cette Direction supervise les plus importants journaux et magazines conçus en Oman, et se distingue par le professionnalisme de son personnel, ses publications, et sa faculté d'adaptation immédiate aux avancées rapides que connaît le journalisme sous tous ses aspects.

Les publications de la Direction, quotidiens, magazines mensuels et trimestriels sont remarquablement robustes, avec des chiffres de lectorat très stables malgré la dure concurrence des médias électroniques, des canaux satellites et des émetteurs de radio aux programmes ininterrompus.

Elle a affronté de plein fouet les difficultés du métier, encadrant sa politique des dures réalités du secteur, s'efforçant de rationaliser les méthodes de production et les dépenses générales.

La Direction publie principalement le journal de langue arabe Oman et le quotidien en anglais Oman Observer, ainsi que le trimestriel culturel Nizwa, très respecté des milieux culturels. Elle entretient une unité active de recherche qui publie des études d'importance pour le secteur et offre des services d'impression et de publicité.



Les établissements locaux de presse se servent des dernières technologies d'impression.

(Presses du ministère de l'Information)

La communication gouvernementale

En 2017 a été créé, au sein de la Direction générale des Communications du Secrétariat Général du Conseil des Ministres, un Centre de Communications des Services du Gouvernement. Puis un décret royal No 95/2020 du 18 août 2020 est venu dissoudre ce Centre et transférer la Direction Générale des Communications au ministère de l'Information. Les nouveaux termes de référence du ministère de l'Information énoncés par le décret sont les suivants, pour ce qui concerne les communications du gouvernement : élaborer des plans de remaniement des communications du gouvernement ; sensibiliser la communauté aux projets, aux décisions et aux politiques du gouvernement ; fournir le support médiatique voulu par les agences gouvernementales pour expliquer leurs activités au public ; contrôler et analyser la production des médias et des services de communication.

La Direction Générale des Communications s'est penchée sur les ressources des plateformes de médias sociaux comme moyen de communication avec le public à Oman et à l'étranger. L'une des possibilités consisterait à enrichir le contenu des médias sociaux qui concerne directement le Sultanat, pour le partager ensuite avec divers segments de la société. Il espère sensibiliser les gens aux services, programmes et activités sur lesquels travaille le gouvernement. Plus généralement il envisage de faire circuler davantage de matériel sur les initiatives, privées ou institutionnelles, d'importance nationale, et de promouvoir le Sultanat et ses réalisations, soulignant aussi les scores élevés dans les classements et rapports mondiaux.

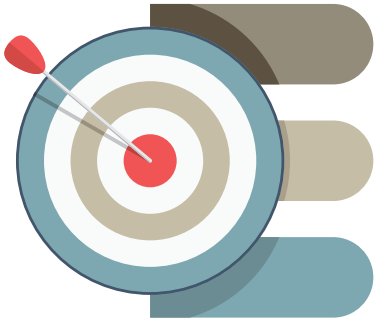
Cliché sommaire du plan de communication du gouvernement

Ce projet vise à trouver le mécanisme optimal pour une communication sans heurt entre le gouvernement, les institutions médiatiques et la société dans son ensemble. Le but à atteindre est une continuité sans faille du processus qui rapproche ces parties, sans laisser place à aucun malentendu, contradiction ou argumentation adverse qui pourrait permettre à des tiers mal intentionnés de répandre de fausses informations ou mettre en danger l'intérêt national.

La première exigence consiste en un diagnostic de l'état de l'espace médiatique en termes de qualité, quantité et influence afin d'examiner l'information communiquée et de limiter le volume d'activité; et de savoir quels mécanismes permettent la meilleure communication d'un message au public.

Une partie du travail de base a été réalisée au cours de la période 2019-2020, quand des priorités médiatiques essentielles ont été observées dans les flux de certains départements du gouvernement qui présentaient à la fois une bonne consistance de leur message et une portée suffisante.

Objectifs



- Structurer un flux d'information gouvernementale soigneusement géré et harmonisé en ce qui concerne les activités médiatiques de toutes les institutions officielles.
- Assurer un niveau suffisant de consistance dans les contenus qui servent les priorités du gouvernement.
- Augmenter la sensibilisation du public aux propositions et aspirations du gouvernement de manière à engendrer une meilleure interaction entre les institutions et le public.

Aspects essentiels du plan de communication du gouvernement:

Responsabilisation et Gestion des Ressources

Augmenter l'efficacité dans les unités des agences gouvernementales responsables de la communication, au moyen d'ajustements administratifs, techniques et financiers.

Intégration

Etablir une complémentarité entre les diverses branches du système gouvernemental de communication, avec des rôles clairement répartis sur la base des termes de référence spécifiques de chaque partie.

Message médiatique

Envoi de messages-clés reflétant les priorités du gouvernement et compatibles avec les aspirations du public, initialement dans la période 2019-2020.

Gouvernement et société

Etablir une culture de participation communautaire qui sera gérée au travers des canaux spécifiques utilisés par les institutions gouvernementales dans leur interaction avec le public.

Radio et Télévision ... acheminer le message de la Moderne Renaissance

Le réseau d'émetteurs audiovisuels du Sultanat est en pleine croissance. Les canaux de radio et de télévision se régénèrent régulièrement pour affronter de nouveaux défis. Les médias audiovisuels ont bénéficié de généreux investissements depuis 1970, et ils ont investi leurs propres ressources pour devenir les éloquents communicants du message de développement du défunt Sultan Qabous. Leur succès apparaît à l'aune de l'efficacité avec laquelle ils peuvent convaincre le public des incalculables avantages du développement dans les sphères sociale, économique, politique, culturelle et même du divertissement. Aujourd'hui Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik a pris la relève, et il n'a jamais été aussi important de réaffirmer les valeurs du riche patrimoine d'Oman, de regarder en arrière le chemin parcouru au cours du demi-siècle dernier et de célébrer les contributions populaires qui ont rendu ces réalisations possibles. Radio et télévision, avec leurs vastes publics, peuvent beaucoup pour stimuler l'enthousiasme qui fera que ce travail continue. Les Omanais dérivent leur patriotisme et leur énergie de leur profonde tendance à la coexistence pacifique dans toutes ses manifestations, et sont fiers à juste titre de ce que ces valeurs leur ont apporté dans leur vie privée comme dans le respect que leur pays s'est acquis dans le monde.

Dans la réforme et la restructuration de l'appareil administratif de l'Etat qui a eu lieu en 2020 et concernait aussi le secteur des médias, la Public Authority for Radio and Television a été supprimée et incorporée au ministère de l'Information. Le décret royal No 95/2020 du 18 août représente un pas de plus vers la vision Oman 2040, qui sera inaugurée formellement en 2021 et tourne autour du triple axe 'Peuple et Société,' 'Economie et Développement,' et 'Gouvernance et Performance institutionnelle.'

Tout en explorant les meilleurs formats pour faire connaître les grands et petits succès du développement, ils invitent activement les auditeurs et spectateurs à participer à leur action, par des talk-shows, des panels de discussion, des dialogues enregistrés et en ligne. Les jeunes surtout se prêtent bien à ces interactions qui sont favorisées par des stratégies de programmation volontairement axées sur des activités qui les intéressent plus spécialement, pour célébrer publiquement leurs succès académiques, sportifs ou autres. La jeunesse d'Oman a bénéficié directement et généreusement des politiques qui les ont fait bénéficier de soins de santé, d'un enseignement et d'opportunités de grande classe, et il est indispensable qu'ils puissent se voir embrasser les responsabilités de guider Oman vers un avenir toujours plus riche. Le peuple est la plus grande ressource de la nation, et sa génération montante mérite les plus forts investissements.

Le ministère de l'Information atteint son audience nationale au travers des cinq chaînes de radio qu'il contrôle. Ensemble, leur éventail de programmation séduit tous les segments de la société omanaise, avec des contenus allant de l'histoire des premières civilisations aux réalisations de la moderne Renaissance. La tradition de reportage discipliné est profondément inscrite, et sa qualité constamment contrôlée en vue d'améliorations à la radio comme à la télévision.

Quatre chaînes de télévision se disputent l'excellence des contenus télévisuels, des nouvelles du jour à la culture et au sport et au divertissement. La télévision se prête bien à une présentation à fort impact des événements, comme les projets économiques géants qui ont transformé le paysage du Sultanat et engendré des changements non moins fondamentaux dans la société omanaise. L'éducation, la santé et la prospérité sont désormais à la portée de tous les Omanais. En même temps, en partie à cause de ces succès chez lui, le Sultanat a revêtu un rôle plus grand et plus influent dans la région et au-delà en tant que pourvoyeur de valeurs de non-agression, d'entente, d'amitié et

d'humanisme. Ces valeurs se reflètent dans la qualité et la nature de la programmation des médias, et sont profondément respectées par les audiences locales et étrangères. La constante que se partagent tous les émetteurs est l'engagement à un reportage crédible et responsable des divers contenus, livré par des professionnels et motivé par le seul objectif de communiquer au public une information exacte.

Les chaînes omanaises de radio et de télévision ont reçu en 2019 un certain nombre de récompenses régionales et internationales. Les 4èmes Prix arabes d'Excellence des Médias se sont déroulés sous les auspices de la 50ème session du Conseil des ministres arabes de l'Information qui s'est tenue au Caire le 17 juillet 2019. Le thème de concours cette année était «Jérusalem vue par les médias» et l'émission de radio Arous Arubitna (« épouse de notre arabité ») a remporté le prix de la meilleure émission pour un reportage radiophonique sur la ville de Jérusalem.

Emissions en direct de la Radio et Télévision du Sultanat d'Oman, en ligne et hertziennes
(de Décembre 2019 à fin Juin 2020)



	téléspectateurs	auditeurs	
Public Channel	401.105	17.448	Public Radio
Sports Channel	242.281	20.299	Youth Radio
Cultural Channel	192.177	15.702	Qur'an Radio
Oman Direct	314.450	1.682	Foreign radio

Audience totale Radio et TV
1.205.144 personnes

Le secteur Audio

Le secteur audio a la responsabilité de gérer le message acheminé aux auditeurs en Oman et à l'extérieur par ses cinq chaînes radio et de maintenir le niveau général de qualité des contenus et de la présentation. Aujourd'hui Radio Oman est reçu dans diverses parties du monde grâce d'une part à la révolution numérique, et d'autre part à l'amélioration continue et à la diversification des contenus. Pour encourager un esprit de collaboration, le secteur radio se rapproche d'autres émetteurs régionaux, participant à des festivals et forums dans le Golfe et les pays arabes, et réservant des créneaux pour des échanges de programmes sur leurs fréquences respectives. Il organise pour ses cadres des stages de perfectionnement auprès de prestigieuses stations dans le monde, telles que la BBC, le groupe France 24 et d'autres, afin de bénéficier de leur expérience et d'élever leur niveau de professionnalisme. Après près de cinquante ans de croissance soutenue du secteur radio, combinée à une adhérence absolue aux principes de qualité et de crédibilité, la radio est aujourd'hui s'est acquis un haut niveau de confiance auprès du public omanais, et elle est en passe de réaliser une forte croissance d'audience par la diversité de ses contenus qui séduisent tous les goûts et tous les âges.

Statistiques Radio (SoundCloud)



	Auditeurs	Downloads depuis le début	Downloads/ streams 6 mois 2020
Oman_Radio	1.400	306K	112K
Shabab radio oman	480	158K	43K
shabab radio quran	859	27,5K	10K
oman_english_FM	182	28K	10,8K

Public Radio

Des professionnels omanais hautement qualifiés livrent le message des médias sur les chaînes de radio nationales.

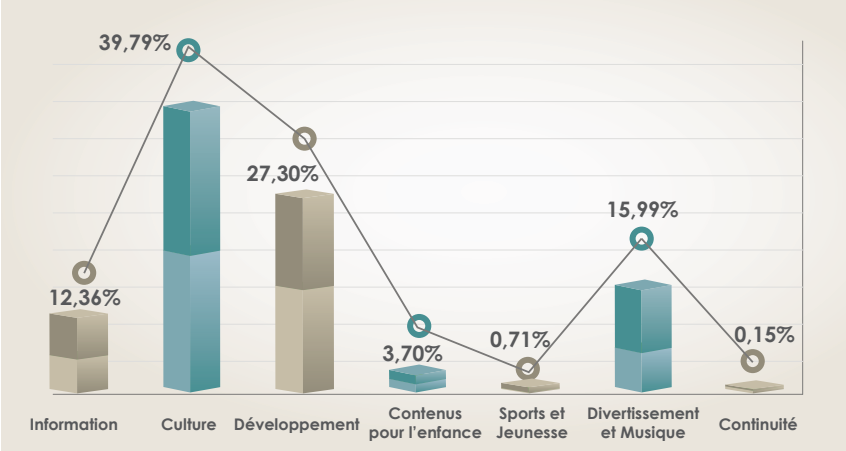


Première station du Sultanat, Public Radio a commencé d'émettre le 30 juillet 1970 pour informer sur les tout premiers pas de la Renaissance moderne. Elle conçoit sa mission comme double: d'une part contribuer à inculquer les valeurs d'une bonne citoyenneté, d'autre part élever le niveau de l'information du public.

Public Radio articule sa mission de service public avec une programmation qui tourne autour des questions sociales, culturelles, intellectuelles, économiques et religieuses d'intérêt général. Elle favorise le dialogue sur ces sujets et renforce l'émergence d'un esprit d'auto-motivation et d'engagement envers les horizons du développement national.

L'esprit de Public Radio s'inspire des principes de l'Islam modéré et des coutumes et traditions arabes authentiques qui ont modelé le caractère d'ouverture et de tolérance de la personnalité omanaise.

Public Radio heures d'émission en 2019



Youth Radio



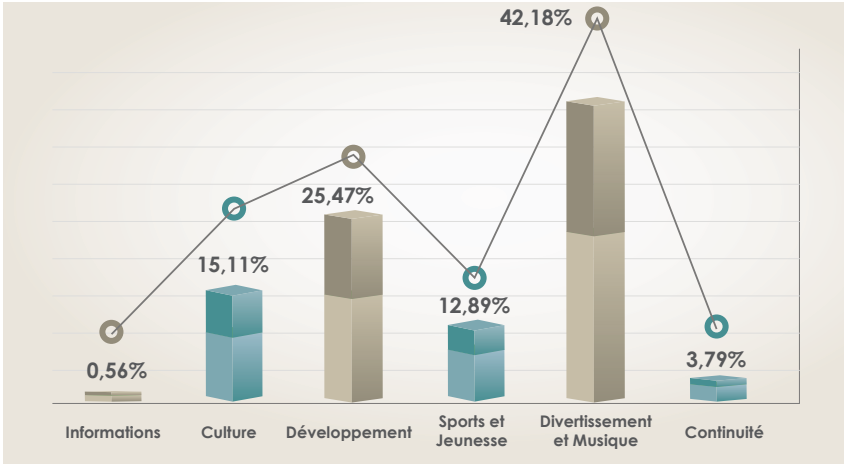
Les diverses chaînes de radio nationales expriment entre elles l'esprit et le caractère particulier de la société omanaise, et mettent en exergue les succès de la Renaissance moderne du Sultanat.

Youth Radio a commencé ses émissions le 23 juillet 200, Jour de la Renaissance, sous le titre "Programme pour la Jeunesse" et orientée spécifiquement vers les jeunes auditeurs. Elle prend très au sérieux sa mission, émettant un mélange savant de matériel enrichissant bien que présenté de manière attractive par des présentateurs dynamiques.

Les programmes pour la jeunesse sont conçus et produits par des jeunes Omanais professionnels des médias et favorisent les échanges avec l'auditoire lors d'interviews de studio en direct et d'échanges sur les réseaux sociaux.

Youth Radio émet en continu depuis le 1er janvier 2014 vers tous les gouvernorats.

Youth Radio heures d'émission en 2019



Radio Coranique

La Radio du Saint Coran est vouée au Coran et à son enseignement, et ses émissions comprennent des récitations du Livre Saint dans les divers styles et des programmes d'intérêt particulier pour les musulmans et les étudiants en religion. Elle cultive modération et tolérance, et ses contenus promeuvent ces valeurs islamiques. Comme ce sont aussi celles du caractère omanais, ce sont des valeurs qui trouvent un puissant écho chez les Omanais dans leur interprétation de l'Islam au cours de l'Histoire. Cette interprétation respecte la liberté de croyances et rejette toutes formes d'extrémisme pour retenir l'entente entre les sectes islamiques et l'harmonie, la fraternité et la compassion entre les gens.

Holy Qur'an Radio a démarré le 28 juillet 2006, émettant sept heures par jour, pour plus tard émettre en continu à partir du 1er janvier 2014.

Classical Music Radio

Radio Musique Classique a rejoint les ondes le 22 juillet 2010 et émet pour les amateurs de musique classique. Elle présente un programme éclectique de musique extrait de la production des plus grands génies mondiaux de la musique classique passée et présente. Les présentations sont précédées et suivies de brefs commentaires en arabe et en anglais, et la station a une forte audience arabe et non-arabe, ce qui fait écho à la philosophie de la chaîne que la musique est un langage universel qui transcende les frontières géographiques et linguistiques. Classical Radio se passionne pour sa mission de répandre la culture musicale et de la rendre accessible à tous, d'éduquer la sensibilité des auditeurs, et plus généralement d'inspirer les audiences avec quelques-unes des plus belles œuvres des compositeurs locaux, arabes et internationaux.



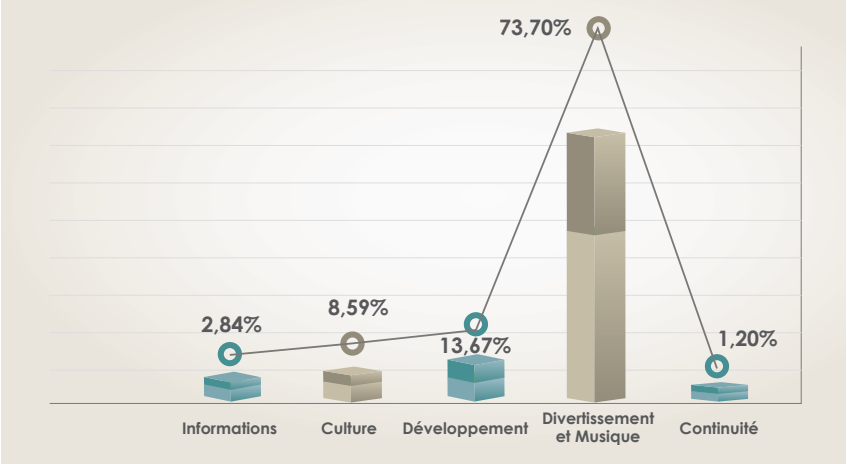
English Radio

English Radio a été ouverte le 15 décembre 1975. Elle s'adresse aux communautés non arabophones vivant ou visitant le Sultanat, et nourrit le dialogue entre elles et leur communauté hôte. English Radio émet en continu depuis le 1er janvier 2015.



Le service radio en anglais offre un moyen de connexion entre Omanais et communautés non-arabes anglophones résidant ou en visite dans le Sultanat.

English Radio heures d'émission en 2019

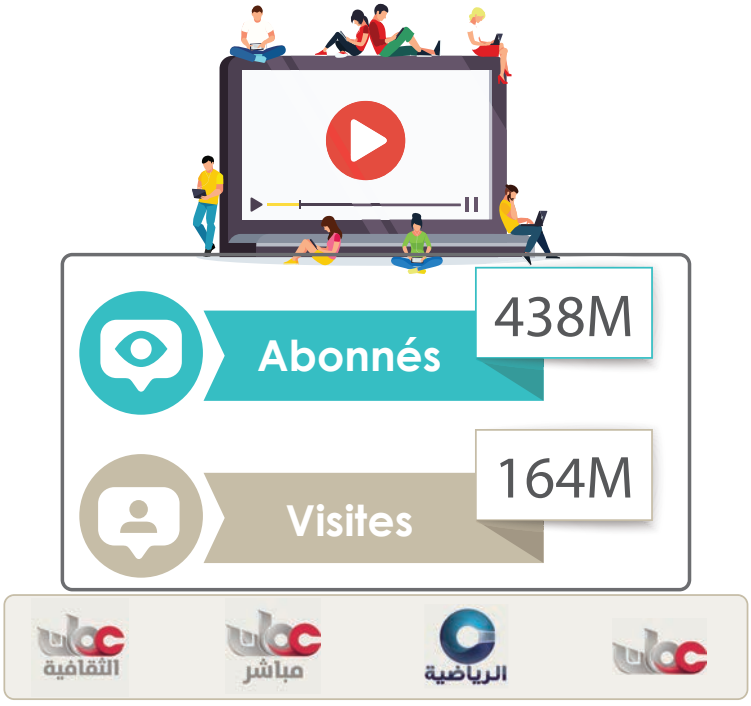


Le secteur télévisuel

Le secteur télévisuel doit couvrir tous les événements, locaux ou étrangers, de toutes catégories, du sport aux variétés, 24 heures sur 24 et selon des normes de production comparables à celles de la concurrence la plus agressive dans ce domaine. Tous les événements survenant dans le Sultanat au niveau local ou national, de nature religieuse, sociale, culturelle, économique ou sportive sont couverts par l'émetteur national, de même que beaucoup d'événements notables à l'étranger. De plus, des programmes de magazine ou documentaires explorent un large éventail de sujets concernant culture, sciences, jeunesse, sports, société, économie, tourisme, santé, famille ou enfants, en format sérieux ou de variété selon le sujet.

Sultanate of Oman TV regroupe le Public Channel, Oman Direct (Oman Mubasher), et le Canal Sports. Le 1er janvier 2016, la chaîne culturelle omanaise a été ajoutée aux chaînes Public et Sports, apportant une importante dimension visuelle à la diffusion du patrimoine et de l'identité culturelle si riche et diverse qui est celle d'Oman.

Nombre de visites et d'abonnés à YouTube- contenus issus des canaux Oman TV



Abonnés et visites depuis la création jusqu'à fin Juin 2020



	Visites	Abonnés
Oman Radio & TV	832K	1.770
OmanTVGeneral	85M	235K
OmanSportsTV	6M	26K
OmanTVNews	63M	131K
OmanMubasher	6M	32K
OmanTVCultural	2M	11K

Le Public Channel

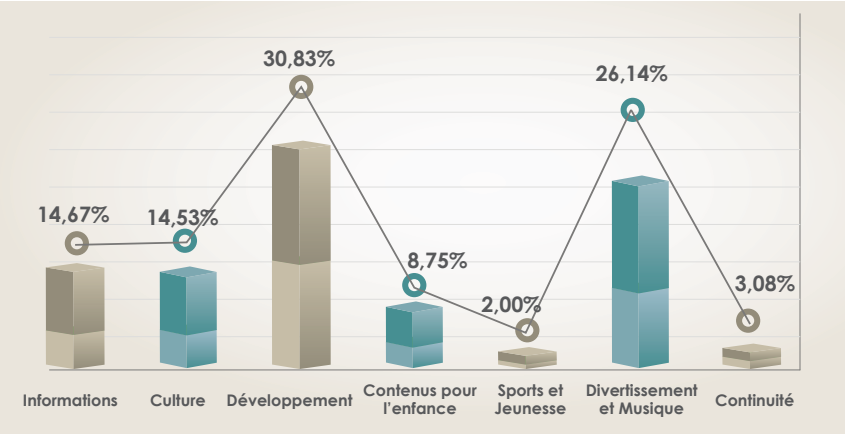
Les médias télévisuels, représentés par Oman TV, ont suivi le rythme du développement rapide des médias sociaux dans le monde et usent des technologies modernes de programmation et d'émission.



En tant qu'émetteur national, Oman TV est le témoin télévisuel de la société omanaise, offrant à ses spectateurs une fenêtre sur tous les aspects de vie en Oman au 21ème siècle: ce que font aujourd'hui les Omanais, et l'histoire qui les amenés à ce point. Sa mission éthique est de consolider les valeurs sociales de la citoyenneté: modération, tolérance et dialogue, avec pour objectif final de parvenir à un niveau supérieur de compréhension et de paix entre les peuples et nations. Elle engage de jeunes techniciens, scribes et présentateurs omanais de talent avec les compétences dans le champ télévisuel pour créer le produit de haute qualité que les téléspectateurs voient sur leur écran.

Les programmateurs du General Channel sont animés par le but d'attirer le public vers un plus grand engagement avec les contenus présentés, et ils y parviennent en se centrant sur les sujets d'intérêt social et humanitaire tout en maintenant le flux de nouvelles quotidiennes du monde entier, les annonces officielles et la couverture des événements locaux en Oman. Le Channel entretient un programme régulier de programmes pour enfants, de documentaires sur la nature en Oman et des contenus très divers originaires d'Oman, du Golfe, du monde arabe et du monde entier.

Temps d'émission du Public Channel en 2019



Le Canal Sports



The Sports Channel propose une large couverture des événements sportifs locaux et internationaux dans des formats variés, avec une couverture quotidienne, hebdomadaire et saisonnière et des commentaires, ainsi que des revues quotidiennes.



Les événements sportifs locaux et internationaux sont couverts 24 heures sur 24 par la chaîne Oman Sports.

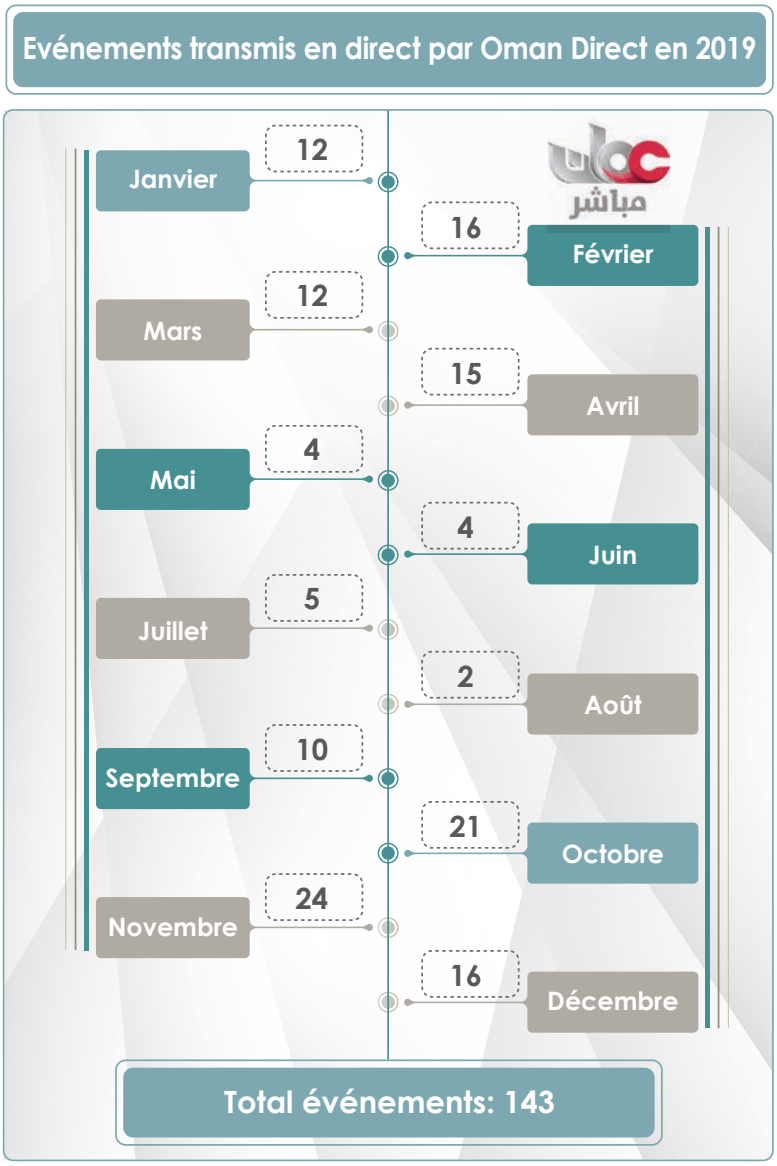
Le Canal Culturel

Les tâches du Canal Culturel



La chaîne Oman Direct

Oman Mubasher ['Oman Direct' en arabe] est la troisième fenêtre médiatique d'Oman, lancée début janvier 2014 pour couvrir les événements politiques, sociaux et culturels, conférences, festivals, séminaires, réunions poétiques et littéraires, cérémonies de remise de diplômes et parades militaires. En 2019, Oman Direct a couvert 143 manifestations, tout en gérant sa propre production exclusive, telle que l'émission Daras 'alla al hawaa (Leçons d'Identité) , l'émission sur le Comex Technology Show et la couverture des manifestations des Festivals de Mascate et de Salalah Tourism Festival et divers festivals de musique.



Le secteur privé et la radio et télévision

L'état de développement des médias omanais reflète fidèlement l'état de développement de la société omanaise. Pour rester en tête de la course aux médias, la Loi sur les Institutions privées de Radio et de Télévision a été promulguée en 2004, et prévoit des possibilités pour le secteur privé omanais d'aborder le métier, permettant aux institutions de détenir et de gérer des chaînes de radio et de télévision. Les principaux bénéficiaires de cet élargissement sont les auditeurs et téléspectateurs du Sultanat.

Il en est résulté plusieurs nouveaux canaux de radio offrant des programmes en FM et exploités par des privés omanais. Ce sont:

Hala FM Radio

Langue arabe

Entertainment Media Network:

Hi FM Radio

Langue anglaise

Muttrah Media Services Company

Muscat FM Radio

Langue arabe

Al Wasal Radio



Langue arabe

SABCO Media Corporation

Merge FM Radio



Langue anglaise



Virgin Radio Oman

Langue anglaise

T.FM Radio



Langue anglaise

Muscat Space Media Company

Al-Shabiba FM Radio



Langue arabe

Entertainment Media Network

Hala FM Radio - Langue arabe

Démarrée en 2007

Reçue dans tous les gouvernorats



Total émissions pour l'année 2020



Classées culturelles	Divertissement	Importées	Productions locales	en direct	Enregistrées
15	44	20	39	23	36

Radio Hi FM – langue anglaise

Démarrée en 2007

Reçue dans tous les gouvernorats



Total émissions pour l'année 2020



- Importées: 8
- Productions locales: 15
- classées culturelles: 3
- Divertissement général: 20
- en direct: 10
- enregistrées: 13

SABCO Media Corporation

Al Wasal Radio – arabe






Total émissions pour l'année 2020
31
émissions
importées
Production locale
9
22
classées culturelles
Diver-tissement général
22
9
direct
enregis-trées
14
17

Merge FM - langue anglaise

démarrée en 2011

reçue dans tous les gouvernorats



Total émissions pour l'année 2020



Tous ces matériels de production locale

Importations

0

classé culturel	Diver-tissement général	en direct	enregis-trées
5	17	9	13

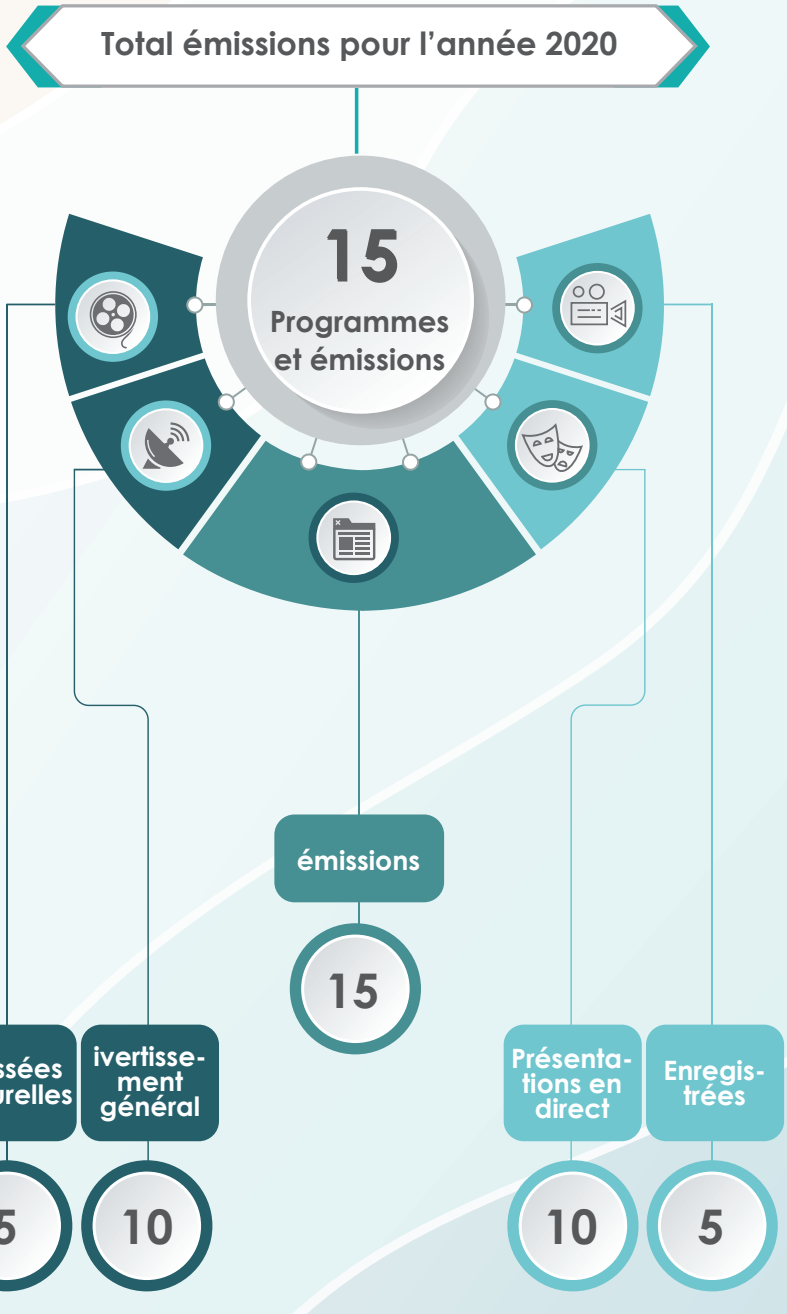
Virgin Radio Oman - langue anglaise

Virgin RADIO OMAN

Commencé d'émettre en 2011

Reçue dans tous les gouvernorats




Total émissions pour l'année 2020
15
Programmes et émissions
émissions
15
classées culturelles
5
ivertisse-ment général
10
Présenta-tions en direct
10
Enregis-trées
5

Muttrah Media Services Company

Muscat FM Radio – langue arabe

Commencé d'émettre en 2016

Reçue dans tous les gouvernorats




Total émissions pour l'année 2020
26
Programmes et émissions
Importées
Produc-tion locale
6
20
classées culturelles
Diver-tissement général
13
13
Présenta-tions en direct
Enregis-trées
11
15

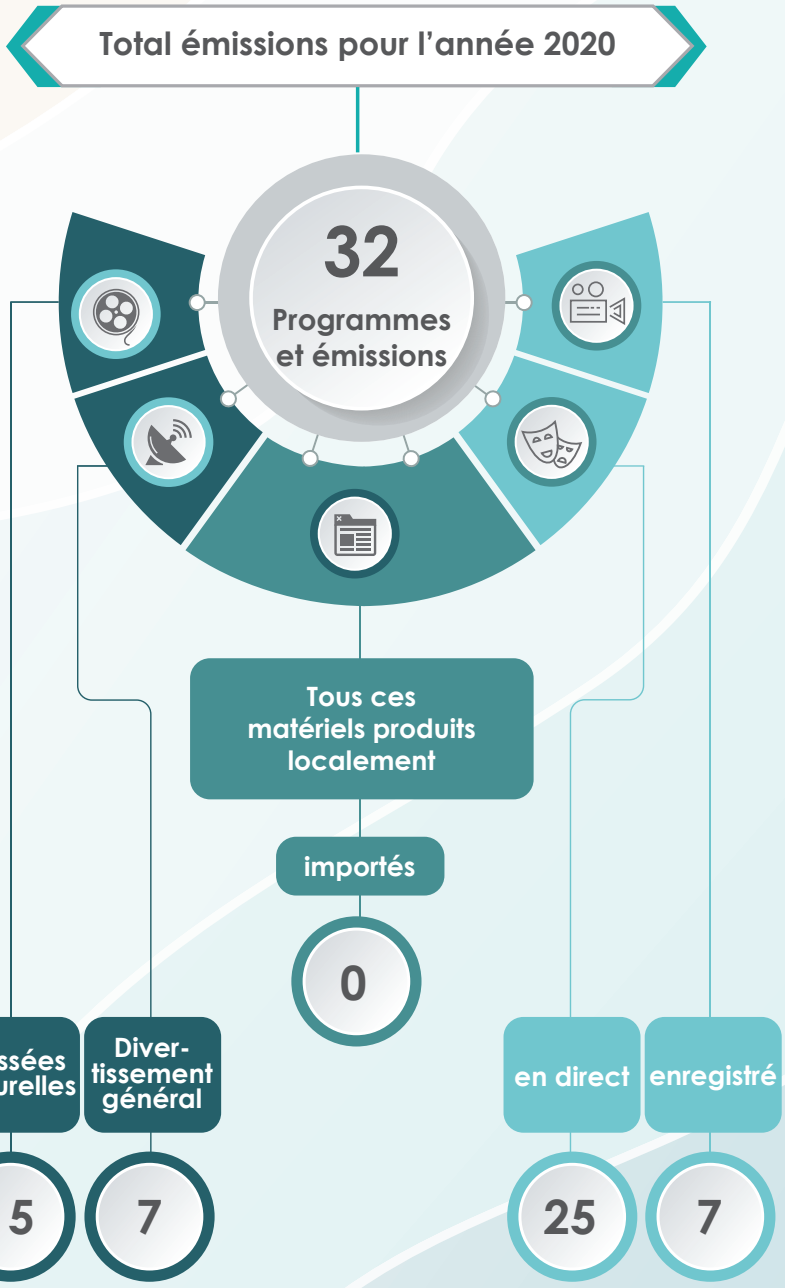
Muscat Space Media Company

Al-Shabiba FM - langue arabe

commencé d'émettre en 2019

Reçue dans tous les gouvernorats




Total émissions pour l'année 2020
32
Programmes et émissions
Tous ces matériels produits localement
importés
0
classées culturelles
15
Diver-tissement général
7
en direct
25
enregistré
7

Radio T.FM - langue anglaise

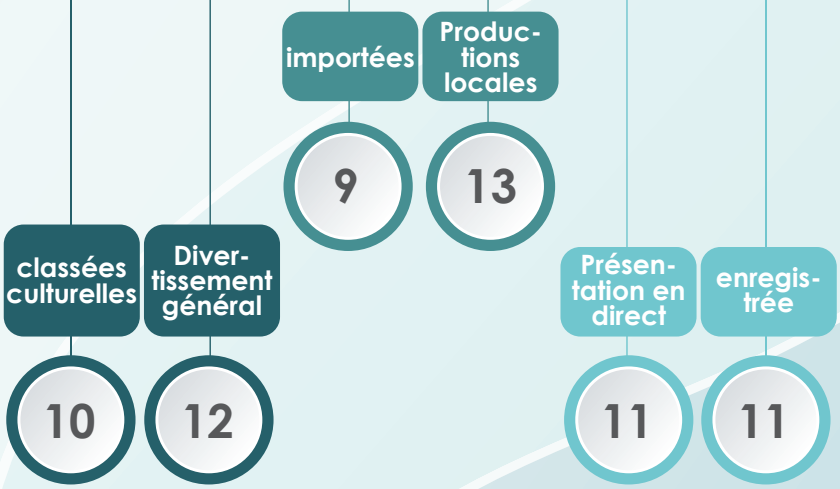
commencé d'émettre en 2018

Reçue dans tous les gouvernorats



Total émissions pour l'année 2020





Des permis de retransmission ont été délivrés pour un certain nombre de stations de radio internationales, notamment la BBC et Radio Monte-Carlo.







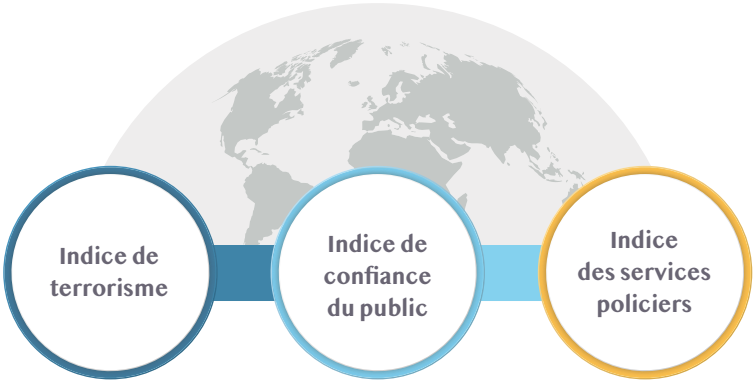
Les Forces de Sécurité – Protéger la Renaissance d'Oman et Sauvegarder ses Réalisations

Les Forces de Sécurité – Protéger la Renaissance d'Oman et Sauvegarder ses Réalisations

Au moment de célébrer le cinquantième anniversaire de sa Renaissance moderne, le Sultanat peut jeter un regard fier sur son succès à atteindre la prospérité pour le peuple d'Oman dans un monde où il est universellement respecté et admiré. Alors que Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur avait posé les fondations de cette Renaissance, elle a été renouvelée par Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tariq qui a déclaré s 'engager à faire en sorte qu' « Oman assume les aspirations et les espoirs de ses citoyens dans tous les domaines ».

A tous les stades du développement du pays les Forces Armées du Sultan (SAF) et la Police Royale (ROP) ont eu un rôle actif dans la défense du terrain et le maintien de la sécurité et de la tranquillité d'esprit chez tous les citoyens et résidents, ce qui se reflète dans le fait que le coefficient international de sécurité d'Oman demeure régulièrement élevé. Outre le fait d'être en tête de l'Indice Mondial d'Exemption du Terrorisme et de l'indice de Confiance du Public dans les Services de Police, Oman, par la grâce de Dieu Tout-Puissant et la sagesse de sa

Oman est classé premier selon nombre d'indicateurs de compétitivité internationale



gouvernance, jouit du plus haut niveau de sûreté dans la société, et de bas taux de criminalité et de menace terroriste.

Équipées d›armements des plus modernes et formées au combat offensif ou défensif high-tech dans une grande variété de conditions environnementales et climatiques, elles sont constamment à leur plus haut point de préparation. Leurs chefs obtiennent leurs qualifications scientifiques et techniques avancées des nombreux instituts et académies militaires du Sultanat, tandis que leurs personnels et leurs familles bénéficient de tous les services de santé, d›éducation, services sociaux et autres.

Équipées d›armements des plus modernes et formées au combat offensif ou défensif high-tech dans une grande variété de conditions environnementales et climatiques, elles sont constamment à leur plus haut point de préparation. Leurs chefs obtiennent leurs qualifications scientifiques et techniques avancées des nombreux instituts et académies militaires du Sultanat, tandis que leurs personnels et leurs familles bénéficient de tous les services de santé, d›éducation, services sociaux et autres.

Les Forces Armées Du Sultan-Un bastion pour la préservation de la Renaissancte, de ses progrès et réalisations

Grâce à une formation poussée, à leur équipement et à leur ferme volonté de défendre la nation et tout ce qui lui est cher, les Forces Armées du Sultan (SAF) sont un symbole puissant de la renaissance du Sultanat et de ses acquis.

Les fondements de cette Renaissance furent posés par Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said, et son cours actuel est désormais tracé par Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tariq, Commandant Suprême. Au cours d'une allocution le 23 février 2020 Sa Majesté a réaffirmé son engagement envers les corps militaires et de sécurité

"de faire en sorte que ces secteurs demeurent le bastion qui protège de long en large chaque pouce de ce cher pays."

Les mots de Sa Majesté soulignent le rôle vital que jouent les SAF en tant que bras armé de la nation, pleinement pourvues et bien entraînées, capables de défendre tout ce à quoi tient Oman et idéalement qualifiées pour assumer leur rôle de pierre angulaire des efforts de développement du pays.

L'élément humain est la principale composante des programmes de développement des SAF et reconnu comme tel par Sa Majesté, Commandant Suprême. L'accent est mis, à cet égard, sur un entraînement aux plus hauts niveaux de compétence et sur la création de forces équipées d'une gamme complète de systèmes d'armes modernes, et dont les membres sont qualifiés pour mettre en œuvre les dernières avancées scientifiques et technologiques militaires dans tous les domaines.

Le Sultanat vise à faire en sorte que ses forces armées disposent de toutes les ressources matérielles et morales dont elles ont besoin pour mener à bien leur devoir national sacré, qu'il s'agisse de matériels de pointe comme tanks, blindés de transport de troupes, missiles et systèmes d'artillerie, véhicules blindés, avions de chasse et hélicoptères de transport. Dans le domaine naval elles possèdent une flotte de navires de débarquement, de corvettes et de vedettes rapides ultra-modernes, en raison de leur rôle critique. Les corps de soutien des forces armées sont régulièrement mis à jour, leurs personnels maintenus au maximum de leurs capacités par un entraînement régulier dans le maniement des armes et des arts de la défense, ainsi que dans les équipements techniques les plus sophistiqués dont ils disposent, et qu'ils savent utiliser avec confiance et professionnalisme.

La Royal Army of Oman

Après de longues années de modernisation tout au long de la Renaissance, la Royal Army of Oman (RAO) est devenue une puissante force militaire, source d'orgueil pour Oman. Ses brigades, ses formations d'infanterie et ses services logistiques ont été pourvus d'armements de haute technicité. Parallèlement, des programmes spéciaux de formation augmentent la capacité de combat des personnels militaires et les familiarise avec les derniers systèmes utilisables à la guerre.

Les unités de l'armée sont constamment inspectées afin de vérifier leur aptitude au combat, et toujours prêtes, équipées et en mesure de remplir leur devoir national. Leur équipement comprend des transports de troupes blindés, de l'artillerie et des systèmes modernes de défense anti-aérienne, des véhicules blindés, des véhicules de transport, des systèmes de signalisation et des ateliers de maintenance. Ensemble les unités de la RAO forment une force hautement intégrée et performante, bien entraînée aux méthodes de la guerre moderne, disciplinée et éprouvée, et disposant de systèmes opérationnels, administratifs et techniques efficaces, armée de la puissance de feu technique et des spécialistes requis pour faire face à toute éventualité.

Les forces firqat ont elles aussi subi de grandes améliorations dans leur organisation, leur formation, leurs installations, leurs services et leurs systèmes de télécommunications.

Leur arsenal est constamment mis à jour et remplacé à mesure que l'industrie des armes avance vers de nouvelles frontières dans la défense, et les matériels de remplacement sont sélectionnés et adaptés aux besoins opérationnels du système pleinement intégré qui a la préférence de la stratégie militaire d'Oman. Les unités de combat sont rationalisées pour une meilleure efficacité dans leur déploiement, et de nouvelles unités spécialisées d'élite créées et professionnellement entraînées.

La Royal Army of Oman peut s'enorgueillir de ses réalisations sous la Renaissance moderne d'Oman.



La Royal Air Force d'Oman

Outre son personnel hautement entraîné, la Royal Air Force d'Oman (RAFO) est une aviation moderne pourvue de chasseurs, d'hélicoptères, d'avions de transport logistique de dernier cri, ainsi que de systèmes de défense aérienne comprenant des radars, des batteries de défense contre avions, des avions d'entraînement et des simulateurs de vol.

La RAFO a conclu divers accords orientés vers l'avenir et tendant à faire face aux défis et à faire progresser le niveau actuel de capacité technique. Elle gère des bases aériennes pourvues des systèmes de dernière génération, capables de fonctionner en toutes circonstances et situations.

Les systèmes d'armes et les équipements, moyens de transport et personnels sont constamment mis à niveau afin d'assurer les plus hauts niveaux d'efficacité et de préparation dans leur mission de protéger le ciel d'Oman et d'aider les autres armes des SAF.



La Royal Air Force of Oman...des personnels entraînés et équipés pour protéger les acquis de la Renaissance d'Oman.

La Royal Navy of Oman

La Royal Navy of Oman possède une flotte de navires modernes de haute mer pour l'aider à remplir ses missions.



En raison de la situation stratégique d'Oman et du fait qu'il contrôle le Golfe arabo-persique, la mer d'Oman et l'océan Indien, la Royal Navy of Oman (RNO) joue, avec sa présence permanente dans les eaux territoriales, un rôle critique dans la sauvegarde de la sécurité stratégique du pays et de ses intérêts économiques.

La flotte de la RNO se prévaut de nombreux armements et équipements sophistiqués, en plus de ses vedettes rapides lance-missiles et de ses navires de soutien, d'entraînement, de transport et d'études hydrographiques. La flottille soutient les patrouilleurs dans leur mission de sécurisation des côtes et des eaux territoriales d'Oman .

Elle contrôle aussi le libre passage des navires et des pétroliers par le très stratégique détroit d'Ormuz, protège le transport des unités des SAF le long des côtes omanaises, les zones de pêche, et mène des opérations de transport par mer et amphibie. Ses personnels très qualifiés sont pleinement à même de faire face à toute éventualité dans le cours de leur devoir national.

La RNO organise le Sultan Qaboos Award for Sailing, remis à l'issue de chaque Conférence annuelle des Grands Voiliers que tient l'association Sail Training International.

La Royal Guard of Oman

Comme les autres armes, la Royal Guard of Oman (RGO), composante importante des Forces armées modernes du Sultanat, a joui d'une priorité absolue de la part de Sa Majesté le Sultan, Commandant suprême des Forces Armées. La RGO présente un haut degré de compétence et de capacité, et possède un éventail complet d'infanterie et d'unités de support dotées de systèmes et d'équipements de pointe, ainsi que d'unités éducatives, techniques et administratives.

Elle attache un grand prix aux programmes de formation, conçus pour maintenir le personnel au fait de la manœuvre des équipements de pointe dont elle est dotée.

Le Royal Guard Technical College forme, tant pour la RGO que pour d'autres corps étatiques, des personnels à haute qualification technologique, tandis que le Royal Oman Symphony Orchestra réunit la fleur des jeunes talents musicaux d'Oman.

Les musiques militaires de la RGO se produisent lors de manifestations nationales et internationales, de même que la cavalerie de la RGO fait admirer ses démonstrations d'habileté dans les concours hippiques ainsi que dans les fêtes et cérémonies militaires et nationales.

Les unités du RGO effectuent des exercices de mobilisation tout au long de l'année et participent aux compétitions de tir annuelles. Le RGO participe également à des exercices militaires conjoints avec les autres ailes des forces armées du sultan et son équipe de parachutistes en chute libre participe à divers événements régionaux et internationaux.



Les musiques militaires de la Royal Guard of Oman se produisent dans des événements militaires, nationaux et internationaux.

Formation

De nombreuses institutions ont été mises sur pied pour l'enseignement des officiers et des soldats sur les sites et les bases militaires. Toutes les catégories sont concernées – scientifiques, techniques, et technologiques.

Dès son ouverture en 1970 le National Defence College a représenté la quintessence du concept de Renaissance, avec sa philosophie particulière axée sur le principe de former de jeunes nationaux à jouer leur rôle dans le développement du pays et de son peuple. Avec les années il s'est acquis une haute réputation dans la région et au-delà, et il a ouvert ses portes à un grand nombre de décideurs politiques et économiques de renom, d'officiers supérieurs et de grands universitaires.

Malgré la pandémie du Coronavirus (Covid-19) le College n'a pas cessé de remplir sa mission nationale. En prenant toutes les précautions nécessaires il a pu mener à bien son exercice annuel -"Sun' al Qarar" ("prise de décision") -2020, et son septième cours a été diplômé le 22juillet 2020.

Le Command and Staff College est une institution à la fois militaire et universitaire. Il produit pour les SAF, la RGO et d'autres services de sécurité des officiers formés aux techniques du commandement. Le College reçoit aussi des élèves officiers de pays arabes ou autres étrangers et amis.

Le Collège technique militaire propose des diplômes de différents niveaux jusqu'au premier cycle. Ses étudiants sont diplômés du système éducatif général du Sultanat et une grande partie



Les Forces Armées du Sultan s'entraînent à des opérations de combat défensif et offensif dans des conditions environnementales et climatiques très diverses.

de son personnel académique et de son personnel d'appui est composée d'Omanais. En plus d'enseigner un vaste programme de matières techniques, il prévoit également de créer un centre de recherche scientifique du ministère de la Défense destiné aux secteurs public et privé. Sa huitième promotion d'étudiants de bachelor's degree a été diplômée le 19 décembre 2019 en même temps que sa troisième promotion d'Advanced Diploma.

Les SAF offrent aux jeunes Omanais des emplois dans des domaines spécialisés militaires, techniques et professionnels. Le ministère de la Défense, les SAF et la RGO accueillent toujours de jeunes demandeurs d'emploi omanais, qui rejoignent leurs rangs après la fin de leur formation. Le recrutement est un processus continu dans toutes les unités et formations des SAF et les départements du ministère de la Défense.

L'éducation militaire est la pierre angulaire des SAF et de leurs unités techniques et administratives. L'accent est sur le développement du savoir, des aptitudes et des capacités d'organisation de leurs officiers, sous-officiers et soldats de tous les domaines spécialisés.

Les SAF et la RGO organisent des manœuvres et des opérations conjointes à divers niveaux, Les manœuvres terrestres, aériennes et maritimes qu'elles mènent avec succès sont là pour tester la capacité de leurs personnels à manier des armements de pointe.



Services Sociaux, Médicaux et d'Ingénierie

La division des Services Sociaux, au Quartier Général des SAF, se préoccupe du bien-être social des officiers et soldats des SAF et de leurs familles sous la forme de prêts au logement, de supervision des travaux de construction, ainsi que de services aux vétérans tels que les soins aux handicapés.

Les services médicaux des SAF offrent des services médicaux aux membres des forces armées et à leurs familles. Ils participent également aux opérations d'évacuation, jouent un rôle actif dans les aspects sanitaires du processus de développement, et fournissent des services de médecins volants en cas d'urgence.

Grâce à leurs installations ultra-modernes ils sont pleinement à même pour mener tous diagnostics, opérations et traitements, ainsi que tests et examens de laboratoire.

L'école des services médicaux des SAF leur fournit des personnels médicaux et techniques qualifiés. De nouveaux départements et installations ultra-modernes ont été ajoutés à l'hôpital des Forces Armées à Al Khoudh.

La division des Services du Génie militaire, au ministère de la Défense, joue un rôle irremplaçable de soutien technique et d'ingénierie durant les manœuvres militaires. Elle est aussi en charge d'approvisionnements essentiels comme l'eau et l'électricité, l'assainissement et les

Avec leurs équipements ultra-modernes de diagnostic, de tests, d'analyse et de laboratoire, les Services Médicaux sont à-même de réaliser toutes sortes d'interventions chirurgicales et de traiter un large éventail d'affections.





La division des Services d'Ingénierie du ministère de la Défense fournit l'eau et l'électricité et la maintenance essentielle.

infrastructures des camps et autres installations militaires. Elle dessine les plans et surveille les projets de construction et de maintenance. Elle construit les routes dans le périmètre des camps, et aussi parfois dans les gouvernorats et régions du Sultanat, en tant que contribution du ministère de la Défense au développement du pays.

Responsable des médias militaires, la section du Moral des Armées est chargée de maintenir le moral et de mettre en valeur le rôle des SAF et de ses personnels ainsi que leur haut niveau d'efficacité dans l'exercice de leurs missions nationales. Elle assure aussi la couverture médiatique des événements sociaux, culturels et sportifs ; elle publie des fascicules et autres matériels visant à élever le niveau culturel des officiers et soldats, et produit des émissions de radio et de télévision.

Les Forces armées du Sultan attachent une grande importance au sport afin de garantir à leur personnel un niveau élevé de forme physique et de capacité de combat. Dans ce but il fournit un large éventail d'installations sportives qui sont améliorées en permanence.

Autorités et Services Spécialisés

Le Marine Security Centre est responsable de la protection de l'environnement marin d'Oman et d'empêcher toute menace sur la sécurité maritime.



La National Survey Authority (NSA) est l'organisme central de production de cartes militaires et civiles. Elle mène des opérations de photographie aérienne partout dans le Sultanat, pose les critères des études topographiques, et gère les archives géographiques nationales. Ses presses, ses programmes informatiques sophistiqués et ses équipements photographiques et autres confèrent aux cartes aéronautiques, données géographiques et satellites qu'elle produit les meilleures normes de précision. Toutes ses données géographiques sont d'ailleurs soumises à vérification et à des procédures de contrôle de qualité avant d'être livrées aux usagers ou téléchargées sur la banque de données nationale.

Le Centre de Sécurité Maritime est responsable de la protection de l'environnement marin d'Oman et de la détection de toute menace sur la sécurité des eaux territoriales et de la zone économique du Sultanat. Il reçoit les notifications sur les dangers tels que pollution de l'environnement maritime, opérations de recherche et de sauvetage ou obstructions sur les routes maritimes, et contribue à prévenir la piraterie, l'immigration illégale, la contrebande et autres semblables activités. Il est en contact étroit avec toutes les autorités civiles et militaires concernées.

Le Fonds de Pensions du ministère de la Défense, créé par décret royal du 29 décembre 1993, investit ses actifs pour le bénéfice des vétérans et des familles des personnels omanais décédés. Il pourvoit aussi aux retraites et aux indemnités de fin de service des employés omanais du ministère de la Défense.

Afin de contribuer à l'économie nationale et de créer des emplois pour les nationaux, il crée des entreprises industrielles, de services ou autres.

C'est ainsi que la fabrique de munitions pour armes légères de la wilayat de Samail – la plus moderne installation du genre dans la région – a été montée par les fonds de pensions de l'armée et des corps de sécurité du Sultanat sous la forme de société anonyme fermée. Pourvue des dernières technologies, elle fabrique des munitions légères répondant aux normes internationales les plus exigeantes pour les besoins des Forces armées du Sultan et les services de sécurité. Elle a été officiellement inaugurée le 16 mai 2018.

Le Shabab Oman II



Le Shabab Oman II a contribué à établir des ponts d'amitié entre le Sultanat et d'autres pays du monde.

Le Shabab Oman II poursuit sa mission – précédemment remplie par le RNV Shabab Oman - consistant à jeter des ponts d'amitié entre le Sultanat et les autres pays du monde, et il fait escale dans les ports arabes et amis afin de développer les contacts culturels avec les peuples du monde et leur faire connaître Oman et son peuple.

Le 15 avril 2019, le Shabab Oman II a mis le cap sur l'Europe pour son quatrième voyage international ("Mâts de la gloire et de la paix" - une tournée de six mois)

Sa tournée de 8.000 milles marins l'a conduit jusqu'au port danois d'Aarhus

il a pris part à plusieurs festivals et courses de grands voiliers en Europe

- Il a remporté un certain nombre de récompenses internationales, notamment, aux Pays-Bas, l'International Friendship Trophy à la Liberty Tall Ships Regatta.
- et le prix du plus beau grand voilier dans le port de Scheveningue, près de La Haye.
- Il a aussi remporté la régate des grands voiliers de classe A.
- et est sorti grand vainqueur de la Liberty Tall Ships Race, de La Haye au port danois de Skagen.
- A la fête marquant la fin de la série de courses à Aarhus il lui a été remis l'International Friendship Trophy 2019.

Le Combat contre L'épidémie de Coronavirus (Covid-19)

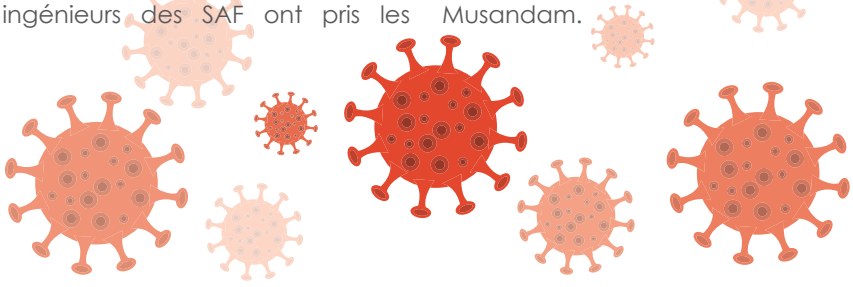
S'acquittant de leur devoir national – et en liaison avec les autres départements du gouvernement et les établissements du secteur privé, et selon les décisions de la Commission Supérieure COVID-19 – les SAF ont mis tous leurs moyens disponibles au service des efforts pour stopper la vague de Coronavirus.

Dès l'annonce des premiers cas les SAF ont pris les mesures préliminaires préventives avec une campagne d'information et des précautions destinées à minimiser l'impact de la maladie. Sur les directives de la Commission, et en fonction de la situation sur le terrain, les SAF et la Royal Oman Police ont installé des points de contrôle des mouvements des citoyens et résidents entre les gouvernorats du Sultanat. Les SAF ont aussi fourni les abris anti-Covid en équipements divers.

La Royal Army of Oman (RAO) a mis en place un certain nombre de plans de précaution et a formé des équipes de terrain dans ses unités et formations pour répondre aux changements rapides de la situation de la pandémie. Les ingénieurs des SAF ont pris les mesures nécessaires pour nettoyer et stériliser les équipements de l'armée, la voierie et les espaces de vie, tandis que les services de médecine militaire se coordonnaient avec le ministère de la Santé pour réagir aux développements et faire en sorte que son hôpital de campagne soit pleinement opérationnel pour prendre en charge les cas de COVID-19 qui pourraient survenir. Le Science Club de la RAO a pu aussi introduire quelques solutions créatives pour aider à combattre la pandémie, comme des masques intelligents, et un système de triple respiration.

La Royal Air Force of Oman (RAFO) a aussi contribué au combat contre le coronavirus en transportant en Chine des équipes du ministère de la Santé pour rapporter du matériel médical spécialisé anti-Covid. Elle a aussi servi les citoyens vivant dans les parties les moins accessibles du Sultanat.

La Royal Navy of Oman (RNO) aide les autres secteurs, mettant à disposition sa flotte pour des transports par mer de produits pétroliers et autres à destination du Musandam.



La sécurité, pierre angulaire du développement et de la prospérité

La Police Royale d'Oman (ROP) continue d'œuvrer dans la voie du développement et de la sécurité au service des citoyens et des résidents sous les auspices de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik, son Commandant Suprême, considérant que la sécurité est la pierre angulaire du développement et un élément essentiel de la protection des acquis du pays. Elle met donc toutes ses ressources, humaines et matérielles, aux ordres de son Commandant Suprême.

Par l'application judicieuse d'une planification stratégique et scientifique, et avec le temps la ROP a réussi à créer une force de police moderne, capable de réagir aux évolutions de la situation sécuritaire dans le monde d'aujourd'hui, et consacrant ses ressources à la prévention du crime et à la protection de la société contre les conséquences d'activités criminelles.

Outre l'installation de nouveaux postes aux frontières et de services dans les wilayats, un certain nombre de nouveaux postes de Police ont été ouverts dans les gouvernorats du Sultanat.

La Special Task Force est au premier plan du maintien de la sécurité, et ses services sont disponibles partout où il est nécessaire dans le pays. Le Commandement Général de la Police attache une grande importance à ce volet de la ROP et son personnel, hautement qualifié, est pourvu des véhicules et installations les plus modernes qui lui permettent d'opérer avec la plus grande efficacité et de se trouver partout où et quand il est nécessaire.

Des services intégrés de grande qualité

La ROP a été en mesure d'instaurer des services intégrés en ligne de grande qualité pour les citoyens et résidents. L'établissement d'une liaison directe entre la banque de données de l'État Civil et les services de l'administration et institutions non-gouvernementales, à l'aide des technologies modernes, a simplifié et accéléré les procédures et permet désormais aux demandeurs d'effectuer leurs formalités au travers du site internet de la ROP et de son application par smartphone.

La ROP continue d'aller de l'avant en fait de services électroniques, et se tient à la pointe de la société numérisée omanaise et du projet d'administration en ligne. Elle a obtenu les meilleurs taux de satisfaction du public et ses services ont été très efficaces dans la simplification et l'accélération des procédures, en particulier dans le recueil, la vérification et l'échange de données. Elle a été notamment félicitée dans un rapport des Nations Unies sur les services en ligne relatifs à la pandémie du Covid 19.

Les services accessibles en ligne sur le site de la ROP sont d'une grande variété, allant du renouvellement d'un permis de conduire à une application pour confirmer et enregistrer des tests de vue. Un service pour imprimer les documents de propriété d'un véhicule a été développé en collaboration avec le secteur privé afin de permettre aux propriétaires de renouveler leur titre rapidement sans devoir faire la queue.

Afin d'améliorer la sécurité de la circulation sur les routes la ROP a introduit un système d'escorte électronique des mouvements de matières dangereuses et de transports lourds. Entre autres avantages ce système simplifie la procédure d'obtention de permis d'escorte pour ce genre de convois.

La ROP a mis en place un système de visa électronique permettant la délivrance de visas et leur paiement via un portail de paiement électronique. Il s'agit d'une étape supplémentaire dans l'augmentation du nombre de touristes en visite dans le pays et est conforme aux conditions fixées par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) pour faciliter les procédures d'entrée des touristes. Ce nouveau système permet également d'accueillir les touristes comme hôtes dans le style traditionnel d'Oman.

La Direction Générale des Douanes de la ROP offre des services de dédouanement en ligne qui profitent grandement à la communauté d'affaires et au commerce entre le Sultanat et le reste du monde.

Les données concernant les décès dus à des accidents de la route font

état d'une tendance constante à la baisse en réponse aux initiatives de sécurité routière de la ROP: programmes de sensibilisation, patrouilles mobiles, installation d'équipements de détection de vitesse et de caméras sur les routes etc.

En coopération avec les autres autorités concernées, la Direction Générale de la Lutte contre les narcotiques et les substances psychotropes a établi une liaison vidéo qui permet les enquêtes à distance sans nécessité de transfert des suspects vers les locaux du Ministère Public ou des tribunaux, épargnant temps et ressources tout en augmentant le niveau de sécurité.





La division de la Police Coastguard protège les côtes du Sultanat et lutte contre la contrebande et l'immigration illégale dans les eaux territoriales d'Oman. Ses vedettes assurent la recherche et le sauvetage et portent assistance aux pêcheurs en difficulté à la mer.

La Direction de la Sécurité des Ports de la ROP assure la protection des ports commerciaux et industriels et de leurs installations, et fait en sorte que tous les ports omanais appliquent les règlements internationaux sur la sécurité de la navigation et des installations portuaires. Des stations de Coastguards existent dans tous les ports commerciaux, industriels ou de pêche le long de la côte omanaise.



Le combat contre la Pandémie de Coronavirus (Covid 19)

Dès que les premiers cas de Covid 19 ont été identifiés dans le monde, Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik – Commandant Suprême – a donné des ordres pour la formation d'une commission chargée de rechercher les moyens d'en limiter la propagation. La ROP a alors mis en place un vaste plan pour y faire face et en minimiser l'impact sur la communauté tout en continuant d'assumer son rôle de police et de sécurité pour les citoyens et résidents.

La Police a renforcé son action de conseils et de sensibilisation pour contenir l'expansion du coronavirus dans ses rangs, et a entamé la formation des personnels de santé et de police au combat dans toutes les sections et départements ; Tous les personnels de police ont reçu information et conseils pour leur propre bénéfice et pour transmission à l'ensemble de la communauté.

Comme la police est à l'avant-garde de la bataille contre le Covid 19 aux points d'entrée tant terrestres que par air et par mer, elle a travaillé avec le ministère de la Santé et les autres autorités pour identifier les cas entrant de l'extérieur. Tous les passagers à l'arrivée doivent remplir un formulaire et leur passeport pour vérifier qu'ils ne sont pas allés dans les zones infectées. Les données des passagers venant de ces zones sont communiquées aux autorités compétentes et les cas suspects sont suivis en coordination avec les établissements de santé. Les citoyens du Conseil de Coopération du Golfe ne peuvent plus se contenter de leur document d'identité et doivent présenter leur passeport.

La Direction Générale des Services médicaux de la ROP a aménagé un hôpital mobile de campagne comprenant des lits de soins intensifs et un laboratoire de tests. Les personnels qui y travaille ont tous les équipements nécessaires de protection individuelle et de détection du virus. Des mesures de traçage ont été prises et un laboratoire d'analyse accélérée, des procédures d'isolement et de traitement instaurées pour déceler les cas suspectés ou confirmés.

Pendant toute cette période les services en ligne de la police sont demeurés disponibles sur son site et sur l'application smartphone où l'on peut se renseigner sur les lieux où faire imprimer en self-service les documents de propriété de véhicule.

Pour répondre à la pandémie,

la ROP a institué tout une série de mesures temporaires en ligne qui ont, entre autres, permis aux visiteurs qui se trouvaient dans le Sultanat au moment de la suspension des vols internationaux de renouveler leur visa électronique pour la période où ils ne pouvaient voyager. Les résidents également peuvent ainsi renouveler leur visa, tandis que les propriétaires de véhicules peuvent aussi renouveler en ligne leur licence expirée sans cesser de conduire.

Des annonces ont été publiées par la ROP en plusieurs langues dans les grands médias et les réseaux sociaux pour sensibiliser les gens sur le COVID 19 et insister sur le respect des mesures visant à limiter son expansion. Le public est ainsi informé des avertissements transmis par les canaux officiels et des pénalités qu'encourent ceux qui répandraient de fausses rumeurs.

D'autres mesures préventives qu'a prises la Police dans tout le pays pour stopper le coronavirus consistent à exercer une surveillance étroite sur les plages, les oueds, les dunes de sable et autres espaces publics, au besoin avec des drones, et à instruire le public du danger de se réunir en groupes importants.



Pour prévenir l'épidémie de Coronavirus, des drones télécommandés sont utilisés pour avertir le public des dangers de se réunir en groupes.

La ROP a introduit une série de mesures temporaires en ligne contre la

PANDEMIE de COVID-19.

1. Il est permis aux visiteurs se trouvant dans le Sultanat pendant la suspension des vols internationaux de renouveler leur visa électronique pour la période pendant laquelle ils n'ont pu partir.
2. Les résidents peuvent aussi renouveler leur visa de résidence électroniquement.
3. Les propriétaires de véhicules peuvent renouveler en ligne leur licence expirée.
4. Les propriétaires de véhicules peuvent continuer de conduire avec leur permis expiré.



Appuyée par les Forces Armées du Sultan, la Royal Oman Police tenait des points de contrôle afin de réguler la circulation entre les gouvernorats du Sultanat.

La Public Authority for Civil Defence and Ambulance

L'Autorité publique pour la défense civile et les ambulances (PACDA) a été créée par décret royal No 3/2013 du 8 janvier 2013. Dans le but de protéger des vies et des biens, elle fournit une large gamme de services, y compris la défense civile, lutte contre les incendies, la recherche et sauvetage et les services ambulanciers. Elle traite également des incidents impliquant des matières dangereuses.

Parallèlement à l'augmentation rapide du rythme de développement dans le Sultanat, les stations PACDA sont équipées d'équipements de sauvetage de haute technologie aux spécifications de pointe. Elles disposent aujourd'hui d'une gamme de véhicules modernes, de grues, d'échelles hydraulique et autres appareils. Elles jouent un rôle important dans les situations d'urgence telles que les accidents de la route, le sauvetage de personnes dans des immeubles de grande hauteur, des ascenseurs, etc. Tous les équipages spécialisés sont équipés des véhicules adaptés à leurs tâches avec efficacité et rapidité.

Suite au problème de la décision de la Commission Supérieure de la santé publique sur la réaction du secteur à la pandémie du COVID 19, la Direction Générale des services d'Ambulance a élaboré une stratégie médicale de terrain et porté la disponibilité de ses services 24 heures sur 24 à chacune de ses 35 stations dans tout le Sultanat.

Les équipes des ambulances de la PACDA sont intervenues sur de nombreux cas de COVID 19, auxquels ils ont prodigué des soins d'urgence avant de les acheminer vers les hôpitaux et centres de santé, sans manquer d'observer toutes les mesures préventives mises en place pour éviter la contagion.





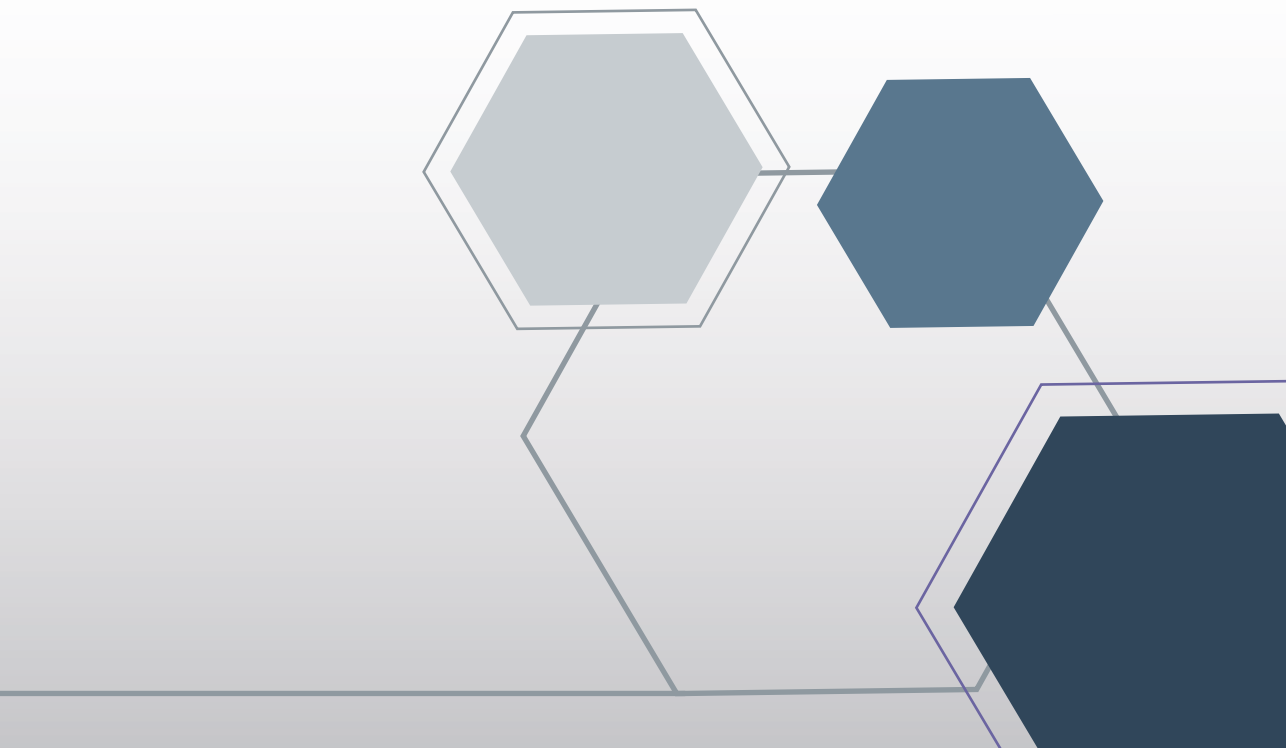
Equipes de la Public Authority for Civil Defence and Ambulance- Protection des personnes et des biens







Le Développement durable ouvre une Vision Ambitieuse



Pour les Omanais, l'année 2020 a une immense signification. C'est une année dans laquelle regarder en arrière, avec fierté, 50 ans de la Moderne Renaissance du Sultanat, et en avant avec l'espoir d'un avenir fort et durable. Elle marque le cinquantenaire du vaste projet mis au jour par le défunt Sultan Qabous, ce visionnaire pragmatique dont les rêves pour Oman en 1970 étaient devenus réalité en 2020. La récompense au centre de cette réalité est le citoyen omanais évolué d'aujourd'hui, dont Sa défunte Majesté disait

> "il est la pierre angulaire de toute œuvre de développement, le noyau autour duquel tourne tout ce qui donne forme au développement. Notre but est de préparer le terrain à votre bonheur, de vous donner les moyens de construire une vie décente, tout en étant assurés de votre sécurité"

Les projets du Sultan Qabous étaient toujours formulés dans un contexte de réalité économique et sociale, et sa vision pour Oman en 2040 partageait la même objectivité pratique. Maintenant elle est devenue le canevas pour le travail de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik dans les prochaines décennies. La vision Oman 2040 supervisera l'avancement du plan qui assurera un avenir durable pour Oman. La présidence de la Commission supérieure Oman Vision 2040 par Sa Majesté le Sultan Haitham, comme l'avait demandé le défunt Sultan, assurera que les deux prochaines décennies voient l'exécution effective de cette vision. Dans son ordre de mission, Oman Vision 2040 décrit le processus: "Oman 2040 sera développée dans sa totalité et formulée avec précision à la lumière du large consensus de la communauté et de la participation des divers groupes sociaux, de manière à intégrer pleinement la vision dans les réalités économiques et sociales et à l'orienter vers l'avenir comme un guide et une référence pour la planification des deux décennies à venir."

Le Sultanat a été un des premiers pays à soumettre un plan volontariste pour réaliser ses objectifs de développement durable d'ici à 2030.



Dans son grand discours du 23 février 2020, Sa Majesté le Sultan Haitham déclara:

> "Aujourd'hui nous nous tenons avec une détermination inébranlable sur le seuil d'une étape importante du développement et de la construction d'Oman, étape à laquelle vous avez participé pour donner forme au rêve de l'Oman Vision 2040. Vous avez contribué à établir les tendances et objectifs économiques, sociaux et culturels de manière à clarifier la vision de l'avenir prospère auquel nous aspirons. Nous sommes tous bien conscients de difficultés de la présente situation internationale, de leurs effets sur la région et sur nous, car nous sommes une partie de la vie de ce monde. Nous interagissons avec lui, nous l'influençons et sommes influencés par lui."

L'épidémie du nouveau coronavirus Covid 19, devenu pandémie et qui menace la vie humaine d'une manière inconnue jusqu'à présent, est le plus grand défi que le monde ait connu depuis la seconde guerre mondiale. Cette pandémie a affecté de façon extrême les économies de nombreux pays du monde. Elle a déclenché une récession mondiale, eu un impact démesuré sur l'activité économique en général et accablé les infrastructures de santé dans le monde avec son bilan de maladie et de mort. Le Sultanat n'a pas été épargné par ces événements, bien que, Grâce à Dieu, il se soit montré l'un des pays arabes les mieux préparés dans sa réponse à la pandémie, si l'on en croit le rapport des Nations Unies "Covid 19 et la région arabe: l'occasion de mieux reconstruire." La réaction du Sultanat à la pandémie fut prompte et bien préparée, et son attitude qui a grandement contribué à contenir les conséquences de l'infection et à en limiter la contagion.

Ce rapport notait l'ascension du Sultanat dans l'échelle internationale des indices de développement humain, de soins de santé, et de facilité des communications, sur laquelle il a obtenu 0,834 points à l'indice du développement humain, en raison de son taux élevé de dépenses de santé, de 4,3% du PNB. Sa note de facilité des communications a aussi monté en conséquence de l'essor du téléphone mobile et des abonnements à la large bande fixe.

Le Sultanat a été parmi les premiers pays à présenter un plan volontaire destiné à atteindre les objectifs de développement durable en 2030, comme le rapporte l'ONU dans sa contribution au Conseil Social des Nations Unies. Ce rapport a été remis à une réunion internationale de haut niveau tenue par le Conseil social le 18 septembre 2020 sur le sujet de comment financer le développement durable et ses objectifs pour 2030.

Dans le rapport de l'UNDP Développement humain 2019 le Sultanat a encore progressé dans son classement sur 189 pays, d'un point d'indice du développement humain, par rapport à 2018. Il est désormais à la 47ème place mondiale, et 5ème du monde arabe et du Golfe, où il a conservé son niveau de classification Très Élevé.

Cet indice résume le statut du développement humain dans un pays sur la base de trois grands critères: l'espérance de vie, l'éducation et le revenu per capita, mesuré sur une échelle de quatre niveaux de Bas à Moyen, Élevé et Très Élevé.

Preparations continued throughout 2020 for the launch in 2021 of Oman Vision 2040, while the achievements of Vision 2020 were wrapped up and assessed, along with those of the final year of the Ninth Five-Year Plan 2016-2020. Thus, 2020 was a critical transition year for Oman, and this was a theme of His Majesty Sultan Haitham's address when he chaired the Council of Ministers meeting of 3 March 2020 and emphasised the importance of entering the new era on a strong and unified footing.

Tout au long de l'année 2020 les préparations se sont poursuivies pour le lancement en 2021 de Oman Vision 2040, tandis qu'on évaluait les acquis de la Vision 2020, en même temps que ceux de la dernière année du neuvième Plan quinquennal 2016 – 2020.

Le 26 août 2020 Sa Majesté émit des décrets royaux portant sur la restructuration de l'appareil administratif de l'état, par lesquels certains ministères ont été fusionnés et renommés, le cabinet remodelé, et un certain nombre d'entités du secteur public dissoutes ou réformées. Dans son discours au Conseil des Ministres, Sa Majesté le Sultan Haitham présenta la restructuration de l'administration de l'état comme une rationalisation destinée à renforcer l'efficacité du système de gouvernement dans l'optique d'Oman 2040. Se référant aux avancées économiques et sociales du Sultanat au cours des dernières décennies, il insista pour qu'une énergie équivalente fût consacrée à relever les défis nouveaux. Il faudrait affronter le nouvel état de choses systématiquement et avec réalisme, en insistant de plus en plus sur les capacités de compétitivité de l'économie nationale. Également nécessaire était une révision des grandes institutions de l'état en vue d'en améliorer le fonctionnement. Ces changements devraient augmenter les chances de succès des tâches économiques, sociales et de développement à venir, avec une action parallèle de coordination des activités du gouvernement dans tous les domaines.

Éducation

Le défunt Sultan Qabous voyait l'éducation comme une composante critique de toute entreprise de développement visant à un réel succès. Un système d'éducation efficace devrait être infusé dans les valeurs qui motiveraient le nouvel Oman, et s'étendre à tout le pays et à chacun de ses citoyens. Pendant les cinquante ans de la Renaissance moderne son attitude envers ces objectifs premiers a été amplement récompensée, depuis la prolifération des écoles à celle des candidats étudiants et des enseignants, à l'omanisation constante des cadres administratifs et enseignants, et à la construction progressive du savoir et des compétences chez deux générations de diplômés. Les écoliers d'aujourd'hui et les jeunes adultes peuvent mettre à profit des opportunités académiques et techniques inouïes, et quitter l'enseignement munis de tous les moyens nécessaires pour réaliser leurs plus hautes aspirations, tout en faisant avancer les plans les plus ambitieux du Sultanat.

Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik n'est pas moins engagé dans ces objectifs. "Au sommet de nos priorités nationales," dit-il à la nation dans son allocution du 23 février, "il y a le secteur de l'éducation, avec toutes ses subdivisions et niveaux. Il recevra toute notre attention et sera doté de l'environnement propre à motiver la recherche et l'innovation. Nous lui fournirons aussi tous les moyens nécessaires, car c'est la base sur laquelle nos enfants seront à-même de répondre aux besoins de la prochaine phase de développement."

En mettant en œuvre toutes les ressources disponibles, matérielles et humaines, on a pu instaurer un système d'éducation moderne et complet, adapté aux défis de l'âge de la culture et de l'information.



Ces engagements furent sévèrement mis à l'épreuve en 2020 par les bouleversements causés par le Covid 19. Dans ces conditions exceptionnelles Sa Majesté le Sultan Haitham a annoncé pour l'année scolaire 2020-2021 l'ouverture de classes mixtes dans lesquelles garçons et filles assisteront à certaines classes physiquement dans leurs écoles et en recevront d'autres à distance par des plateformes éducatives et des canaux de télévision.

Conformément aux instructions de Sa Majesté, le ministère de l'Éducation a poursuivi sans interruption ses plans de redémarrage des écoles d'une manière propre à assurer la sécurité des étudiants garçons et filles, des membres du corps enseignant et des personnels administratifs. L'approche adoptée tirera parti de l'expérience acquise dans la région et dans le monde, et des pratique dans ce domaine pour les adapter au contexte spécifique de l'éducation dans le Sultanat.

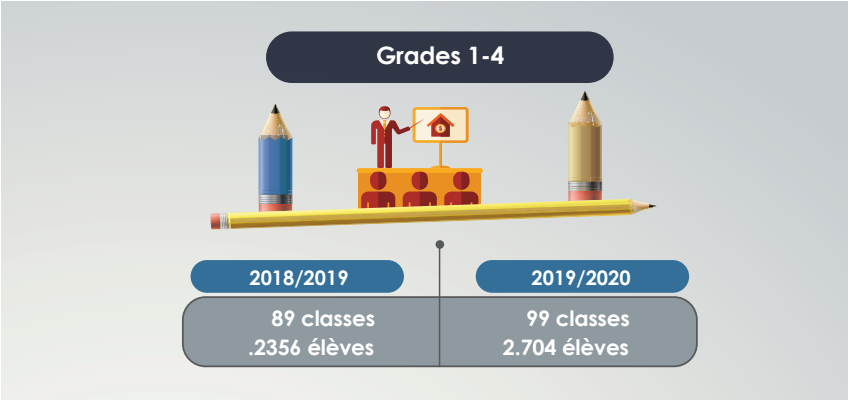
Annonçant les principales composantes du format pour 2020-2021, le ministère de l'Éducation a ébauché un protocole de santé incluant les rôles de tous les groupes formant la communauté de l'enseignement: étudiants, enseignants et parents. Les mesures de précaution à suivre sur les campus incluent gestes-barrières, distanciation physique, le port du masque, lavage des mains, usage de stérilisants, et fonctionnement des bus scolaires à mi-capacité.

Le ministère a retenu le système des heures de cours au lieu d'un système de quota, et classé les établissements en trois catégories sur la base de la densité d'étudiants.

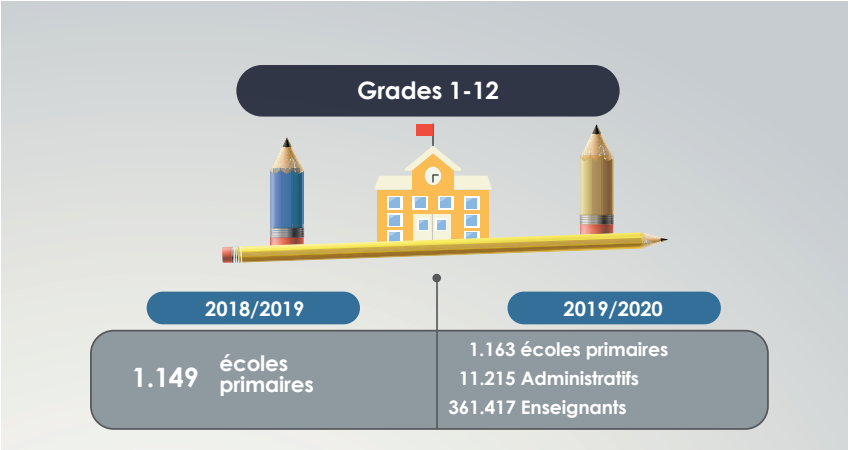
Le contenu des programmes pour l'année scolaire 2020-2021 a été adapté pour faire en sorte que filles et garçons aient acquis le niveau adéquat de leur catégorie d'âge dans un cadre de 180 jours d'enseignement. Un système d'évaluation a été développé en ligne avec le contenu des programmes et les méthodes d'apprentissage direct et électroniques, et le ministère a adopté l'évaluation continue. Les examens auront lieu en une fois, à la fin de l'année scolaire.

La Commission supérieure chargée de gérer les conséquences du Covid-19 a pris, le 14 mars 2020, la décision de suspendre les études dans tous les établissements du Sultanat et à tous les niveaux à partir du 15 mars au matin. La décision fut prise en considération des données de source locale et internationale relatives à l'épidémiologie du nouveau coronavirus, et à la lumière de son classement en pandémie mondiale par l'Organisation Mondiale de la Santé. Le 5 mai 2020, la Commission supérieure décidait de mettre fin à l'année scolaire 2019/2020 pour tous les étudiants des établissements publics et privés dès le 7 mai. En conséquence, le ministère de l'Éducation annonçait ce même 7 mai les détails des procédures concernant le calcul des résultats individuels, le mécanisme de leur évaluation et du passage des élèves dans le système des grades 1 à 12, définissant leur position dans le système après la clôture de l'année.

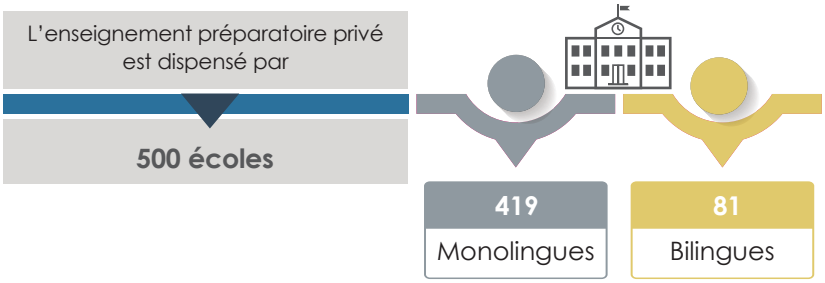
Considérant la très grande importance du stade préscolaire pour la suite des études, le ministère avait continué, en 2019-2020, d'ouvrir des classes préparatoires dans les écoles primaires, de Grade 1 à 4.



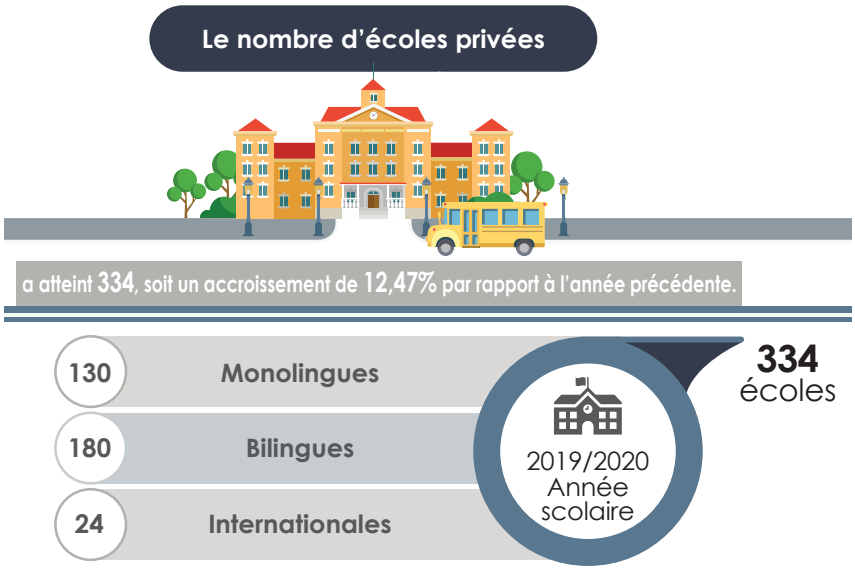
Le ministère maintient son intention d'assurer une scolarité des Grades 1 à 12 de grande qualité aux enfants dans tout l'ensemble du Sultanat malgré la demande croissante dûe à l'augmentation de la population.



Le ministère continue d'encourager le secteur privé à participer à ce service, ce qui permet aux parents d'inscrire leurs enfants d'âge préscolaire dans les crèches.



Le nombre d'écoles privées dans l'année scolaire 2019/2020



Le ministère de l'Éducation s'acquitte de ses obligations envers les enfants à besoins éducatifs spéciaux avec ses services pour les personnes handicapées dans les écoles spéciales, et avec son Programme d'Intégration du Handicap et son programme d'aide aux personnes présentant des difficultés d'apprentissage.

En 2019/2020 le Programme d'Intégration du Handicap gérait dans le pays 236 classes, soit 6,53% de plus que l'année précédente. Sur ce nombre, 31 étaient des classes d'intégration auditive de 1er cycle et 33 de second cycle. 92 étaient des classes d'intégration cognitive de 1er cycle et 80 cognitives de second cycle.

Le ministère supervise d'autres programmes d'aide, tels que l'initiative apprentissage introduite en 2006/2017 pour des élèves en butte à un handicap intellectuel. Ce programme fut ensuite étendu pour y inclure des élèves ayant des difficultés auditives ou visuelles. Cet ensemble d'aides est la mise en pratique de l'esprit de la Loi sur le Secours aux Handicapés, et compte pour beaucoup dans la pleine intégration des étudiants éprouvant des difficultés dans le système d'enseignement. Le ministère continue de réviser le schéma et le déroulement de politiques d'éducation en faveur des handicapés afin de leur permettre de profiter au maximum de toutes les institutions éducatives dont il est responsable.

Le ministère considère que sa mission est de faire en sorte que les opportunités éducatives soient librement accessibles à tous les groupes d'âge, et il cherche à étendre constamment le réseau de centres d'enseignement pour adultes et les "Learning Villages" dont il a la supervision. L'année scolaire 2018/2019 a vu 5.145 adultes des deux sexes suivre des classes d'alphabétisation dans le Sultanat. Le taux d'alphabétisation du Sultanat continue de progresser et se situe actuellement à 94,22% pour la population de plus de 15 ans.

Le troisième degré représente le plus haut niveau dans l'itinéraire de l'étudiant, et comprend tous les niveaux d'enseignement au-dessus du secondaire, que ce soit en université ou toute autre institution concernée par un enseignement académique, une simple formation ou la recherche scientifique. L'enseignement supérieur est d'une importance cruciale dans la préparation de cadres nationaux de haut niveau capables de jouer un rôle actif dans le développement national.

Avec l'avancement de ce processus dans une phase accélérée, dans le monde aussi bien que localement, il est devenu toujours plus urgent de disposer d'une force de travail convenablement instruite et formée de jeunes abordant le marché du travail avec les compétences requises pour leur tâche. Des changements immenses sont en cours, en technologie et dans l'interconnectivité entre événements mondiaux. Les Omanais doivent pouvoir réagir rapidement et sûrement à un changement soudain, et cela n'est possible que par l'arrivée d'une génération d'universitaires, de chercheurs et de diplômés qualifiés et experts.

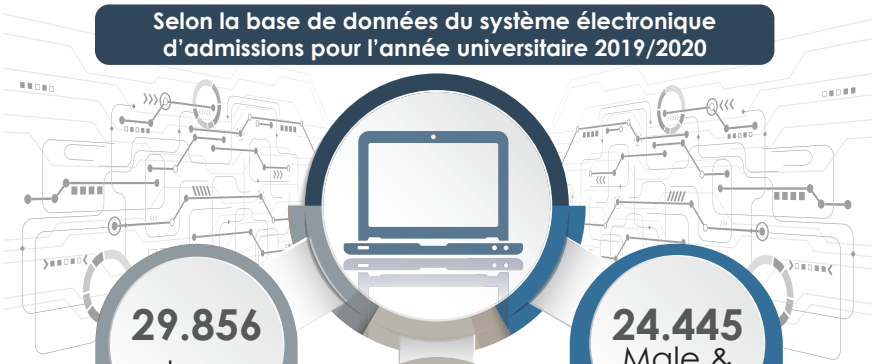
La création d'un ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation répond bien de la reconnaissance de ces besoins. Ce sont les gens qui constituent la plus précieuse ressource d'un pays, la meilleure composante du processus de développement. Il est donc normal que la demande d'un enseignement supérieur de qualité ait si grandement augmenté. Les institutions d'enseignement supérieur et les centres de recherche et d'innovation sont désormais le siège de la prise de décisions culturelles et scientifiques. Ils sont la source dont on obtient un flux continu de conseils stratégiques intelligents. Ils incubent des esprits qui émergeront bien qualifiés pour faire avancer la nation socialement et économiquement.

Le programme de bourses du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation est continuellement mis à jour en fonction de l'offre de bourses locales ou étrangères, et en fonction du degré de priorité du domaine d'études considéré. Un des plus importants développements de l'année universitaire 2020/2021 concerne une extension de l'éventail des spécialités retenues pour le programme de bourses. Éducation Physique, Éducation technique et Éducation Musicale ont été ajoutées, à côté de la Chimie, de la Biologie et de la Physique. En outre le nombre des bourses octroyées sous ce programme a été augmenté en raison de besoins exprimés par le ministère de l'Éducation.

Un événement essentiel dans le programme de bourses à l'étranger pour 2020/2021 est la réduction du nombre de ces bourses à un total de 750, toutes disciplines confondues, alors que par ailleurs la liste des universités retenues pour admission directe était augmentée, telle celle des universités désignées au Canada.

Pour ce qui concerne les études de troisième cycle, des directives prises le 18 mai 2020 sont venues suspendre pour un an le Programme National d'Études de Troisième cycle. Cette pause doit permettre d'évaluer les programmes et leurs résultats, et sera l'occasion de développer des alternatives appropriées pour les adapter à la situation économique du pays. Une action coordonnée a été retenue pour commencer cette évaluation par une revue des grandes lignes des travaux du National Postgraduate Programme.

Selon la base de données du système électronique d'admissions pour l'année universitaire 2019/2020



29.856 places

étaient offertes dans des institutions d'enseignement supérieur du Sultanat et étrangères

34.095 Male & Female

inscriptions de candidats des deux sexes acceptés (reçus au General Education Diploma Certificate ou équivalent)

24.445 Male & Female

candidats des deux sexes inscrits dans des institutions d'enseignement supérieur. Ce chiffre représente les admissions dans des institutions locales et étrangères, y compris celles qui bénéficient de bourses nationales et étrangères

Année universitaire 2018/2019

127.466 étudiants.

Toutes institutions d'enseignement supérieur comprises, y compris bourses locales et à l'étranger

Total des diplômes obtenus

27.651



L'Enseignement supérieur privé

Le secteur de l'enseignement supérieur privé dans le Sultanat connaît une croissance rapide, à la fois en termes de nombre et de qualité des établissements de troisième cycle établis, ainsi que de leur répartition géographique. La diversité de l'offre de cours s'élargit d'année en année, de même que leur réseau de relations dans le monde scientifique et universitaire. À mesure que le nombre d'étudiants augmente, le ratio entre établissements privés offrant des cours de troisième niveau et établissements publics augmente lui aussi.

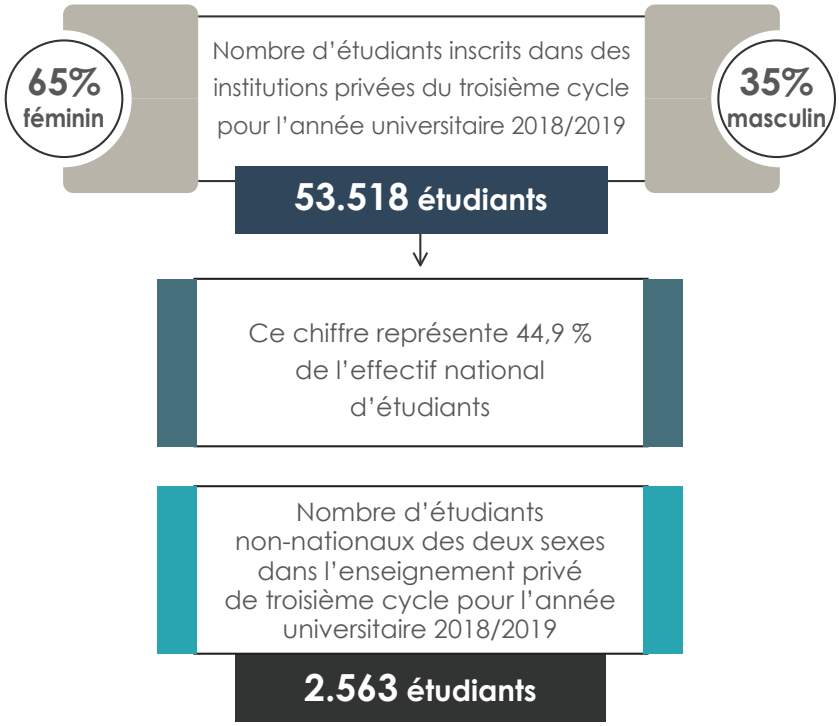
Des universités et des collèges privés offrent des cours de niveau universitaire dans toutes les disciplines.



28
institutions privées de troisième cycledans le Sultanat

19
colleges privés

9
universités



Plusieurs institutions privées ont obtenu l'accréditation de l'Autorité d'Accréditation académique d'Oman (OAAA): l'Université du Dhofar; Le College of Engineering de l'Université nationale des sciences et de la technologie (anciennement Caledonian College of Engineering); le Modern College of Business and Science, l'Université de Sohar, Majan University College, Middle East College, et le Scientific College of Design.

En 2020 la République arabe d'Égypte a récemment reconnu l'ensemble des établissements privés d'enseignement supérieur du Sultanat, et 19 institutions ont été reconnues par un groupe de pays arabes et étrangers.

L'enseignement de troisième cycle connaît une croissance exponentielle dans le monde, quantitativement et qualitativement. Le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation est très conscient de la valeur de sa contribution à l'évolution de la force de travail du Sultanat, et du prestige que confère à un pays la reconnaissance internationale de l'équivalence de qualification de ses diplômes. Un enseignement de grande qualité est indispensable pour atteindre les objectifs du développement durable, et le ministère s'efforce de faire en sorte que la qualité de l'enseignement supérieur en Oman soit reconnue par ses pairs à l'international.

L' University of Technology and Applied Sciences

L'université de Technologie et de Sciences Appliquées a été fondée le 12 août 2020 en vertu d'un décret royal No 76/2020 stipulant sa création avec son siège dans le gouvernorat de Mascate. Elle regroupe, avec leurs personnels, respectivement, les institutions suivantes: College of Education de Rustaq, les Collèges de Sciences Appliquées du ministère de l'Enseignement Supérieur, le Higher College of Technology et les Collèges Techniques du ministère de la Main-d'œuvre, tous transféré à la nouvelle Université de Technologie et des Sciences Appliquées avec leurs personnels existants et leurs dotations financières. Également transférés à la nouvelle université sont le personnel de la Direction Générale des Collèges de Sciences Appliquées du ministère de l'Enseignement Supérieur et la Direction Générale de l'Enseignement Technique du ministère de la Main-d'œuvre, tous conservant leurs salaires, tel que défini par le Conseil des Ministres.

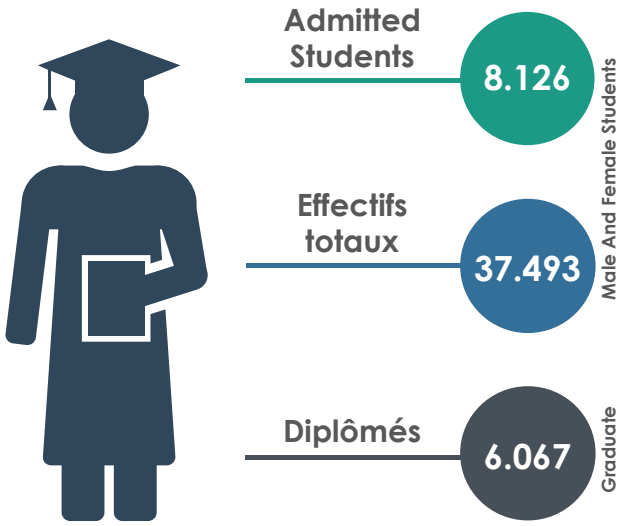
L'enseignement technique est un élément dans la création des cadres spécialisés, tellement nécessaires sur un marché du travail qui ne cesse de se diversifier. Les collèges techniques absorbent un contingent annuel de nouveaux titulaires du "Diplôme d'Enseignement Général" ou équivalent, et produisent des diplômés bien qualifiés dans des domaines comme ingénierie, affaires, sciences appliquées, pharmacie, photographie, mode vestimentaire. Les sept collèges techniques désormais rattachés à l'Université de Technologie et des Sciences Appliquées offrent au total 39 cours accrédités. Ce sont: le Higher College of Technology de Mascate, le Al Musanna College of Technology, le Nizwa College of Technology, le Ibra College of Technology, le Salalah College of Technology, le Shinas College of Technology and le Ibri College of Technology.



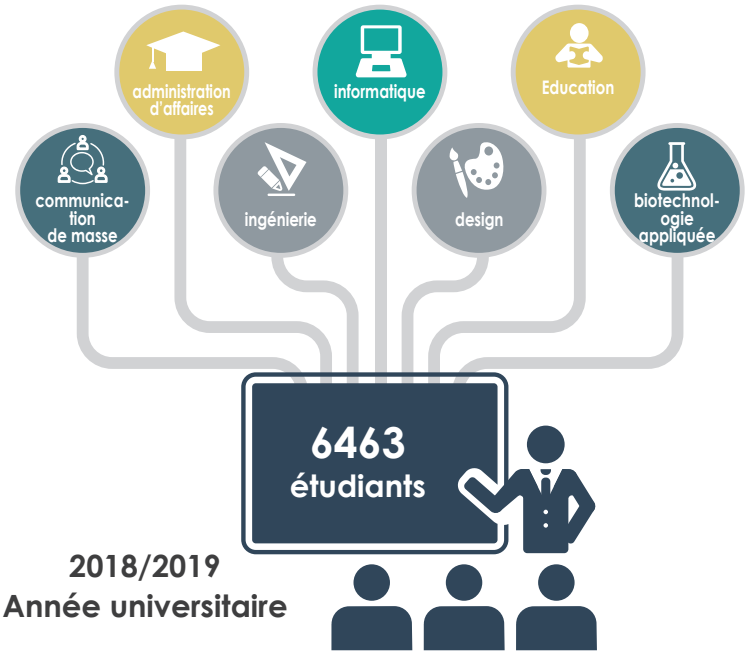
L'enseignement technique qualifie des cadres techniciens et spécialisés qui sont très demandés sur le marché du travail.

Nombre d'étudiants dans les collèges de technologie

pour l'année universitaire 2019/2020:



Nombre d'étudiants dans les cinq collèges de Sciences appliquées et le College of Education;



L' Université Sultan Qabous

L'Université Sultan Qabous (SQU) s'est acquis une réputation pour son accent particulier sur la recherche scientifique. Elle est consciente de la valeur de la recherche à la fois pour son standing d'institution pionnière et pour sa contribution au projet national de développement. Elle a bénéficié d'une aide généreuse de la part de l'état, et notamment du défunt Sultan Qabous lui-même, qui avait alloué une subvention annuelle de 500.000 RO à l'université pour ce projet spécifique. Ce don a servi à financer des projets de recherche de valeur stratégique pour les grands objectifs du Sultanat. Il a eu des résultats qui contribuent à faire face à des difficultés dans divers secteurs de l'économie et affectant l'environnement, l'énergie, la santé, les sciences humaines et sociales, les communications ou l'industrie.

La recherche scientifique est au cœur de la contribution de l'Université Sultan Qabous et fera beaucoup pour déterminer les perspectives futures du Sultanat.



Les projets de recherche ont généralement une durée de trois à quatre ans, sauf extension pour vérification ou expansion si les résultats semblent devoir particulièrement bénéficier à la science ou aux objectifs nationaux.

Entre 2001 et 2019, des financements d'un total de 8.681.854 RO sont allés à 101 projets de recherche dans des disciplines variées.

Le College of Agricultural and Marine Sciences a été le principal bénéficiaire de ces subventions, suivi par les facultés des sciences, de Médecine et Santé, d'Éducation, d'Arts et Sciences sociales, d'ingénierie, d'économie et de sciences politiques, puis le Research Centre et enfin le College de personnels infirmiers.

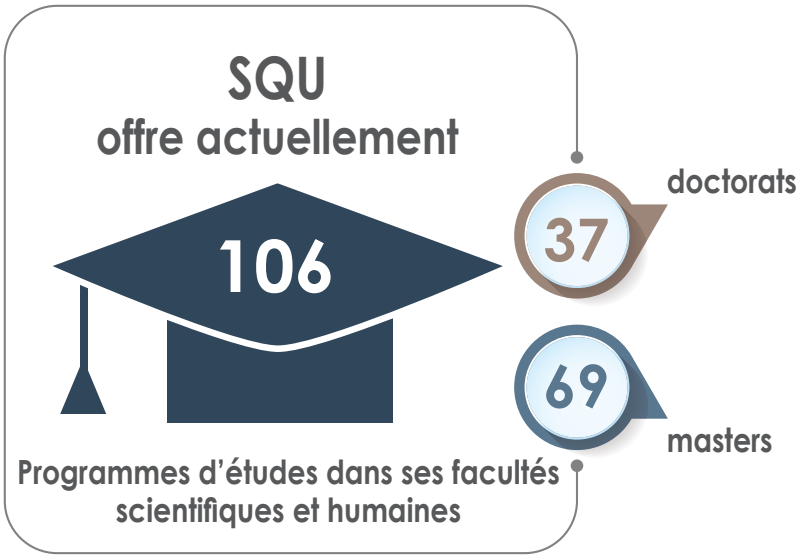
L'Université Sultan Qabous continue de renforcer ses liens avec les plus prestigieuses institutions du monde et centres internationaux de recherche. Elle étend constamment son réseau de contacts avec ces institutions, engageant avec elles de fructueuses coopérations, élevant son standing parmi elles,

obtenant leur reconnaissance pour ses programmes de recherche et améliorant leur production. Sa perspective extravertie encourage l'amitié au service de la science et des relations humaines. Elle a obtenu son classement au rang des QS Stars par sa seule rigueur académique, accédant au statut de qualité parmi les meilleures institutions mondiales.

L'Université est actuellement classée 375ème mondiale pour l'année 2021, sur un total de 1.047 universités du monde, un gain de quatre places depuis la 379ème en 2020, et la 450ème en 2019.

Dans ses programmes d'études, l'Université Sultan Qabous garde toujours un œil sur les tendances du marché local du travail, considérant de son rôle de répondre aux besoins du développement et de la société. Elle est en tout temps consciente de son standing scientifique et de l'impératif d'assurer un support constant à ses projets de recherche.

L'Université offre actuellement 106 programmes d'études dans ses facultés scientifiques et humaines, soit 37 doctorats et 69 masters.



Suite à la ratification par le Sultanat en 2013 de la Convention des Nations Unies contre la Corruption (UNCAC), une nouvelle offre de cursus de l'Université est la chaire académique Souveraineté de la Loi et Anti-Corruption, instituée en 2019 conjointement avec le Rule of Law and Anti-Corruption Centre (ROLACC) de Doha (Qatar), avec la participation du Bureau des Nations Unies pour les Stupéfiants et le Crime (UNODC). Un des buts de cette chaire est d'accroître, par l'entremise des étudiants et de la faculté, l'impact de la Convention des Nations Unies contre la Corruption et de ses principes directeurs. Par sa seule existence la Chaire devrait stimuler la recherche scientifique dans ce domaine et encourager le respect de la loi parmi les étudiants et sur le campus en général.

Santé

Les récentes décennies ont vu une transformation du secteur de la santé dans le Sultanat, et cette transformation s'est encore accélérée dans les années récentes avec les technologies les plus avancées. La stratégie visant à donner accès aux meilleurs soins médicaux à toutes les couches de la population réagit positivement sur tous les indicateurs de la santé.

Ce développement apparaît dans tous les indicateurs de santé. Avec la mise en route du Neuvième Plan quinquennal de Développement pour la Santé (2016-2020) le Sultanat a assisté à une nouvelle croissance des résultats en qualité et en efficacité, et ces résultats serviront de base à la préparation du 10ème Plan quinquennal pour la santé (2021-2025), qui sera dérivé principalement de la vision Oman 2040.

Le Sultanat a enregistré un grand bond de son niveau d'accès aux soins, avec un progrès sensible dans tous les secteurs.

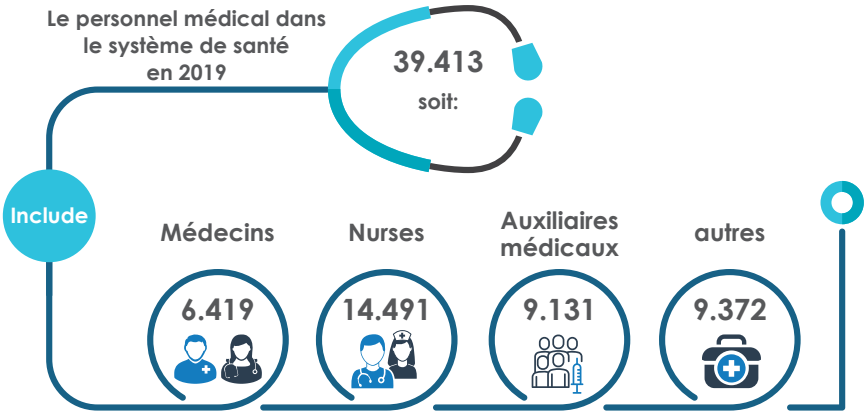


L'année 2020 est la cinquième et dernière de ce neuvième Plan, qui avait été conçu initialement en fonction des tendances démographiques et des développements à l'échelle mondiale. Il résulte de la Vision Santé 2050, qui elle aussi révolutionne les méthodes de planification. La stratégie et les objectifs du Plan étaient construits selon sept axes de cette Vision: gouvernance, leadership et réalisation des services de santé; ressources humaines dans la santé; information et recherche sur la santé; produits de santé et vaccins; technologie médicale; financement de la santé; et coopération et partenariat entre secteurs.

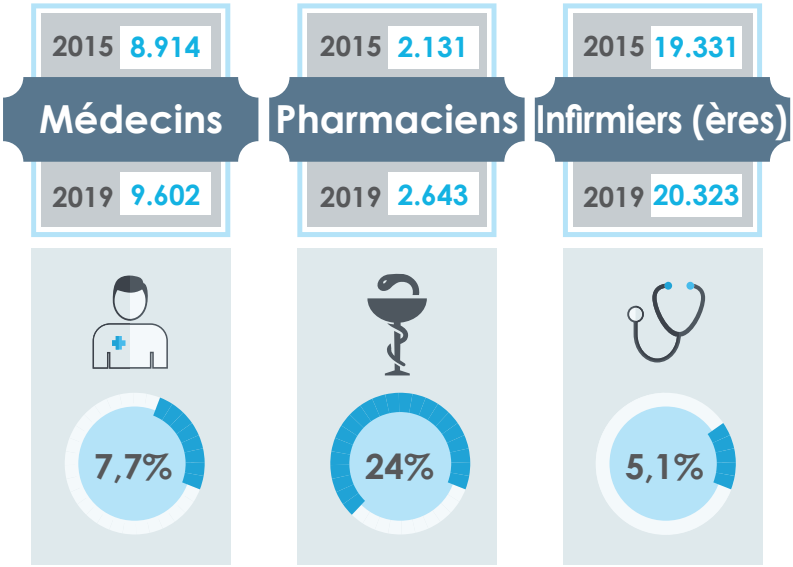
Comme les autres grands acteurs de la nation, le ministère de la Santé a ajusté ses plans dans l'optique des objectifs du développement durable (2015-2030). Le Troisième Objectif du développement durable a trait directement à la santé. Il comporte 13 sous-objectifs qui se traduisent par des indicateurs servant à évaluer scientifiquement les principaux objectifs. Le troisième

objectif du développement durable vise à ce que chaque citoyen, indépendamment de son âge, puisse jouir d'un mode de vie sain et bien rempli, compatible avec les projections 2050 pour la santé.

Le ministère de la Santé est soucieux du bien-être de ses agents de santé, qu'il considère comme l'épine dorsale des services de santé.



Les institutions de santé du Sultanat, au total, comptaient, en 2019, 57.755 personnes, dont seulement 68% appartenaient au ministère de la Santé

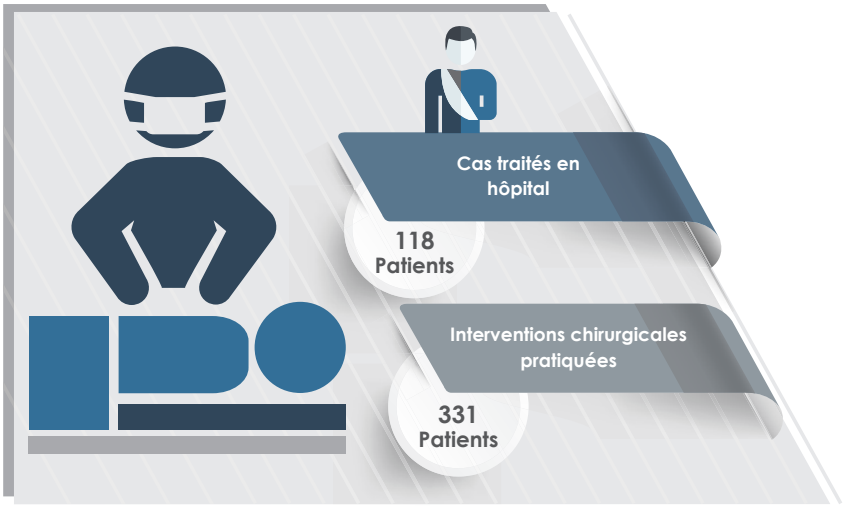


Le Sultanat comptait 83 hôpitaux à la fin de 2019

- **50** affiliés directement au Ministère de la Santé
- Le nombre de lits affiliés au Ministère de la Santé atteignait **5.049**



Le nombre croissant d'hospitalisations et de consultations externes a créé une demande accrue de services associés et auxiliaires, tels que des laboratoires médicaux, des installations de radiologie et des installations dentaires. En 2019



Le ministère de la Santé, dans le cadre de ses plans quinquennaux, continue de réaffirmer sa politique de développement des établissements de soins primaires, principal point d'entrée pour toutes les demandes de soins de santé publics. Cette politique entraîne une expansion continue du réseau d'établissements de santé du premier niveau dans tout le Sultanat, en les aidant à dispenser des soins de santé primaires de qualité. Ces efforts ont été grandement récompensés, avec des avancées considérables dans les chiffres mesurant le niveau de santé général de la population omanaise. A la fin de 2019 le ministère gérait 242 complexes de santé et hôpitaux, y compris 54 installations de santé familiale, 135 dispensaires sans lits, 22 cliniques et 31 hôpitaux locaux.

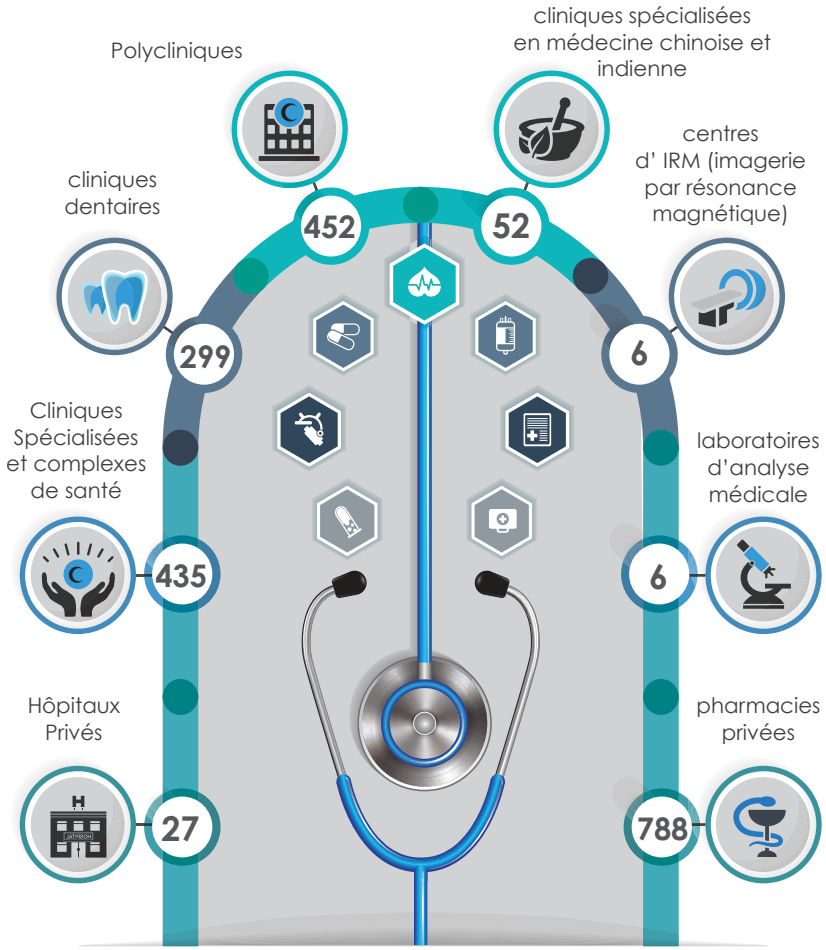
Le décret royal no 18/2018 du 6 juin 2018 a créé le Collège des Sciences de la Santé d'Oman et l'Institut supérieur des spécialités de la santé, en vue de remplacer les divers instituts de santé spécialisés. Le principe de base pour la création de nouveaux instituts est la prise de conscience que la qualité des soins de santé dépend avant tout de la disponibilité d'un effectif suffisant de personnels qualifiés dans les différentes catégories et spécialités.

En 2019 559 diplômés des diverses

disciplines auxiliaires sont sortis de l'Oman College of Health Sciences, portant à 14.525 le total des diplômés dans ces disciplines. En outre 3.481 diplômés des diverses spécialités d'assistance médicale sont sortis des institutions de troisième cycle au cours de la même année calendaire. Par ailleurs l'Université Sultan Qabous et les autres universités et institutions du 3ème cycle produisent régulièrement chaque année des promotions de diplômés omanais, médicaux, infirmiers et paramédicaux, contribuant à la rapide omanisation du secteur de la santé dans toutes ses catégories.

Le ministère de la Santé a collaboré avec d'autres organismes publics, tels que le Diwan de la Cour royale, le ministère de la Défense, la Police royale d'Oman, PDO et l'Université Sultan Qabous, qui offrent aussi des services de santé à leurs employés et leurs familles. De plus, l'hôpital universitaire offre des services de santé secondaires et tertiaires ouverts à tous les citoyens.

La croissance du secteur privé de la santé continue



Lutte contre le coronavirus

Avec l'accroissement inquiétant du nombre d'infections nouvelles et de décès dus au nouveau coronavirus (Covid-19) dans de nombreux pays du monde, le Sultanat a maintenu la rigueur de sa réaction initiale à la pandémie, qui s'est avérée efficace. Il conserve donc ses mesures destinées à contenir le virus et à limiter sa transmission.

Le Sultanat avait tout d'abord fermé ses frontières terrestres, maritimes et aériennes dès le mois de Mars 2020. Subséquemment, Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik prit un décret royal créant la Commission supérieur chargée de gérer les conséquences du Covid-19. La formation de cette commission permettait de standardiser les efforts locaux pour contenir la pandémie, élevant le problème au niveau national et appelant toutes les agences gouvernementales à coordonner leur action pour limiter la contagion et limiter les conséquences du virus pour les citoyens et les résidents.

La Commission suprême est demeurée en session permanente tout le temps depuis sa formation, travaillant en harmonie avec les diverses institutions de l'état pour mettre en œuvre les mesures de confinement. Elle est aussi responsable de guider les procédures dans les institutions publiques et dans les résidences privées où les victimes de la maladie doivent être isolées et traitées.

Il n'est pas contestable que la tâche d'émerger de la pandémie requiert un effort collectif qui a de multiples aspects: sociaux, économiques, logistiques et humanitaires. Ce que sachant, le gouvernement a adopté une attitude rigoureuse qui nécessite une adhésion sérieuse de la part des citoyens et des résidents aux mesures préconisées. La stratégie du gouvernement limite les rassemblements, qui sont la principale source de transmission. Il a réduit au strict minimum la présence d'employés à leur poste dans les secteurs public et privé, conseillant à la majorité d'entre eux de rester chez eux à titre préventif. En outre, il a ordonné la fermeture de nombreux établissements commerciaux et projets de services. En même temps des fournitures médicales en quantités adéquates ont été mises à disposition des établissements de soins, en accord avec les préconisations de l'OMS. Des envois réguliers de matériels médicaux d'origine étrangère ont été commandés pour assurer la continuité des fournitures. Toutes ces mesures accompagnées d'une active campagne médiatique pour conseiller le public sur les mesures de protection personnelle contre la transmission de ce virus hautement infectieux.



Les affaires

Un ministère du Travail a été créé par un décret royal No 89/2020, regroupant toutes les allocations, actifs, droits et obligations du Conseil du Service Public, du ministère de la Main-d'œuvre, du ministère du Civil Service, du National Training Fund, et du National Centre for Employment, toutes entités dissoutes par le même décret, et leurs fonctions et personnels transférés au nouveau ministère.

Le décret royal énumère certaines des compétences du nouveau ministère, dont la plus notable est sa responsabilité de proposer des politiques et des mesures concernant l'emploi dans le public et dans le privé. Il aura aussi juridiction sur le redéploiement de l'appareil administratif de l'état et des autres entités publiques. Il élaborera une politique globale de la main-d'œuvre nationale faisant un usage optimal des ressources humaines et financières, et la soumettra à l'approbation du Conseil des Ministres. Il définira les principes et les normes qui guideront la mise en œuvre d'un planning fonctionnel du développement administratif, avec pour objectif primordial la qualité des services que rendent les entités tant publiques que privées. Il exercera un contrôle serré et se coordonnera sur tous les problèmes de changement de politique avec les entités visées.

Le ministère examine le corps de plaintes et de réclamations émanant des employés de l'administration et des travailleurs du secteur privé, et portant sur l'application de la Loi sur le Service Civil, de la Loi sur le Travail, et des diverses réglementations et décisions qui en découlent. Il a déjà commencé de mettre en pratique les plans adoptés qui concernent l'emploi dans les unités de l'administration et les autres entités publiques et privées. Il continue de faire avancer la stratégie d'omanisation des emplois dans les secteurs public et privé et surveille de près son application.

Le ministère du Travail supervise de nombreuses actions de formation ou de réhabilitation, en coordination avec les autres autorités compétentes en la matière. Ils révisent ensemble les structures organisationnelles de certaines unités de l'administration de l'état et d'autres entités publiques. Le ministère révise chaque année les projections budgétaires concernant les personnels du secteur public civil, et les soumet aux autorités concernées pour approbation.



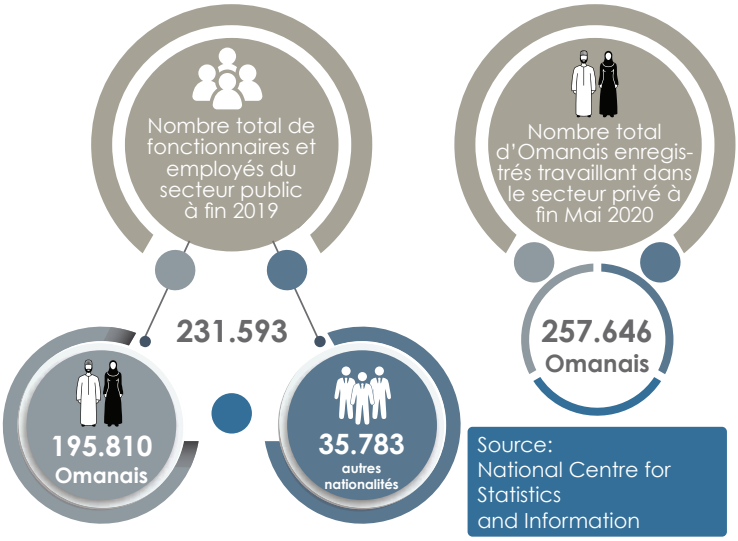
De jeunes Omanais très qualifiés occupent désormais fermement et avec compétence des postes dans tous les secteurs du marché du travail.

Le ministère gère le Human Resources Management System, (HRIS), automatisé, dans le cadre de la surveillance qu'il exerce sur la politique de recrutement de l'administration de l'état et des entités publiques. Le HRIS a rapidement mis sur pied un système informatique intégré capable de donner des informations sur le statut de la main-d'œuvre nationale utiles à la planification. Il aide à réguler les besoins du secteur privé en travail expatrié, limitant le recrutement à des niveaux réalistes et délivrant les permis selon les quotas appropriés et les décisions concernant le marché du travail.

Avec toutes ces responsabilités sous sa juridiction, le ministère du Travail est le ministère de référence en tout ce qui concerne l'emploi public ou privé. Il y a un besoin de réforme de la culture de l'emploi dans ces deux secteurs si l'on souhaite arriver à un développement durable avec une administration suffisamment développée. Ce sont là des valeurs centrales pour le gouvernement, surtout dans le contexte des changements rapides qui se produisent dans le monde, grâce à des idées innovantes et à des aides technologiques qui renforcent le fonctionnement du système.

Le Sultanat a déjà enregistré des avancées significatives en législation du travail et dans les faits, résultat de l'action infatigable du défunt Sultan Qabous à cet égard tout au long de son règne. Motivées par une volonté de développement global, de nombreuses réformes sont intervenues avec le temps dans le privé comme dans le public. Elles ont eu pour résultat une plus grande efficacité, fréquemment aidée par la technologie et une formation adéquate.

Toujours dans l'idée que les gens sont au cœur du travail de l'administration à tous les niveaux, une action lancée en 2019 a envoyé 272 fonctionnaires issus de toutes les unités de l'administration en stage de formation "sur le tas" en une variété de disciplines et de techniques. Le but est de familiariser le personnel de l'administration avec les pratiques de travail du secteur privé, où ils peuvent acquérir directement quelques-unes des expériences innovantes qui sont la marque de l'entreprenariat du secteur privé.



La main-d'oeuvre expatriée dans le Sultanat a diminué de 7,9% entre mai 2019 et mai 2020, avec 1,6 million

Les efforts du ministère du Travail pour dégraisser les effectifs contribuant aux tâches de développement se voient récompensés par les importants succès obtenus dans le domaine économique et le maintien de la croissance. Maintenant que les vastes objectifs de la Vision Oman 2040 sont au centre des préoccupations, il est plus que jamais indispensable que la culture du travail devienne de plus en plus motivée et compétitive. L'économie du futur sera centrée sur l'être humain, basée sur le savoir et une productivité accrue, exigeant un investissement centré sur des compétences diversifiées. La réponse aux ambitions économiques du Sultanat est une force de travail bien formée, instruite et motivée.

Une série de services en ligne lancée ces dernières années sont là pour guider la transition vers le gouvernement entièrement numérique. Entre temps ils facilitent déjà les services des ministères aux segments de la communauté qui peuvent y avoir accès, comme la délivrance de licences, le filtrage électronique, la protection des salaires, la recherche d'emploi et les contrats de travail.

Le ministère du Travail exige désormais que tous les contrats de travail individuels ouverts aux candidats omanais soient enregistrés électroniquement par le biais du site Web du ministère. Simultanément, il a suspendu l'enregistrement manuel dans les guichets du ministère. En outre, un système de licence électronique a été lancé pour les demandeurs d'emploi non omanais à la recherche d'un poste dans le secteur des services domestiques ou du commerce, par exemple. Le service facilite à la fois le processus de candidature et la communication entre les parties, tout en vérifiant les identités et en protégeant les données personnelles. Les utilisateurs peuvent télécharger des documents tels que certificats de salaire, de mariage ou autres, effectuer des paiements de taxes et télécharger des licences par voie électronique.

Entre la fin juin 2016 et la fin juin 2020 le ministère a émis 369.742 licences commerciales par voie électronique, représentant les demandes de tout le Sultanat.



représentant les demandes de tout le Sultanat

Développement Social

Le ministère du Développement Social gère un large éventail de programmes, d'activités et de services sociaux dans les divers segments de la société, dans le but de faciliter l'accès aux opportunités pour toute la communauté. L'idéal qui le motive est de considérer que tout citoyen doit avoir une chance équitable de développer ses capacités, de réaliser son potentiel humain et d'atteindre un niveau de vie suffisant au sein d'une famille accueillante et d'une société prospère. À cette fin, le ministère offre soutien, responsabilisation, réadaptation et formation aux familles et aux personnes capables de mener une vie professionnelle productive, dans un contexte qui valorise le bien-être social et le développement durable.

Le secteur de la sécurité sociale offre toutes sortes de programmes et de services aux groupes ou aux personnes ayant besoin d'une aide, temporaire ou de long terme.A la fin de 2019 on comptait 74029 bénéficiaires d'une allocation de la sécurité sociale, et le ministère avait déboursé 113.812.073 RO en secours et autres paiements, y compris les bonus des deux Eids et du Saint Mois de Ramadan.

Le programme Tamkeen ("déclencheur" en arabe) s'adresse aux bénéficiaires de la sécurité sociale et aux personnes économiquement faibles afin de les mettre en mesure de subvenir à leurs besoins. L'allocation procure un répit à une personne tombée dans la pauvreté, ce qui lui permet d'investir ses compétences de manière constructive, ouvrant la porte au concept d'auto-entrepreneur. Finalement cette approche aura pour résultat une réduction des dépenses sociales pour l'état. Les bénéficiaires peuvent obtenir une aide technique, et financière s'ils décident d'essayer un projet de petite ou moyenne envergure au travers d'un programme Tamkeen, dont les quatre volets sont: emploi direct, formation sur le tas, financement SME, et conscientisation.

L'établissement de Soin Social de Rustaq accueille un groupe de résidents âgés ou infirmes, principalement ceux qui n'ont pas une famille proche pour les soutenir. Il hébergeait, fin 2019, 44 résidents. Par ailleurs, la même année, les personnes âgées recevant de l'aide ou des soins à domicile étaient au nombre de 1.610.

Le ministère du Développement Social estime devoir encourager l'auto-suffisance ainsi que la coopération et l'interdépendance au sein des communautés. Il aide activement à l'indépendance bâtie sur les valeurs sociales traditionnelles, et il promeut l'initiative et le volontariat communautaire. En 2019 le ministère aidait des programmes gérés par 85 conseils municipaux dans le Sultanat.

Le ministère est chargé d'aider les personnes handicapées à mener une vie aussi autonome que possible, et met en oeuvre une série de programmes et de services d'aide sociale à cet effet. Le Centre d'évaluation et de réadaptation professionnelle, géré par le ministère pour réhabiliter les personnes éligibles souhaitant réintégrer la société, constitue une source précieuse de soutien pour l'autonomie et l'estime de soi qui découle de leur contribution à la société. Fin 2019 ce Centre travaillait avec 79 bénéficiaires du système. Le Al Aman Rehabilitation

Centre, quant à lui, offre des services sociaux, de santé, psychologiques et thérapeutiques. Fin 2019 il s'occupait de523 jeunes garçons et filles de moins de 15 ans.

Les centres Al Wafa de Réhabilitation pour Enfants Handicapés s'occupent d'enfants présentant des difficultés légères ou moyennes d'audition, de mobilité ou mentales. On comptait, fin 2019, 2.666 enfants dans les 28 centres Al Wafa du Sultanat. D'autres centres de réhabilitation du même type travaillent côte à côte avec ces institutions publiques, comptant 1.228 bénéficiaires fin 2019. La même année le ministère a fourni des prothèses et services similaires à 1.875 personnes.



Des spécialistes qualifiés travaillent avec des jeunes enfants handicapés ou à besoins spéciaux pour les mettre à-même de profiter de tout une série de possibilités d'apprentissage.

En tant qu'unité sociale la plus importante et principal facteur de cohésion, la famille est souvent le bénéficiaire direct des subventions du ministère destinées à améliorer l'efficacité sociale et économique des personnes en difficulté. Le ministère fournit des services de conseil individuels et familiaux aux personnes ayant besoin d'une aide sociale, économique ou psychologique et en quête de solutions. La stabilité dans la vie familiale est avant tout appréciée pour ses fonctions protectrices et harmonisantes lorsque les changements de vie s'avèrent difficiles. La demande de ces services a considérablement augmenté dans le climat actuel de bouleversements mondiaux, et le système conseillait, en 2019, 1.497 cas individuels.

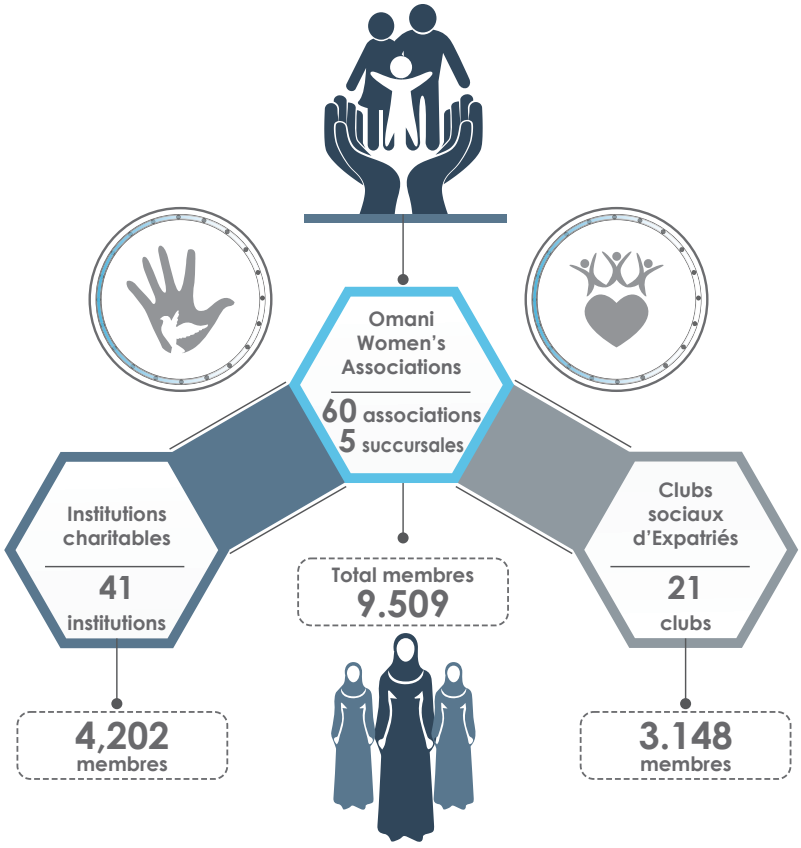
Le Child Care Centre prend soin des enfants qui ont été privés des soins normaux d'une famille à la suite de circonstances sociales exceptionnelles. Il les héberge et organise des activités éducatives, sociales, culturelles, de loisir et autres de l'enfance. On comptait, fin 2019, 98 enfants auprès du Centre.

Le soin des enfants en bas âge est confié à des institutions que supervise le ministère du Développement Social et dans lesquelles les enfants de six mois à trois ans et demi reçoivent soins et aides éducatives, sociales et récréatives. Le ministère avait 330 de ces nurseries sous son autorité à la fin de 2019, hébergeant 10.285 de ces enfants.

Ces institutions, qui s'appuient sur la communauté, sont animées par des volontaires dont le but est d'exercer une influence positive sur ces enfants en bas âge. Les Associations de Femmes omanaises gèrent elles aussi des centres d'aide à l'enfance qui s'occupent actuellement de 6.140 enfants, et 434 autres sont inscrits sous l'ombrelle des Centres de Développement Rural féminin. Toutes ces institutions offrent des services

sociaux, récréatifs et éducatifs à des enfants du groupe d'âge de 3 ans et demi à l'âge préscolaire.

Le ministère du Développement social supervise de nombreuses associations civiles et professionnelles, ainsi que des succursales de l'Association des Femmes Omanaises et les clubs sociaux des communautés d'expatriés dans le Sultanat. Il surveille les activités de ces associations et s'assure de leur adéquation avec la Loi sur les Associations Civiles et avec la réglementation du ministère concernant ces activités. Il passe en revue, notamment, l'agenda de leurs assemblées générales annuelles et les résolutions émises par les membres.



Les célébrations marquant la 10ème Journée de la Femme, qui tombe le 17 octobre, se sont tenues dans le gouvernorat de la Batinah sud en 2019. Le lieu de cette célébration annuelle est décidé par le ministère par rotation entre tous les gouvernorats.

Le 5 décembre 2019 a eu lieu la remise du 6ème Prix Sultan Qabous du Volontariat, dont l'objet est la diffusion d'une culture du volontariat dans la société civile.Son but est d'encourager les initiatives de volontaires et d'institutions privées qui font avancer l'évolution de la société omanaise, comme des projets de coopération et de responsabilité sociale au service du développement.

Sports et Jeunesse

La Renaissance moderne a ouvert le Sultanat à de nombreux et remarquables succès individuels ou d'équipe, et le drapeau national a pu flotter fièrement à des compétitions dans la région et au-delà. Grâce à l'aide généreuse du défunt Sultan Qabous, dont l'infatigable engagement a permis la naissance de tout un réseau de clubs et de complexes sportifs couvrant l'ensemble du pays, la culture du sport a pu fleurir dans le Sultanat.

Une profonde restructuration du secteur a été menée en 2020 pour rester à jour des développements et tirer parti de l'énergie des participants pour nourrir l'ambition des prochaines générations. C'est dans cet esprit que Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik a pris, le 18 août 2020, un décret royal créant le ministère de la Culture, des Sports et de la Jeunesse. Toutes les allocations, actifs,droits et obligations des précédents ministères des Affaires sportives, des"Arts Affairs", du National Youth Committee, et tout ce qui a trait à la culture au sein du ministère du Patrimoine et de la Culture, a été transféré au nouveau ministère.

Les compétences du ministère de la Culture, des Sports et de la Jeunesse, définies par le décret, s'étendent à tout ce qui concerne la jeunesse, les sports et les affaires culturelles. Il s'intéressera particulièrement au domaine des sports de compétition et à la formation des stars athlètes présents et à venir. Le ministère aidera généreusement les clubs et associations privés et agira comme superviseur de l'activité sportive nationale afin d'assurer le respect de la réglementation. Il organisera les rencontres, les matchs, les compétitions et accessoires de toutes les participations sportives, nationales et étrangères.

Une part des missions du ministère consiste à provoquer l'ouverture de canaux de communication véritables an sein de la communauté des jeunes gens. Le sport est un instrument positif pour susciter la fierté de l'équipe, de la patrie, et du leader. Le ministère mettra toutes ses forces à élargir la participation des jeunes gens au processus de développement économique et social national. Il encouragera au dialogue en vue d'analyser les besoins les plus pressants des générations présente et suivante et d'en formuler des propositions aux autorités compétentes. Il veillera en toute priorité à célébrer et renforcer les talents des jeunes gens, à encourager leur créativité, à les aider de toutes les manières possibles, ycompris au travers d'associations scientifiques et technologiques correspondant à leurs aspirations.

En 2020 l'apparition du nouveau coronavirus (Covid-19) a mené à la suspension de toutes activités de jeunesse et de sport, y compris des manifestations programmées et parrainées par les divers organismes sportifs du Sultanat, fédérations, comités, clubs sportifs,et équipes nationales. Cette suspension intervint le 15 mars 2020 et appliquée jusqu'à nouvel ordre, suivant la décision de la Commission supérieure chargée de gérer les conséquences du Covid-19. Cette directive fut rapportée le 24 septembre2020, permettant la reprise des activités sportives pour toutes les associations privées sportives ou reliées au sport, sous la réserve que les activités aient lieu hors de la présence de spectateurs et dans le respect des procédures préventives édictées pour la sécurité de tous. En outre, toutes les mesures ordonnées par la Commission supérieure et concernant les personnes et les installations doivent être strictement appliquées.

Les grands athlètes du Sultanat ont enregistré une année fructueuse en 2019, avec de nombreuses victoires en individuel ou en équipe dans les arènes arabes, du Golfe, asiatiques ou internationales. Divers ambitieux projets d'installations sportives furent aussi achevées cette même année, au premier plan desquelles le Complexe sportif de Rustaq, inauguré le 13 septembre 2019, et qui porte à dix le réseau des complexes sportifs du Sultanat, tous construits et gérés selon les normes les plus élevées. Ces superbes réalisations offrent leurs services à tous les segments de la société, aux fédérations, clubs et comités sportifs, et à toutes les agences et institutions publiques et privées.

Toujours en 2019, des améliorations ont été apportées à des complexes et installations de clubs dans diverses parties du pays.

En élevant toujours plus haut la barre pour les athlètes individuels, il est important de suivre le cours ininterrompu des développements dans le sport international de haut niveau. La notoriété internationale expose aussi les sportifs et sportives à de nouveaux horizons. D'autre part, élever de jeunes personnalités nécessite soin et encouragement si l'on veut entretenir leur motivation à rechercher la perfection. Ces facteurs poussent les champions omanais à toujours plus d'exploits dans les compétitions internationales, ce qui à son tour inspire à un sang nouveau de les rejoindre pour cultiver la fierté de leur pays dans de nouveaux domaines du sport. Cest ainsi qu'en 2019 a été annoncée la création de trois nouveaux comités nationaux: Oman Squash Committee, Oman Fencing (escrime) Committee, et l'Omani Badminton Committee.

Le Comité omanais du Golf a accueilli des championnats régionaux et internationaux, démontrant ainsi à quel point il était parvenu dans son infrastructure et dans sa capacité d'organisation. Cette croissance a accompagné celle du golf dans le Sultanat et mis en valeur sa stature internationale. C'est en conséquence de cette remarquable avancée, et par anticipation des succès à venir, qu'a été créée l'Oman Golf Federation en décembre 2019.

Les équipes nationales ont continué de remporter des titres de championnat à l'étranger, les équipes omanaises rapportant 49 médailles en 14 manifestations aux Special Olympics tenus à Abou-Dhabi en mars 2019.

De jeunes Omanais des deux sexes ont obtenu les plus hauts honneurs en compétitions internationales.



Notre équipe nationale de football aux Special Olympics y a été couronnée Championne.

L'équipe nationale de Bowling est sortie troisième aux 9èmes Championnats arabes messieurs et 5èmes dames, qui ont eu lieu au Caire en février 2019. L'équipe a gagné au total cinq médailles dans ce tournoi. Par ailleurs, les juniors d'Oman ont excellé au Championnat asiatique de Voile 2019 à Singapour, arrivant second et troisième dans la catégorie Laser. L'équipe nationale de Bodybuilding a obtenu 13 médailles en quatre compétititons internationales en 2019, représentant des victoires au niveau arabe, asiatique, et international. L'équipe nationale de natation a reçu un accueil triomphal à son retour du 17ème Open Water Swimming Championship du CCG de Koweït. Elle avait atteint le sommet du podium le dernier jour de la série d'épreuves avec l'or en individuel et en équipe.

Aux Championnats asiatiques d'Athlétisme d'avril 2019 à Qatar, l'équipe omanaise de relais a remporté le bronze dans la course des 4x100m. En septembre le Comité omanais des jeux Paralympiques a eu la sixième place des résultats globaux à l'issue des 2èmes Jeux Paralympiques d'Asie occidentale après avoir remporté 19 médailles, dont 7 d'or, 6 d'argent et 6 de bronze. Les jeux se tenaient dans la capitale de Jordanie.

En football universitaire l'équipe d'Oman est arrivée seconde aux Championnats de Football de salle des Universités arabes, qui se tenaient du 29 octobre au 9 novembre 2019 dans la capitale des EAU Abou-Dhabi. Treize pays arabes participaient.





Le Sultanat fêtait, le 17 octobre 2020, la 11ème Journée de la Femme omanaise, rendant ainsi compte du chemin parcouru à partir de son rôle traditionnel depuis 1970. Dans ce demi-siècle de transformation les Omanaises se sont mises à envisager de nouveaux horizons, ont contribué énormément au succès de la moderne Renaissance, et en ont été bénéficiaires dans une égale mesure. Le défunt Sultan Qabous a toujours activement patronné chaque étape du processus, revenant encore et encore, dans ses allocutions publiques, sur le caractère inévitable d'un partenariat à part entière des femmes dans le développement du pays, rôle sans lequel le processus demeurerait incomplet. En dédiant ce 17 octobre à la célébration des femmes, le Sultan Qabous avait à coeur de d'honorer les femmes d'Oman pour tout ce qu'elles avaient apporté, et continuaient d'apporter, à la durabilité et à la construction de la nation. Il insistait sur le respect qu'elles méritaient en raison de la distinction et de la valeur qu'elles avaient apporté à l'Islam.

Des femmes ont donc été promues à des honneurs élevés dans les décennies récentes, ont occupé des postes supérieurs dans l'administration, jusqu'au niveau de membre du Conseil des Ministres, où elles ont eu des portefeuilles importants et fait avancer le développement de leur pays. Leur présence comme représentantes de leur circonscription au Conseil de la Shura a reçu la pleine confiance du public et incité d'autres femmes à des tâches élevées et à se présenter pour des postes publics.Comme membres du corps diplomatique elles ont porté le message de paix du Sultanat dans le monde entier et ont brillé dans leur représentation d'Oman, construisant ds ponts d'amitié avec les pays du monde.



Des Omanaises ont accédé par leur mérite à tous les niveaux, jusqu'aux postes les plus élevés de l'administration, y compris celui de Première Vice-Présidente du Conseil d'État.

Dans l'âge de la Renaissance omanaise régénérée, Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik a réaffirmé sa résolution à inciter les Omanaises à participer au développement national, à aider à leur responsabilisation dans tout le spectre de l'activité publique. Il a ainsi nommé des femmes à de hauts postes de l'administration, reconnaissant leurs talents particuliers et leur qualification pour de grandes responsabilités.

Sa Majesté le Sultan a nommé des femmes à de hauts postes de l'administration en raison de leurs compétences et de leur dévouement à la réalisation de la vision de l'Oman futur.





En un geste prouvant la validité de ses paroles en faveur des femmes qui se sont distinguées dans le service public, Sa Majesté a remis les insignes de l'Ordre de l'Eloge Royal à un groupe d'Omanaises particulièrement méritantes. La remise des honneurs a fait l'objet d'une cérémonie au palais Al Barakah le 17 octobre, marquant la Journée de la Femme.

Sa Majesté a remis l'Ordre de l'Eloge Royal, deuxième classe,



a Son Excellence le Docteur Fatma bint Mohammed Al Ajmiya,,

Sous-secrétaire au ministère de la Santé pour les Affaires administratives, financières et de Planification,

et l'Ordre de l'Eloge Royal, troisième classe, respectivement à:



Aïcha bint Omar bin Ahmed Al Habashi

Farida bint Moussa bin Juma Al Balushi

Zahra bint Salem Al Awfi

et Mme l'Ingénieure Yusra bint Khalaf bin Suleiman Al Subhi

Madame l'Honorable épouse de Sa Majesté le Sultan a décoré un certain nombre d'Omanaises remarquables pour leur personnification de la "femme persévérante".



Au cours de la cérémonie, Madame, l'Honorable Epouse de Sa Majesté le Sultan, a honoré un certain nombre d'Omanaises distinguées pour leur "incarnation de la femme persévérante".

Cette distinction reflétait la reconnaissance, de la part de Madame, l'Honorable Epouse de Sa Majesté le Sultan, des résultats tangibles obtenus par des femmes dans de nombreux domaines, au niveau local, régional ou international. C'était l'affirmation du respect du Sultanat, représenté par sa direction, par son gouvernement et par le peuple, envers des femmes qui ont participé activement au développement et à l'élévation de leur pays. Sa Majesté le Sultan s'est déjà montré fort dans son patronage, prolongeant une politique depuis longtemps soutenue par son prédécesseur le défunt Sultan Qabous.







Succès omanais



Un officier de la Royal Army of Oman a gagné le prestigieux sabre d'honneur à l'Académie militaire de Sandhurst, Royaume Uni.

L'élève-officier Al Azhar bin Zahir Al Zakwani, de la Royal Army of Oman, a reçu le sabre d'honneur pour avoir atteint le meilleur classement général de sa promotion, dans laquelle étaient représentés 28 pays.

Le Sabre lui fut présenté par le Secrétaire britannique à la Défense Ben Wallace lors de la cérémonie de commissionnement, devant de hautes personnalités académiques et militaires et des invités, incluant les parents des cadets diplômés.



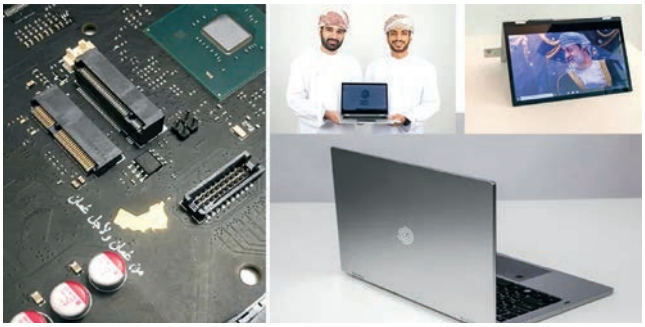
La Royal Cavalry a continué de briller dans les courses internationales avec une forte démonstration à Toulouse pour l' Arabian Horse Flat Racing Festival en Juin 2020. Mirbah, entraîné par T. Fourcy et monté par Melle L. Foulard, a remporté la victoire du 2.100 mètres pour les Pur-Sang arabes.

Le jockey Juiami emmenait Nayar Athba, à Mohammed Al Hazmi et entraîné par Elizabeth Bernard, vers la seconde place.



Une équipe médicale omanaise du National Heart centre au Royal Hospital a réalisé avec succès une première procédure de cathétérisation sur un patient de 40 ans souffrant depuis sa naissance d'une anomalie congénitale complexe du coeur. L'opération a été menée par l'Unité Electrocardiogramme du Centre, et représente un succès médical qualitatif pour l'équipe concernée et pour le statut de la médecine spécialisée du Sultanat.

L'opération a été effectuée en juillet 2020 par une équipe menée par le Dr Ismail Al Abri, cardiologue consultant et cardiologue-pédiatre au Centre, assisté de techniciens du coeur, d'infirmiers et d'anesthésistes.



Lors d'une cérémonie le 15 octobre 2020 le ministère des Transports, Communications et Technologies de l'Information a mis en route un ordinateur de pointe, et de conception omanaise, à la Knowledge Oasis Muscat (KOM).

La société Al Onsor, qui oeuvre à partir de la KOM, a présenté un projet issu d'une combinaison de talents émergeants et de l'aide du SAS Centre pour l'Entreprenariat au ministère des Transports, Communications et Technologies de l'Information. Cet appareil intègre les dernières technologies disponibles sur le marché, avec ses composants mobiles compatibles avec la dixième génération de processeurs d'Intel. Plusieurs versions seront disponibles avec un éventail de vitesses et de capacités du processeur et de capacités de RAM.

وزارة الصحة
Ministry of Health




CERTIFICATE OF RECOGNITION

Ministry of Health
Oman

Winner of WSIS Prizes 2020

Un projet d'avant-garde du ministère de la Santé a valu à Oman un succès notable au Forum virtuel du Sommet Mondial de la Société de l'Information (World Summit on the Information Society). Intitulé "Diagnostic précoce du Cancer du Sein par l'Intelligence Artificielle", il a gagné en catégorie 10 pour ses avantages de santé en ligne. Oman participait à la 5ème semaine du World Summit, qu'organise annuellement l'Union Internationale des Télécommunications en collaboration avec l'UNESCO, l'UNDP et l'UNCTAD, et qui se tenait, cette année, en visioconférence. Le Forum siégeait du 22 juin au 11 septembre 2020.

Le Sultanat, représenté par le ministère de la Santé, a reçu la récompense à l'ouverture du Sommet de la Société de l'Information, au siège de l'Union Internationale des Télécommunications à Genève le 7 septembre 2020.



Le Sultanat a progressé dans les indicateurs du Rapport de l'Indice mondial de l'Innovation 2020, que publie l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), et qui analyse la performance de 130 pays.

Le Sultanat est au premier rang mondial pour le ratio entre le nombre de diplômés en sciences et ingénierie et l'ensemble des diplômés; sixième mondial pour les dépenses d'enseignement du gouvernement par diplômé; 12ème mondial à l'indice de l'enseignement supérieur, en chute de huit places par rapport à son rang de 2019; 24ème mondial pour l'influx d'investissement direct étranger; et 24ème mondial pour l'indice de scolarisation, malgré une chute de 14 places depuis 2019.



Des membres de l'Oman Professional Academy for Taekwondo ont reçu huit médailles au Championnat International organisé à distance par la République Islamique d'Iran sous la supervision de la Fédération Internationale de Taekwondo. On comptait 400 concurrents dans les diverses catégories de poids, qui participaient à partir de 15 pays.

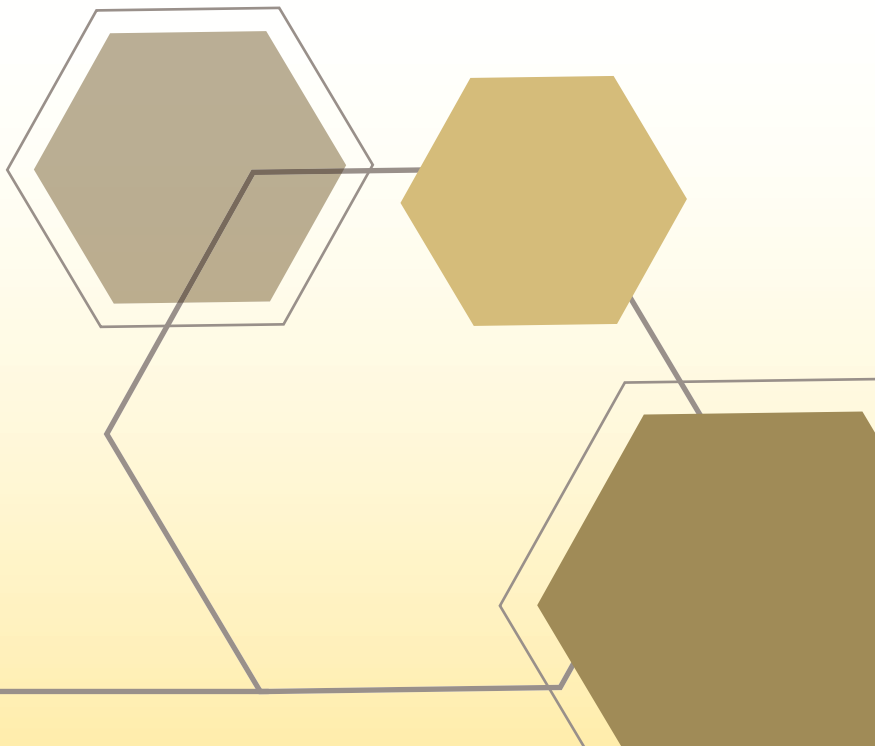
Ces compétitions à distance résultaient de nouvelles règles adoptées par la Fédération Internationale, et qui permettent la tenue de compétitions et de tournois à distance sous la surveillance d'un jury qui attribue les points en fonction du nombre de coups donnés dans l'espace de segments de temps de 25 secondes.







Patrimoine, Culture et Arts – composants essentiels de l'état moderne



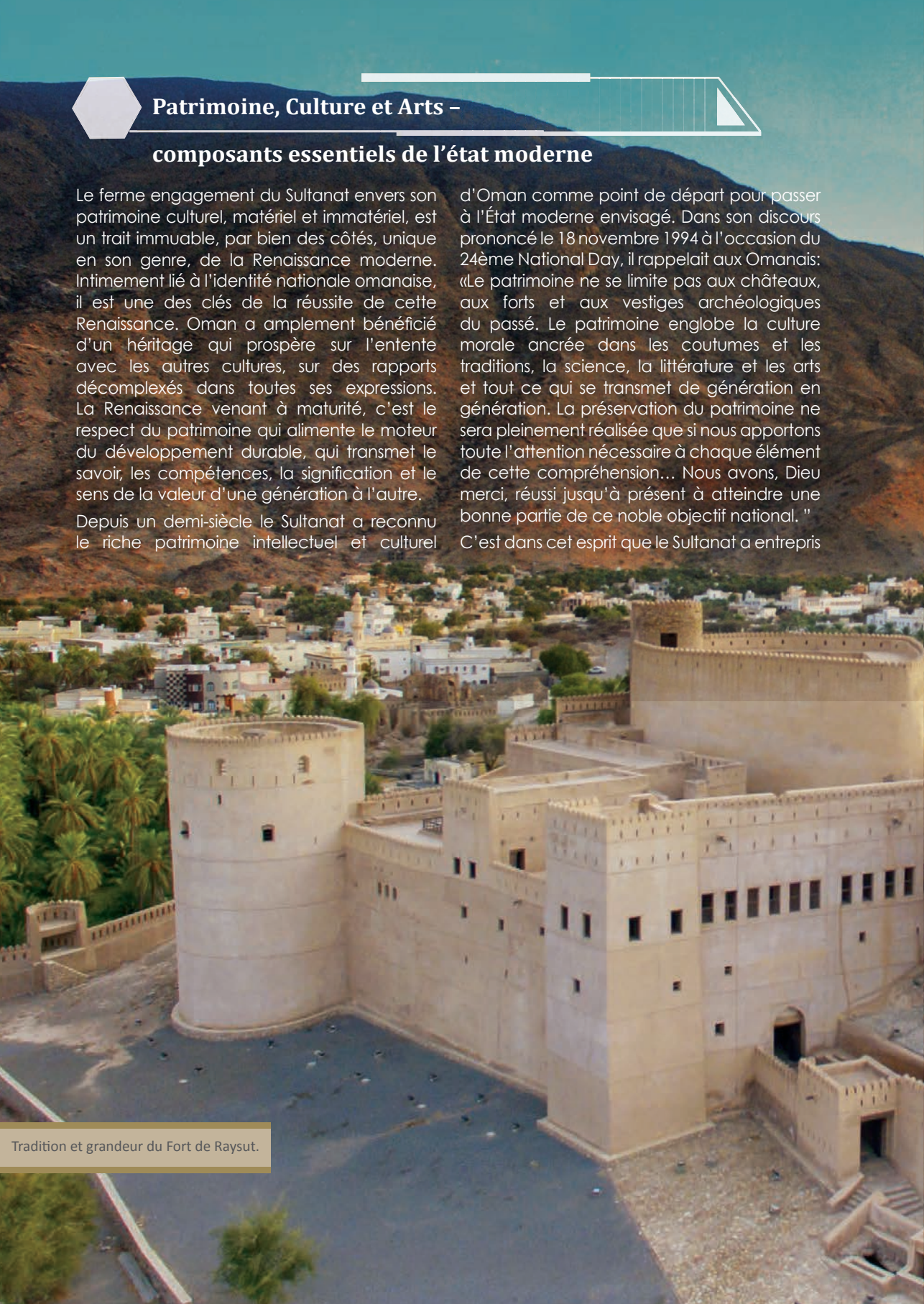
Patrimoine, Culture et Arts –

composants essentiels de l'état moderne

Le ferme engagement du Sultanat envers son patrimoine culturel, matériel et immatériel, est un trait immuable, par bien des côtés, unique en son genre, de la Renaissance moderne. Intimement lié à l'identité nationale omanaise, il est une des clés de la réussite de cette Renaissance. Oman a amplement bénéficié d'un héritage qui prospère sur l'entente avec les autres cultures, sur des rapports décomplexés dans toutes ses expressions. La Renaissance venant à maturité, c'est le respect du patrimoine qui alimente le moteur du développement durable, qui transmet le savoir, les compétences, la signification et le sens de la valeur d'une génération à l'autre.

Depuis un demi-siècle le Sultanat a reconnu le riche patrimoine intellectuel et culturel d'Oman comme point de départ pour passer à l'État moderne envisagé. Dans son discours prononcé le 18 novembre 1994 à l'occasion du 24ème National Day, il rappelait aux Omanais: «Le patrimoine ne se limite pas aux châteaux, aux forts et aux vestiges archéologiques du passé. Le patrimoine englobe la culture morale ancrée dans les coutumes et les traditions, la science, la littérature et les arts et tout ce qui se transmet de génération en génération. La préservation du patrimoine ne sera pleinement réalisée que si nous apportons toute l'attention nécessaire à chaque élément de cette compréhension… Nous avons, Dieu merci, réussi jusqu'à présent à atteindre une bonne partie de ce noble objectif national. "

C'est dans cet esprit que le Sultanat a entrepris



Tradition et grandeur du Fort de Raysut.

de nombreux projets de nature culturelle reflétant la valeur qu'il porte à son patrimoine immatériel. En vertu de l'article 13 de la loi fondamentale de l'État, promulguée par décret royal No 101/96, l'État «favorise et conserve le patrimoine national». En effet, l'année 1994 a été consacrée au patrimoine omanais en tant que pilier de l'État moderne, en raison de sa valeur comme outil d'identification de la société.

Le Sultanat adhère à de nombreuses conventions internationales liées à son héritage culturel, notamment la Convention de 2003 pour la Sauvegarde du Patrimoine culturel immatériel, ratifiée le 22 juin 2005 par décret royal 56/2005, la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ratifiée le 4 mars 2007 par décret royal No 20/2007. Ces engagements ont été bénéfiques pour le Sultanat dans ses efforts pour préserver le passé, pour élaborer des politiques de conservation qui reflètent la valeur qu'il attribue à son patrimoine culturel et pour protéger ce patrimoine de manière à en assurer la transmission d'une génération à l'autre.

Le Sultanat participe régulièrement aux réunions internationales, notamment celles du Comité Inter-gouvernemental pour la Sauvegarde du Patrimoine culturel immatériel et de l'Assemblée générale des États parties à la Convention internationale pour la Sauvegarde du Patrimoine culturel Immatériel.



L'enregistrement apporte une valeur supplémentaire à ces arts traditionnels en améliorant les perspectives de leur continuité. Il met en valeur le patrimoine culturel du Sultanat, encourage la diversité culturelle, la créativité humaine et le dialogue entre les cultures. C'est l'un des nombreux domaines de la collaboration entre Oman et l'UNESCO depuis son adhésion à l'organisation en février 1972.

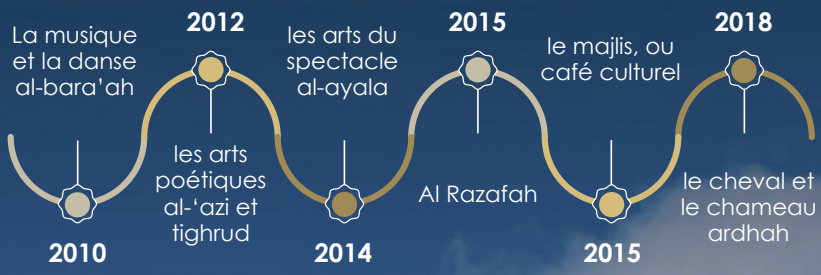
En décembre 2019 le Sultanat, en collaboration avec plusieurs autres pays arabes, a réussi à faire inscrire la dénomination conjointe ' Le palmier dattier, savoir, compétences, traditions et pratiques' sur la liste de l'UNESCO du Patrimoine culturel immatériel de l'Humanité

En août 2020 ont été restructurées un certain nombre d'institutions publiques, parallèlement à l'institution d'un ministère de la Culture, des Sports et de la Jeunesse. L'ancien ministère du Patrimoine et de la Culture est devenu ministère du patrimoine et du Tourisme, et ses termes de référence et son organisation témoignent d'une volonté de fusionner l'administration de certains objectifs nationaux afin d'éviter doubles emplois et chevauchement et de rationaliser les services rendus.



Le patrimoine immatériel du Sultanat comporte huit articles, dont l'homologation assure la pérennité en tant qu'expressions authentiques des arts du patrimoine omanais.

Dans le cadre de la coopération existante entre le Sultanat et l'UNESCO, le Sultanat a pu enregistrer huit éléments de son patrimoine immatériel.





Le décret royal No 87/2020 qui établit le ministère de la Culture, des Sports et de la Jeunesse souligne ses nouvelles responsabilités dans les affaires culturelles.

Compétences du ministère de la Culture, des Sports et de la Jeunesse

Il aura la charge de superviser les bibliothèques et les institutions qui collectent et documentent les contributions d'Oman aux arts, et de promouvoir la perception de leur valeur, tant en Oman qu'à l'étranger. Aux niveaux régional et international il travaillera à une dissémination élargie de la culture omanaise, célébrant et encourageant l'excellence en littérature et en art.

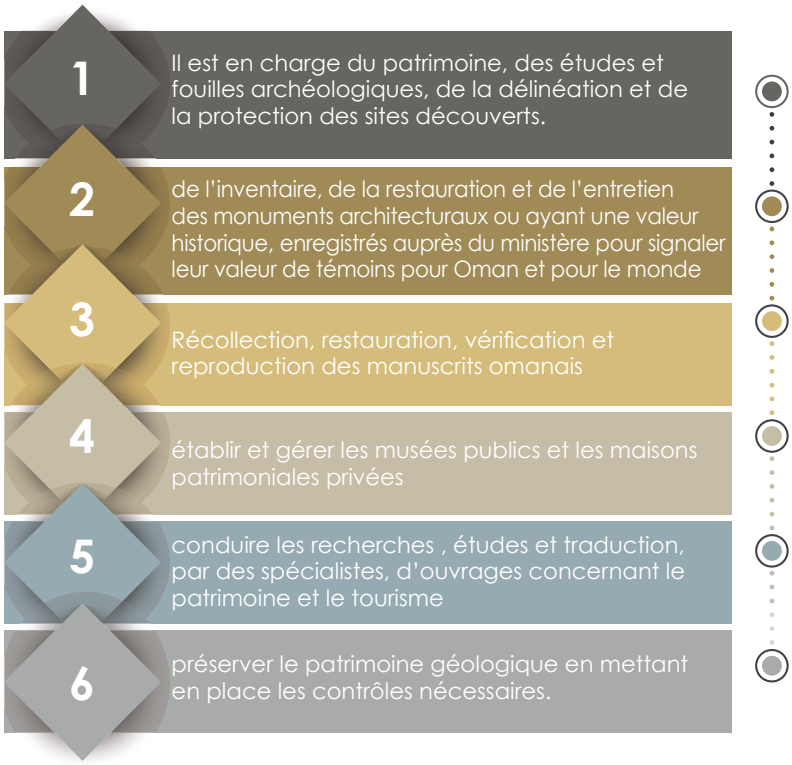
Sur le plan pratique cette nouvelle approche se traduira par un réseau de nouvelles bibliothèques, des aides aux recherches et études ainsi qu'à la traduction par des spécialistes d'ouvrages de tous domaines.

Le nouveau ministère a la responsabilité des expositions, festivals et événements culturels nationaux et internationaux. Sa mission à cet égard est de mettre en valeur l'influence culturelle d'Oman, de ménager des échanges mutuels amicaux plutôt qu'une concurrence entre les cultures,

de créer et gérer des galeries et des centres artistiques, d'architecture et d'exposition, et plus généralement collecter, documenter et célébrer la tradition artistique d'Oman sur place comme à l'étranger.

Le ministère aura dans le théâtre une de ses cibles, combinant arts et jeunesse, et il prodiguera donc ses encouragements à des productions dramatiques engagées, dans le contexte global de son aide à la créativité en théâtre et en art. Il s'agira d'une aide pratique pour les arts en général, assurant la durabilité de compagnies théâtrales et d'institutions privées, théâtres et centres artistiques fonctionnant dans les limites des lois et directives applicables.

L'ancien ministère du Patrimoine et de la Culture a donc vu son nom changer pour celui de ministère du Patrimoine et du Tourisme, et ses nouvelles responsabilités définies par le décret royal No 91/2020.



Tandis que les nouveaux ministères se préparent à remplir leurs tâches de promotion du secteur culturel dans un contexte de développement durable, préservant le patrimoine et la culture du Sultanat et l'investissant avec efficacité, ils bénéficieront de l'assistance de ces autres institutions officielles que sont le Diwan de la Cour Royale, le Centre supérieur Sultan Qabous de Culture et de Science, l'Autorité nationale des Documents et Archives,, l'Université Sultan Qabous, le Royal Opera House de Mascate, le Club culturel et diverses institutions de la société civile, qui toutes ont contribué de manière déterminante à la vie culturelle du Sultanat et à mettre en lumière les nombreux et passionnants aspects de son impact historique sur le monde en général.

Le Prix Sultan Qabous de Culture, d'Arts et de Littérature témoigne du soutien constant de Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said à la vie intellectuelle et artistique du pays et témoigne du rôle historique joué par le Sultanat dans la consolidation de la notion de sensibilisation culturelle comme clé de la progression de l'humanité sur la voie de la civilisation. Ce Prix, hommage de Sa Majesté à cet idéal profond, a été créé par le décret royal No 18/2011 du 27 février 2011.

Des sites archéologiques jalousement protégés

Les sites du patrimoine répartis sur l'ensemble du territoire reflètent une histoire et une civilisation qui enjambe de très nombreux siècles.



Le patrimoine et les sites culturels du Sultanat ont eu beaucoup de chance avec l'attention et l'aide qu'ils reçoivent. Aucune dépense n'est épargnée pour s'assurer que les projets de restauration entrepris bénéficient des méthodes et de l'expérience d'équipes travaillant selon les meilleures normes internationales. C'est une marque de respect pour la valeur du patrimoine, et elle est récompensée par une garantie de viabilité à long terme sous la forme de recettes touristiques. Ce sont ainsi des centaines de sites , dans tout le Sultanat, où l'Histoire a été ramenée à la vie, une histoire fascinante et multiséculaire.

Les travaux de restauration se poursuivent sur la mosquée historique Owainah, à Wadi Bani Khalid, Sharqiyah nord, qui date du milieu du 16ème siècle. La majeure partie du travail sur le mihrab de la mosquée et ses traits décoratifs est désormais achevée sur le modèle exact du mihrab d'origine transféré auparavant au National Museum.

Le ministère du Patrimoine et du Tourisme travaille à la restauration de la maison Fateh el Kebir, à Bausher, gouvernorat de Mascate, qui est un des projets qu'il s'est engagé à aider au titre du patrimoine matériel privé. Le ministère fournit une aide technique aux citoyens qui lui font une demande d'aide à la restauration d'un habitat traditionnel privé, depuis le stade de l'étude et de la documentation jusqu'à la préparation des documents d'appel d'offres et à la réalisation des travaux et à la

fourniture de certains matériaux traditionnels. La restauration de cette maison a été entreprise en mai 2018.

Les travaux se sont aussi poursuivis depuis la mi-2019 au fort de Nakhl, dans la wilayat éponyme de Batinah sud, un projet de restauration intégrale comprenant la réfection des revêtements internes et externes, la reconstruction de plafonds et le traitement des sols et murs affectés.

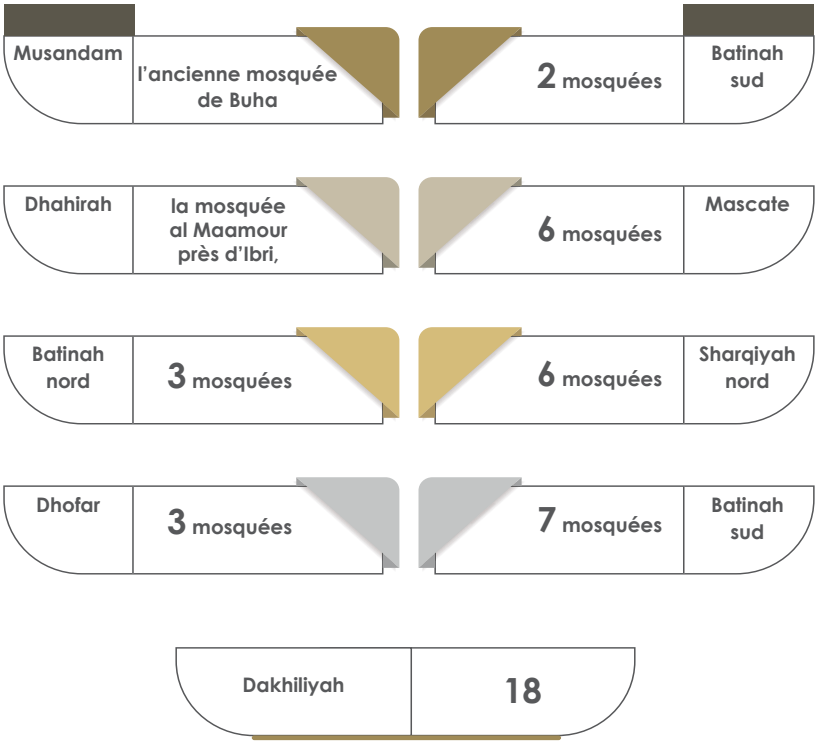
La restauration de la tombe de Bibi Maryam, dans la ville historique de Qalhat, près de Sour, Sharqiyah sud, se poursuit alors que le site est devenu Patrimoine Mondial en 2018. Les travaux sont conduits par une équipe de spécialistes en strict accord avec les procédures, normes et recommandations internationales reconnues dans ce domaine, offrant à Oman une mesure de la valeur de son patrimoine et assurant sa conservation à long terme.

Les travaux du fort de Barka, Batinah sud, ont été achevés en 2019, consistant en la restauration de la structure principale et des quatre tours périphériques, dont la plus spectaculaire est le donjon octogonal. Le fort comporte de multiples chambres internes et une mosquée, et se distingue par la hauteur et la largeur de son enceinte.

Depuis le début de ces restaurations et jusqu'à la mi2020-, au total, ce sont 82 forteresses, citadelles et murailles qui ont été restaurées, dans 45 wilayats du Sultanat.

wilayat	gouvernorat	Nombre de châteaux et forts
Mascate, Bawshar, Seeb, Qurayyat et Matrah	Mascate	9
Khassab, Dibba et Bukha ; un à Buha	Musandam	4
wilayats de Salalah, Mirbat, Sadah, Rakhyut, Thumrait et Mazyouna au Dhofar, y compris Kut Hamran près de Salalah	Dhofar	8
wilayats de Bidbid, Bahla, Samail, Manah et Nizwa dans la Dakhiliyah	Dakhiliyah	8
Rustaq, Al Awabi, Barka, Nakhl, Wadi al Ma'awal et Masnaa	Batinah sud	9
al Kamil et al Wafi et Ja'alan Bani bu Hassan	Sour	9
al Qabil, al Mudhaibi, Ibra, Bidiyah, Dima al Ta'yin et Wadi Bani Khalid	Sharqiyah nord	11
Buraimi et Mahdah	Buraimi	6
Ibri, Dhank et Yankul	Dhahirah	5

De plus, à la mi- 2020,un total de 52 mosquées dispersées sur tout le Sultanat avaient été restaurées et redécorées,



Les recherches et fouilles archéologiques se sont poursuivies dans le Sultanat au cours de la saison 2019/2020 sur 20 sites dans les divers gouvernorats. Ces travaux de grande valeur ont été conduits en collaboration avec des institutions universitaires locales et internationales, réunissant des équipes de l'Université Sultan Qabous et d'institutions du Royaume Uni, d'Allemagne, d'Italie, de France, des Pays-Bas, de Pologne, de la République Tchèque et du Japon.

Une équipe du ministère du Patrimoine et du Tourisme, aux côtés d'une mission de l'Université de Rome, a terminé la quatrième saison de fouilles du site de Dibba, se concentrant sur la seconde tombe, qui date du premier millénaire avant JC. Plusieurs inhumations ont eu lieu à des périodes ultérieures au-dessus du niveau de la tombe explorée, et ont été également documentées et vidées de leur contenu. Une découverte unique dans les fouilles archéologiques du Sultanat est celle d'une

amulette d'origine égyptienne. Baptisée l'Œil d'Horus, mais aussi par le descriptif de wedget ou wedgat, ou encore ujat, c'est un symbole égyptien de protection, de pouvoir royal et de parfaite santé.

Une seconde équipe du ministère, travaillant avec une mission italienne de l'Université de Bologne, a mené des fouilles sur le site de Ras el Hadd 1, un des sites les plus prégnants du troisième millénaire avant JC. Découvert tout d'abord en 1990, ce Site 1 s'est avéré être un important dépôt de tessons de poteries, beaucoup d'entre eux originaires de la civilisation de Harappan, dans la vallée de l'Indus. Aussi trouvés furent des perles de collier, des outils taillés dans des coquilles, et des foyers de pierre. Les découvertes faites dans ce site attestent du commerce et des échanges entre les civilisations de Magan et de Harappan dès le début du troisième millénaire avant JC.

Pour la deuxième saison, le ministère et une mission italienne de l'Université de Naples ont étudié un groupe de trilithes, sépultures et dépôts de coquilles de l'âge du Fer sis à Wadi Nafun et Wadi Sai près de Duqm, dans la Wusta. On pense que les trilithes servaient de marques pour baliser les anciennes pistes commerciales.

Cette saison, les travaux de l'enquête sur la côte de la mer d'Arabie se poursuivent dans le cadre d'une mission conjointe avec une équipe française du Centre national de la recherche scientifique. Son objectif est de dresser un inventaire des traces d'établissements humains anciens sur la portion de la côte omanaise comprise entre Sharqiyah sud et Dhofar.

Par ailleurs, à Sour, dans la zone de Khor Grama, le ministère a été rejoint par une mission française de l'Institut des Déserts et des Steppes, dans sa recherche de traces d'occupation de l'âge de Pierre, et pour en savoir plus sur la nature de tels établissements et sur les pratiques funéraires du troisième millénaire avant JC.

Les fouilles du ministère se poursuivent sur le site de l'âge du Bronze à Ras al Jinz (RJ3) près de Sour, où ses archéologues ont reçu le renfort d'une mission hollandaise de l'Université de Leyde pour cette troisième saison. Le but principal ici est d'identifier le site de l'ancien port commercial de Ras al Jinz, qui jouait un rôle dans les échanges avec les civilisations de la vallée de l'Indus et de la Mésopotamie. Cette mission étudiera aussi les traces qui ont été découvertes d'ateliers

de fabrication de bijouterie en coquille et en perles, et tentera de dater l'occupation originelle du site.

Pour la quatrième saison consécutive le ministère du Patrimoine et du Tourisme et l'Université d'Ohio observent les conditions générales, sociales et environnementales de la région du Dhofar, et plus particulièrement la couverture végétale et les systèmes pastoraux, ainsi que leur impact sur la structure et les habitudes sociales des communautés locales.

Les travaux du ministère en collaboration avec l'Université John Hopkins touchent à leur fin sur le site du 1er millénaire avant JC de Aqir al Shamus, wilayat de Yankul dans la Dhahirah, site associé à l'extraction et à la production d'objets en saponite. Se poursuivent également les fouilles du ministère à Raki, site d'extraction de minerai de cuivre de Yankul au premier millénaire avant JC, et des travaux de repérage à Safa, wilayat d'Ibri, de la même période.

La mission conjointe de l'Université Sultan Qabous et du British Museum achève sa troisième saison sur le site du fort sassanide d'al Fulaij, wilayat de Saham, étudiant la période préislamique des Sassanides, et répertoriant toutes les trouvailles : poteries, perles, objets en métal et en pierre.

Une autre équipe du ministère travaille avec des collègues de l'Université de Tübingen sur les sites de l'âge du Bronze de de la région d'Al Khashbah. Cette région recèle les plus anciennes installations de fonte et de travail du cuivre en Oman, remontant au début du troisième millénaire avant JC. Des études seront conduites, en outre, dans les villages d'al Mudhaibi afin de déterminer la nature de l'occupation de ces sites et d'établir la chronologie des sites les plus intéressants.

Une seconde collaboration entre le ministère et l'Université de Tübingen s'est en outre adjoint une équipe de l'Université d'Oxford pour une deuxième saison de préparation de l'étude archéologique des sites néolithiques mis au jour au cours de l'expédition britannique dans le district de Sarh entre Ibri (Dhahirah) et Rustaq (Batinah Sud). Pendant ce temps, à Ibri, adjacent à une cavité rocheuse, a été découvert ce qu'on croit être le premier site présentant des couches d'habitations séquentielles en Oman, et le

deuxième seulement dans la péninsule arabique.

L'un des plus importants gisements de cuivre de l'âge du bronze est situé à Qamira dans la wilayat de Dhank, où d'énormes structures de pierre attestent de son importance sur l'ancienne route commerciale du cuivre.

En raison de l'importance du site, et en collaboration avec une mission polonaise de l'Université de Varsovie, les fouilles ont été étendues à trois sites près de Ain Beni Saada qui datent de la longue période entre la période d'Umm al Nar et l'âge du Fer. La mission espère en apprendre davantage sur la nature de l'occupation de cette région et sur la chronologie des sites découverts jusqu'à présent.

Un projet sur trois ans de durabilité culturelle mené par le ministère aux côtés d'une équipe de l'Institut japonais de Recherche sur l'Humanité et la Nature (RIHN) porte sur la région de Tanuf de Nizwa dans la Dakhiliyah. Le projet documente les preuves archéologiques de la région en vue de la création d'une base de données. Il s'intéresse spécialement à l'interaction entre changement climatique et activité humaine et à l'impact de ces changements sur le peuplement de l'âge de Pierre à la période préislamique. Il est également engagé dans d'autres explorations dans une caverne occupée au 2ème millénaire av. JC.

Un projet concernant le ministère et une équipe australienne de l'Université La Trobe recherche, pour sa seconde saison, les traces des plus anciennes activités humaines d'Oman, mettant l'accent sur la période néolithique et la culture Acheuléenne. On espère trouver des indices à l'appui de l'hypothèse selon laquelle l'un des chemins par lesquels la race humaine s'est répandue hors de l'Afrique passe par la traversée du détroit de Bab el Mandeb et l'Arabie du sud.



Une civilisation ancienne à travers des yeux modernes

Les institutions culturelles du Sultanat travaillent en collaboration pour promouvoir l'image d'un Oman pays de culture, qui expose les nombreuses facettes de cette image dans toutes les manifestations locales et à l'étranger. La culture représente la face civilisée du développement d'un pays, et le Sultanat protège avec fierté son statut de creuset de cultures des plus anciennes aux plus récentes.

A cet égard, toutes les associations, officielles ou indépendantes, concernées par les arts, la littérature, la musique et la culture en général ont en commun le désir de tisser des liens avec leurs homologues étrangers. Le ministère de la Culture, des Sports et de la Jeunesse, celui du Patrimoine et du Tourisme, le Sultan Qaboos Higher Centre for Culture and Science, le Forum littéraire, le Club culturel, et bien d'autres associations d'écrivains, d'auteurs dramatiques, de producteurs de films, de journalistes etc... ont des échanges avec les autres pays, participent à des réunions et à des actions conjointes parrainées par des organismes multinationaux, accueillent ou prennent part à des semaines culturelles, et adhèrent à des conventions internationales approuvées par le ministère des Affaires légales. Elles prêtent ainsi crédibilité et retentissement international à l'appui jamais démenti du Sultanat pour l'activité culturelle.

En Oman, des associations, officielles ou indépendantes, de soutien aux activités culturelles participent régulièrement aux manifestations organisées à l'intérieur du Sultanat et à l'étranger. Ils offrent aux intellectuels et aux écrivains omanais une base de soutien où des personnes partageant les mêmes idées peuvent communiquer, et stimulent les talents créatifs en leur obtenant un soutien à la publication ou une inclusion dans des activités culturelles.

Les organes officiels du Sultanat parrainent périodiquement des manifestations et des activités destinées à améliorer la qualité de la production artistique, littéraire et intellectuelle du pays. Les créateurs ont à leur portée de nombreux soutiens pour chercher à améliorer leurs capacités ou à communiquer leurs œuvres, grâce aux programmes gouvernementaux qui soutiennent la publication de travaux créatifs tant au niveau national qu'international.



Les Musées- des fenêtres sur les gloires du passé

Le Sultanat a une réputation méritée pour l'investissement dans son patrimoine et pour le soin exceptionnel qu'il prend de ses trésors historiques. Il est conscient du rôle qui est celui des musées dans le dialogue des cultures, des langues et des sociétés. Les musées font usage de tous les outils modernes pour illustrer au maximum l'interaction entre les civilisations anciennes, et comment elles ont influencé la société d'aujourd'hui, apportant savoir et liens entre les gens, et préservant l'histoire humaine.

Le Musée National est le plus notoire de ces édifices. Il est dédié à mettre en valeur les mille facettes du patrimoine de la nation, depuis les premières prémisses des établissements humains dans la Péninsule Arabique jusqu'à aujourd'hui.

Il a été fondé par décret royal No 62/2013, promulgué le 20 novembre, et ouvert officiellement le 15 décembre 2015. Il abrite plus de sept mille objets archéologiques, pour la plupart rares ou uniques, ainsi que des dizaines de milliers d'autres objets d'exposition disposés de manière à illustrer l'histoire de l'évolution humaine en Oman depuis les premiers jours jusqu'à aujourd'hui.

Les collections du Musée ont été augmentées par l'acquisition de 643 articles par achat, don, prêt ou commission. Par ailleurs, 706 pièces du musée ont été restaurées et mises en réserve, notamment le fameux trésor de Sinaw, plus important trésor de monnaies islamiques découvert en Oman à ce jour.

En novembre 2019 le Musée National a été unanimement reconnu comme membre de l'Association des Musées Nationaux asiatiques, devenant ainsi le premier musée du Moyen-Orient et du monde arabe à être adopté par cette association.

En dehors du National Museum le ministère du Patrimoine et de la



Le National Museum restitue des témoignages éloquents de la civilisation omanaise à travers les âges.

Culture a autorité sur d'autres musées publics, dont le Musée d'Histoire Naturelle, ouvert en 1985, qui expose les nombreux et divers aspects de l'environnement en Oman, avec des descriptions illustrées de terrain, de géologie, de végétation, d'insectes et de faune sauvage et marine.

Le Children's Museum, ouvert en 1990, est une source d'éducation scientifique et technologique qui présente les inventions modernes et la connaissance scientifique d'une manière simplifiée et à la portée des enfants, leur faisant sentir le rôle essentiel de la science dans la vie.

Le Musée Omano-Français fut inauguré à Mascate en 1992, avec pour mission de souligner les relations historiques entre Oman et la France du 19ème siècle. Il est logé dans la maison qui abrita le Consulat de France et qui comporte huit pièces. Ce musée recèle une collection de documents qui racontent les relations entre les deux pays, avec en plus des costumes traditionnels de part et d'autre, une sélection de bijoux et d'antiquités et des modèles de navires omanais et français de l'époque.

Au fort de Sohar, un musée a été ouvert en 1993 consacré à l'histoire de la ville et à ses relations culturelles et économiques. En 2008, un musée Sayyid Faisal bin Ali a été ouvert au sein du ministère du Patrimoine.

Le ministère de la Défense gère le Musée des Forces armées du Sultan, logé au fort de Beit Al Falaj à Ruwi depuis 1988 et consacré aux hauts faits de l'histoire militaire d'Oman.

Le Musée de la Porte de Mascate présente un tour de la ville de Mascate, retrace sa croissance d'un simple port de commerce à une métropole prospère. Il contient des objets illustrant le développement de la ville depuis les temps anciens.

Le Musée du Pays de l'Encens a été ouvert le 23 juillet 2007 dans le Parc archéologique d'al Balid, près de Salalah. C'est un hall divisé en six sections présentant l'histoire d'Oman au cours des âges, et une salle consacrée à l'illustre histoire omanaise de la navigation et de la construction navale.

Le Centre d'exposition du Pétrole et du Gaz montre l'histoire de la formation du pétrole au cours des temps, et des stades de son extraction. C'est une représentation de l'histoire de la découverte du pétrole dans le Sultanat.

Le Musée de la Monnaie, à la Banque Centrale d'Oman sise à Ruwi, passe en revue l'histoire de la circulation de monnaie dans le Sultanat et présente des monnaies de toutes les époques, y compris des monnaies des premiers temps de l'ère islamique.

Il existe des musées privés, tels que le musée Bait al Zubair à Mascate, qui a ouvert ses portes en 1998 et abrite de précieux objets de collection et costumes des divers gouvernorats du Sultanat. Le musée d'art moderne de Ghaliya, ouvert en 2011 sur la corniche de Matrah, dispose de salles représentant la maison moderne typique du début des années 1950 au milieu des années 1970.

Le 8 juillet 2014 a été ouvert le Musée de l'Éducation, à la Saidiya School de Mascate. Cette institution présente l'évolution de l'école publique dans le Sultanat. L'école Saidiya elle-même occupe une place de choix dans cette histoire, et c'est elle qui a inspiré la création du musée.

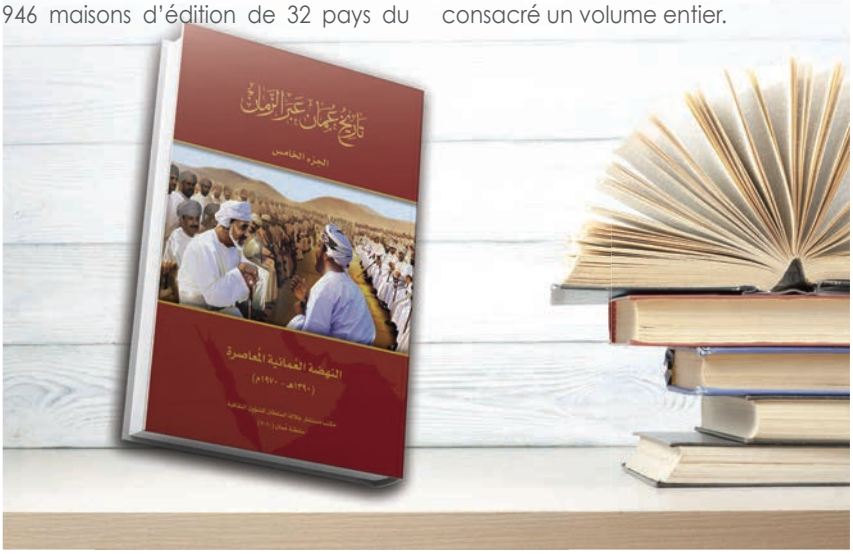
Une présence active aux foires du Livre

La participation aux expositions culturelles et aux foires, surtout aux foires internationales, sont l'occasion pour le Sultanat de faire connaître divers aspects de sa culture et de sa société qui ne sont pas forcément connus dans le reste du monde. Le Sultanat participe donc volontiers aux plus importantes Foires du Livre à l'étranger et y expose les œuvres imprimées de ses savants et de ses écrivains, faisant ainsi connaître des aspects de la vie culturelle en Oman.

La désormais traditionnelle Foire Internationale du Livre de Mascate est le plus ambitieux de ces événements dans le Sultanat. Elle a acquis une prééminence sur les états arabes et du Golfe qui ont une foire similaire, étant devenue l'une des foires du livre du monde arabe les plus estimées, et contribuant à la circulation de l'édition dans le monde.

La 25ème Foire du Livre, qui se tenait du 22 février au 2 mars 2020 et représentait le Jubilé d'Argent de cette Foire très populaire, accueillait 946 maisons d'édition de 32 pays du monde entier. Ensemble, les cinq salles du Centre omanais d'Expositions et de Conventions abritaient 184 stands. Le thème culturel associé tournait, cette année, autour de la Renaissance Moderne et la philosophie de Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said. Le programme d'activités culturelles accompagnant la Foire offrait aux adultes plus de 86 événements, sans compter ceux s'adressant aux enfants et d'autres centrés sur l'invité d'honneur de la Foire.

Cette Foire fut aussi l'occasion du lancement de l'encyclopédie « Oman à travers les âges », décrite par les critiques comme « la perle des encyclopédies d'Oman ». Cet ouvrage ambitieux de 2.136 pages est présenté en 5 volumes, en même temps que trois versions abrégées, et retrace l'histoire d'Oman depuis une préhistoire de deux millions d'années jusqu'au dernier jour de la vie de Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur – Dieu le garde en paix -, ère de prospérité à laquelle est consacré un volume entier.



Un volume dédié au défunt Sultan Qabous, de l'encyclopédie Histoire d'Oman à travers le temps, une vraie perle parmi les ouvrages de référence sur Oman.

Un entrepôt d'histoire

Documents et archives constituent une riche ressource dans l'examen de l'information, des idées et des décisions qui donnent forme au processus de l'action nationale.



Documents et manuscrits sont les puissants réceptacles du produit de la créativité de l'homme au cours des âges, de la connaissance et du savoir dans les divers domaines de l'activité humaine. Le Sultanat conserve précieusement les documents historiques qui attestent du cours de l'action nationale.

La National Documents and Archives Authority (NRAA) est chargée de la conservation, collection, classification et archivage des documents dans le Sultanat. Depuis sa création en 2007 par décret royal No 60/2007, la NRAA a rassemblé et archivé une vaste et importante collection de documents historiques touchant au Sultanat et couvrant toutes les périodes de son histoire.

La NRAA possède aujourd'hui un fonds de 2.366.143 documents sous forme manuscrite ou digitale, archivés par tous les moyens convenables. Ce fonds est en constante augmentation témoignant de la richesse de la documentation existante, et aussi des efforts énergiques de la NRAA pour les rassembler.

Outre les documents de source officielle, la NRAA collecte et préserve le matériel intéressant glané auprès des sources privées, assurant sa protection pour la postérité. Elle facilite ainsi l'accès de ces archives aux étudiants et chercheurs. Elle héberge ainsi, actuellement, 400.000 documents acquis auprès de sources privées.

La NRAA entretient d'excellentes relations avec de nombreuses

institutions similaires dans le monde. De sa création à la fin de juillet 2020, elle a signé 16 lettres d'intention avec des centres de documentation et d'archives du monde entier facilitant tous les aspects d'une coopération dans le domaine documentaire. Elle assume des activités mutuellement bénéfiques avec ces institutions, en échangeant des documents, des expertises et des visites à des fins de formation, en accueillant des séminaires, des expositions et des manifestations culturelles en relation avec les archives avec des pays qui ont eu et ont toujours des relations historiques, économiques et géopolitiques avec Oman. L'Autorité use de tous les canaux diplomatiques et bilatéraux pour retrouver des manuscrits originaux ou, comme c'est souvent le cas, des reproductions quand les originaux se trouvent dans des archives internationales.

La NRAA est affiliée à ou entretient des relations amicales avec de nombreuses associations régionales et internationales, notamment le Conseil International des Archives, sa Branche pour la région arabe, et le Secrétariat général des États membres du Conseil de Coopération.

Témoignage du sérieux avec lequel l'Autorité considère son mandat archivistique et diplomatique, elle a à ce jour accueilli 17 conférences scientifiques ou séminaires réunissant des participants étrangers et créé d'importants musées et expositions sur des thèmes divers. Les expositions d'archives offrent à la NRAA la meilleure manière de nouer des liens avec le public. L'Autorité a pleinement exploité cette fenêtre, parrainant à ce jour plus de 91 expositions d'une forme ou d'une autre, tant au pays qu'à l'étranger.



Manuscrits et documents sont soigneusement restaurés, photographiés et archivés au moyen des techniques les plus sophistiquées disponibles aujourd'hui.



Au stade qui précède l'archivage des documents, une restauration est fréquemment nécessaire afin de les remettre dans leur état d'origine ou aussi près que possible de cet état. Après analyse de la composition du manuscrit et des spécifications du papier et des encres, un traitement chimique adéquat est adopté.

Un total de 211.505 feuillets avaient, fin juillet 2020, été ainsi restaurés.

documents	**66.733**	**1.507**	manuscrits et livres
cartes	**769**	**71**	classeurs
Files	**131**	**6.018**	représentant pages



La mémoire orale a une grande importance historique et sociale, et de nombreux entretiens ont été enregistrés pour conserver les souvenirs qui dorment en elle.

Depuis 2012 la NRAA s'est lancée dans une course contre la montre pour enregistrer et préserver pour la postérité le riche fonds de sagesse contenu dans la "mémoire collective" orale de la nation, et elle a même installé un studio spécial à cet effet. A Juillet 2020 elle avait conduit 452 interviews ont eu lieu avec 335 personnes, constituant un total de 900 heures d'enregistrement audio-visuel. Ces interviews sont plus tard transcrites pour une meilleure facilité d'archivage et de circulation.



Le Centre supérieur Sultan Qabous de Culture et de Sciences

Le Sultan Qaboos Higher Centre for Culture and Sciences (SQHCCS) a eu un puissant impact matériel sur les mouvements littéraires et artistiques que connaît le Sultanat. Il entretient la coopération avec les institutions culturelles des autres pays, faisant connaître la culture omanaise dans un environnement réceptif.

Le Centre fonctionne dans le cadre tracé par le décret royal No 52/2012, qui en a fait un organisme culturel et scientifique avec des attributions liées à la protection de la culture, de la science et des humanités. Il supervise un certain nombre d'organes et institutions concernées par les activités spirituelles et intellectuelles, mosquées, instituts de science islamique et écoles coraniques. Il a autorité sur le Sultan Qaboos Complex for Culture and Entertainment de Salalah, l'Oman Centre for Traditional Music, le Sultan Qaboos College for Teaching Arabic to Non-Native Speakers, et le Prix Sultan Qabous pour la Culture, les Arts et la Littérature.



Il a, par ailleurs, la supervision des chaires universitaires Sultan Qabous, au nombre de 16, créées an nom de Sa Majesté dans 13 universités étrangères. Ces fondations concernent des disciplines allant des humanités aux sciences appliquées.

La tâche principale dévolue à ces institutions consiste à conduire des études et recherches dans leurs domaines respectifs. Elles supervisent des diplômés qui entreprennent masters ou doctorats, et aident à la tenue de séminaires, conférences et ateliers scientifiques.

Le Collège Sultan Qabous d'Enseignement de l'Arabe comme langue étrangère remplit une fonction importante, contribuant à l'abaissement des barrières linguistiques, et renforçant le contact entre les diverses cultures qui cohabitent dans le paysage humain d'Oman.

Il offre un enseignement de huit semaines incluant 160 heures d'étude assorti d'un programme culturel comprenant des visites hors programme aux principaux sites archéologiques et historiques, des conférences sur la culture omanaise, des leçons de calligraphie arabe et des ateliers artistiques.



Le College Sultan Qabous d'Enseignement de l'arabe comme langue étrangère a permis de renforcer la communication entre citoyens du Sultanat et résidents ou visiteurs non-arabophones.

Le Sultan Qaboos Youth Complex for Culture and Entertainment de Salalah est un équipement polyvalent social, sportif et artistique pour les jeunes, qui leur offre un accès direct à des figures remarquables dans ces diverses activités. Ils y ont aussi la possibilité d'exposer les produits de leur travail et de leurs talents dans un environnement encourageant. Le Complexe est ainsi un modèle d'espace propre à stimuler créativité et engagement individuel, et enrichissant ainsi la société. Il nourrit la fierté du succès, stimule l'esprit et sensibilise les jeunes à la culture, leur proposant une image de cohésion sociale dans laquelle leurs contributions à la culture, au sport et à l'imagination sont partagées et appréciées.

Les Prix Sultan Qabous pour la Culture, les Arts et la Littérature récompensent la réussite intellectuelle et les efforts créatifs, par respect de ces dons si bien enracinés dans la culture omanaise, ainsi que par conviction de la valeur d'une continuité entre le passé et le présent qui enrichit l'environnement intellectuel et littéraire actuel.

Le 18 décembre 2019, le Sultan Qaboos Higher Centre for Culture and Science a annoncé les thèmes retenus pour la prochaine neuvième édition des prix, ouverts aux seuls candidats omanais. Les thèmes du concours 2020 étaient : « Repenser l'héritage d'Oman" dans la catégorie Culture ; « Troupes théâtrales » dans la catégorie Arts ; et « L'Article de fond »

dans la catégorie Littérature.

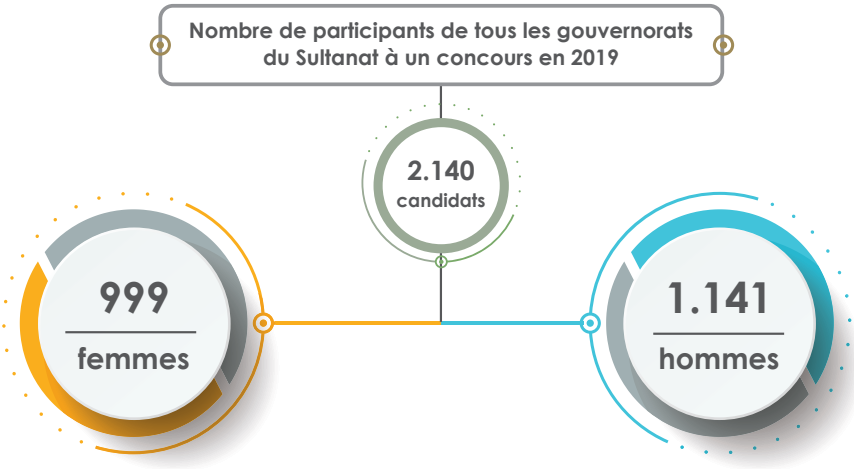
L'annonce des thèmes de compétition pour 2020 coïncidait, comme il est d'usage, avec la cérémonie de remise des prix de la session précédente, laquelle était ouverte à tous candidats arabes. Le gagnant dans la catégorie Littérature fut le poète irakien Bassem Furat, récompensé pour sa contribution intitulée « Écrits de voyage » ; le chanteur égyptien Ali al Hangar remporta la catégorie Arts sur le thème « Musique arabe ». Le jury a retenu le prix de Culture, dont le thème était « Études de sociologie » en raison de la qualité insuffisante des soumissions.

Les gagnants se sont vu remettre l'Ordre du Mérite pour la Culture, la Science, les Arts et la Littérature, ainsi qu'un prix de 100.000 RO.

Le 25 décembre 2019 le Centre a fêté les gagnants du 29ème Concours Sultan Qabous de récitation du Saint Coran à la Grande Mosquée Sultan Qabous de Bausher, avec une participation.



Le 8ème Prix Sultan Qabous de Culture, d'Art et de Littérature était, pour sa huitième session, ouvert aux candidats de toute le région arabe.



Des ponts pour la culture et les arts

Le magnifique Royal Opera House de Mascate (ROHM) s'est déjà acquis une réputation de pont entre les cultures, aussi bien au sein de la communauté qu'entre Oman et le monde extérieur. Il témoigne de la clairvoyance avec laquelle Sa Majesté le Sultan Qabous bin Said a voulu faire reconnaître et célébrer les authentiques valeurs omanaises et l'identité arabe et islamique d'Oman. De cette solide fondation peut ainsi sortir une génération assez confiante en elle-même pour s'ouvrir aux cultures du monde et consciente de leur grande diversité et de leurs beautés.

La Maison des Arts musicaux a été inaugurée le 15 janvier 2019 pour servir d'arène à l'intersection des cultures, un forum de dialogue où les valeurs d'amour, de fraternité et de paix peuvent être encouragées et s'exprimer de manière créative.

Le bâtiment qui abrite la nouvelle Maison des Arts musicaux est une réalisation architecturale unique, conçue pour marier les charmes de l'Orient et la technologie occidentale, ainsi que pour fusionner le patrimoine et la culture contemporaine. Le complexe comprend un théâtre équipé selon des spécifications exceptionnelles, un centre culturel, une bibliothèque musicale dans laquelle sont archivés et documentés les programmes présentés en interne, et plusieurs salles d'exposition de collections permanentes et temporaires.

En raison des mesures de santé publique et des restrictions de déplacements consécutives à la contagion du coronavirus Covid 19, ainsi que par souci pour les artistes et le public, Le Royal Opera House a fait savoir le 8 mars 2020 que tous les spectacles et concerts programmés pour le reste des mois de mars et avril, derniers de la saison 2019-2020, étaient supprimés ou reportés.



L'Oman Centre for Traditional Music (OCTM) mène des recherches sur la musique traditionnelle omanaise, collationnant, enregistrant et documentant les chants et la musique populaire du Sultanat. L' Omani Fine Arts Society (OFAS) célèbre les arts plastiques, sensibilise les gens à la culture visuelle et à son appréciation. L'action de cette association se nourrit fortement de la tradition artistique omanaise, enrichie par les valeurs intellectuelles et esthétiques de la société omanaise et arabe ; elle patronne des événements et activités servant ces objectifs.

La dynamique Photography Society a reçu des récompenses multiples dans les compétitions internationales.

L'Association des Amateurs et Joueurs de Luth arabe (Oud) a bien grandi depuis ses débuts modestes et est devenue une force du mouvement de musique traditionnelle. Elle a réveillé l'intérêt pour le luth en poussant les musiciens à explorer l'expression musicale spécifiquement omanaise sur cet instrument populaire aux possibilités multiples.

Le Club Culturel, qui a pour mission d'harmoniser les manifestations littéraires, culturelles, intellectuelles et scientifiques, est une locomotive du revival intellectuel du Sultanat. Leur effet combiné sert bien l'avancement du dialogue intellectuel et culturel à l'intérieur, et renforce la contribution d'Oman à des courants plus larges sur le plan régional et international.

Le " National Book Support Programme" offre la possibilité, pour les personnes en possession d'œuvres littéraires, intellectuelles ou savantes de trouver des débouchés éditoriaux pour leurs œuvres. Il a déjà rendu possible la publication de nombreux titres de valeur culturelle ou intellectuelle, et contribué à faire traduire des textes omanais en diverses langues.

Le Forum Littéraire s'efforce d'enrichir le paysage littéraire, intellectuel et culturel du Sultanat par la mise sur pied d'activités littéraires et intellectuelles qui élargissent le stock national de connaissances. L'un des moyens d'y parvenir est la publication de livres qui eux-mêmes servent de tremplin et alimentent ses nombreux séminaires annuels, à l'instar de la production du "Forum Littéraire d'Aide au Livre Omanais".

L'Omani Society for Writers and Literati (OSWL) joue un rôle important sur la scène littéraire en influençant la culture écrite par le biais d'une succession d'événements, de conférences, de symposiums et de célébrations visant à rendre hommage à des écrivains talentueux. Elle publie également des livres et des périodiques. En 2020, elle était responsable de 26 publications comprenant poésie, romans et nouvelles, pièces de théâtre, essais, études critiques et historiques, littérature pour enfants, et nouvelles études sur l'histoire économique et sociale du Sultanat.

Le prix annuel de Créativité Culturelle est un événement annuel très attendu de l'OSWL, qui continue de gagner en popularité parmi les écrivains d'Oman et de renforcer sa position parmi les différents prix qui récompensent l'excellence culturelle du Sultanat.

Succès de membres de la Photographic Society of Oman en 2020

جمعية التصوير الضوئي
PHOTOGRAPHIC SOCIETY

Organisé par
International Federation of Photographic Art (FIAP)

Pays d'accueil
Fédération de Russie

Nbre d'états membres participants
30

Competition
20th FIAP Biennial 2020 Nature Colour Print

Prix
Le Sultanat, représenté par la Photographic Society of Oman au ministère de la Culture, des Sports et de la Jeunesse, a reçu une Mention Honorable avec une cinquième place et un total de 155 points.

Le photographe
Hassan Al Ghailani a remporté l'or au niveau individuel, avec une image intitulée Juniperus.

Le groupe avec lequel le Sultanat participait
Le Sultanat était en lice dans la classe Images de la Nature de la Biennale avec des vues de la Nature omanaise. Les arbres étaient le principal sujet des photos participantes

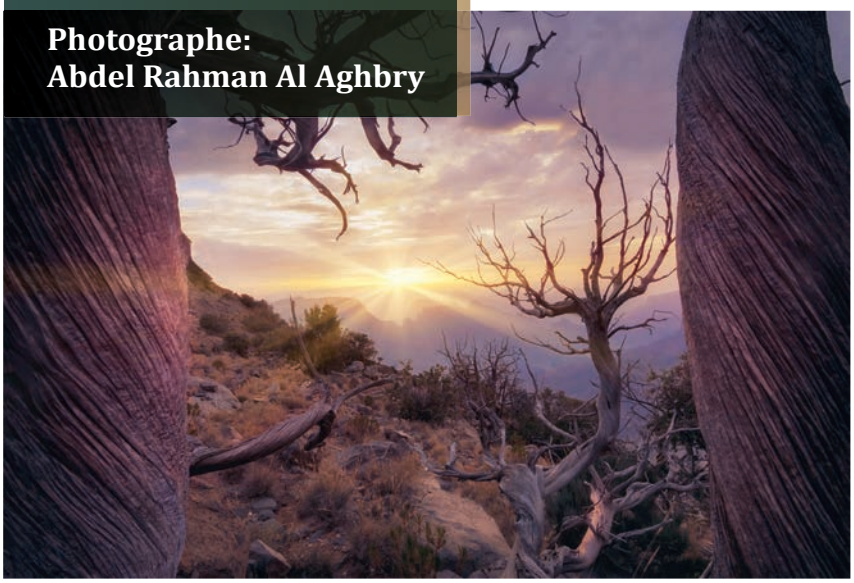


Juniperus

Photographe:
Hassan Al Ghailani

Jebel al Akhdar

Photographe:
Abdel Rahman Al Aghbry





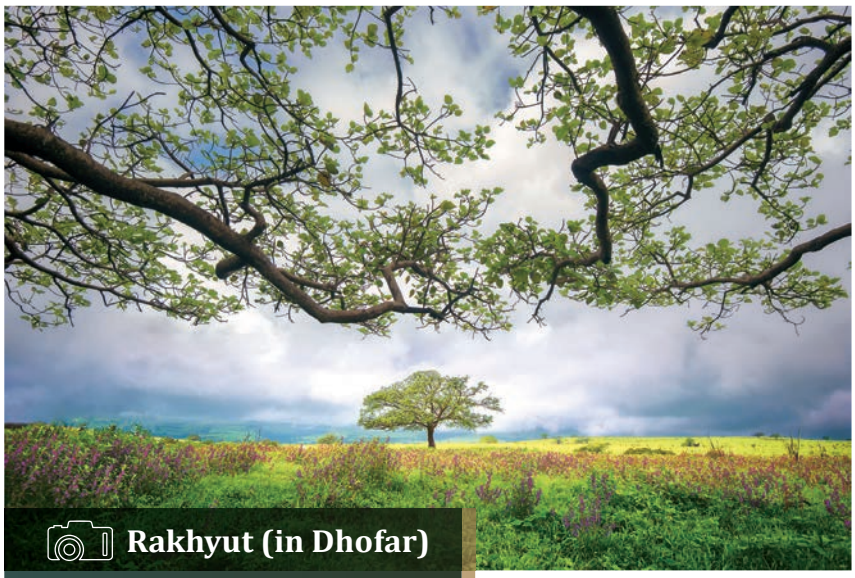
Juniperus

Photographe:
Qassem Al Farsi

Stars

Photographe:
Anas Al Deeb

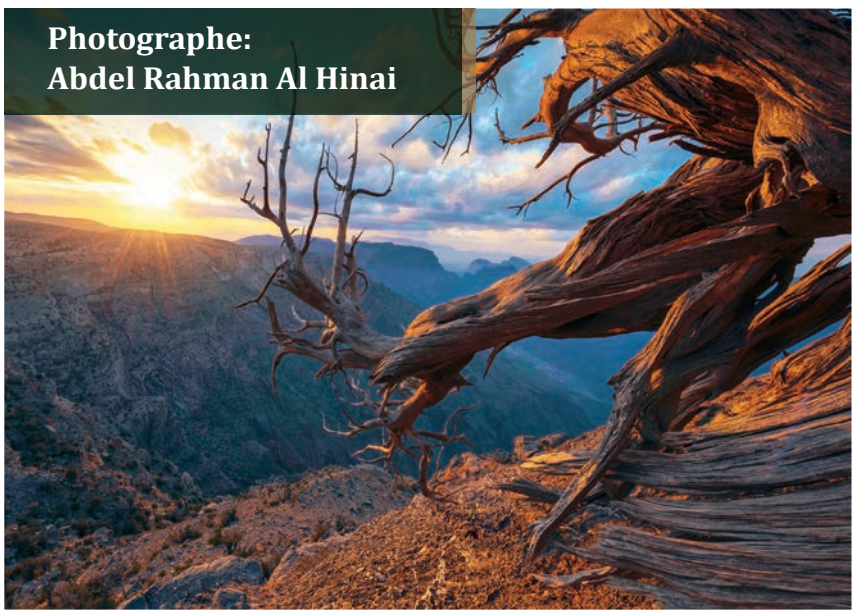


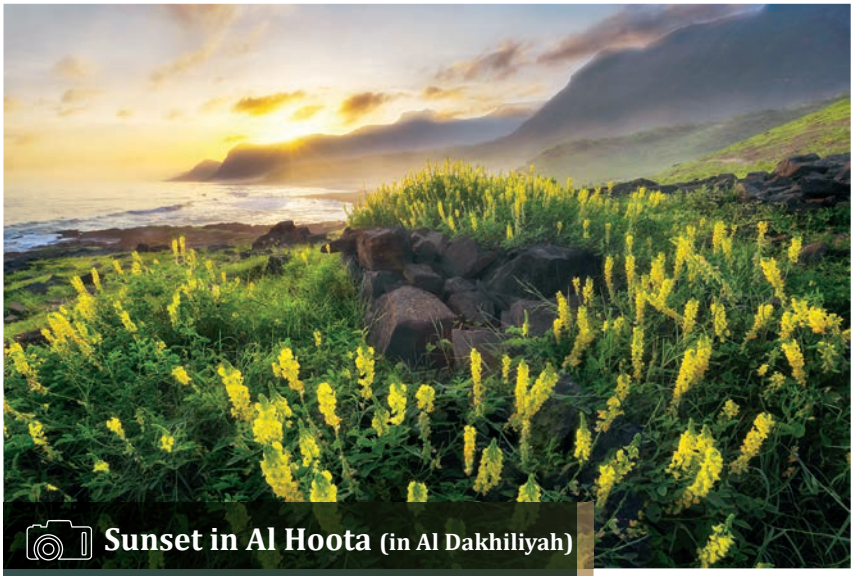


Rakhyut (in Dhofar)

Photographe:
Abdullah Al Hadrami

Photographe:
Abdel Rahman Al Hinai



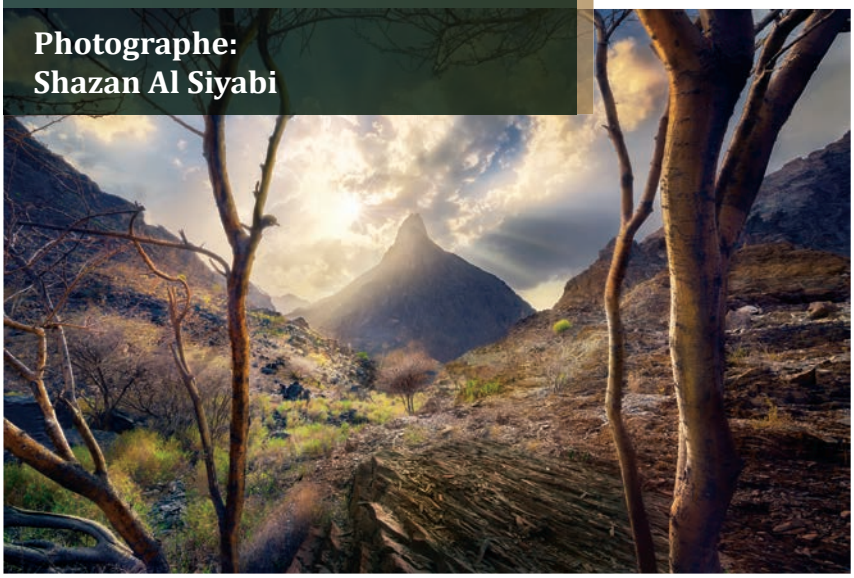


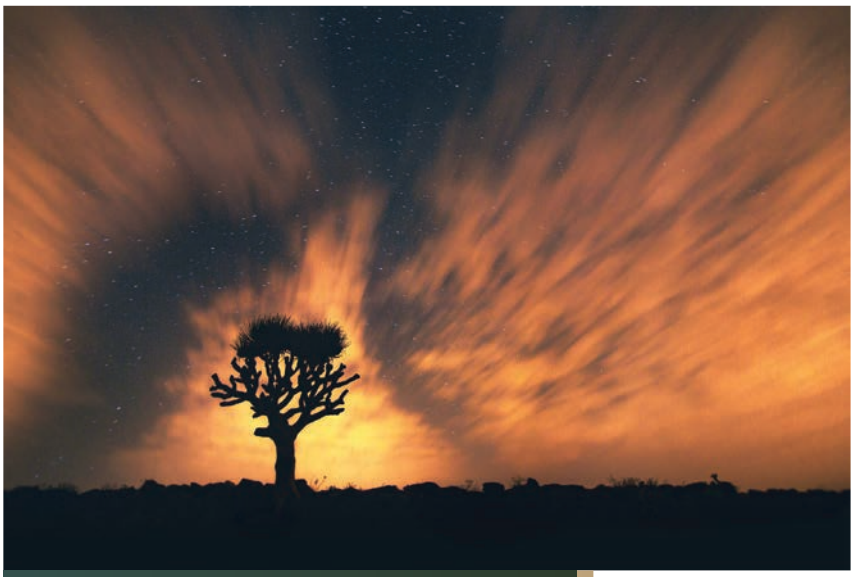
Sunset in Al Hoota (in Al Dakhiliyah)

Photographe:
Muhammad Al Zadjali

Wadi Bani Awf (in South Batinah)

Photographe:
Shazan Al Siyabi





Photographe:
Haitham Al Shanfari

Sharaf (in Al-Dakhiliyah)

Photographe:
Ayman Al Balushi

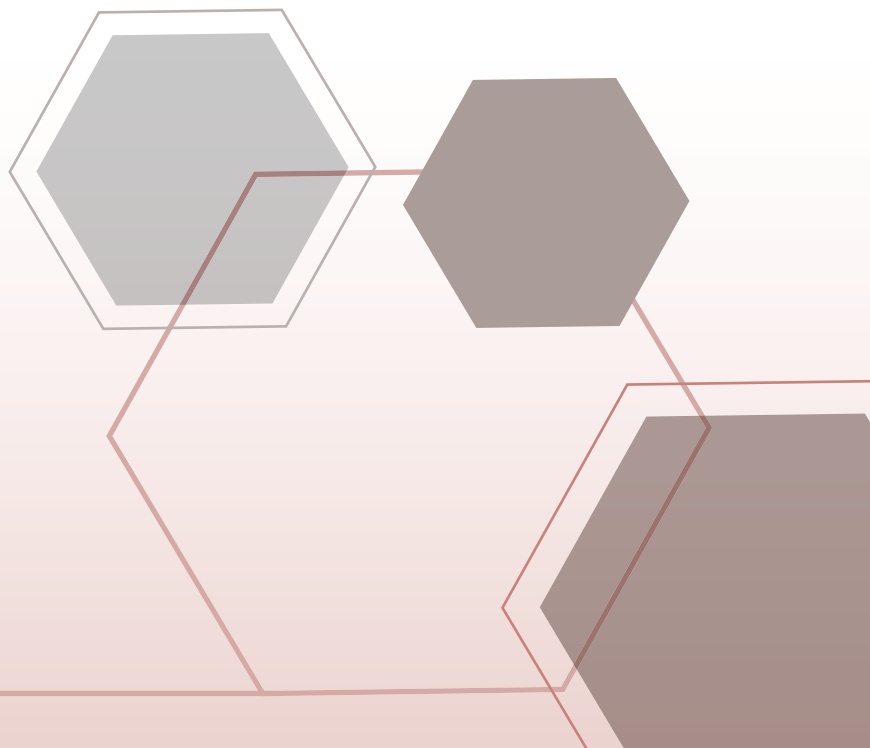








Développement économique ... encore des années de prospérité



Développement économique ... encore des années de prospérité

Dans son allocution du 23 février 2020, Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik a identifié les piliers du développement économique à venir dans le Sultanat, dérivés de la vision "Oman 2040" qui trace les objectifs économiques, sociaux et culturels du Sultanat pour les années qui viennent.

" Les cinq dernières décennies ont vu la transformation de notre pays en un état moderne, à l'infrastructure d'un pays avancé. Le stade suivant sera crucial à mesure que nous avançons dans le développement d'Oman" dit-il, ajoutant que l'objectif est de parvenir à un niveau de prospérité qui, quelles que soient les difficultés pouvant survenir dans le pays ou dans le monde, réponde aux plus hautes aspirations de la société omanaise et particulièrement aux générations montantes.

Les piliers économiques du Sultanat dans la nouvelle phase

1. Un appareil administratif d'Etat restructuré.
2. Des procédures administratives rationalisées.
3. Des sociétés d'état réformées en vue d'une meilleure efficacité
4. Une redirection optimale des ressources financières dans le sens de:
   - Réduction de l'endettement
   - Augmentation des revenus
   - Réalisation de l'équilibre financier
   - Promotion de la diversification
   - Viser à une économie nationale durable
   - Développement d'une legislation compatible avec les objectifs ci-dessus
5. Une législation du travail, des mécanismes et programmes de travail mis à jour.
6. L'accent mis sur la performance, l'intégrité, la transparence et la responsabilité.
7. Une revue détaillée des mécanismes de decision du gouvernement
8. Augmentation de l'efficacité chez les PME et les entreprises individuelles par:
   - l'accent sur les projets innovants ou faisant appel aux technologies ou à l'intelligence artificielles
   - Formation et mise en condition pour inciter les jeunes à saisir les occasions qu'offre ce secteur
9. Développement d'un cadre national global pour l'emploi qui s'attache particulièrement à:
   - Améliorer l'environnement de travail dans les secteurs public et privé
   - Réformer les systèmes d'emploi dans le secteur de l'administration
   - Adopter de nouveaux systems et politiques d'emploi qui permettront au gouvernement de tirer le meilleur parti des ressources nationales et humaines
   - Absorber le plud grand nombre possible de jeunes sur le marché du travail



Le budget de l'Etat 2020

Le budget de l'Etat pour 2020 estimait, sur la base d'un prix du pétrole de 58 dollars US le baril, les recettes à 10,7 milliards de RO, et estimait les dépenses autour de 13,2 milliards de RO.

Le cadre general du budget vise à atteindre un ensemble d'objectifs et de priorités, dont, au premier chef, la durabilité financière, de manière à permettre à l'économie nationale d'atteindre le taux de croissance prévu, ainsi que des objectifs d'investissement national et étranger; et de parvenir à diversifier ses programmes et pousser le secteur privé à assumer son rôle de moteur de l'économie et d'employeur.

L'année fiscal 2020 est la dernière du Neuvième Plan quinquennial (2016 – 2020), au cours duquel 5 grands secteurs sont devenus le centre des plans de diversification: secteur manufacturier, transports et logistique, tourisme, pêche et exploitation minière.

Objectifs du budget général 2020

1

Soutenabilité financière afin de permettre à l'économie nationale d'atteindre ses objectifs de croissance au moyen de:

- Contrôle fiscal et contrôle des taux de déficit.
- Accroissement de la part des sources de revenus hors pétrole, obtenue par l'élargissement de la base nationale de production.
- Extension des procédures de rationalisation de la dépense publique.
- Identification de modes innovants de financement des projets et services du gouvernement.
- Développement des systèmes et mécanismes des marchés publics.

2

Continuer de stimuler l'économie nationale au moyen de:

- Achèvement des projets d'infrastructure supportant la croissance.
- Priorisation de mise en oeuvre des projets qui servent les objectifs économiques et sociaux.
- Mise en route accélérée des projets achevés afin d'accélérer leur contribution au bénéfice de l'économie et de la société.
- Complétion du processus de numérisation des formalités administratives relatives à la délivrance de permis et approbations.
- Mettre l'accent sur le bon entretien des équipements publics réalisés au cours des dernières décennies.
- Améliorer l'efficacité dans les institutions économiques publiques.
- Elargir le rôle du secteur privé dans la production de biens et de services-

3

Maintenir les services de base à leur niveau actuel

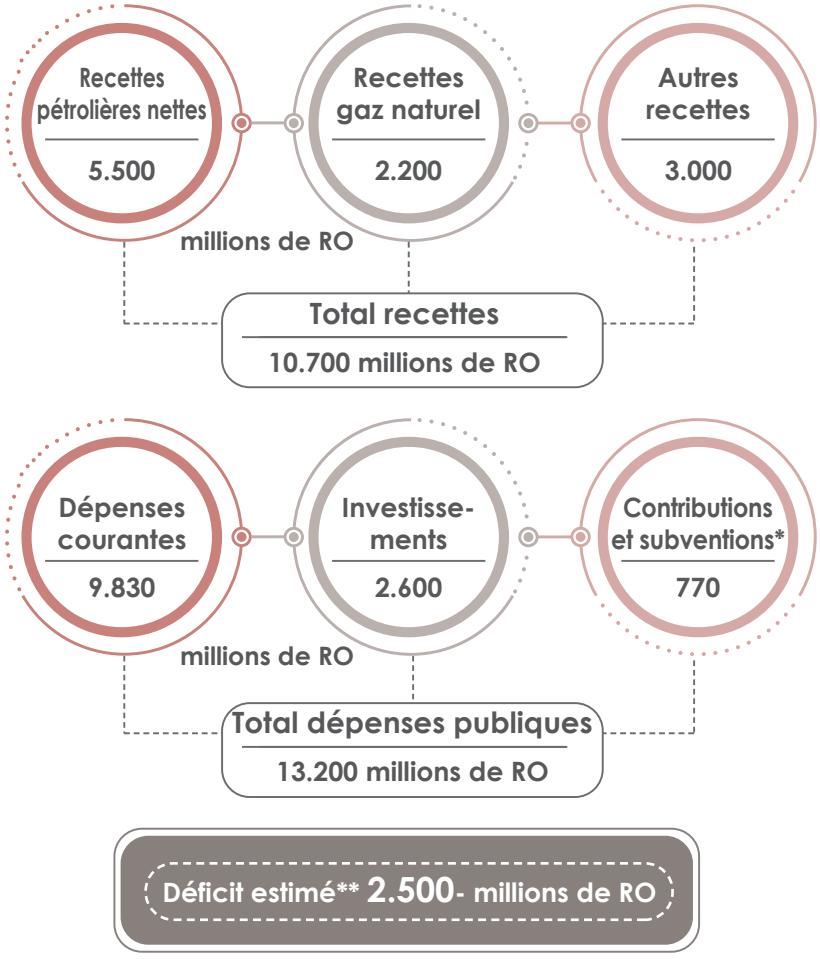
4

Attirer davantage d'investissements locaux et étrangers

5

Inciter le secteur privé à offrir davantage d'emplois utiles

Prévisions de recettes et de dépenses au Budget 2020

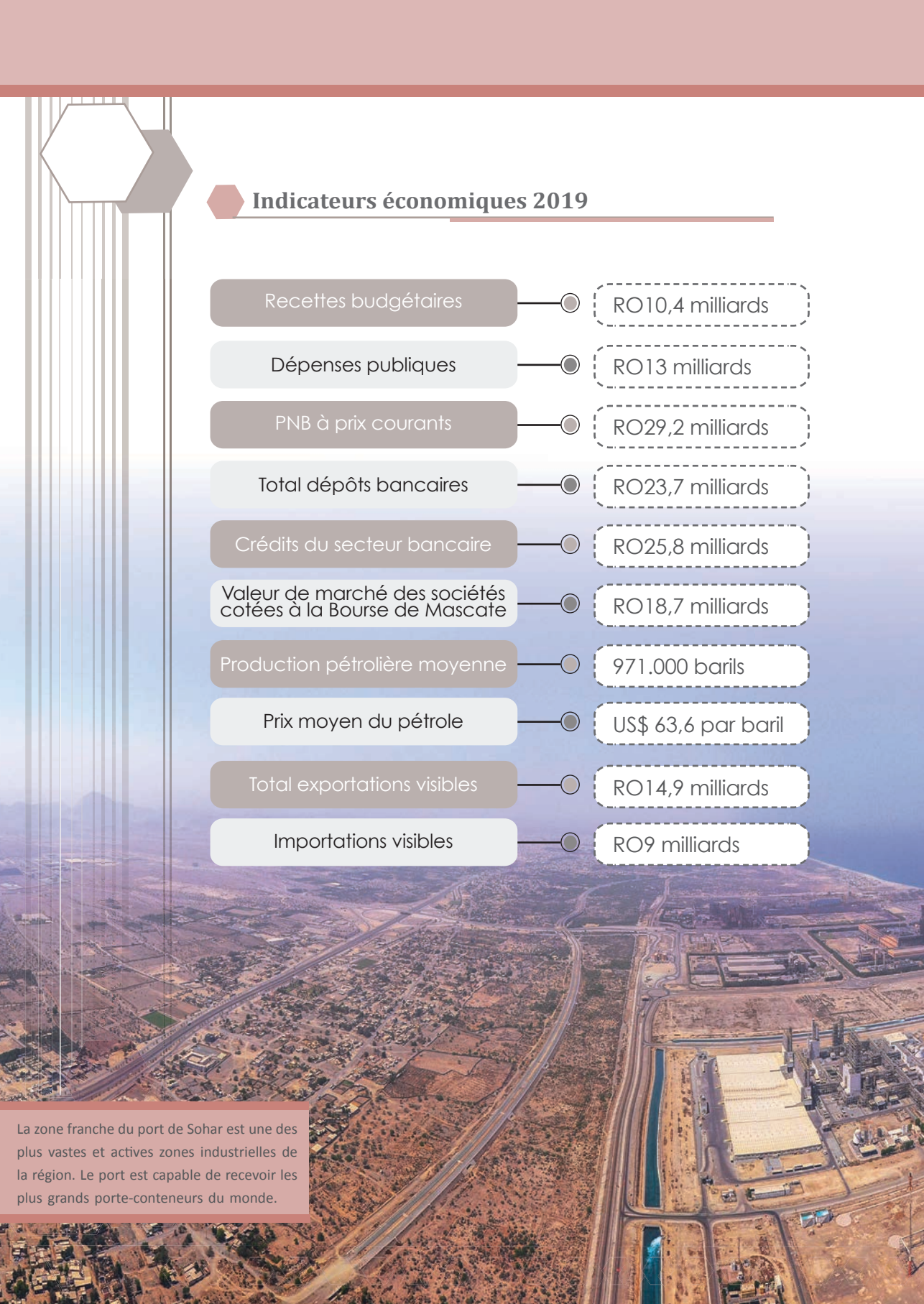


* Contributions et subventions comprenant: aides à institutions locales, régionales ou internationales, subventions aux produits pétroliers et à l'électricité, intérêts sur les prêts au développement, au logement et sur des prêts pour fonctionnement et aide aux sociétés publiques

** Le déficit sera financé par emprunts sur les marchés interne et externe, ainsi que sur les fonds de réserve.

Indicateurs économiques 2019

Recettes budgétaires	RO10,4 milliards
Dépenses publiques	RO13 milliards
PNB à prix courants	RO29,2 milliards
Total dépôts bancaires	RO23,7 milliards
Crédits du secteur bancaire	RO25,8 milliards
Valeur de marché des sociétés cotées à la Bourse de Mascate	RO18,7 milliards
Production pétrolière moyenne	971.000 barils
Prix moyen du pétrole	US$ 63,6 par baril
Total exportations visibles	RO14,9 milliards
Importations visibles	RO9 milliards



La zone franche du port de Sohar est une des plus vastes et actives zones industrielles de la région. Le port est capable de recevoir les plus grands porte-conteneurs du monde.

Recettes budgétaires 2018 et 2019

millions de RO

2018		2019
6.536,4	Recettes pétrolières nettes	6.162,7
2.030,8	Recettes Gaz	1.773,3
277,3	Droits de douane	213,1
463,1	Impôt des sociétés	617,9
133,4	Recettes du Capital	69,7
1.508,6	Autres	1.573,4
10.949,6	Total recettes	10.410,1

millions de RO

Source: Statistical Bulletin - National Centre for Statistics and Information - Mars et Juillet 2020



Investissements directs de l'étranger à fin Septembre 2019

(Janvier - Septembre 2019)

Volume total

11,0396 milliards de RO

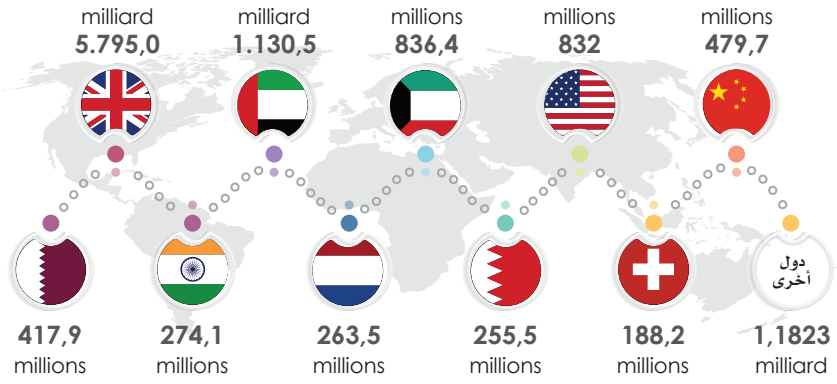
contre 10,391 milliards (en Septembre 2018)

Taux d'accroissement **6%**

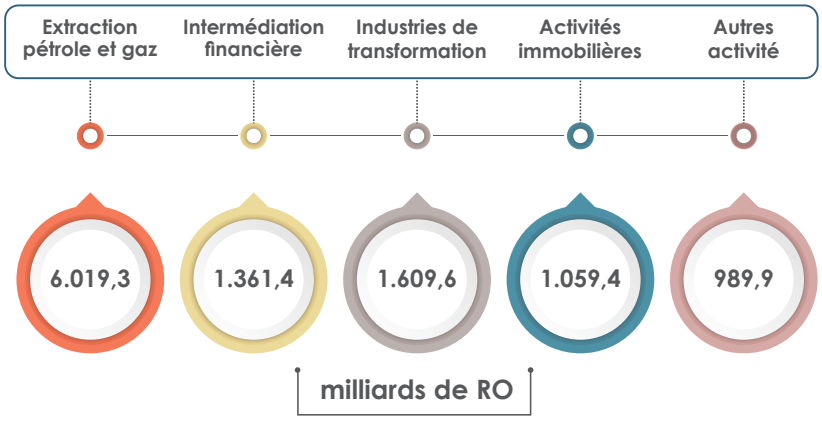
Flux d'investissements étrangers directs

647,7 millions de RO

Principaux pays de provenance



Principaux secteurs d'investissements étrangers





De nombreuses mesures incitatives ont été prises en faveur du climat d'investissement du Sultanat dans le cadre de la stratégie de diversification de l'économie et d'expansion de l'investissement local ou étranger.

Le Sultanat a progressé au classement de plusieurs indicateurs économiques internationaux

2020

Ease of Doing Business

Le Sultanat a progressé de 10 points dans la catégorie “Ease of Doing Business”, et avancé dans 8 des 10 indicateurs dans le Rapport 2020, grâce à des réformes législatives et exécutives adéquates

68
rang mondial

Commerce terrestre

Gulf



1

Business start-up

mondial



52

Accès à l'électricité

mondial



35

Délivrance de permis de construire

mondial



47

Enregistrement de propriété foncière

mondial



32

2020 Government AI Readiness Index

Le Sultanat a avancé de 11 places sur l'indice Government AI Readiness 2020, que publie Insights de Londres

48
mondial

Rapport ONU 2020 sur le développement soutenable (UN Sustainable Development Goals)

Rapport couvrant 193 pays

3 arabe



76 mondial

Indice 2020 d'attractivité aux investissements étrangers

Rapport FDI Intelligence, qui note qu'Oman a reçu 3,5 milliards de dollars US en investissements en 2019

fDi Intelligence

4 mondial

Rapport 2019 Human Development Report

publié par le PNUD

5 arabe



Report covers 189 countries

74 mondial

Enquête 2020 de l'ONU sur le e-gouvernement

5 arabe

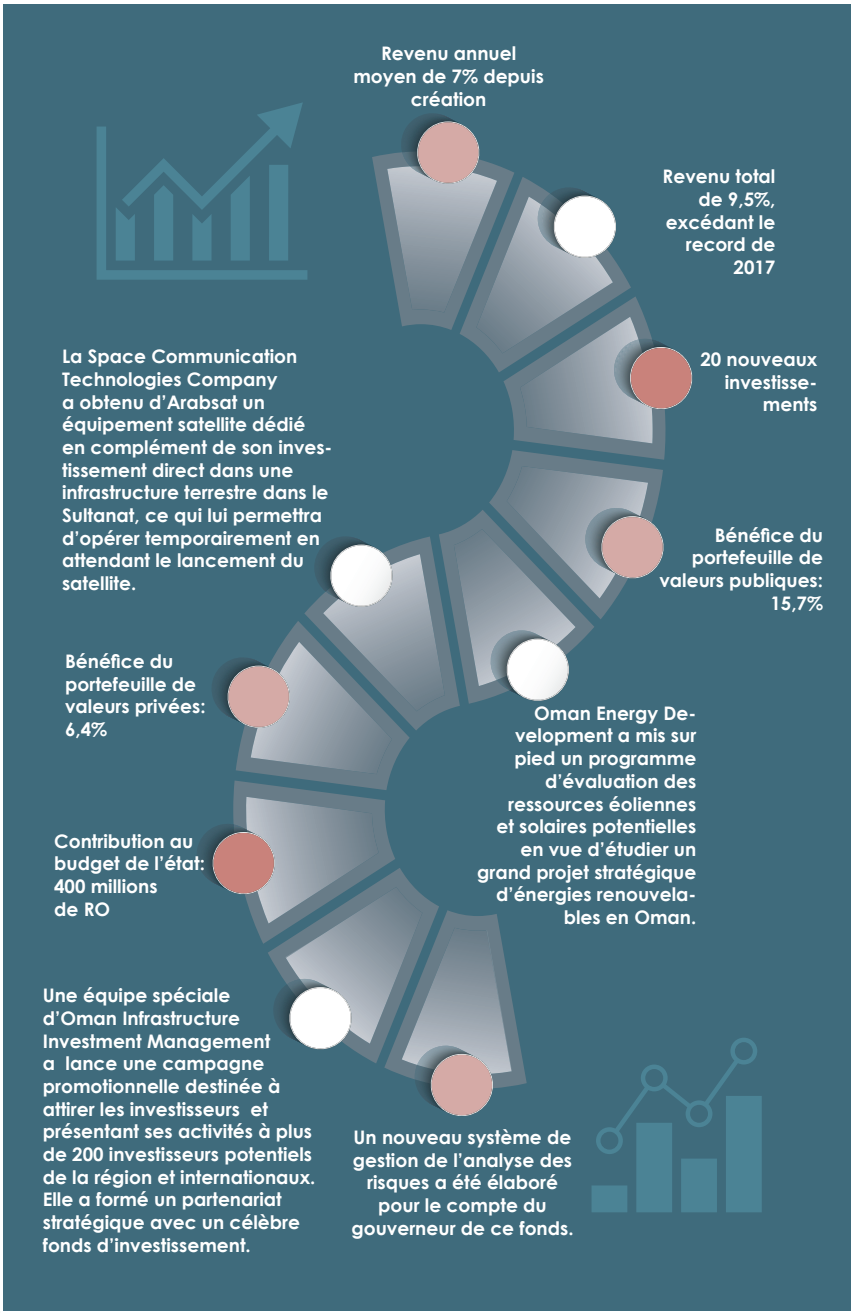
La position du Sultanat est passée de 'développé' à 'très développé' dans l'intervalle entre les enquêtes 2018 et 2020.



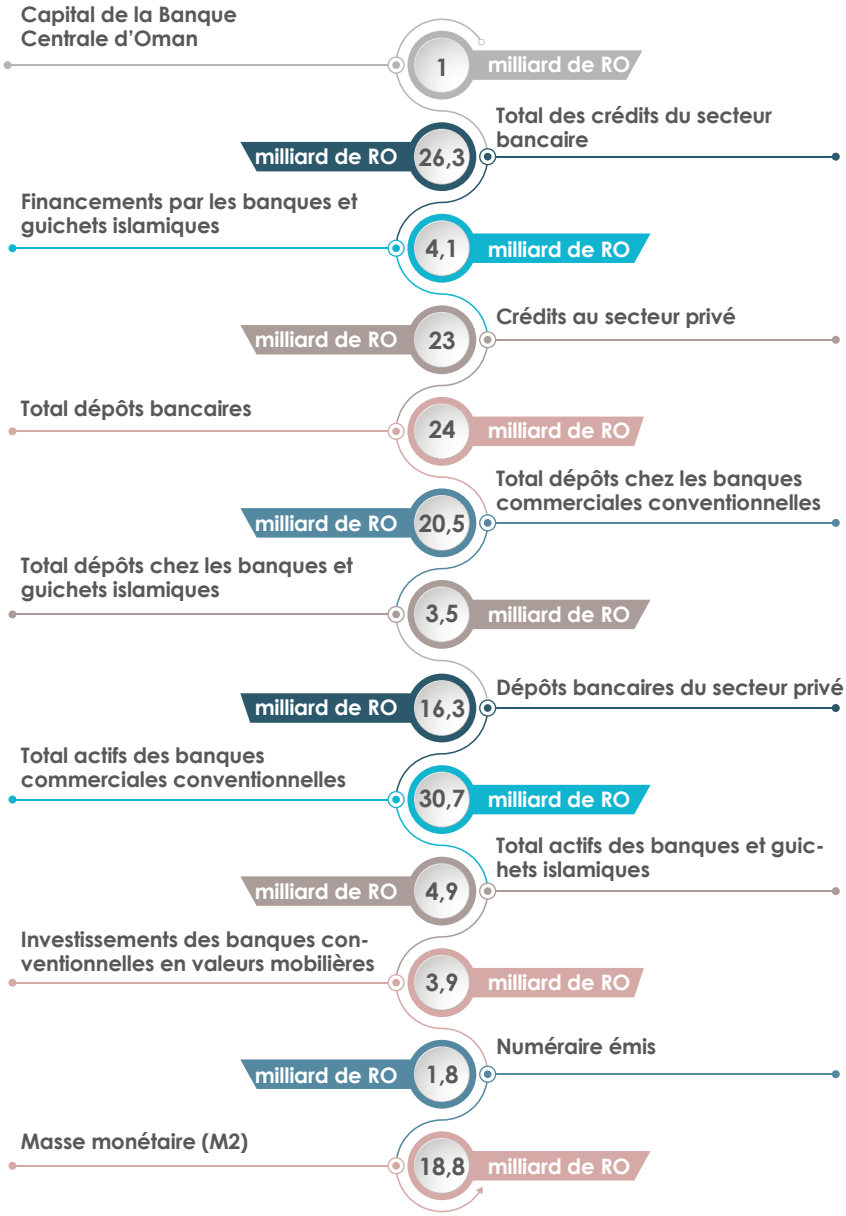
50 mondial

Le rapport 2020 place aussi le Sultanat parmi les 13 pays du monde ayant 'un capital humain très développé.'

Oman Investment Authority indicateurs de performance 2019



Indicateurs du secteur bancaire en date de juin 2020



La Banque Centrale d'Oman lance une émission commémorative du billet de 50 RO

Courant 2020 la Banque Centrale a annoncé une émission commémorative du billet de 50 RO afin de marquer le 50ème anniversaire de la Renaissance moderne du Sultanat et d'honorer son fondateur Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Said bin Taimur. Ce sont les succès inouïs du Sultan Qabous au cours de ce demi-siècle qui ont rendu au Sultanat sa place éminente dans les affaires mondiales.



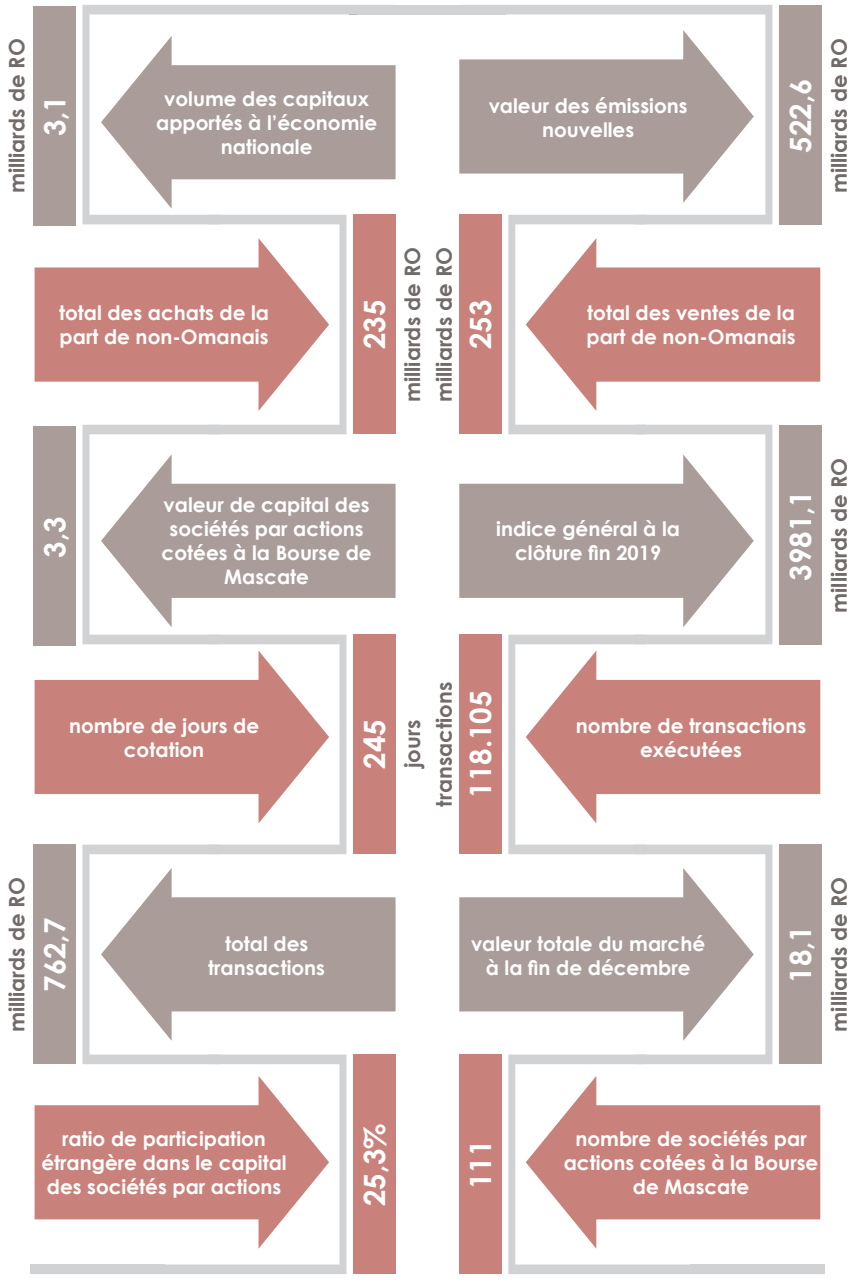


La Banque Centrale a aussi émis une monnaie d'argent à l'occasion du 30ème anniversaire de l'ouverture du musée des Forces Armées du Sultan.





Indicateurs du marché des capitaux pour 2019



Principaux développements dans le secteur de l'assurance en 2019



Croissance de la contribution au PNB pour atteindre **1,6% GDP**

60,7 millions de RO — croissance de 2% du total des primes directes d'assurance vie

total des primes d'assurance directe des sociétés travaillant dans le Sultanat **425,8** millions de RO

64,1 millions de RO — croissance de 20%des primes directes d'assurance pour les compagnies d'assurance Takaful

croissance de 5% des primes directes de l'assurance générale **486,5** millions de RO

Publication de la réglementation des polices d'assurance santé

Projets adjugés par le Secrétariat Général du Tender Board en 2019

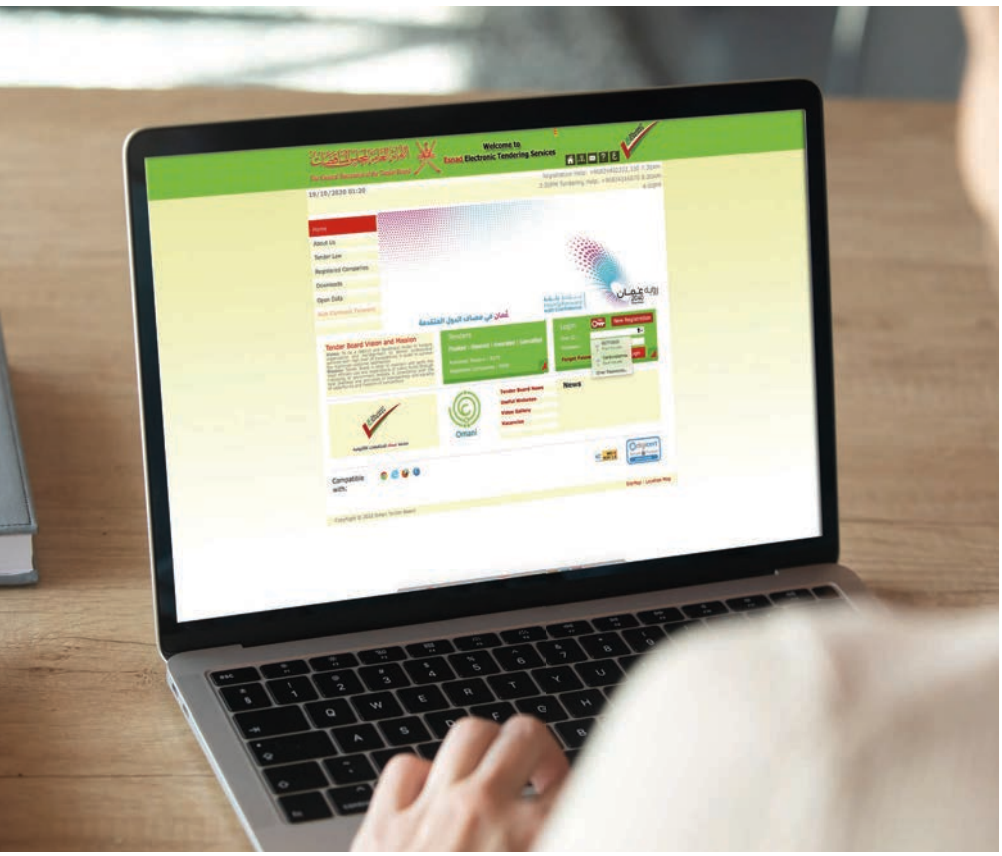
Valeur totale: 819,6 millions de RO

Construction de barrages anti-inondations dans le gouvernorat de Mascate	**116,2** millions de RO
Ajout de troisième et quatrième voies à la route Rusayl-Nizwa, de l'intersection avec la voie express de Mascate à celle avec l'Eastern Expressway (Section 1)	**86,2** RO Million
Construction d'ouvrages d'art pour le projet de voie express de la Batinah (lot No 7)	**81,3** millions de RO
Construction de deux tunnels et annexes sur la troisième voie de l'Eastern Expressway Dual Carriageway Project (Phase 1 – lot 1)	**71,5** millions de RO
Etablissement d'un immeuble d'investissement à usage mixte pour le Fonds de Retraites des Employés de l'Etat	**54,6** millions de RO
Fourniture de médicaments, vaccins, matériels de laboratoire et consommables au ministère de la Santé	**44,1** millions de RO
Expansion et développement du port de pêche de la wilayat de Dibba, gouvernorat du Musandam	**39,8** millions de RO
Construction de 5 écoles dans l'ensemble intégré de logements de Liwa, Batinah nord	**12** millions de RO
Construction de deux barrages de recharge des eaux phréatiques dans la wilayat d'Ibra, Sharqiyah nord	**7,2** millions de RO

Projets adjugés par le Secrétariat Général du Tender Board au premier semestre 2020

Valeur totale: 357,2 millions de RO

251.4 millions de RO	Execution des trois tronçons finaux de la double voie Mascate – Salalah, longueur 401 km
46.8 millions de RO	Construction de deux barrages anti-inondations dans le gouvernorat du Dhofar
15.3 millions de RO	Construction d'un hôpital dans la wilayat de Mazyounah, Dhofar



La plateforme Isnad de traitement électronique des appels d'offres est un système moderne et centralisé qui assure transparence, précision et optimisation des coûts dans l'adjudication des marchés publics.

Indicateurs pétrole et gaz pour 2019

Réserves totales de brut	4,843 milliards de barils
Réserves totales de gaz	23,82 trillions de pieds cube
Production journalière moyenne de brut	971.000 barils
Production journalière moyenne de gaz	128 millions de mètres cube
Dépenses dans le secteur pétrolier	8,9 milliards US$
Dépenses dans le secteur gazier	3,1 milliards US$
Nombre d'accords pétroliers signés	5 Agreements



Production et exportations de brut 2018 et 2019

2018	Production	2019	Change %
357,1 millions barils	Production totale	354,4 millions barils	-0,8
978.000 barils	Moyenne journalière	971.000 barils	-0,8
US$69,7	Prix moyen par baril	US$63,6	-8,7
289,3 millions barils	Total exports de brut	310,0 millions barils	7,3



Projets pétroliers et gaziers

Salalah Gaz de pétrole liquéfié

- Coût: 826 millions US$, dont 200 millions US$ dépensés dans le Sultanat en valeur ajoutée locale.
- Revenu estimé: 200 millions US$ annuellement par la vente de 300,000 tonnes de GPL et condensats.

Ghazir field project

- Stade 2 du plan de développement de gaz au bloc 61.
- 20 puits forés.
- Les résultats des 16 puits testés donnent une capacité de production de 480 millions de pieds cube/jour.

Khuff Formation project

- Ce projet est un développement intégrédes réservoirs de Khuff et de Sudair pour la production de brut et de gaz caractérisé par un fort taux d'acidité.
- Il est censé être l'un des projets les plus techniquement complexes jamais mené dans le Sultanat, et représente un coût d'environ 2,7 milliards de dollars US.
- Tous les travaux d'aménagement sont terminés, et les équipements achetés. Ce projet devrait faire augmenter la valeur ajoutée sur place.
- L'entrée en production est prévue pour le premier trimestre 2021.



Projet intégré de Rabab Harweel

- Ce projet a été mené à bien et mis en production en juin 2019, avec deux mois d'avance.
- C'est un des projets d'amont les plus coûteux jamais entrepris dans le Sultanat.
- Le projet a néanmoins été mené à bien avec une économie de plus d'un milliard de dollars US par rapport au budget prévu, qui était de l'ordre de 4,7 milliards de dollars US.

Complexe de Liwa Plastics Industries

- Ce projet est important dans le cadre de la stratégie de diversification en aval de la filière gaz et pétrole, exploitant les produits finaux et les aromatiques de la raffinerie de Sohar.
- Il permettra au Sultanat de produire pour la première fois du polyéthylène, dont la demande est en hausse dans le monde.
- Le projet pourrait entrer en production avant la fin de l'année 2020.
- Son coût total est de 6,7 milliards de dollars US.

Duqm Refinery and Petrochemical Industries

- Une joint venture entre la société omanaise Okio et Kuwait Petroleum International
- La capacité de raffinage est de 230.000 barils/jour
- Coût total: 5,75 milliards de dollars US
- En Juin 2019 a été adjugé le contrat d'études préliminaires du Complexe d'Industries Pétrochimiques de Duqm.



Zones économiques et zones franches

L'année 2020 a assisté à un changement important dans la gestion des zones économiques et des zones franches avec la promulgation par Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik du décret royal No 105/2020 établissant la General Authority for Special Economic Zones and Free Zones. Cette entité supervisera la zone Economique spéciale de Duqm et les zones franches de Mazyounah, Salalah,et Sohar, et toutes les zones similaires qui pourraient être créées dans l'avenir. Elle aura pour fonction de surveiller l'environnement d'investissement et de promouvoir les opportunités dans les zones spéciales. Cette Autorité est une entité légale et jouit de l'indépendance administrative et financière. Elle dépend directement du Conseil des Ministres.

Zone franche de Mazyounah

- Il s'agit de la première zone franche créée dans le Sultanat, en vertu du décret royal No 103/2005 du 21 décembre.
- Située à la frontière terrestre avec le Yemen, elle est généralement considérée comme un portail de transit vers le Yemen et plus avant vers les pays de l'Afrique de l'Est.
- Superficie totale 14,5 km2
- En 2020 ont commencé les mouvements de marchandises, conteneurs, transports réfrigérés et cargaisons à l'import, à l'export et au ré-export sur ce port terrestre.
- Ce port routier est équipé pour l'inspection, le dédouanement, le courtage et toutes opérations du commerce transfrontalier.



Principales opportunités d'investissement actuelles dans le commerce

- Import, entreposage et ré-export des marchandises générales
- Commerce et entre-posage de véhicules et pièces détachées
- Import et export de légumes, fruits, bétail et viandes

Principales opportunités d'investissement actuelles dans l'industrie

- Installations de triage et d'emballage
- Traitement et emballage des produits alimentaires, jus, produits agricoles
- Maintenance de véhicules et d'équipements lourds et moyens
- Maintenance et réparation automobile
- Industries légères du plastique
- Confection de vêtements
- Industries légères diverses

Principales opportunités d'investissement en logistique

- Transport et distribution de la zone dans les deux directions Oman et Yemen
- Services de dédouanement
- Services de catering
- Manutention (chargement - déchargement) des biens et équipements

Zone franche de Salalah

- Etablie le 20 Juin 2006 par décret royal No 62/2006.
- Située dans la Wilayat de Salalah, gouvernorat du Dhofar.
- Superficie 21,6 km2.
- Les perspectives pour cette zone comprennent la création d'une station de 96.000 m2 réservée aux industries alimentaires avec un espace d'entreposage pour les produits et liquides alimentaires, ainsi que des services de logistique et d'entreposage.
- Un complexe commercial et de services de 20.000 m2 met à disposition des bureaux et services pour les acteurs du commerce et leurs clients dans un environnement de travail intégré.
- Un centre international offre des formations en médecine auxiliaire et services médicaux annexes tels que radiologie, pathologie de laboratoire et physiothérapie.
- Dans le cadre de son action pour faciliter au maximum les affaires la Salalah Free Zone s'engage à traiter les enregistrements, les demandes de licence et les accords d'occupation de sol en l'espace de une à trois heures ouvrables.

En 2020

- L'Oman factory for Milk and Dairy products est entrée en production.
- Un accord de sous-location de sol a été signé pour l'implantation d'une usine d'urée.
- La première pierre de l'usine de construction métallique a été posée.
- La première pierre de l'usine d'assemblage d'autocars a été posée.
- La première pierre de l'usine d'embouteillage d'eau et de boissons a été posée.



Sohar Free Zone

- Etablie le 20 Décembre 2010 par décret royal No 123/2010.
- Située dans les limites géographiques du Port de Sohar.
- Superficie totale de la zone franche: 4500 hectares, dont la première tranche de 500 hectares est déjà occupée. Environ 70% de la zone sont déjà donnés à bail, et des travaux sont en cours pour développer une seconde tranche de 516 hectares.
- Volume actuel des investissements dans le Port et la Zone franche de Sohar: environ 10,4 milliards de RO.
- La zone du port et de la zone franche accueille des complexes industriels lourds : produits miniers, complexe pétrochimique, parc logistique et complexe d'industries alimentaires.
- La zone s'adresse plus particulièrement aux industries exportatrices, tirant parti du système logistique pour le port et la zone franche intégré en une seule administration.
- La zone entend concentrer ses activités sur des industries spécifiques, telles que plastiques, alimentation, produits minéraux, aciérie, pièces pour véhicules, et énergies renouvelables.
- Elle dispose d'un système de guichet unique qui facilite les transactions avec les investisseurs. Toutes les procédures, y compris l'obtention des autorisations de la part des diverses branches de l'administration, peuvent être accomplies sur place.



Zone Economique Spéciale de Duqm

Etablie le 26 Octobre 2011 par décret royal No 119/2011.

Superficie totale 2000 km2.

Total des investissements dans la zone, selon les accords d'occupation du sol signés à la date de fin 2019: 14 milliards de dollars US.

La zone consiste en:

- Port polyvalent de Duqm, comprenant quais de marchandises, de produits pétroliers et de l'administration, zones industrielle et logistique, occupant une superficie de 170 km2.
- Cale sèche de réparation et maintenance de navires, qui a déjà servi environ 900 navires jusqu'à la mi-2020.
- Aéroport de Duqm, d'une capacité de 500.000 passagers par an et qui possède un terminal de fret pouvant traiter 25.000 tonnes annuelles.
- Un port de pêche dragué à 10 mètres de fond.
- Le parc de stockage pétrolier de Ras Markaz.
- La raffinerie de Duqm.
- Divers hôtels et appartements.

La zone offre des opportunités d'investissement diverses, notamment pour l'industrie lourde et la pétrochimie, ainsi qu'une bonne infrastructure pour les PMI, la pêche, les services au commerce et au tourisme, les développements immobiliers et la logistique.



Le secteur industriel

Indicateurs du secteur industriel

- **5,492** milliards de RO — Contribution totale du secteur industriel au PNB
- Volume cumulé d'investissements dans les cités industrielles du Public Establishment for Industrial Estates — **6690** milliards de RO
- **18,7%** — Contribution en pourcentage du PNB (à prix courants)
- Emploi total dans les cités industrielles — **61.000** postes
- Projet d'établissement d'une cité industrielle dans la wilayat d'Ibri, gouvernorat de la Dhahirah, sur une superficie — **10** millions de m2

milliard de RO

Contribution des activités industrielles au PNB en 2019:

Activité	2019
Mines et carrières	142,1
Industries de transformation	2.959,7
Electricité et adduction d'eau	536,1
Construction	1.854,6

Volume des crédits obtenus par les activités industrielles jusqu'à mars 2020

2020	Activité
1.105,7	Activités minières
1.818,5	Industrie
1.354,5	Electricité, Eau et Gaz
1985,3	Construction

Secteur du Commerce



Des centres commerciaux modernes pourvoient à tous vos besoins.

Indicateurs du secteur du commerce pour le premier trimestre 2020

3,4904 milliard de RO	Exportations visibles	Importations visibles	1,9995 milliard de RO
3,3337 milliard de RO	Activités de services, contribution au PNB	Commerce de gros et de détail, contribution au PNB	467,8 millions de RO
973,1 millions de RO	Volume des crédits à l'importation	Volume des crédits à l'exportation	38,2 millions de RO
970.2 millions de RO	Volume des crédits au commerce de gros et de détail		

Indicateurs du Commerce

export marchandises	2018	2019
Pétrole et gaz	10.486,7	10.195,1
Exports hors pétrole	3.727,3	3.237,1
Ré-export	1.843,1	1.464,2
Total export marchandises	**16.057,1**	**14.896,4**

Millions de RO

Exportations et importations de marchandises

Merchandise Imports	2018	2019
Imports par voie maritime	5.478,9	5.039,4
Imports par voie terrestre	2.957	2.591,9
Imports par voie aérienne	1.472,7	1.406,9
Total merchandises dédouanées	**9.908,6**	**9.038,2**

Millions de RO

Source: Statistical Bulletin - National Centre for Statistics and Information - Mars et Juillet 2020

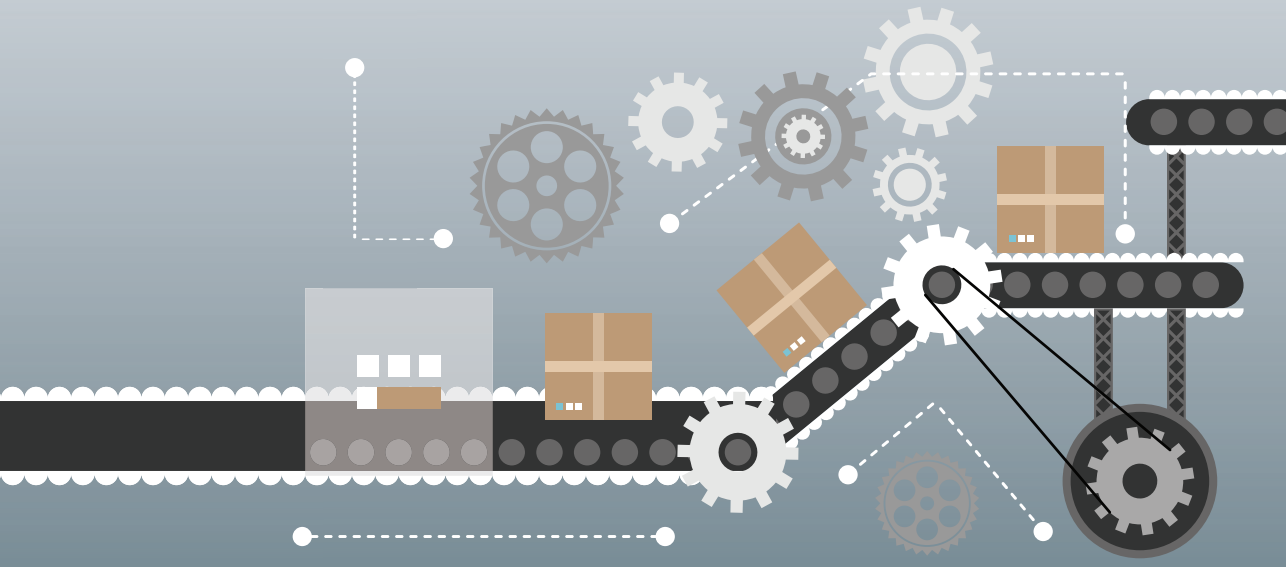
La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Oman

L'OCCI est une institution privée d'intérêt public dont la mission est d'organiser, développer, défendre et représenter les intérêts commerciaux et industriels de ses membres dans les divers contextes. Elle travaille à développer le secteur privé omanais et l'aide à devenir un partenaire incontournable du développement économique durable. Elle représente officiellement le secteur privé localement et à l'international. Elle co-opte des outils innovants pour s'intégrer davantage à la communauté d'affaires.

La Chambre s'est donné pour stratégie globale d'instaurer un changement radical de perspective conforme aux objectifs inscrits dans l'Oman Vision 2040. Elle fait face au défi de de maintenir la pérennité de ses finances dans un contexte de crise économique, et de trouver de nouveaux mécanismes pour affronter des problèmes dont l'origine est mondiale. Elle s'efforce à tout moment de renforcer les liens commerciaux avec le monde extérieur, tirant parti en cela des nombreux accords de partenariat et de coopération qu'elle a signés avec des organismes, correspondants et homologues étrangers ou internationaux. Elle continue, par ailleurs, de diversifier ses moyens decommuniquer avec le secteur privé par l'innovation et la créativité de ses services, activités et événements qui contribuent aussi à son propre développement et à celui des sociétés, institutions et entités qui font partie de ses membres.

Piliers de la stratégie de la Chambre pour 2040

- Partenariats avec les agences gouvernementales concernées pour participer aux prises de décisions.
- Habilitation et Représentation effective du secteur privé et habilitation à développer ses intérêts commerciaux.
- Dédication à l'objectif de créer une communauté d'affaires étroitement intégrée et efficace.
- Engagement à offrir des services présentant une réelle valeur ajoutée à ses membres.
- Engagement à mener à bien la diversification économique.
- Ciblage de marchés étrangers en vue de promouvoir la compétitivité et la valeur des produits d'exportation omanais sur le marché international.
- Actions énergiques pour optimiser l'environnement d'investissement, en coopération avec d'autres partenaires en développement économique.
- Production d'études en profondeur et d'information économique.
- Engagement à mettre à la disposition des gestionnaires des compétences des conseils de productivité dans le domaine des technologies et de la gestion des données.
- Dévelopement d'économies locales au travers du réseau de succursales de la Chambre afin de susciter des initiatives innovantes susceptibles de renforcer la contribution du secteur privé au PNB.



Agriculture et pêche

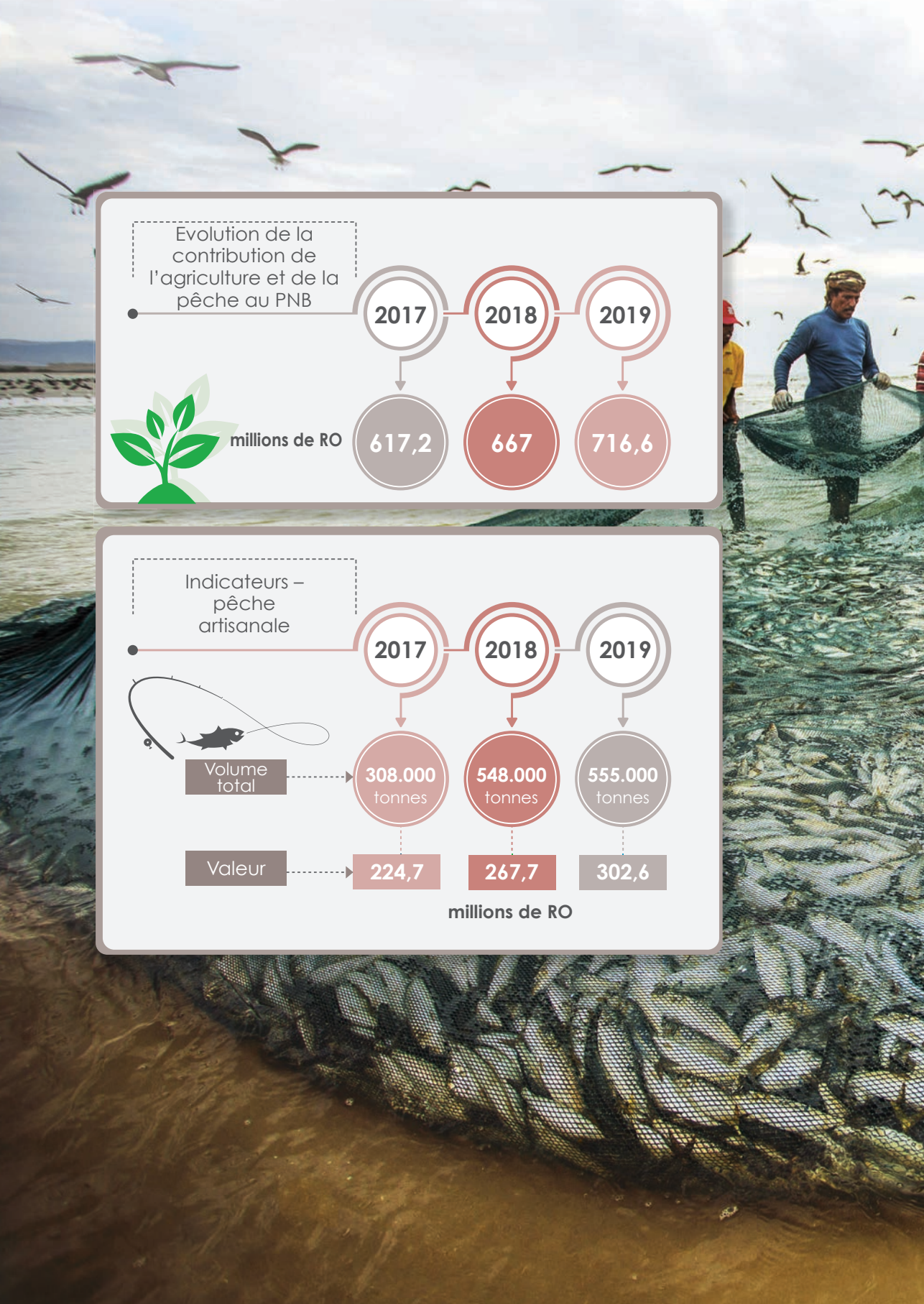
Agriculture, élevage et pêche sont les moteurs de la production alimentaire du Sultanat et les fondements de sa stratégie de sécurité alimentaire. Elles sont les références par rapport auxquelles seront élaborées les politiques d'importation et le système de réserve alimentaire stratégique. Le Sultanat a été un précurseur parmi les états quand il s'est mis, au début des années 1980, à constituer son système intégré de sécurité alimentaire. Il continue aujourd'hui à peaufiner les méthodologies qu'il met en oeuvre et les outils qu'il utilise dans ce but. Il a peu-à-peu construit un modèle de production alimentaire qui repose sur une base de données d'informations et de statistiques en progression constante. Ceci lui garantit une planification et des politiques intelligentes, et a eu pour résultat des projections fiables pour la performance des secteurs de l'agriculture et des pêches jusqu'à 2040. Ses recommandations sont se traduisent par des stratégies officielles successives qui assurent le succès d'investissements prudemment gérés.

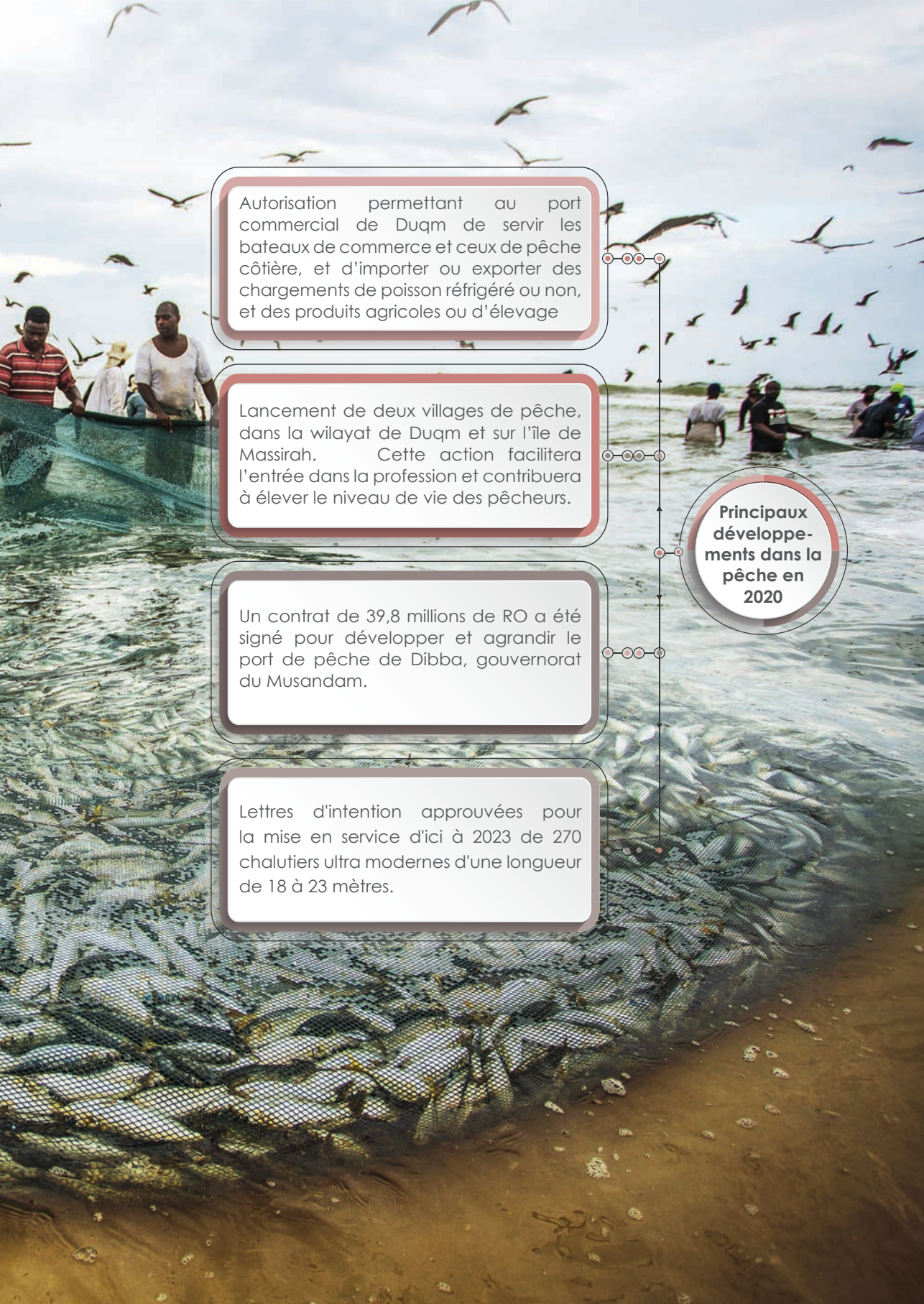


Principaux aspects des stratégies de sécurité alimentaire

- Développement et modernisation du secteur agricole et de l'élevage.
- Promotion de systèmes modernes d'irrigation économisant l'eau, et fourniture d'un support technique aux exploitations.
- Promotion de la technologie des serres réfrigérées dans la production végétale.
- Recherche intensifiée et ses applications dans la solution des problèmes de ce secteur.
- Accent sur les aspects phytosanitaires.
- Vaccination et traitement des animaux.
- Expériences d'augmentation de la productivité sur des surfaces expérimentales et développement de villages agricoles.
- Amélioration de la qualité des produits, réduction des pertes et mise en oeuvre de la stratégie nationale du palmier -dattier.
- Développement de méthodes supérieures de pêche et introduction de l'aquaculture en mer et en eau douce.
- Développement de sites de débarquement des prises, modernisation des ports existants et aménagement de nouveaux ports.
- Création d'un réseau de criées et de nouveaux marchés au poisson dans tous les gouvernorats du Sultanat.
- Accent sur la recherche et étude d'une méthodologie dans l'inspection et le contrôle de qualité du poisson et des organismes marins.
- Formation d'un comité d'investissement axé sur l'agriculture et la pêche, qui sera chargé d'identifier les opportunités d'investissement dans ces domaines et de suivre leur réalisation.
- Promotion des investissements dans l'agriculture, l'élevage et la pêche.
- Etablissement d'agences gouvernementales spécialisées dans la constitution de réserves alimentaires, telles que Omani Food Investment Holding Company ou Oman Fisheries Development Company.




Evolution de la contribution de l'agriculture et de la pêche au PNB
2017
2018
2019
millions de RO
617,2
667
716,6
Indicateurs – pêche artisanale
2017
2018
2019
Volume total
308.000 tonnes
548.000 tonnes
555.000 tonnes
Valeur
224,7
267,7
302,6
millions de RO



Principaux développements dans la pêche en 2020

Autorisation permettant au port commercial de Duqm de servir les bateaux de commerce et ceux de pêche côtière, et d'importer ou exporter des chargements de poisson réfrigéré ou non, et des produits agricoles ou d'élevage

Lancement de deux villages de pêche, dans la wilayat de Duqm et sur l'île de Massirah. Cette action facilitera l'entrée dans la profession et contribuera à élever le niveau de vie des pêcheurs.

Un contrat de 39,8 millions de RO a été signé pour développer et agrandir le port de pêche de Dibba, gouvernorat du Musandam.

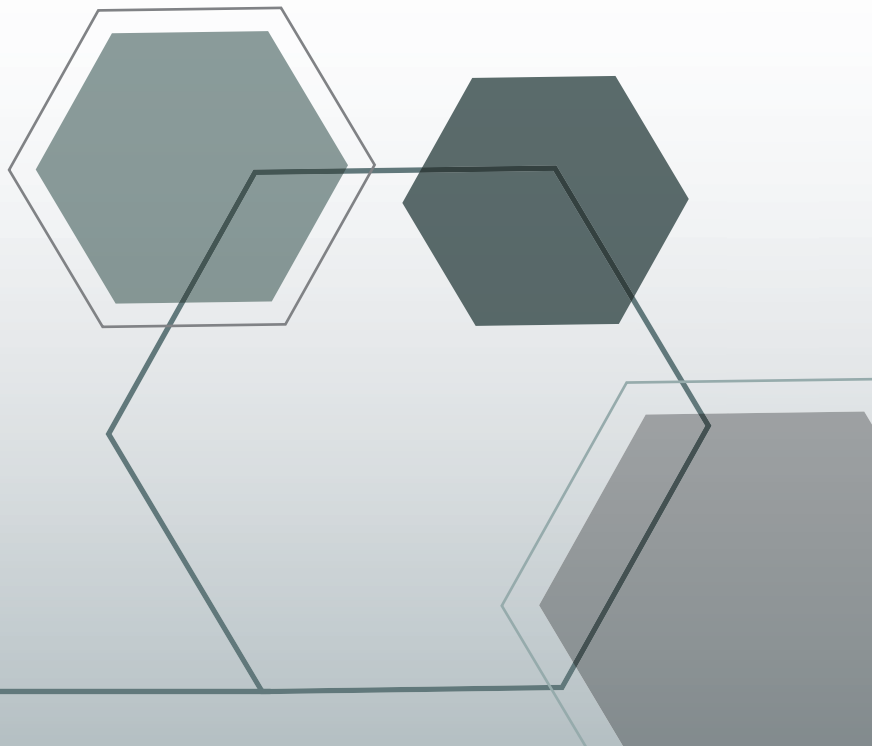
Lettres d'intention approuvées pour la mise en service d'ici à 2023 de 270 chalutiers ultra modernes d'une longueur de 18 à 23 mètres.







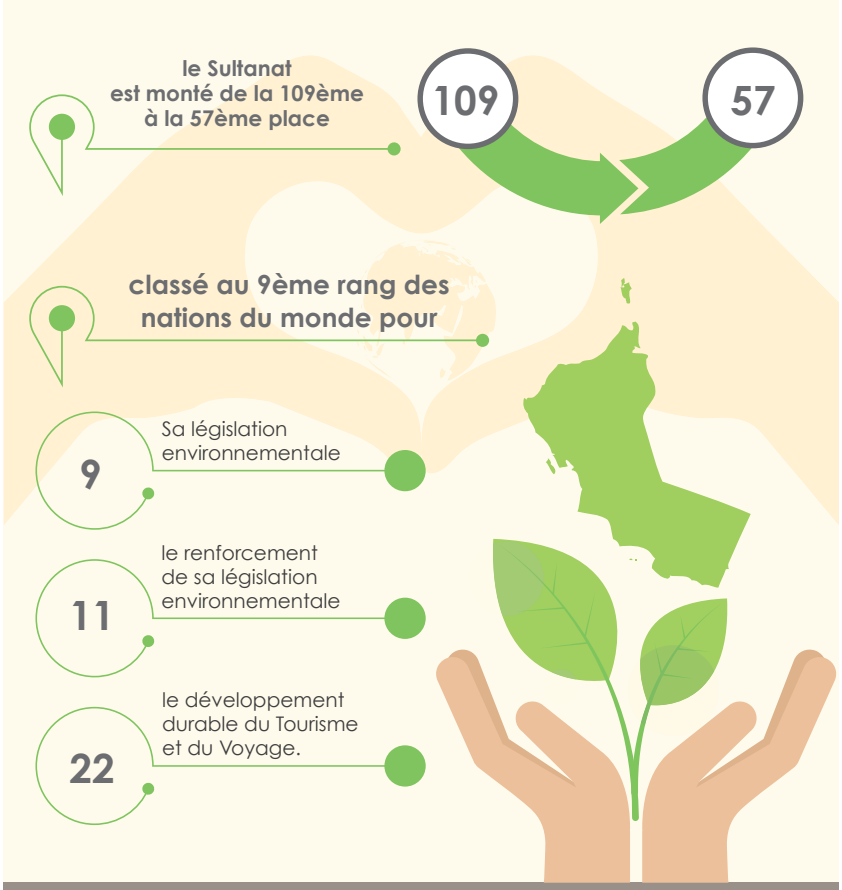
Des aménagements modernes dans un environnement préservé



L'Environnement en Oman

L'environnement a depuis longtemps été l'un des premiers soucis du Sultanat. Cet engagement est désormais formalisé par la création en 2020 d'une autorité chargée de proposer des stratégies et des politiques en faveur de la protection et de la durabilité de l'environnement, du contrôle de la pollution et des déchets, de la conservation de la nature et des divers systèmes naturels dans le cadre des objectifs de développement durable du Sultanat. Ces politiques ne vont pas seulement assurer la protection de la flore et de la faune dans leur habitat naturel, mais veilleront aussi sur une exploitation durable des ressources renouvelables. La nouvelle Autorité encouragera aussi la recherche de pointe dans les disciplines touchant à l'environnement.

L'action environnementale du Sultanat au cours des décennies de la moderne Renaissance a souvent été validée par des rapports internationaux.



selon le rapport annuel du Forum Économique Mondial 2019



Le Sultanat a construit un corps de législation environnementale qui fait de chacun partie prenante de la protection de l'environnement et de la conservation de la nature.

Les conseils municipaux... intégration de l'élaboration des plans de développement

Tandis que les deux volets du Conseil d'Oman débattent et préparent les stratégies nationales qui affecteront la société et l'économie dans leur ensemble, tirant le maximum des principales agences de l'état, les conseils municipaux, quant à eux, se servent de ces stratégies pour décider de leur application sur le terrain en fonction des besoins de leur circonscription. Les Conseils Municipaux dans leur forme actuelle sont régis par le décret royal No 126/2020 du 12 novembre qui remplace la Loi sur les Conseils municipaux promulguée initialement par décret royal 116/2011. Les Conseils contribuent activement aux déroulement des politiques nationales, émettant des opinions et des recommandations qui ajoutent de la valeur au système municipal lui-même en même temps qu'aux services qu'ils rendent. Leur participation à l'élaboration des politiques a fait avancer l'intégration entre la communauté et les institutions. C'est ainsi que peuvent être harmonisés le développement d'ensemble du pays et les besoins spécifiques locaux sans mutuellement se contredire.

Les nouveaux Conseils municipaux se réunirent pour la première fois le 22 décembre 2012 et se mirent immédiatement au travail dans le cadre légal et procédural qui leur était tracé. Ils tiennent leur réunions régulièrement pour discuter des sujets économiques, sociaux et autres concernant leur circonscription, toujours dans le but d'obtenir le maximum de bénéfice pour leurs communautés respectives.

Selon les dispositions légales et réglementaires découlant du décret royal No 126/2020, chaque gouvernorat a un Conseil Municipal présidé par le gouverneur et constitué des membres définis par leurs fonctions officielles, comme par exemple:

- Ministère du Logement et de la Planification urbaine
- Ministère des Transports, Communications et Technologies de l'Information
- Ministère du Patrimoine et du Tourisme
- Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion de l'Investissement
- Ministère du Développement Social
- Royal Oman Police
- Municipalité du Gouvernorat

Le Conseil des Ministres peut modifier cette liste en fonction de l'intérêt public, étant entendu qu'aucun membre ne soit de rang inférieur à celui de directeur général ou chef de département quand une entité n'a pas de structure de gestion au niveau du gouvernorat. Il n'est pas possible de cumuler l'appartenance à plus d'un Conseil. De plus seront élus deux membres représentant chacune des wilayats du gouvernorat, ainsi que deux personnalités locales désignées par le ministre de l'Intérieur parmi des candidats proposés par le gouverneur.

La loi sur les Conseils Municipaux No 126/2020 définit les compétences de ces conseils, destinés à être compatibles avec la politique générale de l'État et le Plan national de développement. Ces compétences sont:

Proposer des moyens pour investir les ressources du gouvernorat dans un but de durabilité et de stimulation de l'emploi; établir, modifier ou abolir les taxes municipales, et décider des voies de leur recouvrement; définir les limitations à la signalisation commerciale et à la publicité sur l'espace public en collaboration avec ls organismes locaux compétents; établir, en coordination avec les autorités compétentes, la réglementation du contrôle des animaux errants; réguler la location de véhicule et les transports publics; réglementer les marchés, cimetières, abattoirs, le ramassage des déchets et leur traitement, sans enfreindre les directives spécifiques du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources hydriques sur la gestion et la supervision des marchés au poisson; étudier les plans nationaux de développement au niveau du gouvernorat et sélectionner les projets de croissance souhaitables.

Le Conseil Municipal fait des recommandations sur le fonctionnement des branches de l'administration dans le gouvernorat, donne son aves sur l'implantation des projets économiques, de développement et de service, ainsi que sur les plans urbains. Il suit les procédure établies pour interdire ou éliminer les empiétements sur les installations publiques, et les espaces réservés de verdure ou de rivage.

Le Conseil Municipal contribue à formaliser les besoins du gouvernorat en termes d'installations publiques et de services du gouvernement, et propose les projets adéquats. Il offre aussi des suggestions sur le domaine de la santé et propose les mesures sanitaires de régulation des activités pouvant impacter la santé publique. Il collabore avec les autorités compétentes pour décider de ce qui est bénéfique pour le public dans les projets de développement, cela en conformité avec les termes de la Loi sur l'Expropriation de Propriété dans l'Intérêt public. Il émet des opinions sur les grandes lignes du planning urbain et le zonage résidentiel, commercial, industriel et touristique dans le gouvernorat.

Les Conseils ont encore d'autres fonctions, comme celle d'autoriser la tenue de manifestations culturelles, récréatives ou de tourisme, après consultation des autorités compétentes; assurer le suivi des projets de services et de développement dans le gouvernorat et émettre des opinions à ce sujet; suivre également l'exécution des contrats de services impliquant des droits fiscaux ou des obligations pour le gouvernorat; proposer des aides pour certains groupes dans le besoin, aider les handicapés et les orphelins, toujours en coordination avec les autorités concernées; proposer des programmes d'aide aux victimes de catastrophes naturelles ou climatiques; sélectionner des projets favorisant le développement et le potentiel touristique des localités du gouvernorat.

Les Conseils municipaux ont encore une autre fonction, qui est d'inciter les sociétés et établissements privés à assumer un rôle dans le développement communautaire de leur gouvernorat local et décider d'un ordre de priorité pour leur participation; préparer des campagnes de sensibilisation et d'information sur les domaines concernant le Conseil; analyser les propositions ou les plaintes soumises au Conseil dans leur domaine de compétence; prendre les mesures appropriées; prendre en considération les soucis de la communauté et examiner les tendances négatives qui peuvent se faire jour dès leur apparition dans le gouvernorat; offrir des solutions réalistes après consultation avec les autorités concernées.

En outre, le Conseil municipal a la responsabilité de sensibiliser la communauté à l'importance de conserver les réserves naturelles et la faune; de proposer les mesures propres à maintenir l'environnement en bonne santé; de se coordonner avec les personnalités locales et les établissements privés pour bien comprendre leurs observations et propositions quand elles concernent le service et le développement du gouvernorat.

En raison des circonstances extraordinaires que subit le Sultanat, comme l'ensemble du monde, du fait de la pandémie de Coronavirus Covid-19, le ministère de l'Intérieur, après avoir obtenu l'accord de Sa Majesté le Sultan Haitham bin Tarik a, le 17 mai 2020, pris la décision de reporter le troisième tour des élections des Conseils municipaux qui avaient été prévues pour 2020. Les élus des tours précédents demeurent donc en place jusqu'à ce que les élections différées aient pu avoir lieu.



Les Conseils municipaux se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes concernant la communauté.

Stratégies mises en œuvre pour la protection de la faune et la conservation des habitats naturels

1. La législation inclut une Loi sur les Réserves Naturelles et la Conservation de la Faune.
2. Création de multiples réserves naturelles terrestres et marines, ainsi que d'une réserve « starlight » (sans pollution lumineuse), première du genre dans la région.
3. Création d'Unités de Protection de la Faune dans tous les gouvernorats du Sultanat, chargées de conduire périodiquement des opérations de contrôle pour protéger la faune.
4. Conservation des habitats naturels par réhabilitation des environnements naturels et écosystèmes endommagés.
5. Évaluation des projets de développement préalablement à leur adoption afin d'en éliminer ou réduire tout préjudice potentiel à la faune.
6. Signature de multiples accords et protocoles internationaux sur la protection de l'environnement et des ressources naturelles.

Le Prix Sultan Qabous pour la Protection Environnementale

depuis
1991

Le Prix Sultan Qabous pour la Protection Environnementale est l'expression de l'appréciation de Sa Majesté le défunt Sultan Qabous bin Saïd pour l'action de pionniers de l'environnement dans le monde. Ce prix a été fondé lors d'une visite de Sa Majesté au siège de l'UNESCO le 1er Juin 1989. Depuis 1991 il a été décerné tous les deux ans pour des actions remarquables dans le domaine, et s'adresse à des candidats de tous les pays.

En 2019 le prix a été remporté par l'Ashoka Trust for Research in Ecology and the Environment (ATREE), de la République de l'Inde, pour les aspects sociaux de son travail de conservation de l 'environnement et ses activités diverses dans le domaine du développement durable. Ashoka s'implique en effet dans un large éventail d'actions, des écosystèmes himalayens aux forêts des Ghâtes de l'Ouest – enregistrées toutes deux comme Réserve de Biosphère et Site du Patrimoine mondial de l'UNESCO – ainsi que les « Kutch Grasslands », les zones humides du Tamil Nadu et du Kerala, les paysages urbains du Karnataka et du Tamil Nadu, et bien d'autres sites menacés.



Plage de Qurum

L'environnement d'Oman
est fait de beauté pure,
abritant une flore et une faune
extraordinairement variées
et riches.



Dhabab
Wilayat de Quriyat



Bidiya



WAKAN
Wilayat de Nakhl

Logement et urbanisme

Statistiques pour 2019

assignation aux divers usages, → **54.827** par-celles dont → **40.842** au développement résidentiel.

Un total de **31.811** parcelles allouées dans tout le pays

- **28.099** pour résidence privée
- **301** commercial
- **756** commercial résidentiel
- **348** usage industriel

Un total de **388.000** transactions immobilières dans l'ensemble du Sultanat

parcelles à usages divers → **58.024** en premier enregistrement

Titres de propriété émis → **211.191**

Montant total de l'activité immobilière → **2,7 milliards de RO**

Un programme d'assistance au logement d'un montant de → au bénéfice de plus de mille familles **41 millions de RO**



Terrains et logements sont à la disposition de tous les citoyens de manière à servir le développement social, économique et urbain de chacune des localités du pays.

Routes et transports routiers

Le réseau routier, principal et secondaire continue de s'étendre avec l'ouverture de routes asphaltées ou nivelées, et l'élargissement et le doublement des principales artères existantes. La sécurité routière est tout particulièrement prise en compte aux stades de la conception comme de la réalisation. La stratégie nationale d'extension du réseau asphalté pour relier les zones rurales aux centres urbains se poursuit, facilitant grandement le mouvement des citoyens, des résidents et des touristes, et insufflant une nouvelle vie aux économies locales et à la cohésion sociale.



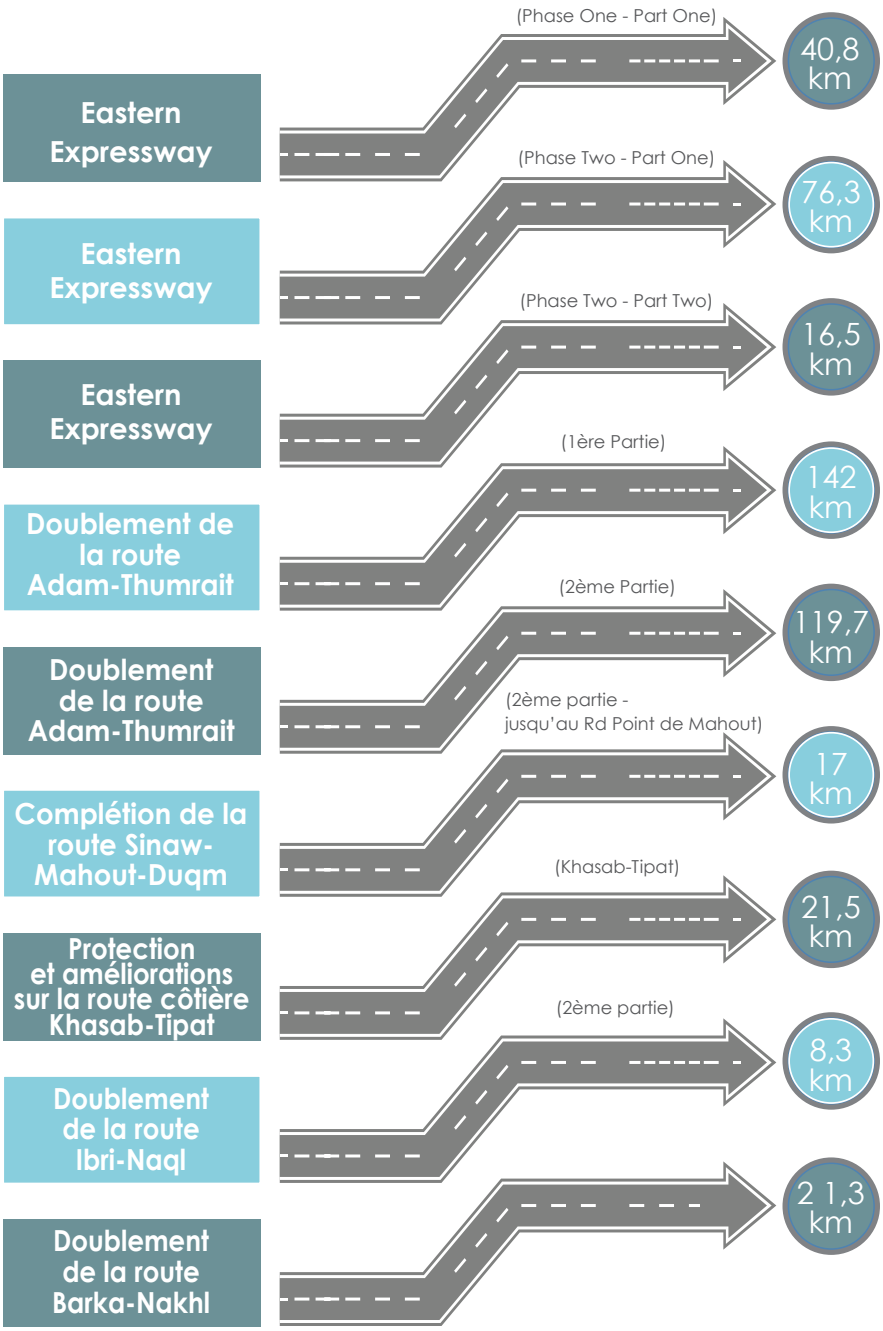
Les réseaux routiers principal et secondaire sont constamment entretenus et mis aux normes internationales les plus strictes.

(La route du Wadi Al-Aqq sur le système de la Voie Express orientale)

Développement du transport terrestre dans l'économie nationale par

1. Une législation qui régule l'activité du secteur.
2. Publication du Land Transport Act portant sur le transport dans le Sultanat et promouvant les meilleures pratiques dans le transport de passagers et de fret.
3. Mise en œuvre d'un plan national de transports publics par l'Omani National Transport Company Mawasalat (« transport » en arabe)
4. Installation de bascules à poids lourd sur certains grands itinéraires afin de décourager la surcharge de véhicules et réduire les dommages à l'infrastructure routière.
5. Conception des routes selon les normes les plus exigeantes pour prendre en compte la sécurité et les événements météorologiques extrêmes.
6. Le Ministère des Transports, des Communications et des Technologies de l'Information a été responsable de l'achèvement de **15.789 km** de routes asphaltées.
7. Longueur totale des pistes nivelées sous la supervision du ministère : **17.135 km**

Principaux projets routiers achevés en 2019 et 2020





La sécurité routière est mise au premier rang de priorité au stade de la conception comme à celui de la construction.

(La route Wadi al Maawil-Nakhl)

Transport aérien

Le Sultanat possède un réseau d'aéroports réparti sur l'ensemble des gouvernorats. L'infrastructure aéroportuaire est propriété du gouvernement, alors que sa gestion est confiée à la société publique Oman Airport Management Company en conformité avec les principes commerciaux et la réglementation de l'Autorité de l'Aviation Civile.

Sur la décennie précédente le Sultanat a investi plus de 2 milliards de RO dans la construction et la maintenance des cinq principaux aéroports de Mascate, Salalah, Sohar, Duqm et Ras el Hadd (ce dernier inachevé). L'Autorité de l'Aviation Civile a étudié l'implantation d'un aéroport civil dans le gouvernorat du Musandam. Les résultats préliminaires de l'étude concluent à développer d'abord l'installation existant à Khassab en attendant la construction d'un aéroport intégré dans l'avenir.

Indicateurs de l'Aviation Civile 2019



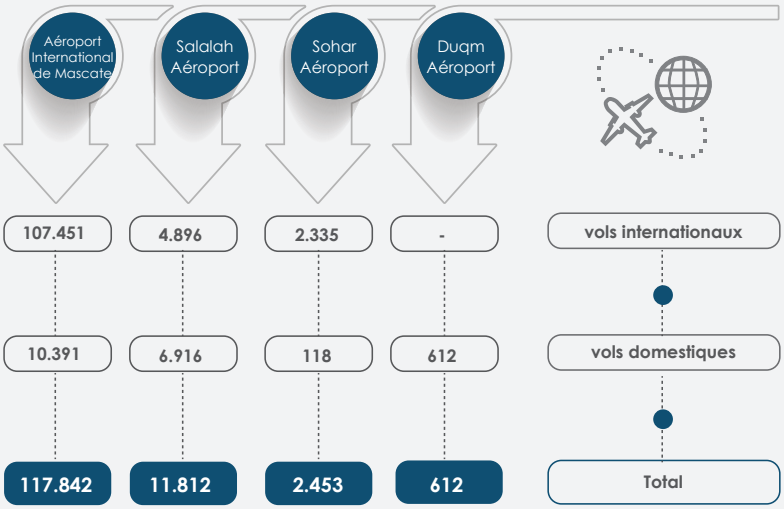
17,8
millions de passagers ont utilisé les aéroports du Sultanat

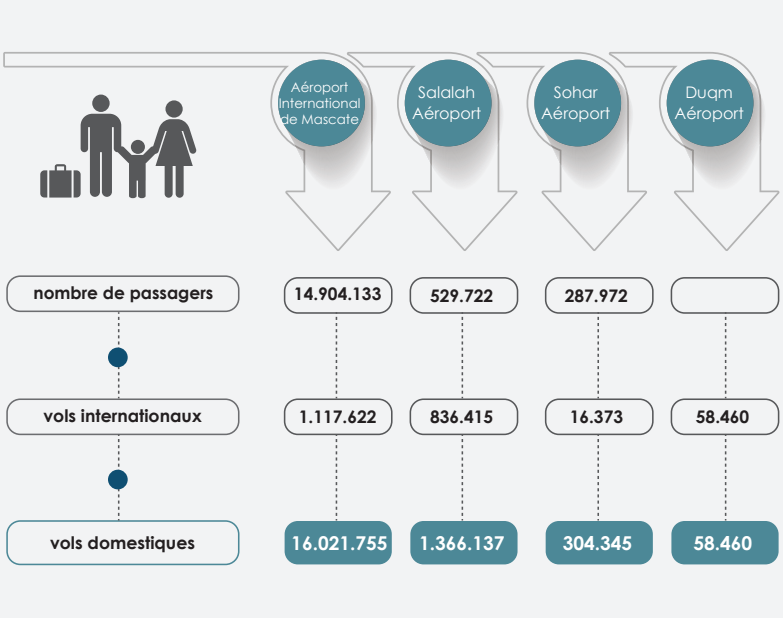
37
compagnies utilisent les aéroports du Sultanat, y compris Oman Air et Salam Air

110
pays ont un accord bilatéral de transport aérien avec le Sultanat

591.000
aéronefs ont transité par l'espace aérien omanais

Statistiques 2019 du transport aérien sur les aéroports du Sultanat





Ports commerciaux et industriels

Au cours des années de la Renaissance moderne le Sultanat a développé un certain nombre de ports spécialisés qui aujourd'hui offrent des services multiples au commerce et à l'industrie. La capacité de ces ports a été augmentée par étapes, avec l'adjonction de marinas, d'espaces de manutention et de stockage et d'autres services annexes en fonction de l'augmentation de la demande. Ces ports sont stratégiquement reliés aux zones franches et aux zones industrielles actives dans le Sultanat. Les plus notables sont les ports de Sohar et de Salalah respectivement.

Dans un souci d'efficacité et de compétitivité de ses ports le Sultanat a passé des accords de concession avec des compagnies internationales ayant une vaste expérience de la gestion, de l'exploitation et du marketing de ports commerciaux et industriels.

Trois principales installations portuaires dominent le réseau des ports omanais : Salalah et Duqm, stratégiquement situés face aux routes maritimes sur l'océan Indien, et Sohar sur le golfe d'Oman. D'autres ports de moindre importance sont Suwaiq et Shinas dans la Batinah nord, et Khassab dans le Musandam.



Activité des principaux ports en 2019

1. Port Salalah

Plateforme de redistribution et de transfert de conteneurs, Salalah possède 22 postes actifs d'une longueur totale de 4,8 km et dragués jusqu'à 18 mètres de tirant d'eau.

Accroissement du nombre de mouvements de	8,8%
Accroissement du nombre de conteneurs manutentionnés	21,4%
Total conteneurs traités par le port	4,1 millions de TEU
Volume de fret manutentionné	16,3 millions de tonnes



2. Port Sohar

Port spécialisé dans l'import et l'export des produits dérivés du pétrole, des marchandises générales et de conteneurs. It offre 22 postes d'une longueur totale de 6,3 km et d'un tirant d'eau jusqu'à 25 mètres.

25,4%	Accroissement du volume fret général
11,3 millions de tonnes	Volume du fret traité par le terminal marchandises générales
780.000 TEU	Nombre de conteneurs traités
15,3 millions de tonnes métriques	Volume de liquides traité



3. Port Duqm

Superficie terrestre des installations	170 km2
Total surfaces imperméabilisées	7,5 km2
Une zone logistique adjacente au port a été allouée	1000 hectares
Une zone industrielle proche du port est similairement délimitée	2000 hectares

Quai commercial
en cours d'achèvement

- Deux terminaux pour conteneurs
- Un terminal pour vracs secs
- Un terminal polyvalent

Quai pour vracs
liquides en cours d'achèvement

accommodera les activités de raffinerie et de pétrochimie

Duqm Port devrait devenir un grand port de transit reliant l'Est et l'Ouest.

Un terminal dédié stockera et exportera les produits pétroliers par le port.

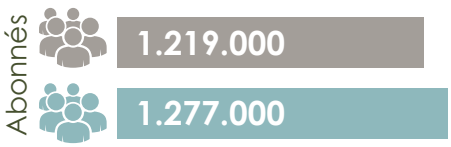


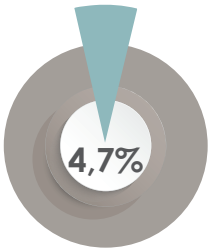
Energie

Le secteur de l'énergie (électricité et renouvelables) poursuit sa croissance dans le Sultanat avec une augmentation de charge entre 5% et 8% par an et jusqu'à 30% dans certaines zones en rapide expansion urbaine.

Consommation totale d'électricité en 2018-2019







augmentation du nombre d'abonnés

Principaux projets énergétiques

Centrale solaire d'Ibri: Capacité de production estimée de 500 MW, devrait entrer en production au second semestre 2021.

Projet éolien du Dhofar: Entré en service en novembre, c'est le plus grand projet d'énergie renouvelable du pays. Il se compose de 13 turbines combinant une capacité d'environ 50 MW. Il pourvoit à l'approvisionnement d'environ 16.000 foyers dans le gouvernorat du Dhofar.

Centrales solaires de Manah (1) et (2): Ces deux projets seront construits et exploités par le secteur privé sur deux sites adjacents dans le gouvernorat de la Dakhiliyah. Chacune de ces centrales aura une capacité de 500 MW. Leur exploitation devrait commencer au quatrième trimestre 2022.

Projet d'évaluation du vent comme source d'énergie: Le contrat adjugé au dernier trimestre 2019 devrait être réalisé en quatre ans. Le but premier de ce projet consiste à établir les bases sur lesquelles développer, dans l'avenir, des projets d'énergie éolienne.

Le projet d'interconnexion nord-sud de l'Oman Electricity Transmission Company: Interconnexion entre le réseau couvrant le nord du Sultanat et celui de la Dhofar Power Company dans le sud pour une capacité totale de 400 kilovolts. Il s'agit d'un des projets les plus ambitieux dans ce secteur. Ce plan permettra aussi de raccorder le réseau qu'utilise Petroleum Development Oman (PDO) dans les zones d'exploitation pétrolière, ainsi que celui de la Tanweer Company dans les wilayats de Duqm et Mahout respectivement dans le gouvernorat de la Wusta.

La centrale Amin Solar: D'un coût de US$94 million et sise dans le périmètre des installations de PDO , cette centrale est entrée en production au premier semestre 2020. Sa capacité est de 100 mégawatts, suffisante pour approvisionner environ 15.000 foyers.

Le Secteur de l'Eau



La centrale de dessalement d'Al Ghubra est au centre de la stratégie de sécurité hydrique du Sultanat.

Évolution de la production 2015-2019



Communications et Technologies de l'Information

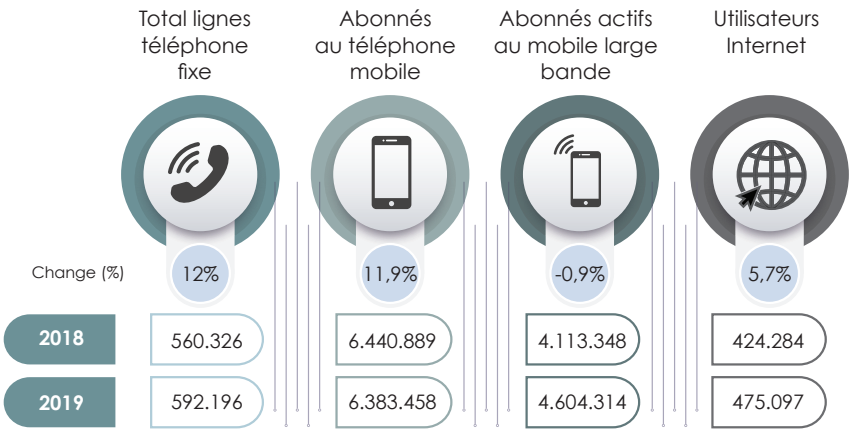
Le secteur des télécommunications fait état d'indicateurs positifs pour 2019 par rapport à 2018. Le total de lignes fixes a augmenté de 5,7% ; les abonnements aux services mobiles à large bande ont augmenté de 11,9%. Le total des abonnements au téléphone mobile était à 6.383.000 fin 2019, en léger repli de moins de 1% par rapport à fin 2018.

Dans le secteur de l'informatique le Sultanat a fait des progrès remarquables, avançant de plusieurs points dans son classement au United Nations E-Government Survey 2020, que publie annuellement le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA).

- Il a ainsi progressé de 13 points au classement général, venant en 5ème position du monde arabe et en 50ème sur les 193 pays repris dans le rapport.
- Sur l'indice Electronic Services Index le Sultanat se place en seconde position des pays du monde arabe, et 24ème globalement.
- avançant de 26 places au Human Capital Index en raison des indicateurs positifs de l'éducation et de la mise à jour des données sur le Sultanat dans les banques de données internationales.



Indicateurs du secteur Télécommunications 2018 et 2019



Communications et internet par satellite

L'objectif consiste à permettre l'accès à Internet à 598 villages et communautés du Sultanat non encore desservies.

Le gouvernement a alloué 15 millions de RO pour l'infrastructure des télécommunications dans les villages, répartis sur dix ans à raison de 1,5 million par an.

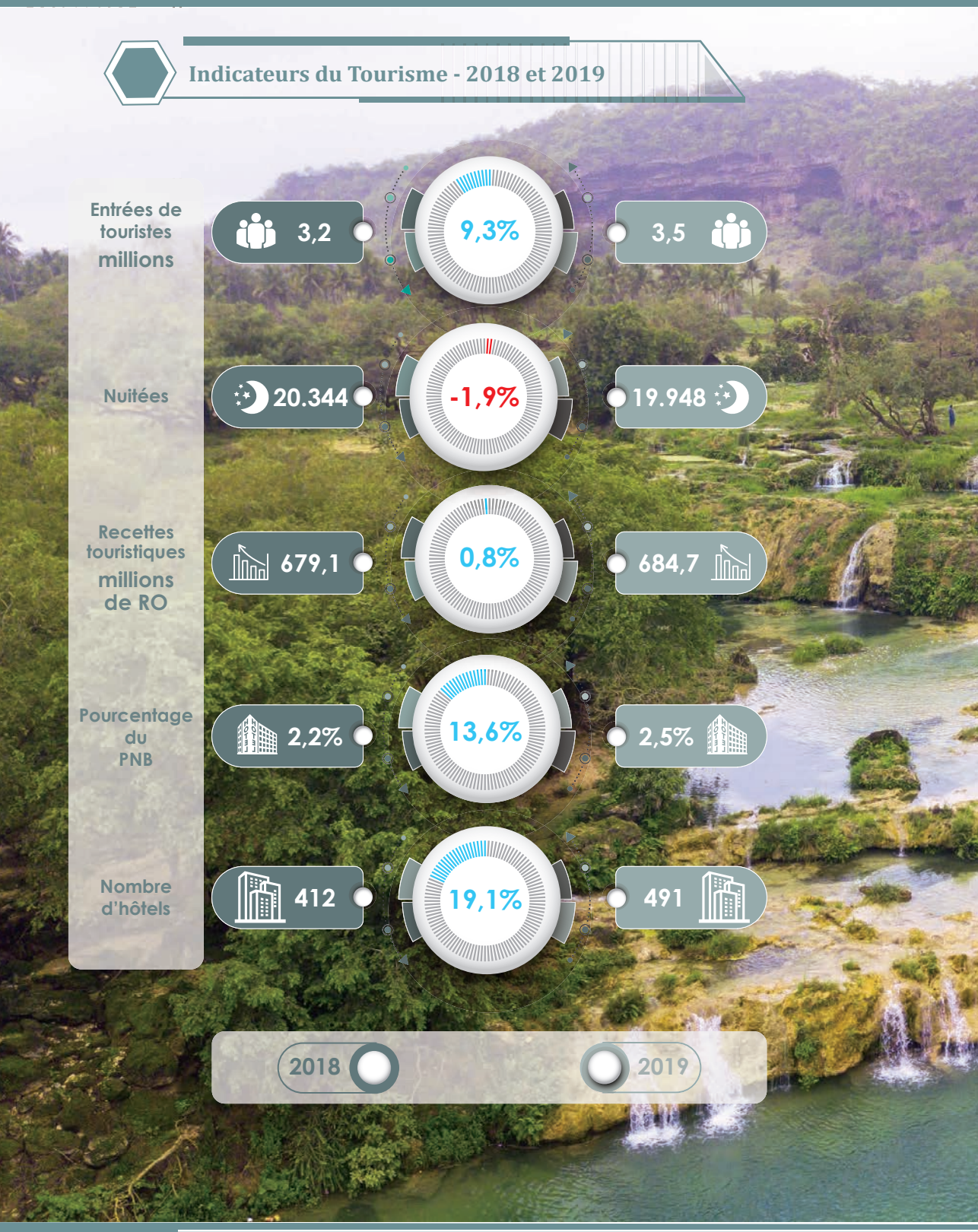
Le contrat pour ce projet a été signé en août 2020.

Le projet est mené par Omani Broadband Company, qui doit se coordonner avec les compagnies de Télécoms pour fournir les services internet à ces communautés.

Aux termes du contrat, Oman Broadband Company aura recours pour ce faire aux dernières technologies par satellite. Le système, lancé pour la première fois dans le Sultanat, fonctionnera sur le spectre micro-ondes Ka-band.

Ce projet se place dans le cadre de la stratégie du Sultanat de combler la fracture numérique en assurant la couverture des villages et communautés qui n'en ont pas bénéficié jusqu'à présent de télécommunications ni d'internet.

Indicateurs du Tourisme - 2018 et 2019




3,5
11,4%
3,9
Nombre de clients millions
38,4%
-2,6%
37,4%
Taux d'occupation
259,6
6,5%
276,6
Chiffre d'affaires hôtellerie millions de RO
366.348
16,4%
426.525
Entrées aux forts et châteaux
2018
2019



3

Pays arabes

58

Monde

Classement général du Sultanat

Le Sultanat a avancé de huit places, ce qui est la plus forte progression parmi les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Ce rapport est publié tous les deux ans et couvre 140 pays. Il prend en considération 4 indicateurs principaux : Environnement d'entreprise, environnement politique et réglementaire du tourisme, infrastructure, ressources naturelles et culturelles, en plus de 14 sous-indicateurs comprenant affaires, sécurité, ressources humaines et main-d'œuvre, infrastructure aéroportuaire, et infrastructure terrestre et portuaire.

Indice d'environnement d'affaires — **3** mondial

Coûts du crime et de la violence — **3** mondial

Coûts des actes terroristes — **7** mondial

1 mondial — Exemption de terrorisme

5 mondial — Fiabilité des services de police

Indice des Ressources humaines et de l'emploi — **65** mondial

Le Sultanat a bondi de **38** places à l'indice des Ressources humaines et de la main-d'œuvre

validant ainsi son souci continuel de qualification et de formation, facteurs cruciaux dans un environnement d'affaires évolutif.

103 mondial — 2017

65 mondial — 2019

Indice de l'infrastructure aéroportuaire

49 mondial

Le Sultanat a développé et modernisé son infrastructure aérienne, avec, notoirement, le nouvel Aéroport International de Mascate, l'allongement de la liste des destinations desservies par la compagnie nationale Oman Air, et le développement de ses services en général.

Indice de l'infrastructure terrestre et maritime

34 mondial

Le Sultanat a avancé de 13 places selon cet indice, ce qui reflète l'accent mis sur le potentiel du secteur portuaire. Il a investi largement dans les travaux portuaires et continue de le faire, avec un résultat global de retards réduits et de niveaux supérieurs de performance. La décision de convertir le Port Sultan Qabous de Mascate en un port consacré principalement au tourisme devrait avoir des retombées favorables, et des plans similaires pour d'autres ports bénéficieront de même au tourisme et aux transports.

Indice de qualité du réseau routier

8 mondial

L'expansion continue du réseau et du transport routier est validée par cet indicateur pour lequel le Sultanat a atteint une place enviable dans le monde grâce à son réseau moderne qui relie entre eux tous les gouvernorats et les wilayats du pays.

Indice de l'environnement politique et réglementaire du Tourisme

Visa nécessaire

44 mondial

Sur cet indice, le Sultanat a avancé de **78** places

Ce remarquable succès résulte directement des nouvelles installations mises en place pour la délivrance des visas, soit à l'arrivée à l'aéroport, soit en ligne.

122 mondial

2017

44 mondial

2019

Indice des Ressources naturelles et culturelles

Patrimoine culturel oral et Immatériel

8 mondial

Ce progrès valide la détermination du Sultanat à protéger et cultiver les traditions, arts, habitudes sociales, cérémonies et artisanat omanais.

Nombre de sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO

49 mondial

Le Sultanat a avancé de 6 places à cet indice, qui reprend le nombre de sites classés pour leur valeur universelle et inscrits pour cette raison au Patrimoine Mondial.

INDICATEURS SOCIAUX ● 2018 ● 2019

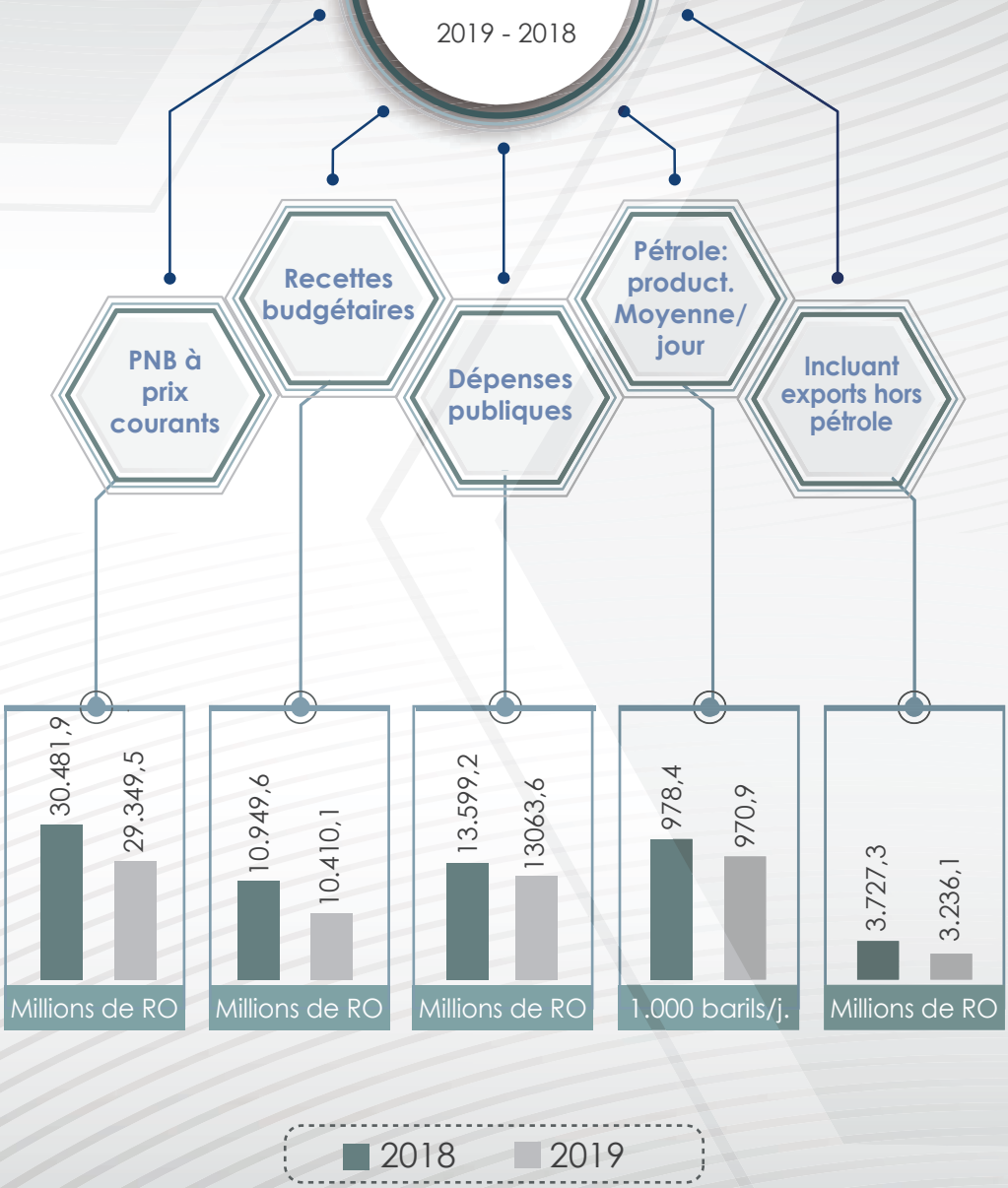
	2018	2019
Population totale	4.647.110	4.664.844
Omanais	2.616.916	2.629.756
Expatriés	2.030.194	1.972.088
Hôpitaux	81	83
Lits d'hôpital / 10.000 ha.	14,8	15,0
Médecins/ 10,000 Patients	21,0	20,8
nfirmiers(ères)/ 10,000 Patients	44,0	44,0

INDICATEURS SOCIAUX

	2018	2019
Fonctionnaires et assimilés	231.593	229.386
Omanais inscrits à l'Autorité Publique de Sécurité Sociale	252.132	262.333
Employés du secteur privé et leurs familles	1.729.713	1.658.111
Usagers mobile, internet haut débit	4.113.348	5.038.782
Abonnés internet fixe	424.284	475.079
Hôtels et hébergements	412	491

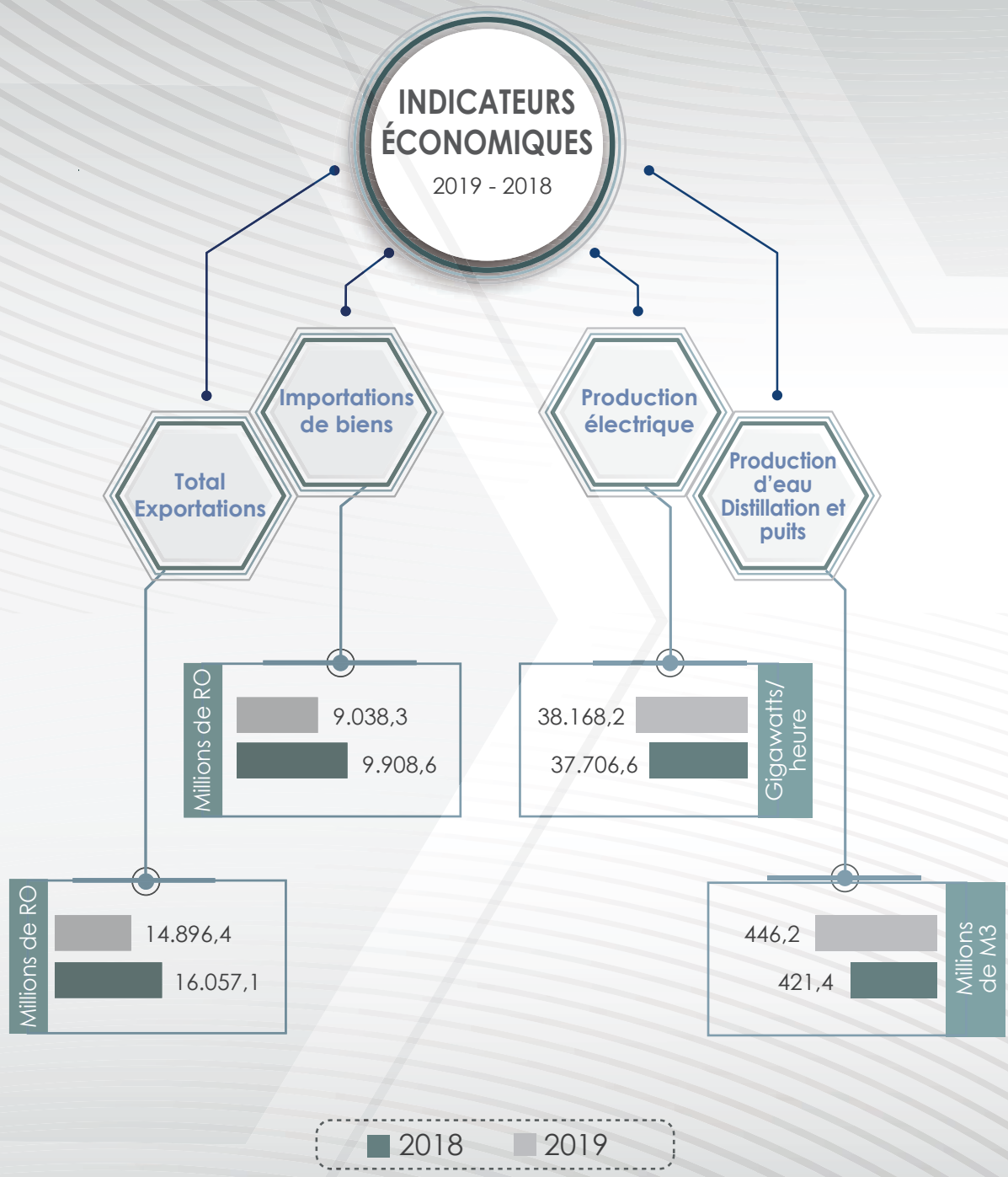
INDICATEURS ÉCONOMIQUES

2019 - 2018



INDICATEURS ÉCONOMIQUES

2019 - 2018



Supervision générale

Ali bin Khalfan Al Jabari
Sous-secrétaire chargé des médias Ministère de l'Information

Suivi et Réalisation

Khalifa bin Hammoud Al Toubi
Bader bin Yahya Al Rashedi
Hassan bin Ali Al Wahaibi
Fahed bin Salem Al Ghafri
Moussa bin Ali Al Dhahli
Badriyah bint Abdullah Al Mujinia
Karima bint Nasser Al Massoudia
Rosemary Hector

Préparation

Khalfan bin Hamad Al Zaidi
Mohammed bin Ahmed Al Shaizawi

Maquette

Y&Z design الأجاويد للتصميم

Traduction

Jean O'Hanlon
James M. Budd

Traduction anglais-français

Jacques Combeau

Supervision technique

Saud bin Halal Al Habassi

Photographies de Sa Majesté le Sultan

Mohamed Mustafa/Salim Al Hashli

Oman Photographic Society

Salem Al Shakili
Faisal Al Awfi
Khalfan Al Salhami
Mohammed Al Shamakhi
Dhahir Al Qasimi
Ahmed Al Mahrouqi
Abdullah Al Ebri
Khamis Al Muharbi
Shehab Al-Shindoudi
Adnan Dahish
Abdel Halim Al Saadi
Ma'awi Al Bahriya
Abdullah Al Hadrami
Jalal Al Dhawiani


omaninfo1
@omaninfo1
omaninfo.om

Tous droits réservés
au Ministère de l'Information
Ce livre ne peut être publié en tout ou en partie,
ni reproduit d'aucune manière, électronique
ou autre, sans autorisation
écrite préalable.

No. d'enregistrement: 3211/2020
ISBN: 978-99969-3-576-3





Sultanat d'Oman

Ministère de l'Information

www.omaninfo.om